LE MONDE JUIN 1977 diplomatique Canada : 1,50 \$c. sene : 60 peal

■ Nº 279 - 24º année ■

DÉPOSSÉDÉE

(Edouard Glissant, et Roland Suvélor)

(Pages 16 à 19.)

Dialogue

Publication mensuelle 5, roe des Italiens, 75427 Paris Carlex 89

Par CLAUDE JULIEN

D'N échec flagrant, une rupture nette, auraient pris figure de déclaration de guerre : le Nord et le Sud se sont donc efforcés de parvenir à un accord minimum justificat quelque espoir. Mais la confusion et les tensions qui ont marqué le conférence de Paris sur le coopération économique internationale ne peuvent laisser place à aucune illusion : le nouvel ordre mandial que charact de confeiter no pouve s'espoisses et prendre forme qu'à mondial que chacue dit souhaiter se pourre s'esquisser et prendre forme qu'é travers une longue série d'épreuves de force, faisant alterner les progrès et les

et double erreur d'optique suppose, d'une part, que tous les pays participant au dialogue Nord-Sud n'ont pas un égal intérêt à bouleverser leurs ralations et, d'autre part, que les mécanismes ayant assuré la paissance économique de l'Occident fournissent la clef du progrès du tiers-monde.

A prospérité des uns n'est pourtant pas innocente de l'exploitation des autres et la générosité des montis ne peut être leur seul motif de bôtir un nouvel erdre économique. C'est d'abord dons leur propre intérêt, avec tout ce qu'il peut avoir d'intelligenment égoïste, que les nations industriolisées doivent fonder leur propre blan-être sur d'autres bases qu'une croissance quantitative, mère de tous les gaspillages et de tous les pillages. L'Occident doit freiner su fuite en avant, et éventuellement changer de cap, s'il veut éviter d'être emporté, pour satisfaire des besoins souvent imaginaires, par na tourbilou d'investissaments mossifs qui outrepassent ses possibilités..., à moins qu'it n'accroisse la plus-value extraite du tiers-monde.

De même, la stabilisation des cours des produits de base ne peut pos être recherchée uniquement en une d'ossurer aux pays producteurs les res-sources régulières nécessaires à leur propre développement. Les fluctuations des cours du sucre (voir page 14), du caté, du cuivre, etc., profitent à qu privilégiés, mais les consommateurs occidentaux font, tout auteut que de loin-tains mineurs ou poysons, les frais de ces spéculations et de ces manipulations de stocks. Le désordre, ici, n'est pas d'abord dens les relations Nord-Sud, mais en Occident même, où un libéralisme erchelique conduit à l'anarchie des prix et des approvisionnements. Les gouverpreparants occidentaux possibilat, pou eux-manne, les inscens de maistre de la desde de la libéralisme de l mêmes, les moyens de mettre un peu d'ordre et d'équité dans cette jungle, de juguler les écurts irretionnels enrégistrés sur les Marchés des méteux ou des produits tropicaux, qui fonctionnent comme des Bourses en délire.

C'E système déréglé qui a foudé en Occident une prospérité spectaculaire et fragile, pourquei voudmit-en l'experter? « Le développement, a dit M. Cyrus Vence, exige un apport de capital, de technologie et de compé-tence (...) sur une énorme échelle. > Le secrétaire d'État asséricain est-il convaince (...) sur une enorme echelle. La secretaire a trut discretaire et en convaince de ce qu'il ovence? Les pays qui achètent au prix fort des technologies avancées et obtiennent pour ce faire les crédits nécessaires accumulant des dettes aux proportions astronomiques (voir page 15) sans pour autont sortir de leur marassne. Telle est la voie qui s'impose si le tiers-monde veut se

Coux-ci pouvent donner un signal qui modifierait le tau du diclo Leur sousei ne peut pas se borner au nouvel ordre économique qui fait l'objet du débat : l'économique est inséparable du politique. Si les nations industrie-lisées continuent de courtiser en priorité cas pays pouvres si riches en motières premières et pourtunt soumis à des régimes qu'aucun Occidentul ne voudrait accepter pour lui-même, jamais les déséquilibres actuels ne pourront être éliminés. Si la liberté et les droits de l'homme font les frois d'un souvel ardre verra proliférar les régimes dictatoriaux qui publient des statistiques faussa-

ISRAËL: L'HEURE

Le renversement de majorité enregistre lors des élections qui se sont déroulées en Israel le 17 mai semble présager un durcissement de tensions déjà anciennes. D'abord à l'intérieur même du pays, entre les couches les plus défavorisées, même si leurs suffrages sont souvent allés au Likoud, et une majorité conservatrice qui aura du mal à apaiser le mécontentement social. En second lieu avec les Palestiniens, en raison d'une intransigeance plus nettement affir-mès par la nouvelle majorité en ce qui concerne les territoires occupés. Troisièmement, et du même coup.

avec les Etats arabes, y compris les plus modéres, qui peutent difficilement cèder sur ce point. Enfin avec les Etats-Unis, dont le désir de parrenir à un règlement global au Proche-Orient se heurte directement aux positions affichées par M. Menahem Begin et ses amis. Les quatre facettes de cet affrontement ne sont certes pas nouvelles, mais elles prennent un nouveau relief qui préoccupe aussi bien les capitales occidentales que les pays de la région les plus directement

Des «faits accomplis» au désir d'annexion...

Dés la publication du résultat des élections, M. Menahem Begin, chef du Likoud, a proclamé sa détermination d'annexer la Cisjordanie. Cet empressement ne pouvait choquer la majorité des Israéliens. Les diviseants transplitées pour a affat choquer la majorité des Israéliens. Les dirigeants travaillistes n'ont en effet jamais eu d'autre politique depuis dix ans, à l'égard des territoires arabes occupés, que celle des « faits accomplis » visant à y créer en certaines régions une « situation irréversible » au nom des impératifs de sécurité et dans la perspective d'une négociation avec les Palestiniens à laquelle ils se sont toujours refusés.

Le chef du gouvernement travailliste, M. Rabin, au cours de ses visites dans les nouvelles agglomérations de Cisjordanie, de la bande de Gazza, de Charm-el-Cheikh et du Golan, avait l'habitude de déclarer qu'elles avaient été créées pour rester. « Aucune agglomération n'a été fondée pour être soucués, », afformait il par exemple lors d'une visite dans la vallée du Jourdain (1).

Dans la surenchère de la campagne électorale, deux jours avant les élections du 17 mai, M. Pérès exposait au nom des travaillistes la politique des « faits accomplis » dans un face-à-face l'opposant à M. Begin et déclarait : « Il pour mieux agir sans faire de déclarations : en fait, nous créons beaucoup (d'agglomérations) dans les territoires occupés. »

M. Menshem Begin n'a fait qu'ailer Al Mehahem Begin n'a last qu'aler au bout de cette logique puisque le Liknud s'oppose, lui, très cuvertement à la restitution d'un seul ponce du territoire de la Palestine. « Pas occupés, mais libérés », rectifiait-Il, après les élections, devant un journaliste étranger qui l'interrogeait sur l'avenir de ces territoires. Il entend imposer la loi israélienne à l'ensemble des régions occupées et, de fait, cela est possible puisqu'une résolution votée par le Parlement dans le passé autorise le gouvernement à agir en ce sens sans qu'il lui soit nécessaire de recourir à l'avis de la Knesset: « Ça, c'est la politique à laquelle je crois. Nous n'en jaisons aucun mystère. C'est une politique correcte et juste. C'est noire terre et Par AMNON KAPELIOUK

la terre de nos ancêtres. Le président Carter, qui connaît la Bible par cœur, doit savoir à qui appartient cette

pepuls la guerre de six jours, il y a dix ans, quatre-vingts agglomérations israéliennes de diverses natures — établissements agro-militaires du Nahal (umités de soldats faisant leur service militaire sur les frontières), kibboutsim, villages coopératifs et centres urbains — ont vu le jour dans les territoires occupés. Leur installation se poursuit sans répit. Certains avaient pur croire que le pays, dégrisé après la guerre d'octobre, réviserait sa politique en ce domaine. Il n'en a rien êté et en ce domaine. Il n'en a rien été et trente-cinq agglomérations ont été créées depuis 1973 dans les territoires occupés. Les projets pour l'avenir ne sont pas de moindre envergure.

Ces agglorierations sont Installées dans des endroits qu'Israël est bel et bien décidé à ne pas abandonner : entre un tiers et la moitié de la Cisjordanie, une bande de terrain de quelques dizaines de kilomètres allant de la Méditerranée à Charm-el-Cheikh, dans l'ouest du Sinai, la bande de Gaza, le Golan. Tout est fait pour oublier les frontières antérieures à la de Gaza, le Golan. Tout est fait pour oublier les frontières antérieures à la guerre de six jours. Les choses en sont arrivées au point qu'une résolution du gouvernement interdit la vente de cartes portant les lignes d'armistice en vigueur jusqu'en juin 1967 (la « ligne verte ») et, effectivement, ces cartes sont aujourd'hui introuvables. En cas de besoin, on peut toutefois, sur présentation d'une autorisation spéciale, les consuiter aux archives du Bureau national d'arpentage (2). Dans la série intitulée « Les paysages de notre pays », le service des postes émet des timbres comportant des vues de territoires occupés (Golan, etc.).

Un « acte de représailles »

DANS deux cas au moins, la déci-sion d'établir de nouvelles agglo-mérations a été prise en réaction contre des résolutions de l'ONU ou des pays arabes. « Aux attaques lances contre Israël et le sionisme, il nous faut répondre par le peuplement », décla-rait M. Galili, connu comre « fau-con », et présidant la commission ministérielle pour la création des nou-velles agglomérations. Et, en effet, à la suite de la conférence de Rabai (qui reconnaissait l'OLP, comme seul représentant des Palestiniens), du discours de M. Yasser Arafat à l'ONU et des votes des Nations unies sur le problème palestinien à l'automne 1071. 1974, le gouvernement israéllen décida le 24 novembre de créer un centre industriel à Maalé-Adoumim, entre Jérusalem et Jéricho. Un an plus tard, le 2 décembre 1874, en riposte à la décision d'inviter l'O.L.P. au débat du Conseil de sécurité, le gouvernament décide d'installer quatre nouvelles agglomérations sur le Golan. Saus ambages, les porte-parole du gouvernement expliquent alors qu'il s'agit bien d'un a acta de représailles » contre l'attitude des Nations unles.

ne. les iuits ont le de s'établir pariout dans le pays, mais, d'un point de vue pratique, nous avons nos préjérences en matière de peuple-ment s, déclarait le premier ministre sortant (3).

(Lire la suite page 21.)

(1) Haaretz, 24 avril 1976. (2) Daver, 17 août 1975. (3) Maariv, 6 mars 1977.

Le prix de la «guerre des sables»

LA MAURITANIE DANS L'ENGRENAGE SAHARIEN

EST avec beaucoup de discrétion que, fin février, la Mauritanie a célèbré le premier anniversaire de l'intégration à son territoire de la partie du Sahara, ancien Rio-de-Oro — qui lui avait été octroyée par l'accord tripartite aigné avec l'Espagne et le Maroc en novembre 1975. Car le gouvernement du président Moktar Ould Daddah, engagé à contrecœur dans l'engre-

Dans ce numéro :

Chypre s'enfonce dans la partition de fait (Pages 2 à 4.)

L'Europe, d'Helsinki à Belgrade

Réforme agraires et nouvelles formes d'exploitation des paysans Par HOWARD SCHISSEL *

nage saharien, doit faire face simulnage sansteil, une collèuse « guerre des sables », à laquelle le pays n'était nullement préparé, et à une situa-tion économique qui ne cesse de se détériorer.

Jusqu'en 1975, le gouvernement mauritanien avait adopté, sur l'ave-Jusqu'en 1975. le gouvernement mauritanien avait adopté, sur l'avenir de la colonie espagnole, me politique modérée et nuancée. Il était plutôt favorable à un référendum qui, sous l'égide des Nations unies et conformément aux résolutions de cette organisation, permettrait au peuple sahraoui de déterminer librement son propre avenir. A Nouakchott, on tenait pour certain que le Front Polisario sordirait vainqueur de ce référendum et qu'il opteratt d'abord pour l'indépendance puis pour une voie débouchant éventuellement sur une forme de confédération avec la Mauritanie. Les considérables richesses minières du Sahara occidental renforceraient ainsi la politique d'indépendance économique et de non-alignement que le président Moktar Ouid Daddah pratiquait avec succès depuis des années.

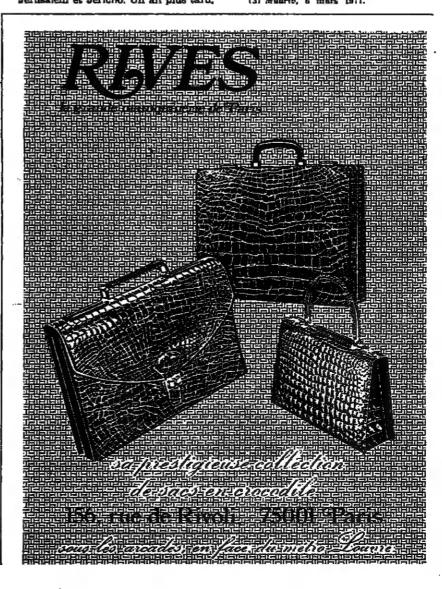
La rapide évolution de la situation politico-stratégique sur les plans régional et international a probable-

ment pris de court les dirigeants mauritaniens et les a placés devant le dilemme suivant : ou bien, en accord avec le Maroc, occuper miliaccord avec le Maroc, occuper militairement la partie sud du Sahara occidental, ou bien assister passivement à l'occupation de l'ensemble du territoire par le seul Maroc, déjà déterminé et de surcroit encouragé par de puissants altiés. Le gouvernement de Nouakchott a-t-il cru tirer parti d'une victoire marocaine qu'il jugeait certaine, ou bien a-t-il craint de trouver le c grand frère » marocain à ses portes? Toujours est-il que sa décision de s'aligner sur la politique marocaine a consolidé un renversement des alliances régionales, renversement nécessaire pour écarter toute nouvelle menace contre les positions de l'alliance atlantique au noment où les évolutions en cours au Portugal et en Angola risquaient déjà bien suffisamment de brouiller les cartes.

Pour le camp atlantique, il était

Pour le camp atlantaque, il était essentiel que l'avenir du Sahara occidental fût assuré par des pays favorables à ses intérêts. A cet égard, du point de vue militaire, le Maroc était le meilleur garant. Pour Hassan II, une alliance avec la Mauritanie lui permettrait de bénéficier de l'estime dont ce pays jouit parmi les pays progressistes du liensmonde.

(Lire la suite page 23.)



Tandis que piétinent les négociations entre les deux communautés

CHYPRE S'ENFONCE DANS LA PARTITION DE FAIT

La situation précaire des réfugiés est aggravée par les perturbations de l'économie

Par MARCEL BARANG

fond rouge; croix blanche sur fond bleu : drapeau de la Tur-Grèce, flohés sur leur bunker res-pectif, flottent à 30 mètres l'un de l'autre (mais où est donc le dra-peau chypriote, lle blanche sur fond orange ?). Entre les deux, un Côté grec, le nasillement d'un transistor berce une sentinelle. Deux soldais jouent aux des dans le tripot voisin, deux autres font la sieste. Le front est - gelé - depuis bientôt trois ans, mais, de part et d'autre, on tient ses positions. La dec plus passantes de la viellie ville. Aujourd'hul, les boutlquiers attendent devant leur porte un client qui ne vient plus : les gens ont peur, d'une balle perdue, d'on

En revanche, en secteur turc de la vieille ville, un autre jour à la même heure, les ruelles commercantes sont animées lusqu'aux abords des barricades. Des sousofficiers turcs marchandent une paire de chaussures pour enfant. - Ce modèle est introuvable chez trer au pays après deux ans de service dans le secteur nord de Chypre. De patits groupes de soldats turcs plaisantent avec les commerçants; un marchand se plaint de na pouvoir importar de France de la valagella incassable : « Pourquoi n'en a-t-on que pour les Chypriotes grecs? =, nous demande-

A vrai dire, le contraste entre ces deux scènes est trompeur car au Nord. Mais il ast révélateur d'un état d'esprit. Révélateur d'une peur diffuse parmi la communauté chypriote grecque, qui croit volontiers que le but ultime des Turcs est l'accupation totale de l'île. Révélateur aussi du sentiment de sécurité minorité turque de l'ile, rassurée d'être enfin entre soi et qui ne paraît nullement prête à se laisser dispersor et = enclaver > à nouveau pour se retrouver blentôt - à le merci des Grecs -. Révélateur encore du tossé croissant qui sépare les deux communautés, en dénit des négociations en cours à Nicosie et à Vienne, alternative-

Certes, l'optimisme est de commatiques qui souilgnent que, pour la première fois depuis l'intervention des troupes turques (juillet et août 1974) qui e coupé l'île en deux. l'archeveque Makarios et M. Raul Danktash, les cheis des deux communautés, se sont rencontrés ; que, lors de la demière conversation de Vienne, chaque côté a avancé ses propositions, jugées réciproquement irrecevables, certes, male, couligne-t-on, - c'est un début ». Après quelques tergiversations, une nouvelle entrevue a eu lieu à Nicosie la 20 mai, afin de préparer un prochain entratien

Parents, gratuitement,

à Vienne. Mais cette séence fut cuteur attendant le résultat des élections législatives du 5 luin en Turquie.

Si M. Denktash y voyait une nouvelle occasion . pour les deux comprendre », le négociateur chy-priote grac, M. Tassos Papadopougique - et de - concepts irréductiblement étrangers ». Pour lui, en effet, les propositions turques sont du cadre de discussion agréé, à savoir : la création d'un Etat fédéaligné -. Selon lui, la partie turque veut deux Etats toncièrement séparés, chapeautés par une instance tiels, la réunification finale étant reportée aux calandes... turques. A quoi M. Denktash réplique : « Ce n'est pas une attitude réaliste que de prendre pour point de départ qu'il y a à Chypre un gouvernedécider de ce qu'il va octroyer à titre gracieux à la communauté turque. Ce que les Grecs appellent

Méfiance

réciproque

et montée

des passions

le gouvernement de Chypre n'est que l'aile grecque d'un Etat bicommunul dont nous sommes l'aile turque. -

A ces divergences sur la struc-ture constitutionnelle s'ajoute le divorce relatif à la question territoriale : les Chypriotes turcs (18% de la population) occupant 36,6% de l'île (1) ; le gouvernement Makarios leur propose d'emblée 20 %. mais insiste our la reconnaissance des droits de libre circulation, de propriété et d'établissement. On est encora bian loin de la « solution d'ici la fin de l'année » envisagée tant par le secrétaire général des Clifford, l'émissaire du président Carter pour la Méditerranée orientale Avec la reprise de l'alde américaine à la Turquie, il apparaît neltement du côté grec que les promesses américaines de concessions majeures de la partie turque, qui ont permis de relancer les négociations, étaient, selon l'extout - destinées à créer l'impression qu'il se passait quelque chose . pour convaincre le Sénat américain de voter la reprise de cette side.

Dans ces conditions, à moins d'un retournement de la cituation régionale et internationale, que rien, à l'heure actuelle. ne permet de prédire, cas négociations vont traîner en longueur. Or, les réalités dans l'île même contribuent à un ranforcement de la partition, essentialiement du fait de l'administration chypriote turque qui poursuit, péniblement mais sûremen cette « politique des faits accomplis » que dénonce l'autre côté et qui lui vaut d'être

zone - il suffit de montrer une pièce d'identité au seul point de passage autorisé, devant le Ledra Palace, l'ancien grand hôtel de Nicosie qu'occu una partie du contingent des - casques bieus - - voyage à la fois dans l'espace et dans le temps. La zone nord vit à l'heure d'Ankara (une hours turques — mals la bon peuple continue de compter en livres chypriotes et même en ahillings — comme de l'autre côté, ma foi i Tous les nome de localités, de rues, sont en turc

et la place principale du moindre village s'ome d'une tête noire d'Ataturk eur un socie. Dès qu'il se mêle de débrouiller

l'écheveau compliqué et sanglant des relations intercommunautaires. ce même visiteur est d'abord étourdi et perplexe. Rien ne coîncide, ni les dates historiques -pour les uns, l'histoire de Chypre commence avec le premier psunlement grec, quelque douze siècles avant Jésus-Christ ; pour les autres, le point de départ est la conquête de l'île par les Ottomans au seizième siècle... pour ne rien dire d'événements plus récents, - ni las données démographiques ou

Le visiteur qui passe de l'une à l'autre

géographiques, ni, évidemment, les interprétations des faits politiques. Massacres, crueutés, discriminations de tous ordres - aucune des deux parties n'est aussi vierge qu'elle le prétend ni ausai sanguinairement coupable que l'autre

En outre, chacune se fait de l'autre bien des idées fausses du fait de la rupture quasi totale des la propagande que facilité une tendance au sacret particulièrement netts on sectour ture. Grees at Turcs, si placides, si hospitallers dans la via courante, s'échauffent vite des qu'il s'agit de l'autre, Turc ou Grec. Près de trois ans après

Les zélaleurs de l'Enosis (le raltachement de l'île à la Grèce) sont pour beaucoup dans la montée des passions out dressent une communauté contre l'autre ; or, l'Enosis fut naguère très populaire ; on l'oublie trop alsement côté chypriote grac, où on veut faire croire que ce ne fut jamais que l'ambition de quelques excités. Tout aussi res-ponsables, les dirigeants de la nmunauté turque, qui, quand on dissèque les habiletés de leur discours, s'avarent souvent de mau-

Un example entre cent : le jeune maire de Famagouste, M. Bora Atun. Rotary Club et chauvin, versait une larme sur les villages chyl'administration Makarios et, avant elle, les Britanniques avalent laissè sans électricité « en pjein vingtième siècle . Or, peu après, un Chypriote turc, ancien employé des services d'électricité, nous explifaire passer les ilgnes électriques dans un village (chypriote turc) enclavé, c'est l'officier tura qui contrôlait ce village qui s'y oppo-

Renforcement

des structures

d'un Etat séparé

sait. Savez-vous, au demeurant, que, sujourd'hul ancore, le secteu en électricité ? »

Responsables aussi, les Britanuna communautà contre l'autre. règie cardinale de la gestion de leur empire, semant ici comme ailleurs les germes de la discorde ethno-religiouse out allait exploses trola ans à peine après l'indépendance, octroyée en 1960. Responsables, les Etats-Unis qui, aujourd'hul, ont d'une certaine façon pris bases britanniques dont on parte décidément bien peu désormals. Et aussi une communauté internatiorésolutions, fait de son mieux meia ast-ce assez ? - pour éviter que se reliume le brûlat chypriote dans un coin du monde où la poudra est seche et abondante. - Dites-moi, qu'est-ce qu'ils font ir nous, cas banux massieurs de l'ONU? nous apostrophait une ménagère toute de noir vêtue lors de la visite d'un camp de réfuglés chypriotes grecs. Voici trois ans que les Turcs nous ont chassés de chez nova. Pendant ce temps, on discute, on discute, et nous, nous

Dans la foulée du coup d'Etat fomenté par la junte d'Athènes qui falllit coûter la vie au préeldent Makarios et porte au pouvoir pour une semaine un essassin d'hul en prison pour vingt ans, - l' « opé-ration de paix » de l'armée turque à Chypre ie 20 juillet 1974, puis son occude l'Ils ont brusquement bouleversé les parapectives de la minorité turcophone de Tile, dont une bonne part vivait dans des enclaves depuis les troubles de la fin 1963. Les Chypriotes turcs se sont pro-

grassivement regroupés dans ce secteur, expulsant de plus en plus la plupart des Chypriotes grace qui y demeuraient. Pau à peu, la zone nord camp observant l'autre à raison d'un poste tous les 200 à 500 mètres, sur 180 kliomètres de «frontière» - les quelque deux mille huit cents - casques bleus - de l'ONU assurant la surveillance de cette zone neutre qui, parfois large d'une quinzaine de kilomètres, parfois saulement de la

profondeur d'une rue, représente 3.5 % de la surface arable de l'île (2), En février 1975, l'administration Denktash a proclamé (* = Etat fédéré chypriote turc »; des partis se sont formés : dus élections ont eu lieu ; un Parlement légifère...

- Le plan n'est pas un Etst séparé, affirme M. Denktash, maiu la réaultat pourrait bian être celuilà = (si les négociations échouaient). Croyez-vous, lui avons-nous demandé, que la communauté internationale puisse tolerer qu'une minorité ethnique accède au rang de nation sur intervention armée de la métropole ? N'est-ce pas contraire au droit international? - Erraur, nous a-t-il récondu : en 1960, nous avona accepté l'indépendance en tant que partenaires de l'Etat chypriote. L'administration Makarios a rompu le contrat qui nova flait: nous sommes en droit de faire valoir éventuellement notre indé-

En tout état de cause, plus le temps passe, plus le secteur turc de l'île s'homogénéise et se dote des attributs et de la pérennité de l'Etat. Alnai M. Denktash nous a laissé entendre qu'il envisageait de

turque, qui pourrait devenir éven-tuellement l'-sile turque - de la Banque centrale chypriote. Autre voté incessamment par le Parte ment chypriots ture stribusm à rante mille réhigiés du Nord les propriétés laissèes vacantes par les Grecs réfuglés au Sud. On explique cette mesure par le mécontentement des Chypriotes turcs réfugiés qui se sont vu confier maisons et terres d'abord pour deux ans, puis pour cinq ans en conclure que les autorités du dications populaires? Ce demier n'avant relogé une partie de sas nouvel environmement - sans

Un Etat chypriote turc indépendant est-il économiquement vishie? M. Denktash en guise de réponse, sur la viabilité économique de nos enclaves pendant les onze années qui ont précédé l'opération de paix il a ejouté : - Nous sommes partis de zero et vous pouvez constater que nous n'avons cessé de pro-

Le «zéro» de départ était pour le moins opulent (3), en dépit des ravages suscités dans l'ave Kyrénia-Nicosie par l'« opération de paix » de l'armée turque et de la désorganisation consécutive aux mique du Nord est loin d'être brillente, mais alle n'est per aussi désespérée qu'on semble vouloir le croire au Sud. Au demeurant, d'un aecteur à l'autre, on est frappé devantage par les ressemblances que par les contrestes des cam-

gouste sont auperbas; autour de Morphou, sécheresse et manque de soins pendant les deux premières salsons après l'intervention de l'armée turque ont fait qu'un verger sur cinq ou sur dix n'est plus qu'un cimetière d'arbres nus.

- Quand fai au ce verger, Il était presque sec », explique un ancien eron chypriole turc, qui s'es vu attribuer 15 donums (1 donum égale 40 pleds d'arbres fruitiens) d'orangerale à Morphou. Comme eas voisina, ce paysan recoit une aldo de 20 livres chypriotes par pas d'autres revenus. L'haure d'arrossoe coûtant una demi-livre chypriote, on peut comprendre qu'il n'alt pu, comme il dit - faire des

31 7 7 7

5 3 15

- ----

100

A let a series

Son histoire est exemplaire. Il nous l'a contée en présence d'une douraine d'autres réfugiés, aux destins perallèles. Kaani Salih a passé la ligne le 28 avril 1975. Il habitait le village d'Aïs-Yannis, près de Paphos, tout au aud de l'île. Le jour de la seconde poussée de l'armée turque dans la Nord, la

l'école ideale dans la région idéale RÉGION **DU LÉMAN** o plus de 60 écoles et institute e enseignement de qualité, réputé, diversifié o sports d'été et d'hiver. ambiance propice aux études e carrefour des grandes voies de paysage de toute besuté ~ climat sain SERVICE SCOLAIRE ÉCOLES PRIVÈES werwe de la Gare 10

1002 Lausanna / Stiase Téléphone 021 22 77 71

Sous le patronage de l'Association vaudoise des écoles privées (AVDEP) et de l'Office du tourisme du canton de Vaud (OTV).

VIOLENCE ET STRATÉGIE DE RUPTURE

A UX premières heures du II décembre 1963, une patrouille de police composée d'agents chypriotes grecs arrête une volture pour un contrôle habituel, rue Hermès, la rue qui sépare le quartier des Grecs de celui des Turcs à Nicosie. Des coups de feu partent : un policier est gravement blessé. La police riposte, un jeune Chypriote turc et une prostituée turque sont tués. En quelques minutes, les coups de feu se généralisent et s'étendent à tous les quartiers situés à l'intérieur des murailles vénitiennes de la capitale. Au lever du soleil, les accrochages entre Chypriotes grecs et turcs gagnent pratiquement tout le pays. À midi, les ministres chypriotes turcs quittent leur poste et se rendent dans le quartier turc de Nicosie : ils ne devalent plus reprendre leurs fonctions. Comment en est-on arrivé là?

Chypre a été proclamée république indépendante en soût

ment en est-on arrivé là ?

Chypre a été proclamée république indépendante en août 1960, après quatre années de lutte armée contre le régime colonial britannique et à la suite de la signature des traités de Zurich et de Londres. Trois années seulement d'indépendance démontrent que la Constitution, en réalité imposée aux Chypriotes, ne peut être appliquée. « Il n'est pas surprenant de constater, écrira le premier médiateur des Nations unies pour Chypre, M. Galo Plaza, que l'application des dispositions rigides de cet arrangement constitutionnel unique se soit heurtée à des difficultés dès la naissance de la jeune république. »

Le 4 août 1961 la médiant la la la des de la jeune des dans de la soit la maissance de la jeune des dans de la soit le médiant la la contratant de la soit la maissance de la jeune le soit la maissance de la jeune la soit la maissance de la jeune des des dans la maissance de la jeune des la soit la maissance de la jeune de la soit la maissance de la jeune des la jeune de la jeune des la jeune des la jeune des la jeune des la jeune de la jeune des la jeune de la jeune de

Le il août 1963, le président Makarios annonce pour la première fois officiellement son intention de demander une révision de la Constitution, « du fait que ses principales dispositions se sont avérées inapplicables ». Le 30 novembre, l'archevèque présente aux dirigeants chypriotes tures des propositions en treize points pour l'amendement de la Constitution de l'île. Une semaine plus tard, avant même que les dirigeants chypriotes tures alent pu répondre, le ministre des affaires étrangères de Turquie, M. Erkin, rejette publiquement ces propositions, qui ne lui étaient d'ailleurs pas destinées.

destinées.

Le président Makarios fondait ses espoirs de voir accepter ses propositions sur « la comprénension de la diplomatie britannique », comme il l'a déclaré lui-même. Sir Arthur Clark, le haut commissaire de Grande-Bretagne à Chypre, l'a « aidé à les rédiger et à les présenter de manière convenable ». Les « treize propositions » n'étaient donc pas seulement l'œuvre du président Makarios, mais aussi celles

de Sir Arthur Clark. Les Britanriques étalent-ils sincères ou jouaient-ils, comme par le passé, un double jeu visant à « diviser pour régner »?

Les événements sangiants qui ont en lieu depuis lors tendent à confirmer cette seconde hypothèse, d'autant plus que, lorsque les accrochages se sont produits, les Britanniques s'en sont « lavé les mains », déclinant toute responsabilité. Quelques jours plus, tard, agissant comme un État dans l'Etat, ils ont dressé des barbelés entre le secteur grec et le secteur turc de l'île, créant la ligne de partage (connue sous le mom de « ligne verte ») entre les deux communautés. Les nom de « ligne verte ») entre les deux communautés. Les fondements de la partition de l'île étalent ainsi jetés. Quant aux intentions des dirigeants chypriotes turcs et à leurs objectifs dans les troubles de 1961, ils sont aujourd'hui

objectifs dans les troubles de 1953, ils sont aujourd'hui évidents.

Un document chypriote turc, découvert en janvier 1964 et présenté au conseil de sécurité des Nations unies, indiquait :

Nous avons accepté les accords de Zurich et de Londres en tant qu'étape provisoire et transitoire. S'il s'agissail d'un arrangement déjinitif, nous ne les aurions pus acceptés. » Ce document, daté du 14 septembre 1963 et revêtu des signatures du vice-président de l'époque, M. Fazil Kütchük, et de M. Rauf Denktash, prévoyalt, en outre, que « lorsque des accrochages se produiraient, la communaulé iurque de l'ûs, qui était disséminée dans toutes les régions, qu'elle serait obligés de défendre ». En effet, après la création de la « ligne verte » par les force dans une seule région, qu'elle serait obligés de défendre ». En effet, après la création de la « ligne verte » par les Britanniques, les Chypriotes turcs ont été transportés de force dans les règions contrôlées par les « combattants chypriotes turcs » et les soldats turcs. Les premiers « cantons » turcs étalent ainsi créés.

Les événements de 1963 ont constitué pour Chypre une visant à abolir la République et à partager l'île, une moitié étant annexée à la Grèce, l'autre à la Turquie. Pour différentes raisons, la partition n'a pu être réalisée à ce moment-là, mais les premiers « cantons » turcs étaient mis en place ainsi que les premières têtes de pont qui allaient permettre, en juillet 1974, ne fut qu'un des prétextes qu'Ankara attendait depuis onze ans.

DIMITRI ANDREOU.

DIMITRI ANDREOU.

(1) Ce chiffre n'est pas controverse. En revancha, le gouvernement chypriote, se fondant sur les relevés cadastraux établis depuis les années 20, affirme que les Chypriotes tures possédaient 12.3 % des terres privées) avant l'intervention funque, tandis que l'administration Denktagh a van ce sens autre application le chiffre de 32.8 %—chiffre absurds concernant une minorité raprésentant 18 % de la population et qui se plaint, de surroit, d'avoir subi une forte répression économique.

(2) Dans certains secteurs do-

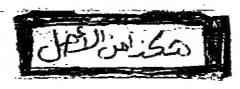
repression économique.

(2) Dans certains secteurs detamment près d'Akaki, à l'oussi de
Nicoda, les payeans chypriotes
grecs peuvent, sous l'escente de
« casques bleus », cultivar leura
terres entre les lignes, presque
sous le museau des fusils-mitrailleurs des solidats turcs des svantpostes. Ainai, il y a quelque manvaius foi de la part du gouvernement chypriote à arrondir à 40 %
(36,8 % + 3,5 %) le pouventagé
des terres occupées par les Chypriotes tures.

(3) Selon le gouvernament cur-

(3) Selon le gouvernement chy-priote, le secteur nord produl-sait, en 1974, 70 % de la production brute nationale. Même en faisant la part des exagérations à des fins de propagande, il ne fait pas de doute que le potentiel éco-nomiqua du Nord est supérieur à celui du Sud.

■ A l'occasion du troisième anniversaire de l'intervention turque dans l'île, le comité France - Chypre jait savoir qu'une semaine de solidarié se dévoulera à Nicosie, du 15 au 22 juillet 1977, au cours de la quelle auront lieu : une rencontre internationale des différents comité : nationaix de rents com ités nationais des aisserents com ités nationais de solidarité avec Chypre; un séminaire international de journalistes; différentes sestivités culturelles. Renseignements au fonction de la company de la Comité, 19, rue Jacob, Paris 6' et. le matin, au 543-59-41).



14 août 1974, eon vintage a été attequé « par des forces gracques, en tout cas, des hommes en uniforme dirigés par quatre officiers de Grèce ». Ils ont tué « cinq civils, dont l'instituteur du village (4) ». « Après, las jeunes se cachaient dans la montagne. Les plus vieux devalent obtenir la permission de quitter le village. Je suis parti des que l'al pu, de nuit. . Ni lui ni les autres ne semblent très satisfaits de leur administration — ce qui ne les empêche pas d'affirmer n'avoir aucuna envie de retrouver un jour leur ancienne vie.

le secteur turc :

inflation, crise

de l'agriculture

Dans

L'un dit : « Nous avons laissé des animaux derrière nous ; nous aftendions du gouvernement qu'il nous en donne, comme promis; rien n'est venu. » Un autre : « Autant que nous le sachions, l'argent que nous verse l'administration Danktash est fourni per l'ONU. Nous voulons savoir quelle est la contribution totale des Nations unies. Parcayons-nous notre part ? L'ONU tait-elle aussi des dons en nature ? (5) » Tous envisagent de convertir uitérieurement leurs orangerales en vignes. Ils ne sont pas

Il nous a été impossible d'obtenir des statistiques globales sur l'économie du secteur nord : M. Denktesh a eu beau enjoindre son - officier de l'information de nous les communiquer, ses services economiques ne sont, semble-t-ll, pas dis posés à les divulguer... Force nous fut donc de nous en remettre aux informations gianées de cource officieuse; assenchypriotes tures Selon ces sources, le secteur nord

et du tourisme aurait exporté quelque 30 000 tonnes d'agrumes en 1975 et 64 000 tonnes l'an demier, alors que son potentiel est d'environ 150 000 tonnes. « Notre besoin en devises, nous a dit un député d'opposition, est de l'ordre de 15 militions de livres chypriotes; les exportations d'agrumes devraient couvrir la moitié de cette somme, mais à la faiblesse de la production s'ajoute la désorganisation des services d'exportation, l'insuffigance de bateaux et de camions. » Blé, avoine, carottes : ces richesses agricoles du Nord n'ont pas couvert les besoins domestiques. Tabac, caroube at

en faibles quantités Outre la production agricole, la tourisme - est rien moins qu'abondante. Alors que l'administration beaux complexes bainéeires, à Kyrénia et à Famagouste. manque de personnel qualifié et d'autres considérations technique mais aussi politiques, font qu'une demi-douzaine d'hôtela saulement tique — pour l'assentiel des Turcs venus en charter de la métropole. Varosha, le centre commercial et hôteliar de Famagouste, vidé de sa population chypriote gracque, resta strictement hars limite : pour cartains, Ankara se sersit opposée à sa remise en valeur ; pour d'autres les Chypriotes turcs ne sont tout simplement pas en mesure d'exploiter cet énorme complexe. « Touristes - civils et militaires turcs de métropole n'apportent pas de devises mais suscitent une certaine activité économique, com-merciale pour l'essentiel — en même temps qu'ils contribuent for-tement à l'Inflation.

1976 (jusqu'à 50 % dans certains

Le chômage

l'aide d'Ankara

et la volonté

de rester

secteurs) at aerait blan supérleurs en 1977, toujours selon des sources l'Inflation de la Granda-Bretaona et de la Turquie et nous l'avons mui-Inefficacité et des tripatouillages de la classe marchande au pouchaf du part turc républicain, de tendance socialists (6). De fait, les produits alimentaires, les repes de restaurant, les vêtements, sont nettement plus chars dans le nord que dans le sud de l'île (7). Il a été établi dans la zone nord qu'une tamille de cino personnes a besoin d'au moins 120 livres turques par mation alimentaire décente. Or le salaire minimum quotidien est de 80 livres turques (soit un peu plus da 2 livres chypriotes), bien qu'un manceuvre non qualifié soit payé en général 70 livres turques par lour (environ 60 livres chypriotes per tion publique débutent à 100 ou 120 livres chypriotes par mols; les salaires des hauts fonction-

Situation également précaire dans l'in-dustrie, où l'administration Denktash s'est deux cents petites et movennes entreprises. Les plus petites ont été données aux familles chypriotes turques refugiées dans le Sud ; les unités de taille moyenne ont été louées au secteur privé, tandle que les plus grandes sont gérées par l'« Etat», par le blais d'un holding, le Senayi, créé quelques mols après l'inter-vention turque. Seion un porte-parole, ca holding assure le fonctionnement

vingt-deux usines dans la zone industrielle de Nicosie, aujourd'hui en zone turque (9). Dix-huit autres se trouvent à Famagouste. Ces usines emploient à Nicosia mille deux cent cinquante personnes, dont une centaine d'ingénieurs, « tous Chypriotes » et quelque cent cinquante ouvriers non specialisés. Selon une source syndicale, « les usines du secteur public n'emploient au totel par plus de trois mille personnes, alors qu'elles pourrzient en employer quelque trente mille ». Cela donne une idée de l'ampleur du chômage : « direct qu

déguisé, il trappe jusqu'à 40% de ie main-d'œuvre », estime catte même source. Les statistiques officieiles font état de moins de trois

- Au stade initial, poyrault le porte-parole de Senayi Holding Ltd. nous avons importé de Turquie des ouvriers spécialisés qui sont restés cinq ou six mois ; nous en avons ancore quelques-una sous contrat à l'heure actuelle ; en 1977, nous allona consacrer 700 000 livres turques à la formation du personnel : d'autre part, nous investissons massivement pour moderniser l'équipement, importer des pièces détachées et des matières premières ; nos prodults sont destinés à l'exportation au Proche-Orient, en Turquia et en Europa. - Quele pays. plus précisément ? - Je ne suis pa libro de vous le dire -, a-t-il Les porte-parole de l'adminie-

tration Denktash expliquent les performances très modestes de l'économie chypriote turque par le au secteur turc le gouvernement Makarios - abouché aux intérêts étrangers ». Certes, la non-reconnaissance de l' « Etat fédéré » par l'opinion internationale entraîne une interdiction de commercer directement avec is Nord (interdiction su demeurant tournée (10) par quelques investisseurs et industriels quest-ailemends, britanniques, voire chypriotes - mais ce som là des cas isolés) qui a des effets paralysants certains sur l'économie du Nord. Mais l'explication est sans doute alleurs. L'opposition chypriote turque afigmaties pour sa part l'incurie et le favoritisme caraptériatiques, selon elle, de l'équipe Denktash, des « marchands politiciens plus Intéressés l'investissement industrial ».

Daris une très large mesure, les résultats acquis sont dus à l'assistance messive de la Turquie. Après jour, uniquement pour une con nairent dépassent 300 livres par mais (250 livres pour un député) (6).

retrouvée après 1974 à la lête d'environ qui avaient des entreprises équivalentes

avoir foumi, de 1964 à 1974, quelque 10 millions de livres chypriotas par la métropole a contribué pour les deux tiers au budget de l'administration Denktash en 1975, pour un tiers on 1976 — et environ pour un quart en 1977. L'armée turque a fortement développé l'infrastructure de la zone occupée en construisant deux nouvelles routes binumées relient la capitale à Morphou et à Famagouste, des ponts, au moins un réservoir de etockage de pétrole et un aéroport (l'aéroport international de Nicosle se trouvant en zone neutre). Elle a ausel participé au reboisement : quelque deux millions d'arbustes

Cette aide ne va pas sans contreparties économiques et politiques. Ainsi, le Senayi Holding n'est que pour moitié entre les mains du sectour public chypriote ture; 49 % des capitaux sont détenus par des intérêts semi-publics (Sûmer Bank) et privés turos métropolitains. L'amgère en proconsul l'aide d'Ankara; les chefs de l'armée turque ont aussi leur mot à dire - le tout entreinant une dilution des responsabilités, guêre propice à una pes-

Dans cas conditions, on voit mal comment une indépendance éventuelle du secteur nord de l'île se traduirait autrement que par une annexion progressive par Ankara de ce marchapied Insulaire.

Il n'en reste pas moins qu'en l'état actuel des choses l'administration Denktash peut s'appuyer sur un sentiment général de sécurité. La notion d' « homogénéité territode tous les Chypriotes turcs. L'opposition progressiste est encore toute ravie de pouvoir - s'exprimer à peu près librement », comme nous l'a dit un de ses chefs. Il a ajouté : Un certain degré de démocratie



ast désormals possible, qui n'existalt pas pour nous avant 1974, -

Alors que tous les réfugiés chypriotes grace que nous avons ren-contres au Sud disent vouloir rentrer chez eux (eu Nord) à la première occasion - « même si on me propose un pont d'or pour resaucun des réfugiés chypriotes turcs librement Interrogés au Nord ne a'est dit prêt à retrouver une terre et das biens que, dans certains cas pourtant - surtout parm! les vieux, ils n'ont quittés que contraints ou sans enthousiasme. « Nous voulons rester entre nous », nous a-t-on répété partout en sectaur turc.

Si légitime soit-eile, l'insistance du gouvernement chypriote à exiger, en eus du règlement des questions territoriale at constitutionnelle la reconnaissance des libertés de heurte là à un « fait social » Indéniable, dont li faudra bien tenir compte à un moment ou à un autre

L'armée.

les «colons»

et les droits

de l'homme

dans les négociations. Permettre aux Chypriotes grecs de rentres petit à petit au Nord et Inversement est perçu généralement comme le début d'un processus devant conduire plus ou moins rapidement à un retour à l' = enclavage = de la minorité turque, qui ne le

Dans l'entourage de M. Denktash, on affirme; « Il n'y aura jamais à Chypre de système différent du système bizonal actuel, parce que l'expérience montre que la cohabitation est impossible. M. Makerios lui-même a créé la division par l'Enosis ; il n'a famais été le chet de l'Etat. » De son côté, le parti turo républicain déclare : - Nous pensona qu'un petit pourcentage de Chyprioles grecs devralent pounous — mais pas au point de remettre en danger la communauté turque : nous ne voulons pas redevanir des citoyens de deuxième

Les autorités chyprioles grecques tablent fort aur les conflits qui ne peu-vent manquer d'éclater, à leur avis, entre la population locale et un fort contingen d' « occupation » turc. Nous n'avons rien constaté de la corte. Cerles, toutes les routes sont jalonnées de camps militaires, nstallés perfois sur d'anciennes agglomé rations grecques partiellement détruites, parfols autour des bourgs; parfols partiel lement dans les villes. Véhicules et convois militaires cont à peu près toute la circulation qu'on voit sur ces routes. Que la présence de vingt-cinq mille à

vingt-sept mille coldats (12) parmi une population d'environ cant vingt mille Chypriotes turcs n'entraîne pas d'incidents, il serait ridicule de le prétendre, mais les contacts semblent réduits au minimum. En revanche, des problèmes réels semblent se poser entre Chypriotes turca (et precs) et - travailleurs saisonniers - turca métropolitains que

d'aucuns, de part et d'autre de la ligne de démarcation, appellent plus volontiers des - colons -. Cette main-d'œuvre importée est générale estimée à trente mille personnes (pas plus de cept mille, selon M. Denktash). Un petit pourcentage est sans doute constitué de Chypriotes turce expatriés rentrés de Turquie et d'Australie, mais la majeure partie sont des Turcs de Turquie, La plupart s'emploient dans l'agriculture, mals impossible de savoir combien sont effective ment des saisonniers cocupés à des traveux requérant une qualification que la masse des chômeurs chypriotes grecs sersient incapable d'essurer M. Denktesh déclare que - deux mille à trois mille de ces saisonniers, qui se déplacent d'un village à un autre selon les besoins, auront droit à la citovanneté chypriote (sic) au bout de cinq ans de

Pourtant, voici Alçai Ildirim, choisie au hasard dens une file de temmes qui, dix heures par jour, ping jours par semaine, rement des certons d'oranges dans une fabrique de Morphou. Alcel es Turque (selon la contremaître, siles sont trente ouvrières turques eur huit cants employées). Elle a que torze ans. Elle est venue à Chypre en touriste avec une amie il y a un an, a trouvé du travail dans une orangersie et travallle dans cet ateller depuis un mois. Elle gagne 3 000 livres turques par mots. Il y

a six mols, elle a falt venir ses parents, père, mère, cinq frères et accurs : aucun d'eux ne travaille. impossible, elle vous aura ment. ou caché quelque chose, ditesnous qui elle est et nous tirerons cela au ciair », s'est contenté de dire M. Denktash, à qui nous demandione des éclaircissements.

Autre aspect. Au camp de réfu-

glés chypriotes gracs de Voroklini, près de Lamaca, dens la base et Zakariaa Papazakariaa sont daux vieux paysans originaires d'un vitlage chypriote prec du Karpaz, Avir-Trias (- la Sainte-Trinité -). Ils ont quitté le 31 décembre demier cette enciave de mille deux cents habitants (où demourent encore quelque leur millier d'oliviers et de caroublers et leurs champs de céréales et de tabac parce que, comme lla disent joliment, « On avait l'âme dans les mains - - on avait peur. Leur histoire de la vie en zone mades et de brutslités, est corroborés par d'autres témolonaces d'autres foyers du camp.

- Les colons de Turquie sont arrivés à partir du 20 mars 1976; on les a d'abord logés dans les maisons grecques vides, mals elles étalent en nombre insuffisant. Les officiers sont venus réclamer les tilres de propriété. Quand on n'en avait pas, ils diseient « Cette maison n'est pas à tol », et ils l'aitribuaient à un colon turc qu'ils chargazient de - récupérer son bien - en expuisant le - locataire grec. Même chose pour les terres.

. Il nous fallait une autorisation pour aller cultiver; on nous a laissé semer, mais d'autres ont récolté ; une autorisation pour aller à l'office, à la minute près. La portes. Des colons turcs entraient. raflaient tout : - Partez, ce n'est pas à vous - lis menaçaient de nous égorger avec leur couleau. Les officiers turcs nous distribuaient les envois des Nations unles : aliments, cigarettes, alcool, caté. mais ils revensient ensulte nous les contisquer, Comme ils ne savaient pas faire le pain, ils nous obligeaient à le faire pour eux. Pas question de payer. Les autorités chypriotes turques nous disalent; Nous ne pouvons garantir votre

Nous aurions voulu vérifler ces témoignages sur place auprès des Chypnotes gracs et turcs du Karpaz. Le responsable chypriote turc de l'information, M. Husref Suleiman, nous a certifié que nous pouvions nous déplacer librement en priote turque. - de prétérence, officielle .. A l'entrée du Karpez la

(4) Cette attaque figure dans les archives de l'ONU. Un porte-parole des Nations unles souligne toute-fois que la distinction entre civils et militaires n'a guère de sens dans ce contexts, les villages chy-priotes turcs enclavés s'étant organisés en milites d'autodéfense sous la direction d'officiers turcs.

(5) Dans la période du 8 juin au 6 décembre 1875, les Nations untes ont livré 573 tonnes de céréeles et 63 660 poussins d'un jour aux coopératives chypriotes turques du Nord. Source : Consell de sécurité. Rapport du secrétaire général sur les opérations des Nations unies à Chypre, 9 décembre 1976.

(6) Il y a quatre partis dans l'Etat tédéré chypriote ture : le Parti d'union nationals (U.B.P.) de M Denktash, dirigé officiellement par son fils, détient vingt-neuf des quarante-six sièges du Parisment ; résolument conservateur, il réprésente la bourgeoisje commerçante et comprend des éléments partouranistes et pan-lialamistes, sinsi qu'une forte minorité s social-démocratique » contestaistes (cinq députés) dirigée par M. Ismet Kotak. Les trois autres partis forment l'opposition : le Parti de libération communale de MM. Alpay Durduran et Agrani Ural (ais deputés au Fariement) est né d'une seission résente du parti populiste de M. Alpert Orhon (deux députés); l'un et l'autre se prétandent socialistes mais sont surtout remarquables par le ur saiblesse idéologique. Enfin. le parti ture républicain de M. Oxfer Oxgûr (deux députés), fondé en 1970 et de tendancs socialiste, proche du parti de M. Ecsvit en Turquie. Les communistes, s'il en existe, ne sont pas considerant comme une « déclaure faccité », selon la formule de M. Papapa-drou.

(7) Beion le D' Küchük, anchen

vice-président (chypriote turc) l'Ba, le coût de la via, dans sectéur nord, serait supérieur 116 % à celui du secteur sud. (8) Un policier de Galatia (Kar-paz), trois ans d'ancienneté, per-coit 117 livres chypriotes par mois; un sergent de police à Nicosia, vingt ans d'ancienneté, reçoit l'équivalent de 180 livres chy-

(9) La zone industrielle de (9) La zone industrielle de Nicosie comprenat plus d'une trentaine d'usines avant 1974. Selon le porte-parole de Sénayi Hoiding, les usines désaffectées e ne ralaient pas la peine d'être remises en marche ». Côté chypriote grec, on affirme que la raison easentielle à leur mise en sommeil est le pillage organisé qu'elles ont subi

(10) La « zone neutre » est moins impermeable qu'on le dit, notam-ment entre Famagouste et Lar-naca, où les autorités de la has-britannique de Dekhella ferment

présence de deux accompagnateurs, nous a refoulés, sur ordre du ministère de la défense. consulté par radio..., M. Denktesh bien voulu reconnaître que M. Suleiman - s'était trompé

Le même jour, deux observateurs qui avaient pu se rendre brièvement dans le Karpaz, donnaient deux contérences de presse dans les secteurs turcs et grecs de Nicosie, confirmant largement les réchts des réfugiés : ils conclusient à des violations constantes des droits de l'homme dans le secteur turc.

L'afflux de quelque deux cent mille rétugiés dans le Sud a posé et continue de poser maints pro-blèmes à une communauté forte d'un demi-million d'âmes. Pratiquement, un Chypriote sur deux, au Nord comme au Sud, est un réfugié. Alors qu'en zone turque, les demeures abandonnées par les Chypriotes grecs excédalent largepriotes turcs à reloger, il a fallu au Sud, improviser des logements pour les personnes déplacées, d'autant que celles-ci ont eu tendance sible de la ligne de démarcation. dans l'espoir naît mais tenace de pouvoir rentrer au plus vita moment venu. Ce même espoir fait guère à persuader ces réfugiés de mettre en valeur les terres ingrates disponibles autour de Paphos, tout au sud de l'île.

(Lire la suite page 4.)

les yeux sur certains échanges de contrebande, tabac, alcools, filant vers le Nord, tel chargement de porca étant passé du Nord au Sud voici encore quelques semsines...

(11) Jean Gueyras, « Chypre nenacte de partition », le Monde, 3 et 4 septembre 1976.

(12) Au plus fort de l'intervention turque à Chypre, l'armée turque comptait quelque quarante mille soldats. Il est possible que ce corps expéditionnaire soit encore dégonilé, à mesure que se renforceront les « forces de sécurité chypriotes turques », dont les effettils seraient de l'ordre de sept mille à huit mille hommes saupervisés par un millier d'orticlers turcs). M. Denirtash nous a dit que la conscription. « actuellement de trente moie, sera très bientôt ramenée à deux ans ».



CHAUSSEUR Les traditions et la qualité existent encore.

A cette époque où tout va trop vite, nous prenons encore le les chaussures. Des Chaussures bien concues, bien montées, aui durent beaucoup plus longtemps. Comme autrefois.

Nous sélectionnons les plus belles peausseries. Puis les formes sont soigneusement mises au point pour que vous vous sentiez à l'aise quelle que soit la morphologie de votre pied, sans toutefois sacrifier la mo-

de au confort Nous faisons fabriquer nos modèles, dans le respect des traditions, par des maitres-bottiers. Its les coupent et les montent à la main. Seules les semelles sont cousues à la machine, pour augmenter encore la solidité.

C'est pourquoi une chaussure AUBERCY se laisse ressemeler plusieurs fois, sans perdre ni son élégance, ni son confort, même après des années.

Ce souci de la perfection, nous l'avons dans le moindre détail. Par exemple, nous continuons à vous proposer jusqu'à 8 largeurs par pointure dans certains modèles classiques pour

Pour satisfaire de nombreuses demandes, nous venons d'ouvrir un rayon de chaussures pour femmes : escarpins, mocassins, bottes, modèles d'été et chaussures d'appartement... fabriquées suivant les mêmes traditions de qualité, par les memes artisans.

Une autre nouveauté : les bagages AUBERCY. Toute une gamme de luxueuses valises, attaché-case, vanity-case... Dans notre magasin le temps aussi semble s'être arrêté. Pour mieux vous servir. Pour vous faire essayer autant de chaussures que vous le désirez. 34, rue Vivienne, 75002 Paris Tel. : 233.93.61 - de 9 h 30 à 19 h tle lundi : de 11 à 19 heures) Parking Bourse gratuit

Air Algérie vous transporte au carrefour des nouveaux échanges.



Nous vous offrons comme cela près de 25 pays et de 50 escales. Pas pour l'exotisme, ni pour l'aventure. Pour y aller conclure vos marchés. A partir-de Londres, Paris, Francfort; Bruxelles, Prague Genève ou Moscou. Vite. Confortablement. النطوط البوية البزائية Au rythme de vos affaires. AIR ALGERIE

(Suite de la page 3.)

- Ce n'est pas parce que nous vivons parmi les fleuts que nous nouvona voir la via en ross », 85 hate de dire un réfuglé de la forêt d'Akna devant notre perplexité manifesta. Le apoctacle est en effet surprenant : sous les pins voisinent des lentes et des baraquements trustres mais proprets, entourés de jardinets potagera et de parterres de fleurs éclatantes. Devent presque chaque « maison », une volture, un tracteur, voir un autobus. Parfois. une cloture symbolique : le triomphe de l'Individualisme petit-bourgeois provincial dans un cadre de camp de vacances....

Tous ne sont pas aussi - bien lotis. A quelques kilomètres au sud, sur une butte non loin de la mer. l'alignement des baraques du camp de réfugiés de Voroklini est - mura en contreplaqué toits en tôle - et le confort minimum, agrémenté des quelques maubles et ustensiles de culsine emportés dans l'exoda ou fournis

Le socialisme du régime s'arrête aux coopératives d'achat qu'on voit partout... A Lamaca, les réfuglés hôtel quatre étolles (la direction leur promet un pactole pour qu'lla laissent la place aux touristes à guinze dollars la nulti mais d'autres s'abritent comme ils peuvent dans lubres. Selon les etatistiques officlelles, au 31 mars demier, sur cent quatre-vingt-dix-huit mille quetre cent soixante-trols person nes déplacées, quelque vingt-neut mille (soit 14,4 %) vivalent dans des - conditions extrêmement inastisfaisantes - : tentes, bidonvilles, maisons abandonnées...

Selon un porte-parole de l'ONU, plus de soixante mille réfugiés sont désormals « autosuttisants ». Une trantaine de milliers de réfuglés paysans ont été relogée à titre précaire dans des malsons de Chypriotes turcs et exploitent la terre. Selon M. Kallimakos, responsable de la réhabilitation des personnes déplacées, la part du pro-priétaire (chypriote turc) est - mise mieux? -. Une part des terres couvernementales a été distribuée nux réfugiés, des prêts agricoles à long terme et faible taux d'intérêt consentis, une loi permet d'attribuer aux réfugiés les terres laissées incultes ; les autorités ont encouragé la construction de logements par et pour les réfugiés, ce qui a permis d'occuper de la main-d'œuvre tout en relançant l'activité économique. Cas logaments, dont les réfuciés ont la iouissance gratuite tant qu'ils ne disposent pas de revenus fixes, sont, dans l'esprit des autorités destinés aux économiquement faibles le lour où una solution négociée permettra la retour des réfuglés chez eux. Pour la réhabilitation et l'emploi, divers programmes ont été établis en fonction de l'origine sociale des réfugiés, ils ont pour point commun l'assistance de l'Etat. qui devra encore longtemps continuer de soutenir financièrement et metériellement une majorité de rétugiés », selon M. Kallimakos.

Un employé des télécommunications tiralt à sa manière la conclusion logique de cet état de choses lorsqu'il nous déclarait : . Moi le me die qu'autent investir 10 000 livres dans une maison en contractant un prêt gouvernementel... S'll y a une invasion totale de l'ile par ies Turcs — cas extrême, j'aurai das dettes : et alors? » Tous ne sont pas ausai désinvoltes.

1,0

Un marchand de voltures, qui consacre ses économies à l'achat d'un appartement dans un immeuble en construction à Lamaca, se ressure en pensant : - Les Turcs ne nous letteront pas lous à la mer... - Beaucoup vivent de petits métiers, d'emplois temporaires (le massage des pommes de terre, la cuelliette des oranges), avec la crainte qu'un jour ou l'autre le ment leur coupe les vivres s'ils gagnent trop d'argent Pour certains, la situation reste dramatique et l'avenir blen incertain, avec at cour la blessure d'un univers abandonné, la nostalgie de l'espoir toujours présent, pôignant, illusoire sans doute, de rentrer un iour chez sol. Pourtant, l'impression générale est celle d'une grande faculté d'adaptation et d'une courageuse Industrie.

Compte lenu des bouleversements subla depuis trois ans, les réussites du sacteur grec sont epectaculaires - et tranchent d'autant plus sur les plètres performances du secteur turc. La prospérité retrouvée s'affiche à Nicosle - mais aussi dans des villes collères comme Lamaca ou Umassoi : ville hérissée de blocs de verre et de béton blanchi. átirant ses bantieues hors les murs en cœur d'artichaut de la vieille

Réfugiés libanais

et excédent

commercial

cité qui abrite les petits négoces et les plaisirs nocturnes; ville animée dans la journée (le soir, on se réfugie dans les tavernes), circulation dense et bonhomme jeunessa sagement chevelue, vétue à la demière mode européenne, vitrines chics bien gamles, villas fleuries - le tout contrastant avec les voitures souvent déglinguées et plus rares et les tenues vestimentaires plus traditionnelles du secteur turc de la ville. Pourtant, le gouvernement chy-

priote est peut-être le seul au monde qui mette davantage l'accent sur la précarité de ses succès que eur l'évidence de sa réuteile. La nécessité de continuer de jouir du soutien financier et politique international n'y est sans doute pas étrangère, « Nous avons bénélicié de plusieurs facteurs exogènes favorables, souligne M. Arlstidou, directeur de la planification, la nos recettes touristiques ainsi que nos exportations au Liban, Las excellentes en 1975 et 1976, contrairement à calles de l'année précèl'Europe en pommes de terre nous a été également profitable. Mals nous ne pouvons tebier sur le maintien de cas facieurs. .

Les Libanais, ces « réfuglés de l'exténeur - de vingt-cinq mille à quarante mille l'an demier (seion la plupert des estimations), ils na sersient plus que cinq mille aujourd'hui, mais représentent tout de même soixante-douze mille des cent quatre-vingt mille entrées touristiques enregistrées en 1976, selon M. Aristidou ont eu un impact ambigu sur l'économie. Alséa, partois très riches (ne dit-on pas qu'il a fallu une semaine entière à un comptable pour dénombrer les liasses de dollars déposées en banque pour un seul Libanais 7), ils ont indirectement contribué

à la prospérité générale par leurs dépenses de vacanciers involontaires, mais, par là même, fortement contribué à la montée des prix, notamment des logements et des hôtels. Certains ont utilisé Nicosie ou Limassoi pour des opérations triangulaires d'import-export, mals aucun n'a investi

Les exportations chypriotes au Liban (produits pharmaceutiques et alimentaires - mais les armes destinées aux deux camps tibanais qui

transitalent par Limassol ont-elles été comptabilisées ?) sont passées de 1,1 million de livres chyprlotes en 1973 à 18 millions de livres en 1976.

On a vu apparaître dans la paysannerie chypriote grecque de véritables - émirs de la patate -: les exportations de pommes de terre ont rapporté l'an demier 15 millions de livres chypriotes contre 5.9 millions en 1973 pour un volume équivalent (13). Le mois demier, plusieurs centaines de camions chargés de sacs de pommes de terre s'alignaient sur une esplanade près du port de Larnaca Culvre, amlante, ciment, se sont également blen vendus - la demande internationale a été telle qu'il y a désormals pénurie de ent eur le marché Intérieur (14). L'aide internationale fournie au gouvernement chypriote pour les

réfuglés, l'assistance accordée par la Grèce, le recours à des emprunts du F.M.I. (15). Putilisation de Nicosle comme plaque tournante des capitaux libanals, la reprise du tourisme, la mise en route d'unitée industrielles construites evant le conflit. l'envoi de fonds de Chypriotes grecs à l'étranger (16), tout cela e'est tradult par un excédent de la balance des najements de 18.5 millions de livres chypriotes en 1976, alors que celleci accusalt un déficit de 14 millons de livres l'année précédents. Si le déficit de la balance commerciale va croissant, le niveau des réserves devraît rester élevé dans les deux ou trois prochaines

années : Il était de 126,5 millions de livres chypriotes en décembre 1976 (la dette extérieure s'élevait alors à 64,5 millions de livres chypriotes). Le produit « national » brut est toutefois de 22 % inférieur livres chypriotes et 309,5 millions respectivement). Le second e plan d'urgence - pour 1977-1978 s'est fixé pour but de confirmer l'essor économique et de réduire l'ampleur des problèmes en cours : diminution du chômage, amélioration des revenus les plus faibles, logement des réfugiés et des économique

ment faibles.

En fait, le chômage a été substantfellement résorbé : dix-sept mille chômeurs en 1976, au lieu de cinquante et un mille en fin 1974. Les autorités se proposent de créer douze mille emplois en deux ans, soit une augmentation annuelle de 35 % de la force de traveil. Gertains technocrates volent la panacée dans le développement du secteur des services. . Du fait de se position géographique et des qualités du peuple chypriote, éduqué et industrieux, disent-ils, nous rvons prétendre desservir la région et assurer des services tels que les transbordements maritimes. les réparations de navires, etc. » quelque temps encore la Sulssa des Libenais, deviendra-t-elle demain le Singapour de la Méditerranée et du monde arabe ? On n'en est pas là. Majoré quelques contacts politiques et accorda commerciaux avec le Proche Orient, c'est décidément vers l'Europe que l'Ille reste tournés. Au demeurant, membre associé de la Communauté européenne. Chypre négocie actuellement un accord intérimaire avec la C.E.E. en attendant que solent définies les modelités d'une pleine intégration dousnière, ses lians privilégiés avec la Grande-Bretagne en tant que membre

Pour l'unité de l'île

indépendance

et son

à gagner non négligeable du fait de la suspension du palement, par les Britanniques, des redevances liées à l'utilisation des facilités dans l'ile. Ainsi, Londres aurait versé à cet effet à Chypre 12 millions de livres starting dans la période 1960-1964, mais, à la faveur des événements, aurait repoussé la négociation du cassá de payer. Les Britanniques ont la militaires: Dakkella, entre Famagous et Lamaca, et Akrotiri, dans le sud de

frontière = (17). Selon une source soviétique, outre que les informations du radar de Trondos seralent communiquées aux Américains dans le cadre de l'OTAN, la base d'Akrotiri abriteralt, en sus des apparells britamiques,

Nous n'avons pu obtenir confirmation de ces allégations, non plus que de la nimeur selon laquelle des armes nucléaires sersient entreposées dans cette base (cette rumeur tient sans doute au fait que des bombardiers Vulcan elationnés sur la base peuvent être équipés d'ogives nucléaires).

Si les autorités chypriotes hésitent à faire valoir publiquement leurs démèlés avec l'ancienne puisllégale de plusieurs millions de

survie. Bon gré mal gré, le parti historique de lutte pour la libére

pour tout : la mise à l'écart de

du Commonwealth arrivant à terme

préciserali

Le Trésor chypricie connaît un manque anouvallement de l'accord quadriennal et

l'arms torte de la solidarité inter-

nationale, ce qui sarait le cat si le

conflit était réglé dans un cadra

Ce leur analyse des visées impé-

rialistes dans l' « ère du post-col

nielisme », les socialistes d'EDEK

tirent une pratique politique qui n'est pas foncièrement différente

da celle des communistes, bien

qu'elle soit nettement moine

comolgisante à l'égard de la réac-

tion. Lorsque, au début d'evril,

l'archevêque Makartos a été frappé

d'une crise cardiaque dont il se

remet lentement, quelques groupes armés proches des socialistes ont

été mobilisés (ce que M. Lyssari-

des nie) pour prévenir une éven-

tuelle tentative de putsch d'élé-

mente d'extrême droite il est

revenu à M. Clérides, trois semaines

plus tard de lever un lièvre

publiquement pour exiger la dis-solution des bandes armées. Il y

a là une certaine ironie, dans la

meaure où l'ancien président inté-

rimaire et négociateur principal

tombé en disgrâce ressemble

aujourd'hul sous sa houlette les

éléments de droits el d'extrême

aux activités de l'E.O.K.A.-B., ce

corps d'activistes chybriotes grecs

ressuscité par le général Grivas

et les colonels grecs pour obtenir

le rattachement de l'île à la Grèca.

successeur, le général grac Karu-

sos, reconduit en Grèce, l'organi-

sation s'est décaprégée en petits

clans isolés. Les plus modérés des

extrémistes s'interrogent eur les

manipulations qu'ils ont pu subir

(il y a eu la fiasco de l'expérience

Sampson, l'éphémère successeur

du président Makerlos en juillet

1974; il y a su surtout l'interven-

tion turque et la cassure de l'île),

tandis que les «faucons» se

charchent un chel et une stature

Aujourd'hul, Grivas mort, son

droite associás encore

l'île, deux coins d'Angleterra en terrain sec. En outre, ils disposent d'une station de radar au cœur de l'île (mont Troodos), ainsi que de diverses autres facilités, dont un hélidroma situé actuellement dans la «zona deux avions-espions « U-2 » opérant au-dessus de la Méditerranée ; leur entretten et le trallament des infor-

mations recuellies seralent assurée par cent solxante-dix techni-

> de l'OTAN. . Sulvant de très près les positions soviétiques, les communistes chypriotes grecs ne veulent manifestement pas de vagues. Ils gouvernent, pourrait-on dire, par défaut. Aux élections du début de l'année, leurs consignes ont falt élire la candidat de la droite - amie -, M. Kyprianou, et son parti, pour Interdire de Parlement M. Clérides et ses amis de droite et d'extrême

sance coloniale, elles ne soulignent guère non plus deux facteurs qui ont affecté l'économie de façon contradictoire : d'une part, la fulte livr's chypriotes, surrout dans les deux premières années, parallèlement à une certains réticence du secteur privé à investir ; d'autre part, la politique de collaboration de classe de la gauche chypriote grecque, communistes en tête. Le parti communiste (AKEL), qui

rassemble près du tiers de l'électorat, a accepté que les travallleurs abandonnant une partie souveni substantielle de leurs salaires au nom de l'effort collectif pour la accialiste de M. Lyssarides a suivi. AKEL justifie cette politique par la nécessité de ressembler toutes les forces nationales dens cette étape Cette explication cardinale vaul

la jutte de classes comme les geoisie réactionnaire mais favorable à la réunification et à l'indépendance de l'Ile (représentée par M. Kyprianou, aujourd'hui président de la Chambre, par opposi-tion à la drolte pro-occidentale et anticommuniste que rassemble actuellement M. Cléridès). Pour le leune avocat Mikhael Papapedrou, président de l'EDON, l'organisation de Jeunesse orientée par AKEL, « la lutte des classes sereit désastreuse pour Chypre ; l'impérialisme se rélouirait de nous voir délaisser pour alla la question nationale ». De lutte armée pour aboutir à la réunification de l'île, il ne saurait êtra question : Chypre est une poudrière. Nous sommes pour l'internationalisation du problème ; nous na voulons pas être dépourvus de

Là encore, le temps passant,

l'économie du sud de l'île a tendance à devenir un tout : qu'ils le veuillent ou non, les planificateurs et les industriels dolvent recrée les unités industrielles perdues dans le secteur nord, même si elles pouvalent faire double emploi au cas où une véritable union sa

cilleuse des hommes de l'archevàché... . Si les négoclations échovent, comme nous le croyons, nous a dit un avocat de Limassol, qui, ne fait pas mystère de son appartenance & I'E.O.K.A.-B., nous nous battrons avec les Turcs. Peut-être pas ici : que dirail-on d'un Fatah qui opérerait en Europe ou sil leurs ? - Un autre extremiste de drolle, un médecin qui es recommande du défunt parti démocrate

nouvelle, pions plus ou moins

conscients des sombres complets

que continuent de tramer les ser-

vices de renseignemente gracs (KYP) et des officiers gracs moner-

chistos, sous la surveillance sour-

. . . .

national (DEK), appelle de ses voeux une solution imposée par les Américains et croit qu'un conflit armé entre la Grèce el la Torquie ast Inévitable.

L'audience des gens de ce bord-

ià est manifestement très limitée, mais leur existence et leurs déciarations permettent aux Chypriotes turcs de redouter qu'un jour or leur laisse à nouveau carte blanche. Comment, au demeurant, persuader cas Chypriotes tures que, contraire ment à leur conviction, les pertisans de l'Enosis sont désonnels en marga da l'histoira, survaillés sinon traqués, et qu'il y a au sein de la communauté chypnote gracque une majorité crolesante de gene convaincus que la solution ne réside plus dans la rattachement de Chypre à la Grèce mais dans idanos et l'unité de l'ile 1

Que l'archevêque Makarjos ail formellement rejeté l'Enosis comme solution ultime au problème chypriote ne parvient pas à satisfaire l « autre côté », qui s'alarme notamment de ce que le gouvainement chypriote, plutôt que de se doter de ses propres cadres milituires, continue de faire appel à un nombre important d'officiers selon M. Denktash, mille sept cents à mille huit cents, selon des sources diplomatiques - à la tête des dix mille hommes de la Garde nationale chypriote (16).

Peut-être un premier pas seraltil très symboliquement de substituer enfin su drapesu de combal prec le drapeau chypriote...

Copyright Marcel Barang et le Monde diplomatique.

(13) Le production s'est sen-siblement intensifiée puisqu'un quart environ des sois à poumes de tante se sont retrouvés en sons

(14) Les exportations de ciment, qui étatent de 100 000 livres chypriotes en 1972, sont passées à 10 millions de livres en 1976. (15) Vingt militons de livres hypriotes en droits de tiraga péciatre.

(18) Depuis soût 1974, queique vingt-sept mille travailleurs qualifiés ont été embauchés à l'étranger, Saton M. Aristidou, il y sursit autouteurs du ville à douss actualement dir mine a gouse mille ouvriers qualifiés à l'étren-ger, en Orèce, en Tchéocalovaquie et surtout (qualque huit mille) dans les pays arabes, Libye, Arabie Bacudite, émirais du Golfe, ainsi qu'en Irak et en Iran. D'autre park, la communanté chipriote grecque de Londres aerait furte de quelous égur cent mille pessonpars, la communauté chiprios greque de Londres sersit torte de quelque deux cent mille person-tes, dont un tiera sont établis depuis 1974.

(17) Les doux bases couvrent une superficie de 90 kilomètres carrès, soit environ I % de la su-perficie totale de l'Ila.

case de la contra de la contra de la contra prévoyalent la présence à Chypre de neut cents officiers grecs et de six cent cinquante officiers tures. Dans la période qui a précédé le coup d'Elat de la light, plusieurs militers d'officiers de la junte grecque se sont glissis semi-clandestinement dans l'Ilé. cependant que les villages turb anciavás recevalent laur propr

ing i

W. Control

A River

Recherches universitaires

MOSCOU ET L'INTÉGRATION EUROPÉENNE

OGMATISME des années 50 : l'aspect politico-militaire de la construction auropéenne occidentale est dominant dans les analyses soviétiques, menées dans un climat de « guerre troide - et imprégnées d'une vision manichéenne des relations internationales ; lea facteurs purement économiques qui sous-tandent la création des Communautés sont négligés ; la prophétie sur l'échec de l'institution tient lieu de recherche. Réalisme des années 60 : l'accent est mis désormais sur les « lois objectives » qui ont conduit à le création du Marché commun ; le thème de la conspiration políticomilitaire contre le cemp socialiste s'atténue ; celui du déterminis économique vient au premier plan ; la nouvelle Communauté n'apparail plus comme une construction intrinsèquement dangereuse à détruire au plus vite, male comme una forme d'organisation historiquement positive, qu'il faudre doter, dans l'avenir, d'un contenu nouveau.

Nombre d'études avalent déjà été consacrées à la « longue marche » des Etats du COMECON (1) -- des « Dix-sent thèses » de l'Institut de l'économie mondiele de Moscou, en 1957, à la - petite phrase - de Leonid Breinev, le 20 mars 1972, devant le XVª Congrèdes syndicate soviétiques, en passant par les - Trente-deux thèses et l'article de Nikita Khroughlchev sur les « Problèmes actuels du système socialiste mondial », en 1962 — et à leur recherche d'une stratégie tace aux succès de l'intégration européenne — du terit r « à double colonne » de 1961 aux arrangements techniques, conclus avec la Communauté sous des formes juridiques qui n'excluent pas un certain byzantiniame, el aux négociations sur la = deuxième - à Helsinkl et à Genève... Pourtant, l'auvrage, très dense, d'Éberhard Schulz (2) renouvelle profondément le sujet. L'auteur, directeur adjoint de l'institut de recherche de l'Association allemande de politique étrangère, déjà connu per ses travaux sur la politique étrangère de la République tédérale, a exploité systématiquement la littèrature acviétique et celle des démocraties populaires sur les rapports de l'Europe de l'Est avec la C.E.E.; Il a multiplié les contacts avec les experts des pays socialistes et effectué un séjour à l'institu de l'économie mandiale de Moscou - au cours duquel il a pu préciser l'exégèse des travaux du principal théoriclen soviétique de l'intégration européenne, Mms Makaimova. Ainsi parvient-il à construire un cadre conceptual, intégrant toutes les variables internes et externes qui conditionnent la politique européenne de l'Union soviétique. Eberhard Schulz analyse le processus de décision soviétique répartition des tâches entre le ministère des atfaires étrangères, qui reçoit ses directives essentielles du bureau politique mals utilise les moyens de la diplomatie classique, et l'appareil du comité central, auquel incombe l'action sur les partis communistes étrangers ; rôle

Par CHARLES ZORGBIBE

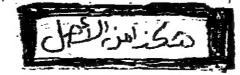
du bureau politique, dont les décisions ont un caractère presticieux et sont, par là même, difficites à remettre en cause; absence de divergences d'intérêts importantes entre les dirigeants du parti et les fonctionnaires de l'apparell gouvernemental; multiplicité des groupes de pression — armée, services de sécurité, organisations de masse Mais ce système a une limite londamentale, selon l'euteur, en maitère de relations internationales : la politique étrangère soviétique exclut tout - aventurisma - susceptible de mettre la paix en danger. L'auteur accorde aux chercheurs soviétiques une piace importante

dans le système de décision, dans la maeure où ils contribuent à la perception de la situation internationale par les dirigeants soviétiques. Le concept d' = Intégration = est imposé, en 1971, par Mme Maksimova : alisation de la vie économique est un phénomène his rique qui suit le développement des forces productives et pousse à l'élérgissement des marchés, à la concentration des entreprises, à la centralisation du capital ; l'Etat-nation est à la fois moteur et troin de l'intégration ; l'intégration doit être considérée comme un processus d'adaptation réciproque et d'optimisation des structures économiques nationales de deux ou plusieurs pays appartenant à un même système sucio-économique ; l'applicabilité directe des règles, le création d'organes supra-étatiques à décision majoritaire, permettent une plus grande rapidité d'exécution et facilitant l'établissement de liens directs entre monopolas ; finejement, l'intégration, atede auprême du déve-loppement du cepitalisme monopoliste d'Etat, si alle ne permet pas de régler les problèmes structurels, économiques ou sociaux, du

stimule néanmoins les économies occidentales. El Mine Makalmova de conclure que la victoire mondiale du socialisme ne dépend pas seulament de la pianification dans chaque Etat socialiste, mais ausal des progrèe à faire dans la vois de l'intégration ; et d'inchur les Etats du tiers-monde à suivre également cette voie sfin de constituer des communautés anti-impérialistes.

S UR l'avenir de l'intégration quest-européenne, sur le comporten D à adopter vis-à-vis des Communautés, Eberhard Schulz relève que la littérature soviétique est assez pauvre, tandis que les déciarations des gouvernants manquent d'essurance. SI FU.R.S.S. cherche à séparer les Etats-Unis et les Etats occidentaux, elle se refusé capendant à jouer le carte d'une antité européenne unifiée, cer elle capendant à jouer la carte d'une entre européenne unmes, car en craint as concurrence et la remise en cause de l'équilibre bipolaire.
L' « alternative démocratique », proposée par des auteurs tels que leur Saban, comporte deux composantes : une collaboration économique paneuropéenne, à même de se substituer à une communauté européenne occidentale discriminatoire et l'intégration des Etats enclaustes au sain du COMECON — ca qui ne un conserve contre sociairstes au sein du COMECON — ce qui ne va pes sens contredictions : einal le Marché commun devrait-il abandonner sa politiqu commerciale commune, dans le temps même où le COMECON renforceralt son unité d'action. S'élevant à la dimension purement politique des rapports paneuropéens, l'auteur montre l'effet déstabili saleur que pourrait evoir, dans les pays socialistes, une Con européenne - de gauche - ; il suppute les chances qu'aurait l'U.R.S.S. d'antraver la construction européenne occidentale en se prononçant pour une limitation régionale des armements ; il tente de tracer les saulle d'acceptabilité » de l'intégration occidentale par l'Est — une politique extérieure commune suscitereit une «large antipathie»; l'hypothèse d'une union politique et militaire est totalement reletée.

(1) CI. Bernard Dutoit, l'Union sonistique face à l'intégration-européeans, Centre de recherches européeanes, Lausama, 1981; ét. Colin. 1971. (2) Montau teud die europeische Integration, travaux de l'Institut de recherche de l'Association allemande de politique étangère.

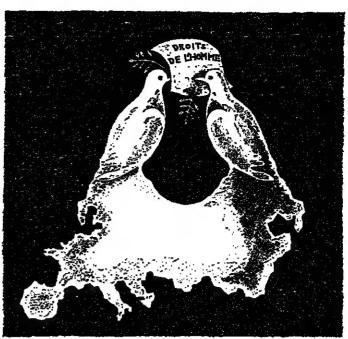




L'Europe, d'Helsinki à Belgrade

LE DIALOGUE DIFFICILE ET NECESSAIRE

De toute évidence, les pays occidentaux ne peuvent ni ne veulent mettre un frein à leurs efforts pour le respect des droits de l'homme, la libre circulation des personnes et des idées, etc., qui font l'objet de la « troisième corbeille » de la conférence d'Helsinki. Mais les pays de l'Est, de leur côté, ne se résigneraient pas à être brutalement mis en accusation sur ce terrain. Comme l'indique clairement l'un des articles que nous publions ici, ils préparent leur défense en forme de contre-offensive, développant à ce propos une conception de la liberté que nul en Occident ne peut



La confrontation s'annonce donc délicate. Mais, aussi nécessaire que difficile, elle sera positive dans la double mesure où les Etats d'Occident eux-mêmes respecteront pleinement les droits de l'homme dans les pays soumis à leur influence et où ils allieront fermeté et prudence dans leurs relations avec leurs interlocuteurs de l'Est. L'ensemble du dialogue comporte des aspects inséparables — sécurité, libertés, coopération, etc. - dont aucun ne saurait être sacrifié aux autres. Il est probable qu'on s'efforcera de les concilier non pas en faisant de vaines concessions sur le fond mais en misant sur le temps nécessaire aux évolutions.

slovaquie ou en Pologne, les contestataires se réclament précisément de l'Acte final d'Helsinki. Le point le plus sensible dans le débat

Deux ans après la publication de l'Acte final d'Helsinki,

les pays participant à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.) se retrouvent le 15 juin à Belgrade pour dresser un premier bilan et envisager les Belgrade pour dresser un premier bilan et envisager les des les

perspectives d'avenir. Entre les deux rencontres, un événe-

ment important a modifié les positions respectives de l'ouest et de l'est européens : les initiatives du président

James Carter en javeur des droits de l'homme ont provo-

qué un certain raidissement des gouvernements socialistes,

d'autant plus qu'en Union soviétique, comme en Tchéco-

entre l'Est et l'Ouest

N août 1975, on s'était accordé
à reconnaître que l'Acte final
d'Heisinki constituait le pré-lude à la détente en Europe. La conférence de Belgrade ne risque-t-elle pas d'en être le chant du cygne? Pour une bonne part, elle sera dominée, sur la scène et dans les coulisses, par le thème délicat de la «troisième corbeille»: la libre circulation des idées et des hommes et, plus généralement, le respect des droits de l'homme et des libertés

droits de l'homme et des libertés fondamentales. Depuis 1975, les événements se sont précipités, et le revirement des Etats participants à l'égard des suites de l'Acte final est du à des

A l'Est, l'Union soviétique, instigntrice directe de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.), aborde la rencontre de C.S.C.R. elle exige une conférence courte et demande à ses partenaires de fixer une date limite de clôture. Néanmoins, les raisons qui sont aujourd'hui les stennes sont blen aujourd'hin les stennes cont oien éloignées de ses revendications d'alors : la C.S.C.E. était la voie la plus axpéditive pour consolider le statu quo territorial ; à Belgrade, les Soviétiques craignent de se trou-ver sur le banc des accusés : mieux vaut donc écourter le réquisitoire condental

occidental. Les autres pays de l'Est n'arrivent pas non plus en situation de force. Certains ne regrettent-ils pas d'avoir préconisé un prolongement de la C.S.C.E. dans l'espoir de continuer à parler haut et fort? Même un Etat comme la Roumanie vient à Belgrade avec quelque apprehension en raison de la dissidence de certains

A l'Ouest, l'évolution est tout aussi visible. En 1975, les États - Unis, sceptiques sur l'avenir de la «troi-sième corbeille», concentraient leurs efforts sur les aspects militaires de la détente. Ils ne cachaient pas que leur intérêt était ailleurs, à Vienne passement on se poussuit encors leur intérât était ailleurs, à Vienne notamment, où se poursuit encore la discussion sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces en Europe. Ce sont les Neuf principalement qui ont alors lutté pied à pied avec les Soviétiques pour élaborer l'essentiel de la coopération humanitaire. Désormais, l'ère Nixon-Kissinger est inen close. L'administration Carter, qui examine à la loupe l'Acte final, sera à la pointe du combat, tandis que les Neuf devraient se montrer légèrement en retrait. A la réunion de Londres, en février dernier, ils se sont mis

Lire pages 6 à 8 :

P. 6-7. — La classique confrontotion entre deux conceptions de la liberté, Ryszard Wojna. Les « mesures de confiance » militaires et le désarmement, Victor-Yves Ghabali. — Pour consolider et élargir le processus de détente, Marian Dobrosielski. — Au cœur de la sécurité européenne : la question allemende, par Charles Zorgbibe. P. 8. — L'avenir prévisible des deux alliances en Europe, Pierre

La liberté de voyage et le fantôme de McCarthy aux Etats-

Unis, Schofield Coryell.

d'accord pour considérer que l'Union soviétique n'était pas allée assez loin dans le domaine de la détente, ni aussi vite qu'il était souhaitable, mais ils ont également pris la réso-lution de ne pas brusquer les choses et de s'abstenir de toute pression

en Europe de l'Est.

A l'Est comme à l'Ouest, le revirement des milleux officiels traduit finalement la prise de conscience d'une opinion publique qui sait maintenant qu'elle constitue l'enjeu majeur des négociations de Belgrade. C'est l'Union soviétique, on s'en souvient, qui a voulu faire appei aux speuples » pour asseoir l'autorité de l'Acte final Chaque Etat participant devait s'engager à « le foire comnaitre le plus largement possible ». Or l'accent mis sur l'importance des succès obtenus par la diplomatie

Deux pommes de discorde

DEUX points cruciaux dominent déjà une controverse cù se mèlent les considérations ldéologiques et les arguments juridiques. Le premier concerne la nature des Le premier concerne la nature des débats. Peut-on examiner les résultats de la coopération humanitaire sans tenir compte de l'état des droits de l'homme et des libértés fondamentales sur le territoire de chaque Etat participant ? L'Union soviétique multiplie les avertissements et les mises en garde contre toute concentration des travaux sur la question des droits de l'homme, et les milieux officiels comme l'ensemble des moyens d'information se plaisent à souligner que les pays de l'Est n'ont pas à rougir de la situation puisqu'ils e appliquent et matérialisent les clauses de l'Acte final ». En serait-il autrement que toute En serait-il autrement que toute discuesion serait vouée à l'échec. La coopération humanitaire, précise-t-on à Moscou, doit être entendue dans le plein respect des principes qui gouvernent les relations entre les Etats participants, en l'occurrence les fitats participants, en l'occurrence en pleine conformité avec les règles posées dans la déclaration sur les relations mutuelles entre fitats, qui fait l'objet de la « première corbeille ». Or l'une de ces règles prescrit aux fitats de s'abstenir de toute intervention dans les affaires intérieures ou extérieures relevant de la compétence nationale d'un autre fitat. La conclusion est claire : dans les pays de l'Est, les contacts humains, les échanges de tous ordres, ainsi que le traitement réservé aux nationaux, constituent des affaires strictement internes, soustralites de ce chef à toute discussion au niveau international.

Les Occidentaux ne l'entendent

Les Occidentaux ne l'entendent pas de cette oreille. Car, que vaudraient alors les engagements d'Helsinki? Lorsque des correspondants de presse sont expulsés de R.D.A., lorsque des savants soviétiques sont privés de leur travail pour avoir déposé une demande d'emigration, la R.D.A. et l'U.R.S.S., pour ne citer ou'elles ne violent-elles d'émigration, la R.D.A. et l'UR.S.S., pour ne citer qu'elles, ne violent-elles pas les principes d'Helsinki? Le décalogue de la « première corbeille » contient en effet un septième principe — respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, — qui impose aux Etats de « javoriser et d'encourager l'exercice effectif des libertés et droits cirils, politiques, économiques et sociaux, culturels et autres...». Au demeurant, une discussion sur le respect des droits de sion sur le respect des droits de l'homme et des libertès fondamen-tales par les Etats signataires de l'Acte final ne peut être qualifiée d'ingérence dans les affaires inté-

Par ALETH MANIN *

socialiste s'est retourné contre ceux qui pensaient en tirer le plus grand profit, egalement sur le plan interne. C'est en effet l'Acte final qui est invoqué dans le combat qui oppose au Eremlin ceux qui réciament, en U.R.S.S., un plus grand respect des droits de l'homme et la liberté d'émigrer. C'est au nom de l'Acte final que plus de cent mille personnes demandent à sortir de R. D. A. et qu'un groupe d'intellectuels s'interrogent, en Tchécoslovaquie, sur le sens d'un véritable socialisme. Et c'est en raisou de la place que les mass media ont accordée à ces affaires que l'opinion publique occidentale évoque les dispositions d'Helsinki et requiert de ses dirigeants une plus grande vigliance à Belgrade.

risures au sens ordinaire du terme. L'existence du septième principe dans un texte signé en commun prive la thèse socialiste de toute pertinence.

On doit donc s'attendre à Belgrade à une discussion ouverte. Les mesures prises à l'encontre des ressortissants étrangers qui n'ont pas voulu se plier à la règle socialiste y seront naturellement évoquées, mais aussi celles qui ont frappé certains nationaux des pays de l'Est qui se sont réclamés des dispositions de l'Acte final. Les gouvernements occidentaux, sans vouloir pour autant jeter de l'huile vouloir pour autant jeter de l'huile sur le feu, y sont fermement résolus. Aucun dialogue ne serait possible si les Etats socialistes maintenaient leur position actuelle.

Le second point épineux concerne la libre circulation des idées. Où en sont les échanges intellectuels deux ans après Helsinki? Les pays de l'Est se plaindront strement des émissions de Radio Liberty et de

Maître essistant à l'université de

Radio Free Europe, dont les crédits viennent d'étre doublés par les États-Unis. De leur coté, ils se verront accusés de faire obstruction verront accusés de faire obstruction aux journaux occidentaux, qui ne reçoivent guére une meilleure diffusion qu'avant 1975. Il est vrai que M. Brejnev a écarté à l'avance un tel grief; l'Union soviétique, en particulier, n'aurait pas à rougir de la situation : elle importerait plus d'informations qu'elle n'en exporte, dix fois plus de films, deux à trois fois plus d'émissions télévisées, six à sept fois plus d'œuvres littéraires.

Les droits de l'homme et la circulation des idées

On risque donc de ne pas parler le même langage. On le sentira net-tement à propos du statut des journalistes, autre pomme de discorde. Certes, des accords sont intervenus depuis 1975, qui l'aciliteront désormais leurs déplacements professionnels, en U.R.S.S. et en R.D.A. notamment. Toutefois, leur statut demeure précaire. Où doivent-ils rechercher l'information? Dans les agences officielles. Comment doivent-ils la présenter à leurs lecteurs ou leurs auditeurs? En évitant le constituent le leurs le leurs le le leurs ieurs auditeurs? En évitant le a sensationnel », c'est-à-dire l'événement non contrôlé. Sinon, 'il leur est reproché de se livrer à une agression permanente des régimes en place et de s'immiscer indument dans des affaires qui ne les concernent pas. Le fossé est profond sur le sens même de l'information.

Les pays de l'Est ayant d'ores et déjà adopté une attitude défensive, quelle peut être celle des Occiden-taux? Deux points de départ sont plausibles. Dresser un bilan-réquisi-toire ou engager une négociation courtoise et superficielle. Le premier schéma entraînerait un durcissement de la position socialiste, qui serait préjudiciable à l'ensemble de la conférence. Le second est exclu par les pays qui entendent faire porter la discussion sur l'état des libertés dans les pays de l'Est.

C'est donc une ligne médiane qui a toutes chances d'être retenue. Elle sera d'autant plus souple que les Etats occidentaux n'ont pas une très grande liberté de manœuvre. D'un

côté, il n'est pas question de lâcher la dissidence interne, dont la survie est liée aux pressions qui s'exerceront à Belgrade sur les Etats concernés. à Belgrade sur les Etats concernés. Mais, de l'autre, de quels moyens dispose-t-on? Personne n'ignore que l'Union soviétique n'héshers pas à couper les ponts et, acculée par les menaces, elle estime que ses intérêts vitaux sont en jeu. C'est alors le dialogue Est-Ouest qui se trouverait compromis, sans aucun avantage pour la cause défendue. pour la cause défendue.

Dès lors, comment convaincre les dirigeants des pays socialistes de mettre une sourdine à ce qu'on appelle pudiquement l'intensification de la lutte idéologique? En proposant des concessions sur le plan économique? C'est à prévoir. Mais a u s s i, nécessairement, par une approche prudente de la gestion. Cela entraîne un certain nombre de conséquences. Au niveau de la procédure, des precautions doivent

être prises pour éviter que la discus-sion ne s'envenime tout en n'éludant aucun problème. Diverses solutions peuvent être retenues, par exemple celle qui consiste à aborder les débats politiques génèraux en séances plé-nières et à réserver à des groupes de travail restreints l'étude appro-fondie et systématique des droits de l'homme.

l'homme.

Au fond, à quoi peut-on aboutir ?

A une révision de l'Acte final ? Les
Soviétiques y sont tout à fait opposés.

Ils n'accepteront aucune prescription
nouvelle sur le contenu des libertés.
On peut donc tout au plus espérer
un accord sur l'interprétation des
dispositions les plus vagues de la
« troisième corbeille » : à quoi correspond, par exemple, la notion de
famille, qui sert de critère à certains
contacts ?

Pour le reste, l'essentiel du débat

contacts?

Pour le reste, l'essentiel du débat ne fait que commencer. Le mérite principal d'une conférence comme celle qui va s'ouvrir à Belgrade est d'exister. Elle constitue un jalon dans cette entreprise qui veut concilier deux détentes : celle qui passe par la volonté des Etats et celle qui passe par une meilleure compréhension entre les hommes.



Inquiétude devant certaines campagnes lancées à l'Ouest

La classique confrontation entre deux conceptions de la liberté

LIRE la presse bourgeoise occidentale, on pourrait aboutir à la conclusion que la - troisième corbeille - de l'Acte final de la C.S.C.E. est devenue l'un des critères fondamentaux de la détente. S'il en était ainsi, résilement, la paix sur notre continent aurait des fondements blen

Cependant, on pourrait également tirer une conclusion apparemment positive : les raisons pour lesquelles les guerres éclataient le plus souvent en Europe - remises en cause des frontières, conquêtes territoriales, atteintes à la tions solides; aussi peut-on, aujour-d'hui, c'offrir le « luxe » de conditionner la détente par des raisons afférentes

Mais une telle conclusion ne serait positive qu'en apparence, attendu que plus d'une guerra en Europe a été déchaînée pour des motivations idéologiques. Mais, à les analyser de plus près, il ne seralt pas difficile de déceler ce qui s'y cachait jadis et ce qui s'y cache aujourd'hui, à savoir des rapports d'intérêt bien déterminés.

Qu'aulourd'hul l'Interprétation volontariate des dispositions de la - troisième corbeille » cache des intérêts absolument contraires à la détente, le lournaliste polonais peut le montrer en listes de la République fédérale d'Allemagne. Et ce nullement parce que nous sommes particulièrement senalbilisés au problème allemand. Tout simplement parce que ces forces nous invitent à réfléchir sur les motifs qui inspirent certaines campagnes déchalnées autour de la - troisième cor-

Cas motifs ont été exposés sans ambages au Congrès annuel d'es sciences militaires (Wehrkunde) qui s'est tenu en février demler à Munich. taire général de la C.D.U., actuellement président de ce parti en Rhénanle-Westphalie, a dit ouvertement que l'objectif stratégique de l'Occident devrait être la - déstabilisation de l'aire de domination communiste - et qu'en même temps il taudralt - préserver la paix sociale en Europe », occidentale, cala a'entend.

Brandissant, en l'occurrence, l'épouvantali des armements dans les pays socialistes, il expose son raisonnement : 31 nous agissons dans le sens de le « déstabilisation » des pays socialistes - c'est-à-dire dans le sens de leur désintégration intérisure, - il faut que nous nous dollons d'une couverture militaire suffisante, cer l'Est pourrait réagir allergiquement à foute tentative de cel ordre. C'est pourquoi l'Europe occidentale devrait faire un avec les Elats-Unis.

Qu'en pensone-nous, nous Polonais ? Comme il n'y a pas et ne peut y avoir d'autre Pologne que celle qui existe et sa dévaloppe dans le cadre du système déalntégrer de l'extérieur serait un altentat non seulement contre son système, mais contre la nation et contre son Elat. Dans le cas des révisionnistes ouest-allemands, tendre à la déstablit sation des pays socialistes signifie tout simplement tenter de remettre en cause l'ordre de paix existent en

A aucune étape de la situation internationals, nous ne devrions oublier que la reconstitution du Reich allemand dans ees frontières d'avant-guerre est, sans discontinuité, le programme officiel de tous les partis représentés au Bundestag, encore que chacun d'eux mette plus ou moins fort l'accent sur l'importance de cet objectif, et envisage différemment les risques liés à la poursuite de cet objectif. Pour la C.D.U. précisément du point de vue de ses visées nationalistes - tout moyen pouvant contribuer à alfaibile les rapports des forces en Europe de l'Est est bon. Ce moyen, c'est, pour la C.D.U., parti représentant près de la moitié de la population de la R.F.A., la fameuse - troisième corbeille », bien qu'elle se soit opposée au Bundestag à la signature de l'Acte final par le gouverne-

Evidenment, l'aspect final particuller, allemand, de la controverse suscitée par Iroisième corbeille - ne devrait pas nous empêcher de convenir que si la confrontation idéologique s'est

Les imperfections du système

L E capitalisme, qui est né précisé-ment sous le mot d'ordre de la liberté, l'identifiant avec celle de s'enrichir au détriment d'autrui et qui, aur la base d'une telle acception de la liberté, a mis en place un système de flagrantes inégalités et injustices sociales, a fait de ce mot d'ordre son embleme. On considère que ce thème - au nom duquet l'humanité et les individus ont fait les plus grands sacritices - a tant d'attralts qu'il cache le contenu réal du capitalisme. La conséquence logique en est la reconnaissance de la suprématie de l'individu alguisée, c'est, dans une certaine me-

Par RYSZARD WOJNA *

sure, le résultat logique de l'actuelle situation intérnationale. On ne peut exclure qu'au fur et à mesure que se reniorcera l'infrastructure de la coexis-tence pacifique, une nouvelle dialectique façonnera les relations internationales. Pulsque la guerre, à l'ère nucléaire, a cessé d'être un prolongement rentable de la politique, il est naturel que gagnent en importance les autres composantes de la sécurità des Etats at des peuples — et non principalement, comme il en ful jusqu'à présent, le facteur militaire.

Parmi ces composantes. Il faut mentionner, en premier chef, le sens social de la stabilisation et de la sécurité économiques, ainsi que ce large éventall de questions humanitaires qui déter-minent la « qualité de la vie ». De ce complexe de questions. l'Ouest a sorti assez arbitrairement les « droits humains -, en tentant d'en faire une arme contra la socialisma.

Ces droits sont, depuis des milliers d'années. l'oblet de discussions avec, au cantre, le problème de l'interdépe dance, c'est-à-dire de l'opposition ou de l'harmonie entre la liberté de l'Individu at la liberté et la sécurité du groupe social donné. S'il n'y aveit pas de conflits autour de catte question, nous n'aurions pas sujourd'hul ces diale qui constituent notre propriété commune. L'opposition entre les reisons d'Antigone et celles de Créon ne Helle pas la confrontation entre les raisons de l'Individu et les raisons de la société ? Comme en cette matière il n'y a pas de critère absolu, l'humanité n'aboutira pas de sitôt à un consensus mondial eur le problème

sur la société, et aussi le pluralisme Pour le capitalisme, la discussion de ces questions n'a pes un carectère purement philosophique. C'est sur cette notion de liberté qu'est basée la etructure du système et les règles de la vie sociale et économique. Et c'est ainsi que nous sommes, depuis un certain temps, témoins de tentatives visant à convaincre le monde du caractère prétendument universal de la conception capitalisto de la libertá. C'est cette concep-

* Journaliste, député à la Diète.

tion que l'on brandit pour sonner l'alarms et arguer que la conception socialiste de la liberté s'écarte de la conception admise par l'humanité (lisez : pas le capitalisme).

Le caractère pharisaïque de la plupart des discussions sur cette question est évident. On admet, en effet, que tous les gens honnètes se prononcent pour le maximum de libertés, et qu'il faut luger négativement tous ceux qui sont

La liberté, dans son acception sociale. ast toujours un compromis, su nom des buts du système donné, compte tenu du caractère national qui a'est façonne sous l'influence des conditionnements historiques géographiques, de la lutte pour l'existence, des coutumes, etc. Le socialisme esi un système qui considère que son but suprème est de réaliser, dans toute sa plénitude, le principe de la justice sociale à mesure qu'il dans les priorités en système socialiste et en système capitaliste. Par exemple, en Pologne populaire, le droit au travail a été inscrit dans la Constitution alors qu'à l'Ouest. le chômage est considéré comme une chose naturelle, nullement en contradiction avec les principes muraux fondamentaux, comme si le droit au travall et, partant, le droit à une vie digne ne falsaient pas partie des droits fondamentaux de l'homme, comme si l'Etat n'était pas responsable de leur réalisation.

C'est sous cet angle qu'il faut voir le problème réel des affaires humaines doit être non seulement une catégorie juridique mais, dans une mesure non moins égale, une catégorie socio-économique. Sauls des droits aussi largement compris sont en conformité avec

Or d'aucuns, à l'Ouest, nous accuformation, des Idées et des hommes, selon une conception fixée a priori et subordonnée précisément à la détente, valeurs du flux spontané. Nous les en remercions, nous n'en profitarons nas-Nous ne connaissons que trop bien les sences de l'action apontanée des forces déchaînées par le capitalisme, la guerre y compris.

Cela ne signifie pas qu'en Pologne nous ne présentons pas les conceptions et les positions de l'Ouest dans leur version originale. Depuis trente ans. nous avons, dans la plupart de nos villes, des clubs de la presse interna-tionale et du livre où l'on peut acheter ou lire sur place - outre les journes communistes — les quotidiens les plus sérieux paraissant à l'Ouest. En outre, depuis près de vingt ans, paraît l'hebnais des articles de la presse étrangère, y compris de la pressa bourgéoise. Cet rebdomadaire a un grand tirage.

LEGINOCH ...

1 4 2

Seekalahan (1964)

de la Pologne populaire de créer des barrières artificielles qui l'isoleraient de la confrontation avec l'Ouest. Il existe tout au plus des barrières économiques. Je le rappelle à titre d'exemple amiede caux qui ont élaboré, au cours de discuesions persévérantes, le texte de l'Acte final, le plus important c'est l'objectif auquel ces règles de jeu sont subordonnées. Cet objectif a étá formulé en toute clarté dans le mist-préambule à la « troisième corbalile », il commence par ces mots : - Les Etats participants, désireux de contribuer au renforcement de la paix et de la comprébansion entre les peuples, ainsi qu'à l'enrichiesement spirituel de la personnalité humaine, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de raligion... -Et, plus toin, le présmbule souligne expressis verbis que l'accroissement des échanges dans le domaine de la culture et de l'information contribuera 4 atteindre les buis énumérés plus bant

C'est à cela que se ramène tout le problème. C'est pourquoi sous ne pouvons accepter une internationalisasième corbaille », qui porterait siteinte au minimum indispensable de conflance nécessaire dans les relations entre Etala à systèmes sociaux différents s'ils désirent, d'un commun accord, numer en favour de la détente. La troptière de cette discussion, c'est la paix.

Nous savons que le monde n'est pas parfait. Nous connaissons également les imperfections de notre propre système. De même, les critères de liberté ne sont pas fixès une fois pour tout. C'est un processus distectique sur laquel influe aussi blen la situation intérieure que la situation internetionale.

Cependant, le fait que nous gcoprdons la priorité aux intérêts communs des plus larges musses de la société et non pas aux intérêts particullers de certains individus qui cherchent à porter atteinte à l'harmonie entre l'intéré général et l'Intérêt individual, qui tentent de se mettre en travers de la réslisation de ces intérêts communs supèrieurs, confirme notre profonde conviction de la supériorité morale de notra système sur l'idéologie du capita-lisme.

Information réciproque en vue de réduire les tensions

ACTE final de la C.S.C.E. forme un tout indivisible dont les différentes parties sont d'égale valeur. D'un point de vue purement logique, pourtant, une certaine pré-éminence de fait semble revenir à la déclaration sur les principes régissant les relations mutuelles des Etats participants. Ce texte énonce dix règles fondamentales que les trente-cinq pays de la conférence se sont es à respecter dans leurs rapengages à respecter mans leurs tap-porte mutuels sous toutes les formes, à tous les niveaux et dans tous les secteurs de coopération couverts par l'Acte final. Il possède par conséquent le privilège unique de règir la mise en œuvre des trois «cor-beilles» à la fois, c'est-à-dire en somme d'être la loi fondamentale de

la C.S.C.E.
Cette déclaration sur les principes a été négociée par des Etats à systèmes de valeurs opposées, mais que la règie du consensus condamnait à trouver un vocabulaire commun. En fait, les parties en présence ou bien ne parlaient pas le même langage, ou bien utilisaient les mêmes mots pour viser des réalités différentes. Le plus souvent, on n'est parvenn à des compromis mutuella CSCR

Per VICTOR-YYES GHEBAL! *

lement acceptables qu'au prix de formules ambiguës sauvegardant dans une même disposition ou un mème principe, des conceptions très différentes. Pour compliquer le tableau ou relèvera que les six versions de l'Acte final (toutes d'égale foi) ne sont pas de la plus parfaite concordance. La déclaration sur les

Chargé de recharches au Centre de recherches sur les institutions interna-tionales de Genève.

principes est donc certainement le produit le plus ambigu de la confè-rence d'Helsinki.

Les «mesures de confiance» militaires et le désarmement

Les pays de l'Est considérent les dix principes comme le résultat prin-cipal de la C.S.C.E. dans la mesure cipal de la C.S.C.E. dans la mesure où, d'une part, ils consacrent les réalités territoriales et politiques issues de la seconde guerre mon-diale (inviolabilité des frontlères et intégralité territoriale) et, d'autre part, servent à combattre l'utilisation atusive par les Occidentaux du res-pect des droits de l'homme (égalité souveraine et non-intervention). Pour les pays de l'Ouest, le document sur les principes présente le triple avantage de préserver la possi-bilité d'une modification pacifique des frontières (égalité souveraine), d'invalider la doctrine Brejnev (non-recours à la force, intégrité territo-riale para interpretation autodésemiriale, non-intervention, autodétermi-nation) et de fournir à la « troisième nation) et de fournir à la « troisième corbeille » son fondement naturel (respect des droits de l'homme). Quant aux pays neutres et non-alignés, ils perçoivent les principes sous l'angle de la démocratisation des relations paneuropéennes (égalité souveraine, non-intervention, coopération, autodétermination), ainsi que

Au cœur

de la sécurité européenne

LA QUESTION **ALLEMANDE**

Par CHARLES ZORGBIBE *

A U cœur de la sécurité européenne, la question allemande : le mot d'ordre da l'élaboration d'un traité de sécurité collective à l'échelle du continent n'est-il pos, dons les années 50, la réponse sovié-tique à l'absence de traité de poix sur et rique à l'assence de traire de poix sur es occidentales na procède-t-il pas, d'abord, du souci de ne pas se faire imposer la prise en considération de la République démocratique allemande? La reconnaissance des réalités allemandes ne figure-t-elle pas ancore campagne incontatoire des membres du pacte de Varsovie pour la convocation d'une confé-

La détente intervenue, c'est encore à la situation territoriale de l'Allemagne que se Pourte le diologue paseuropéen noissant. Quella valeur juridique attribuer à la situa-tion territoriale créée à Potsdom, au statut

Professeur aus universités de Paris-Sud et la Sarre, maître de conférences à l'ENA.

de Berlin, à l'organisation gouvernementale de la R.D.A.? À ces trois questions fonda-mentales, les traités qui concrétisent la « politique vers l'Est » apportent une esquisse de réponse. Les négociations sur la question allemande étaient bien le préclable à l'ouverallemande étaient bien le préalable à l'ouver-ture du dialogue paneuropéen; alles ont, en même temps, constitué un creuset forgeant quelques-uns des comportaments ou des mê-thodes qui caractérisent aujourd'hui les dis-cussions paneuropéennes. Mais le dialogue paneuropéen, les principes dont il a permis l'élaboration, les interprétations qui leur sont données, n'ant-ils pas, à leur tour, un impact sur la question allemande, ne tracent-ils pas un ou plusieurs chemins pour l'avenir alle-mand?

La préparation de la C.S.C.E. a joué, dès La preparation de la C.S.C.E. a joné, des 1969, un rôle de catalyseur à l'égard du problème allemand en précipitant les négociations lièes à la « politique vers l'Est » de le République fédérale et en activant celles des Quatre sur Berlin. En retour, les négociations sur le problème allemand ont constitué, pour le dialogue paneuropéen, un haux d'actre un test des la constitué.

1) Une démarche pragmatique est adoptée, dans la but de dépasser les appositions de principe héritées de la guerre froide.

Lors des négociations ovec l'Union sevié-tique et la Pologna, apparaît, pour l'Alle-magne fédérale, l'impossibilité d'une accep-tation pura et simple du « statu que », la nècessité de sauvegarder les chances d'un, rétablissement de l'unité allemande par le jeu du principa de libre détermination : le gouvernement de Bonu ne pouvait pas pe-raître approuver les transferts territorians décidés por une conférence — celle de Paty-dam — qui ne comportait aucune représen-tation allamende. Les traités de Moscou et de Varsovie surmontent l'obstacle grâce à un évident byzantisme juridique : le consoPotsdam est obtanue non par une véritable reconnaissance de la validité des transferts opérés, mais par un appel aux principes de la Charte des Nations unies : l'abligation de respecter les situations existentes, l'angage-ment de s'abstenir de recourir à la force et

Par sen contenu, comme par l'approche des problèmes, le traité fondamental R.F.A.-R.D.A. est vaisin des traités de Moscon et de Varsovie : la R.D.A. n'est pas recumus juridiquement ; sa qualité étatique est constajuridiquement; sa quaire etutique est consta-tée. Ainsi preud forme un « modus viveadi » en vertu duquel l'Allemagne, selon la formula du chanceller Brandt, est à même de trans-former l'affrantement R.F.A.-R.D.A. en une coexistence réglée.

< Modus vivendi > sur Berlin

ON retrouve dans l'accord quadripartite sur Berlin le même sonci de dépasser les oppositions des parties par une fimitation des objectifs visés. En parvenant à un a modus important foyer de crises en Europe depuis la fin du second conflit mondial, les Quatre out effectué un nouveau pes vers l'élaboration d'un a modes vivendi » global pour l'ensemble de l'Europe. En revenche, dans ca cadre global, l'accord sur Berlin ne constitue pas une solution définitive : seul un objectif limité — allèger les conséquences de la limité — allèger les consèquences de la division de l'oncienne capitale du Reich — a permis d'otteindre des résultats limités. A plus long terme, l'efficacité de l'occord dépendre de la détente politique en Europe.

2) Des ambiguités juridiques sont volontairement maintenues, en voe de concilier les dogmes juridico-politiques qui subsistent.

Ainsi, dans l'occord sur Berlin, les Quatre

la diversité des positions juridiques en présence. Du même coup, ils sont controints de passer très discrétement sur le délimitation de l'assiette territoriale de l'accord. S'agit-il da l'assista territoriale de l'accord. S'agit-il de Berlin-Ouest ou de la ville entière? La réponse de nos diplomates à la Kafka est qu'il s'agit de la « région cancernée ». Le confirmation des droits des trois pulsamens occidentales à Berlin-Ouest ne doit danc pas faire oublier le persistance du désaccord sur le statut juridique de l'ensemble de Betlin.

1 Tr. 10

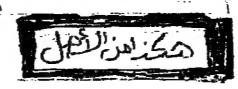
5 a.s. p. ...

Section 1

Même terminologie volonteirement flous dans le traité de Prague : la République fédérole et la Tchécoslovaquis conservent leurs positions respectives quant aux coroc-tères de la nullité de l'accord de Munich mullité constatée « dans les conditions du traité ». Même ambiguité fondamentale dans le traité R.F.A. R.D.A. : le droit à l'autodétermination est affirmé; mais, pour la R.D.A., se s'agit-il pas d'ane libre détermination de la nation est-allemende — d'autant plus que les divergences sur le « question nationale » sont reconnues dans le préambule.

3) Une double lecture des troités sur le 3) Une double lecture des traités sur le question allemande est donc possible — comme sera possible une double lecture de l'Acte final d'Helsinki. Cette ambivalence dans l'analyse juridique est facilitée par la fait que la gouvernement fédéral ne semble pas avoir une idée précise de la structure politique de l'Allemagne future — de même que les puissances occidentales n'ant guare dégagé les objectifs lointains de leur dialogue avec l'Est. Impréparation manifeste ou vodégagé les objectifs lointains de leur dialogue avec l'Est. Impréparation manifeste ou vo-lonté d'éviter tout « projet »? Il est certain que toute description véritable des bats à atteindre nu pourroit que susciter le médiance de l'interlocuteur et nuire finalement à la réalisation desdits buts.

ll a'en reste pas moins qu'apparaît ici, 🗪 toute ciarté, le double pari contradictoire formulé à Bonn et à Barim-Est : pour la



sous celui de l'indivisibilité de la sécurité et de la coopération dans le monde entier (reconnaissance par la C.S.C.E. du magistère de l'ONU). la C.S.C.E. du magistère de l'ONU).

Les dix principes se trouvent incorports dans un texte à caractère général et abstrait qui n'appelle pas de mesures précises de mise en œuvre. C'est pourquoi ses affets ne peuvent être évalués qu'en termes négatifs, c'est-à-dire d'infraction. De fait, depuis Helsinki, la plupart des signataires n'ont cessé de se porter des accusations mutuelles à cet égard.

des accusations mutuelles à cet égard.

Les griefs de l'Est peuvent ainsi se résumer. Le principe de non-intervention est constamment violé par les Occidentaux non seulement dans leurs relations avec les pays socialistes (interventionnisme moralisant de l'administration Carter), mais encore dans leurs rapports réciproques (attitude de l'OTAN et de la C.E.E. à l'égard du Portugal ou de l'Italie). Comment du reste concilièr le principe de l'égalité souveraine avec les tentatives de l'OTAN visant à priver Chypre de sa souveraineté? Comment justifier, eu égard aux principes de la coopération et de la bonne fol, la politique discriminatoire de la C.E.E. à l'égard des pays socialistes? Comment prétendre qu'il existe des violations des droits de l'homme à l'Est alors que ces mêmes droits sont, à l'Ouest, soit protégés d'une façon formelle, soit befoués comme en Ulster ou à Chypre? L'attitude réservée à l'égard des deux pactes internationaux des Nations unies relatifs aux droits de l'homme n'est-elle pas le fait des seuls pays occidentaux?

Du côté de l'Ouest, les récriminations sont tent aussi vives Le ārive.

Phomms n'est-elle pas le fait des seuls pays occidentaux?

Du côté de l'Ouest, les récriminations sont tout aussi vives. Le principe du respect des droits de l'homme est constamment invoqué en relation avec le regain de confestation et de répression en U.R.S.S., en R.D.A., en Tchécoslovaquie et en Pologne. La proposition socialiste visant le non-élargissement de l'OTAN et du pacte de Varsovie a été rejetée comme contrevenant au droit des Etats d'appartenir à des alliances, droit inscrit dans le principe de l'égalité souveraine. Le traité U.R.S.S.-R.D.A. du 7 octobre 1975 se trouve en contradiction flagrante avec la lettre et, l'esprit des principes d'Helsinki : ne faisant aucune allusion (contrairement aux accords de 1959 et de 1954 conclus entre les mêmes pays) à l'éventualité d'une réunification de l'Allemagne, il pose l'idée — non retenue par la C.S.C.E. — que l'intangibilité des frontières équivaut à leur immutabilité : par ailleurs, il apporte une consécration juridique bilatérale à la « doctrine Brejney ». Les neutres et les non-alignés ne sont pas demeurés en reste. Grande est leur déception de constater que

l'esprit d'Helsinki ne s'est pas traduit dans les faits, c'est-à-dire que les relations paneuropéennes continuent plus que jamais à être conçues et menées en termes de blocs. Pour sa part, la Yougoslavie a accusé l'Autriche de violer le principe des droits de l'homme en appliquant un traitement discriminatoire à ses minorités groste et slovène.

tement discriminatoire à ses minorités croate et slovène.

L'un des rares exemples de l'application positive des principes d'Helsinki est celui du règlement du
conflit de Trieste (dernier litige territorial de la seconde guerre mondiale) intervenu entre la Yougoslavie
et l'Italie en novembre 1975 avec les
accords d'Osimo. Mais on pourrait
en réalité soutenir qu'il s'agit d'un
développement dont la C.S.C.E. n'a
fait que hâter la matérialisation.

Somme toute, on se trouve amené
à constater — un peu abruptement
peut-être — que les principes d'Helsinki ont jusqu'à présent alimenté
la polémique plus qu'ils n'ont été
des facteurs de détente. Ne sont en
cause ni la nature ou le contenn
intrinsèque des principes, ni mème
la bonne foi des signataires. La
déclaration sur les principes souffre
d'une tare congénitale, qui est de
passer pour une codification de l'in-

codifiable : la détente telle qu'elle est conçue à la fois par l'Est et est conçue à la fois par l'Est et l'Ouest. L'antinomie des conceptions Est-Ouest paraît avoir été aggravée par la C.S.C.E. en ce sens que l'acte final a introduit le mirage d'une définition générale commune et d'une codification des principes qui en découleraient. Les remous de l'affaire angolaise offrent une illustration exemplaire d'une telle affirmation. Le souten actif accordé par l'U.R.S. an M.P.I.A. n'a pas été seulement

Un mécanisme original

Un mécanis

L'ACTE final d'Heisinki énonce
quatre sortes de « mesures de
confiance », dont l'une — la notification préalable des manœuvres
militaires d'envergure — représente
pour les Étais signataires un engagement politique contraignant, dans
les limites toutefois d'un certain
nombre de paramètres bien précis
(seuil de vingt-cinq mille hommes
des formations terrestres, préavis de
vingt-huit jours, transmission par
vole diplomatique, etc.). Toutes les
autres n'ont en revanche qu'un caractère purement facultatif : la notification préalable des manœuvres
militaires d'envergure non touchées
par le système des paramètres, celle
des mouvements militaires d'envergure et, enfin, les échanges d'observateurs aux manœuvres militaires
quelle que soit leur ampleur. L'Acte
final ne définit d'aucune façon le
concept de manœuvre ou celui de
mouvement. Les travaux préparatoires autorisent néanmoins à croire
que les Ritais participants estimaient
d'une façon générale qu'une « manœuvre » était un déplacement de
forces sur pied de guerre à des fins
d'exercice et qu'un « mouvement »
consistait en un transfert d'unités
prêtes au combat hors de leur base
permanente en vue d'un nouveau
déploiement. permanente en vue d'un nouveau

En dépit de différences sensibles d'approche, la mise en œuvre des

exemplaire d'une telle affirmation. Le soutien actif accordé par l'U.R.S.S. an M.P.L.A. n'a pas été seulement ressenti comme une tentative d'extension de la sphère d'influence soviétique en Afrique, mais aussi comme une violation des dix principes : à quoi sert, fit-on valoir, de précher la non-intervention en Europe si, en même temps, on pratique sans gêne l'intervention en Angola? La réponse soviétique ne manque pas non plus de logique interne : la détente ne signifie et ne signifiera jamais l'abandon du combat pour la victoire mondiale du socialisme, laquelle passe notamment par le succès des mouvements de libération nationale. Avant Helsinki, le fond du débat n'auralit guère été différent, mais, à coup sûr, il se serait déroulé avec moins d'ambiguïté et d'illusions réciproques.

mesures de confiance se révèle à l'heure actuelle correcte dans l'ensemble. L'approche occidentale a toujours été et reste plus politique que militaire. En lançant l'idée même de mesures de confiance, les pays de l'Ouest avaient en vue de favoriser entre les hiérarchies militaires de l'Europe un climat général de confiance à l'aide d'habitudes de contacts directs (échange d'observateurs) et de réllexes d'information mutuelle. Pour eux, il s'agissait moins de recueillir des renseignements d'orde recueillir des renseignements d'ordre militaire sur l'autre camp (les
alliances sont bien outillées à cet
égard) que d'introduire l'esprit de
la « troisième corbeille » dans une
sphère de relations où malentendus
et tensions peuvent avoir les consèquences les plus néfastes. A partir
de ces prémices, inspirées directement des pratiques de l'OTAN, les
Occidentaux ne pouvaient que s'attacher à donner l'interprétation la
plus large possible aux dispositions
de l'Acte final, avec d'ailleurs l'espoir
d'être imités par l'Est. Dès l'autonne 1975, les membres de l'alliance atlantique ont ainsi notifié
l'ensemble de leurs mancuvres à
partir de dix mille (et non de vingtde recueillir des renseignements d'orrensencie de leurs manceuvres partir de dix mille (et non de vingtcinq mille) hommes. Ce scuil s'abaissa
même à huit mille hommes avec
l'exercice multilatéral a Batten

manœuvres notifiées seraient au nombre de treize. Les nombreux observateurs invités à cinq de ces manœuvres reçurent à cet égard les plus larges facilités possible.

La période intérimaire entre Helsinki et Belgrade montre d'autre part que les pays du pacte de Var-sovie demeurent (à l'exception peutêtre de la Roumanie) plus ou moins prisonniers d'une conception mili-taire de la question des mesures de confiance. Pendant longtemps, à la conférence, l'Est n'avait vu dans ces taire de la question des mesures de confiance. Pendant longtemps, à la conférence, l'Est n'avait vu dans ces mesures qu'un système destiné avant tout à institutionnaliser une sorte de pratique indirecte d'espionnage visant ses activités militaires, en règie générale entourées, contrairement à celles de l'OTAN, de secret. C'est pourquoi d'aucuns pronostiquèrent que les pays socialistes tenteralent d'esquiver leurs engagements. Tel n'a pas été le cas Mais l'attitude de l'Est peut être taxée de restrictive en ce sens que le respect — scrupuleux — des paramètres s'est doublé d'une interprétation étroite des dispositions facultatives. Lancées seulement à partir de janvier 1976, les notifications obligatoires n'ont jusqu'à présent concerne que quatre manœuvres d'envergure (trois soviétiques et une multilatérale en Pologne); en fait, il semble que, au lendemain du « sommet « d'Helsinki, le commandement du pacte de Varsovie ait adressé aux Etats membres une directive leur recommandant de modérer l'ampleur et la frèquence de leurs manœuvres. Pour ce qui est des échanges d'observateurs, les invitations furent en général adressées aux pays voisins (et notamment à des pays comme la Turquie ou la Grèce, alors en plein réexamen de leurs relations d'observation; par ailleurs, les paye de l'Est ont jusqu'ici systématiquement refusé d'envoyer des observateurs aux manœuvres de l'OTAM afin, semble-t-il, de se réserver toute latitude de dénoncer leur caractère jugé agressif et anti-détente. Seule entre tous la Hongrie a esquissé un pas en avant en notifiant deux manœuvres qui, avec respectivement dix mille et dix-huit mille hommes, ne tombalent pas dans le champ des paramètres obligatoires. La portée pratique de ces deux notifications, sans préavis ni détails, est sans doute irès faible. Mais il y a la un geste dont on aurait peut-être tout de sous-estimer la valeur symbolique.

Quant aux pays neutres et non alignés, ils ont, dans les limites de leurs relative-

Quant aux pays neutres et non alignés, ils ont, dans les limites de leurs activités militaires, relativement restreintes, honoré leurs engagements sans faille. Toutefois, ils demeurent profondèment insatisfaits du système, qui leur apparaît comme

trop peu contraignant. Les questions militaires et de désarmement seront cans nul doute le terrain privilégié sur lequel les neutres et non-alignés tet d'autres petits pays) porteront l'offensive au cours de la prochaine réunion diplomatique de Belgrade.

On peut tirer deux enseignements du bilan général des mesures de confiance. En premier lieu, le fait que les parties en présence inter-prétent, l'une restrictivement et l'autre extensivement, les disposiprétent. l'une restrictivement et l'autre extensivement, les dispositions d'Helsinki importe peu. L'essentiel reste qu'un mécanisme original de contacts et d'informations a été mis en branle dans la sphère même des tensions les plus immédiates. Une pratique nouvelle tend à s'établir en Europe grâce à la C.S.C.E. En second lieu, il paraît douteux que les mesures de confiance aient rempli leur fonction réelle : le renforcement de la confiance D'une part, elles ne sont pas autre chose que des mesures de type « collatèral » : elles ne peuvent se révêter pleinement utiles qu'une fois associées ou superposées à un mécanisme de désarmement ou de désengagement ; il n'est d'allieurs pas fortuit qu'on les retrouve en partie sons la dénomination de « mesures associées » (ou « de stabilisation ») dans les propositions occidentales à la conférence sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces (MB.F.R.). De toute façon, pour renforcer la confiance, encore fautil qu'un tel climat préexiste tant soit peu. Or on sait que les pays de l'Ouest suspectent l'U.R.S.S. de vouloir affaiblir leur volonté et leur capacité de défense. Les Soviétiques renvolent la balle en critiquant la mauvaise foi des Occidentaux, qui restent imperméables aux propositions socialistes de conférence mondiale sur le désarmement, de traité universel de non-recours à la force ou encore de non-recours à la force ou encore de non-utilisation de l'arme nucléaire en premier recours.

Avec les mesures de confiance, la C.S.C.E. s'attaque par un biais sym-bolique à un problème dont on avait tenu à la garder soigneusement à l'écart et dont les modalités sont négociées dans un cadre plus res-treint à Genève (SALT) ou à Vienne (M.B.P.R.). Il est évident que la C.S.C.R. ne pourra apporter de contribution propre à la détente militaire tant que durera une dichoto-mie de surcroît étanche. Il faudraft qu'au préalable les trente-cinq Etats participants acceptent d'ouvrir un dialogue multilatéral approfondi au sujet du désengagement et du désarment en Europe.

VICTOR-YVES GHEBALL

Le cadre et les méthodes d'une compétition dans la paix

Pour consolider et élargir le processus de détente

ES résultats de la Contérence sur la sécurité et la coopération en logne avec satisfaction et espoir, ils soni considerés comme un tournant historique, introdulsant une nouvelle qualité dans les relations entre les Etats qui ont participé à cette conférence. Les résolutions de l'Acte final la guerre froide, confirmé définitivement la reconnaissance générale des réalités territoriales et politiques qui se seconde querre mondiale et de l'évolution d'après-guerre. La C.S.C.E. a été un événement sans précédent dans l'histoire. C'est, en effet, pour la promière fois que s'étaient rencontrés, à l'échelon politique la plus élevé, les représentants de trente-cinq Etats, non pas en qualité de valnqueure pour préjuger du sort des valnous, ni en tant que représentants d'une idéclogle ou

d'une conception du monde, pour les imposer à d'autres, ni, non plus, en tant que représentants de certains intérêts économiques pour se concerter sur les moyena de se saisir de marchés ou de colonies, ils se sont rencontrés pour adopter et mettre en œuvre les dispositions d'un document que M. Edward Glerek a appelé à Helsinki la grande sulvre la politique de détents, de sécu-

rité et de compréhension mutuelles. L'Acte final de la C.S.C.E. concerne pratiquement tous les domaines des relations internationales. Il a codifié qui avait été reconnu comme positif et favorable dans le passé : Il a défini les directions et les règles de la réalisation de l'évolution pacifique de l'Europe pour des décennies entières. Il est clair que la C.S.C.E. n'a pas changé immédiatement et de façon speciaculaire la situation internationale. Elle n'a pas éliminé: - car elle ne la pouvait Par MARIAN DOBROSIELSKI *

Bolt 75 a, qui eut lieu en Norvège en octobre 1975. A l'heure actuelle, les

pas - les contradictions et les rivalités entre pays à systèmes socio-politiques différents. Néanmoins, elle a fixè le cadre et défini les moyans et les méthodes permettant de poursuivre cette compétition dans la paix. Il faudra encore beaucoup de bonne volonté de part et d'autre, beaucoup d'efforts pour approfondir la confiance et la compréhension mutuelles afin de liquider définitivement les enachronismes de la guerre froide.

C'est le désir de passer progressivement de la confrontation à la coopération, qui a dominé la naissance de l'idée de la C.S.C.E. il fut possible de

Directeur de l'Institut polonais des

convoquer cette conférence parce que la politique de détente at de coaxistence pecifique avait été couronnée par une serie de réalisations concrètes, entre autres la série de traités conclus entre les pays socialistes et la R.F.A. ou encore l'accord quadripartite sur

Le processus de la détente est et malgré la marée montante de diverses déclarations et de cartaines activités à l'Ouest visant à en déformer le sens profond. Les partisans de certaines dans la guerre froide, non seulement n'ont pas cassé, mais ont multipliè leurs afforts pour freiner et contrecarrer la détenta, pour attiser la méfiance et tendre à la confrontation, pour minimiser la signification et les résultats de la C.S.C.E., pour déformer ses dispositions et induire en erreur l'opinion publique de leurs pays

Il s'est encore écoulé trop peu de temps depuis le « sommet » d'Heisinki pour que nous puissions évaluer pleinem l'influence des résultats de la C.S.C.E. sur l'évolution de la situation en Europe. C'est pour cette raison que nous avons affaire aux opinions et aux sentiments les plus divers, souvent à une certaine indifférence, à des critiques, ristique que ceux qui, aujourd'hui déclarent attendre beaucoup de la réaliestion de l'Acte final, qui manifestent très fortement leur mécontentement. sont précisément ceux qui, il n'y a pas bien longtemps encore, étaient des adversaires déclarés de la C.S.C.E., comme par exemple les représentants de la C.D.U. et de la C.S.U. en Allemagne fédérale ou certains groupements politiques et sociaux aux Etats-Unis.

R.D.A., le fuit d'accéder à la vie interactio-nale consolidera les structures de l'Étot estallement : pour la R.F.A., la « politique vers l'Est » a la mérita d'humaniser la condition des « frères séparés » et de préserver l'avenir. Consocrer la séparation juridique pour per-mettre un rapprochement sociologique, en profondear, des différentes fractions de la nation : tel est le peradoxe panallemend. Reconneire les réalités territoriales pour remettre en marche les peuples européens :

Les frontières et les alliances

L ES négociateurs occidentaux ont réussi, au cours des travaux de la C.S.C.E., à maintenir ouvert l'avenir allemand : les chances d'un changement pacifique sont préservées dons l'Acte final d'Helsinki — comme elles l'étoient dans les troités constitutifs de la a politique de l'Est ».

Cependant, la C.S.C.E. ne pouvait s leusement lever les ambiguités juridiques préexistantes, surtout lorsqu'elles masquent des divergences politiques de fond : les unes et les autres ont ropidement resurgi — commele prouvent les termes du traité R.D.A.-U.R.S.S. de 1975 ou l'altération du principe du changement pacifique dans les interpré-tations doctrinales de l'Est.

A) Les Occidentaux ant reussi à concilier, dans l'Acte final d'Helsinki, les impératifs du changement pacifique et de la sécurité collective en Europe.

Dès le début de la seconde phase de la C.S.C.E., à l'automne 1973, le principe de l'inviolabilité des frontières, affirmé par les projets soviétique et français, avait suscité de vives divergences d'appréciation au sein de la première commission — la France faisant référence à la possibilité de modifier les

The second state of the second second

And the second of the second o

frontières par des moyens pacifiques, les Soviétiques exigeont au contraire l'inclusion d'une déclaration per lequelle les États s'engageraient à ne plus avancer de prétention

Début 1974, la rédaction du troisième principe — relatif à l'inviolobilité des fron-tières — reste le point sonsible des négociations. Pour les Soviétiques, les éventualités de changement sont fort théoriques at devraient être subordonnées à de nouvelles réunions paneuropéennes : un droit de veto serait ainsi conféré à chacun des Etats européens sur toute modification de la carte du continent. Finalement, une formule lancée par la France — les Etats participants « considérent que leurs frontières peuvent être modifiées, conformément au droit internal, par des moyens pacifiques et par vaie d'accord » — est adoptée sous la forme d'une « phrose flottante », qui ne trouvera se place dans l'Acte final (à l'intérieur du mier principe, relatif à l'égalité souve-1975... et après que la première commission eut fait ressortir, à la demande de l'Allemagne fédérale, l'égale voieur des dix principes régissant les rapports entre États.

Une autre difficulté était apparue, entre temps, au sein de la première commission, née du soubait des quatre Gronds du second conflit mondial de réaffirmer les droits, responsabilités et obligations résultant de traités, accords ou arrangements antérieurs. Préoccupation légitime — liée au problème allemond puisque visant au ma tien symbolique de la responsabilité des Quatre pour l'ensemble de l'Allemagne, mais préoccupation maladroitement exprimée paisqu'elle paraissait pouvoir s'appliquer également à d'eutres a responsabilités » dont l'irréversibilité n'est pas souhoités et qu'elle créait entre les partis une discrimination contraire à l'esprit de la C.S.C.E.

Reste que, au-delà de ces péripéties, la reconnaissance de l'ordre établi en Europe est loin de se limiter, dans l'Acte final, ou respect da « statu quo » territorial, au « gel » des frontières existantes. Le principe du changement pacifique est admis — même si ces moyens ne sont pas clairement définis. au respect des droits de l'homme (septième principe) et qui droit des peuples à disposer d'eux-mêmes (huitième principe). Et les sures de la « troisième corbeille », en concourant à la libre détermination des citoyens, donnent son assise sociologique au

principe du changement pacifique. B) Une outre lecture des principes panauropéens est, copendant, tentée par les I'U.R.S.S. et la R.D.A. le 7 octobre 1975. deux mois à paine après le « sommet » d'Heisinki, en offre une double illustration.

D'une part, à l'encontre du paragraphe 5 du préambale de l'Acte final qui étend l'application des principes paneuropéens à l'ensemble des rapports entre Etats, « indépendamment de leur système politique, écono-mique ou sóciol », le traité de 1973 met l'accent sur la spécificité des rapports entre Etats socialistes. Réaffirmation de la doctrine dite de la souveraineté limitée ou, si l'on préfère, de l'aide fraternelle entre Etats socialistes, à même de figer l'idéologie dominante et les structures étatiques de la R.D.A., à

l'ombre du pocte de Varsovie. D'autre part, le traité de 1975 érige, à son article 6, l'inviolabilité des frontières en « condition essentielle de la sécurité européenne ». Emerge ainsi l'idée implicite que l'intangibilité des frontières équivant à leur immutabilité. Dans le même sens, la doctrine de la R.D.A., malgré la stipulation de l'Acte final sur l'égale importance des dix principes, entend établir une double hiécurchie des normes : non seulement par la primauté de la « première corbeille » sur les deux autres — seuls les dix principes énonçont un droit immédiatement applicable, — mois aussi par une hiérarchisation au sein des dix principes, seuls cinq d'entre eux étant fondamentaux, parmi lesquels celui de non-ingérence qui apparaîtrait comme la conséquence primordiale de l'Acte d'Helsinki.

C) Le débat est fondamental pour l'evenir allemand. S'agit-il réellement de privilégier le principe de non-ingérance? L'hypothèse d'une consolidation des alliances existantes et d'une consécration de la division de l'Allemagne, que redoutait Egon Bahr dans ses « modèles » de 1968, serait réalisée. S'agit-il de mettre l'accent sur les droits de l'homme et le changement pacifique? L'Union sovié tique obtient la consécration du « statu quo » mais elle est contrainte de laisser la porte ouverte au dépassement de ce dernier ; l'aménagement d'une coopération pratique entre les deux fractions de la nation allemanda crée les conditions d'une réunification.

A partir de ces contradictions persistantes, pour l'Occident ? D'autres exigences ent parfois été avancées par certains observateurs Telle la reconnaissance des « limitations inhérentes à toute structure politique », condition de l'affirmation d'un vouloir-vivre commun au-delà de l'hétérogénéité des idéologies et des univers culturels. Telle encore la codification des rapports à établir, au sein d'une même alliance, entre l'Etat leader et ses associés : c'est le thème de la sécurité

Sans doute de telles démarches auraient permis de donner leur véritable signification aux négociations d'Helsinki; mais il n'est pas trop tard : de nouveaux objectifs à long terme pourraient être avancés par les États occidentaux lors des futures négociations pan-

européenes.

CHARLES ZORGBIBE

cesarmemen

La déclaration de principes adoptée à Helainki est, dans la situation l'idée de la coexistence pacifique.. La meilleure, parce qu'elle a été élaborée d'un commun accord par tous les Etats qui ont participé à la C.S.C.E. L'obser-

des dix principes par tous les Etats participants à la conférence créeralent des bases larges et durables pour la paix, la sécurité, une coopération mutuellement avantageuse dans tous les domaines à l'échelle du continent. Parmi ces dix principes, il y a ceux de l'égalité souveraine, de l'inviolabilité des frontières, de l'intégrité territoriale, de la non-ingérence dans les affaires intérieures, de l'égalité des droits, de la coopération entre les Etats, et non seu-lement le principe des droits de l'homme, conçus d'ailleurs dans la propagande à l'Ouest sous une forme déformée et limitée — et sur lequel se concentre une action pleine d'hy-pocrisie dirigée contre les pays socialistes. Dans ce contexte, il conviendrait de rappeler ce vieux dicton anglais : « Charity begins at home » cu peut-être cette semence de la Bible ; « Que celul qui sat sans faute jette la première pierre. » L'approche socialiste des droits de l'homme est différents, mais plus pleins, plus concrète que l'approche touts formalle du libéralisme. Bret, elle n'est pas seulement pour la « liberté » formelle male aussi

Il conviendrait d'Indiquer également que le septième principe traite non seulement des droits politiques, mais aussi des droits économiques, socieux, cultu-

élargissement et d'un approiondissement de la sphère des droits de l'homme est, pour des millions d'hommes, dans tous les Eints participant à la C.S.C.E. comme dans les Etats du monde entier, de mener et d'approfondir la politique de détente et de coopération. C'est là une conviction qui procède de faits historiques. La politique de détente en Europe a apporté, entre autres, le ren-versement du fescisme en Grèce et au Portugal ; elle a inauguré le processus de démocratisation en Espagne; elle a élargi la sphère des droits de l'homme dans les pays de l'Ouest que dans les pays de l'Est pour des millions d'hom-mes. Aussi faut-il le répéter une fois de plus : quiconque est vraiment pour les « droits de l'homme » doit être avant tout pour une politique de palx, de sécurité, de coopération internationale, de désarmement. La réalisation du droit de vivre en paix et en sécurité, du droit au logement, à le protection de la eanté, à l'instruction, au travail, à l'accès à la culture, crée das conditions réalles au libre épanouissement de l'individu, de son sena de la dignité, à l'exercice réel et effectif de ses libertés

En ce qui concerne la « deuxième corbellle », nous avons là de sérieuses possibilitée de développement. Elle devra

pieine réalisation des dispositions très conorètes de cette deuxième corbeille » pourrait créer en Europe l'infrastrutture de la paix. La - troisième corbellie » prête à pas mai de controverses. Chose assez paradoxale : on reproche aux pays eocialistes de ne pas réaliser les dispositions de cette partie de l'Acte final. Il a été beaucoup tait dens notre pays dans ce domains. Or, certains pays occidentaux — non confents d'accuser les pays socialistes — font bien peu dans ce domains. Je ne donneral ici qu'un seul exemple. Prenons

la question des visas. Il est bien plus difficile è un Polonais d'obtenir un

vice pour les Etata-Unia (il doit aussi répondre à diverses questions humi-liantes), pour la Grande-Bretagne et aussi pour la France, qu'aux citoyens

LE DIALOGUE DIFFICILE ET NECESSAIRE

la Pologne a abordé très sérieusement la quastion de la mise en œuvre des dispositions de l'Acte final. Déjà, à Helsinki, M. Edward Glerek evalt, au nom de la Pologne, approuvé l'Acte final dans toute son étendus et avait exprimé la « l'arme volonté » de notre pays de réaliser toutes ses dispositions. il a déclaré, à cette occasion, que l'objectif de notre politique était d'œuvrer à ce que « les hommes en

Pologne, en Europe et dans le monde

vivent en paix et dans la liberté, en

sécurité, dans la dignité, dans l'elзапса ...

Sur recommandation du VIII Congrès du parti ouvrier unifié polonals et sur décision de la Diète (Parlement), le conseil des ministres a adopté une résolution spéciale concernant le prol'Acte final et l'a adrassée aux différente ministères, institutions et organi-cations. La coordination de la réclisation de ce programme a été confide au ministre des affaires étrangères. Nous envisageons la conférence de Belgrade Pologne, tout comme les autres pays socialistes, tendra à ce qu'à la rencontre de Belgrada triomphent le réalisme, le bon sens, l'inférêt de la paix, de la sécurité internationale, du progrès social. d'une coopération avantageuse pour tous. Avec tous les participants, nous désirons procéder non seutement à un échange de vues et d'expériences sur la réalisation de l'Acte final et sur les tâches définies par la conférence d'Helsinki mala sussi réfléctir ensero-ble comment nous pouvons réalises mieux, pius concrètement, les disposi-tions de cet Acta. Nous voudrions que la conférence de Belgrada imprime una nouvelle impulsion au dynamisme, à la consolidation et à l'élargissement du processus de la détenta.

MARIAN DOBROSIELSKL

Sous l'influence de la détente et des évolutions politiques dans les divers pays

ALLIANCE atlantique retrouve aujourd'hui un problème clas-sique pour les alliances orga-nisées par les Etats-Unis dans le tiers-monde ou en Amérique latine : tiers-monde ou en Amérique latine :
son but est-il blen la défense contre
une menace militaire extérieure, ou
est-elle dirigée contre une menace
intérieure et, dans ce cas, détend-elle
la démocratie comtre le danger du
totalitarisme, ou le statu quo économique et social contre la révolution,
ou la domination américaine contre
les aspirations à l'Indépendance
nationale ? Si on accepte la première
réponse, la question qui se pose aux
Etats-Unis et à leurs alliés est de
savoir si, pour des raisons stratègiques, il faut défendre des régimes
corrompus et tyranniques de peur
que leurs remplaçants éventuels
n'accordent des avantages déclaifs,
par exemple des bases, à l'Union
soviétique (1).
Personnellement, contrairement

Personnellement, contrairement aux auteurs de l'école révisionniste, nous croyons que la sécurité devant l'Union soviétique a été la motivation essentielle de l'alliance atlantique; mais, dès le début dans certains cas, et progressivement dans d'autres, les outes certiférations contrairement de l'autres, les outes certiférations contrairement de la contrairement d autres considérations ont pris une importance égale ou supérieure. Dans les années 50, des auteurs comme Raymond Aron et Henry Morgen-thau soulignaient combien il était erroné d'imiter en Asie l'alliance conclus en Europe pour y amilioner le nâme type d'endiguement des puissances communistes : en Europe, il s'agissait de faire équilibre à l'Armée rouge en donnant confiance à des populations favorables à l'Occident — en Asie, le problème du communisme était inextricablement lié, de pays à pays, à ceux de la décolonisation, du nationalisme et du développement.

différence a toujours été moins nette en Europe du Sud (où souvent, dans l'esprit des forces locales, l'alliance atlantique a surtout

(1) La thèse développée ici a fait l'objet d'un rapport au congrés inter-national de sciance politique, Edim-bourg, août 1976 (Revue française de acieuce politique, décembre 1978). servi de garantie à des régimes réactionnaires ou simplement au statu quo social) que dans le centre

réactionnaires ou sinquement au statu quo social) que dans le centre et le nord du continent. Maia ce qui est sûr, c'est que, aujourd'hui, l'ensemble de celui-d, et plus parti-cullàrement sa partie méridionale, ressemble plus à un tiers - monde parcouru de passions et de conflits contradictoires qu'à un Occident uni par le sentiment de la menace soviétique et la volonté d'y résister.

C'est que la crise des institutions et des élites politiques, radicale mais réprimée à l'Est, apparente mais diffuse et plus ou moins désamorcée dans une partie de l'Occident, est plus spectaculaire et plus pressante au Sud par suite d'un certain nombre de facteurs : chute des dictateurs, succession biologique, érosion d'équipes au pouvoir depuis une dictateurs, succession biologique, éro-sion d'équipes au pouvoir depuis une génération, sociétés en transition entre la tradition et la modernité, aspirant à l'administration ou à la consommation modernes ou, parfois en même temps, se retrouvant des racines traditionnelles, parfois mythiques, et des rivalités ou des solidarités régionales ou religieuses, méditerranéennes, africaines ou isla-miques.

menterranemes, arricaines ou marmiques.

Tous ces conflits et ces aspirations
existaient déjà dans les années 60,
mais ils étaient refoulés par le
primat du conflit Est-Ouest. Aujourd'hui, d'une part, les problèmes vécus
le plus intensément tiennent aux
relations d'inécalité et de dépenrelations d'inégalité ou de dépen-dance qui, à l'intérieur des pays ou du monde atlantique, ont un carac-tère Nord-Sud plutôt qu'Est-Ouest, ou aux rivalités nationales comme ou aux rivaites nationales comme le conflit gréco-ture à l'intérieur de l'Ouest. D'autre part, la détente, en diminuant la perception de la menace extérieure et son rôle unifi-cateur, a libéré ces autres conflits ou ces autres priorités en leur per-mettant de se manifester enfin elle ou ces aures priories en leur per-mettant de se manifester, enfin elle a contribué à légitimer les partis communistes et donc la possibilité d'un changement de société là où celle-ci, faute d'alternative, semblait bloquée.

Mais en même temps ce nouveau tiers-monde se trouve en Europe, c'est-à-dire dans le continent qui

L'avenir prévisible des deux alliances en Europe

Par PIERRE HASSNER *

reste le terrain privilégié de la bi-polarité par la présence physique et nucléaire directe des deux Grands. nuclésire directe des deux Grands. Le conscience de cette réalité est encore renforcée, d'une part par la croissance de la puissance soviétique et de l'emtreprise de « rapprochement » de la communauté socialiste, d'autre part par l'interdépendance économique du monde capitaliste et la vuinérabilité particulière des économies instables aux pressions américaines. Le degré extrême de cette conscience est exprimé par la déclaration d'Enrico Berlinguer au Corriere della Sera, à la veille des élections italiennes, selon laquelle il riere deux isrue, a la veine des elec-tions italiennes, selon laquelle il était plus facile de construire un socialisme pluraliste à l'ombre de l'OTAN.

FOTAN.

Sans aller jusque-là, il semble que, à quelques exceptions romantiques près, les forces politiques de changement en Europe auraient à cœur de maintenir les alliances existantes et de ne modifier l'alignement diplomatique et militaire de leurs pays que dans la double mesure où il s'agirait de retombées involontaires et inévitables des transformations intérieures ou de la recherche de partenaires extérieurs destinés à augmenter leur pouvoir de négociation à l'égard de leurs alliés ou leur capacité de résistance en cas de

pressions hostiles de leur part. Mais cela suffit à créer, en Europe occidentale, une cérie de positions spéciales ou de degrés de partici-pation à l'alliance atlantique, qui représentent différents compromis entre les exigences de la situation géographique, les possibilités de la diplomatie et les pressions de l'évo-lution intérieure et des réactions extérieures. Le Portugal exclu de la planification nucléaire de l'OTAN, la Grèce quittant l'organisation mili-taire, la Turquie fermant ses bases, semblent manifester une tendance

Maitre de recherches à la Fondation nationale des sciences politiques, pro-fesseur à l'université John Hopkins (centre de Bologue).

à laquelle les Etats-Unis ont réagi en déclarant qu'il ne peut y avoir de membres partiels de l'alifance, en tentant d'en faire exclure le Portugal pendant sa période révolutionnaire, en menaçant d'en faire autant pour l'Italie ai les communistes participaient au gouvernement et, plus généralement, de retirer leurs troupes en cas d'accession des communistes au pouvoir dans des pays d'Europe occidentale.

Pourtant, la multiplicité de s degrés de participation n'est pas me nouveauté pour l'alliance atlantique ni même pour l'OTAN. Si la décision de la France, en 1966, de quitter l'organisation militaire de l'alliance tout en restant dans son organisation politique est le cas le plus spectaculaire, le fianc nord de l'alliance offre un dégradé savant de cas particulers — avec la Norvège et le Danemark, qui n'admettent pas d'armes atomiques ou de troupes étrangères sur leur soi et l'Elande. vège et le Danemark, qui n'admettent pas d'armes atomiques ou de troupes étrangères sur leur sol, et l'Islande, qui n'a pas d'armée. Surtout, sur le fianc sud, l'intégration et la défense collective ont toujours été plus ou moins un mythe, dissimulant, mal la réalité d'un lien blatéral entre les Etats-Unis et les différents pays dont la contribution essentielle (par exemple pour l'Italie) était davantage leur position stratégique et leur stabilité intérieure que leur effort militaire propre. militaire propre.

Il semblerait donc que les ten-

dances nouvelles, qui sont d'ailleurs loin d'être toujours irréversibles (comme le montrent le retour du Portugal et le semi-retour de la Grèce à leur participation normale), devraient pouvoir être assimilées par l'alliance atlantique conformément à la technique traditionnelle de la « stratégie associative » ou de la récupération de la contestation. recuperation de la contestation.

La clef en serait, des deux côtés, une série de compromis empiriques entre les exigences de la position stratégique (qui pourraient prévaloir dans le cas de la Turquie) et celles du changement social et politique (qui pourraient prévaloir deus le cas (qui pourraient prévaloir dans le cas

de l'Italie).

A l'Est et pour l'Est, la méthode soviétique semble, actuellement du

moins, nettement plus efficace. Mais elle anssi va tellement à l'encontre des tendances de la société moderne et des aspirations des populations qu'elle semble condamnée au cycle explosion-répression jusqu'an jour ch des transformations intérieures à l'Union soviétique amèneralent celle-ci à une conception plus ouverte et plus tolérante de sa sécurité et de

ses alliances.

Certes, si les dix dernières années Certes, si les dix dernières années nous ont enseigné quelque chose, c'est qu'il faut se garder de l'illusion de la symétrie. De même que Khrouchtchev n'avait pas réussi dans son effort pour imiter l'intégration supranationale du Marché commun à cause des différences de structure entre les deux types de société, de même aucun Kissinger no saurait réussir à imposer à l'Occident un monolithisme du type brejnevien, mais de même aussi un Duboek soviétique aurait du mai à transformer le système de l'Est en alliance pluraliste. Une certaine dissymétrie reste, même à très long terme, fort probable, entre types de société. Mais se portée et ses conséquences peuvent être réduites par la différenciation interne, par le dialogue, par l'interpénétration.

Si donc, en conclusion, nous ne

Si donc, en conclusion, nous ne pouvons certes exclure un retour vers deux blocs monolithiques et hostiles qui semble se dessiner à certains egards, l'hypothèse la plus vraisem-blable nous semble plutôt consister, hable nous semble plutor consister, à moyen terme, en la coexistence d'un bloc de plus en plus monolithique à l'Est, avec, à l'Ouest, un système plus différencié qui comporterait deux versions: l'une, plus optimiste pour lui, serait celle d'un a compromis historique à l'échelle européennes ou d'une conciliation entre évolutions autennes des difféentre évolutions autonomes des diffé-rents pays (de la Communauté européenne) et des Etsts-Unis ; l'autre, plus polarisés, opposerait le noyau dur d'une Europe américaine ou américano-allemande et une multiplicité d'aventures nationales oscillant entre l'isolement, l'influence soviétique et le retour au giron amé-ricain à travers l'échec économique.

Principes d'Helsinki et loi McCarran LA LIBERTÉ DE VOYAGE ET LE FANTOME DE MCCARTHY AUX ÉTATS-UNIS

ceine se trouve confrontés à un dilemme moral et politique qui risque de la gêner chaque fois que le président invoque, contre les pays socia-listes, les principes de la conférence d'Heisinki relatifs à la « libre circulation des hommes at des idées - à travers le globe. Le principe d'une discril'anticommunisme des années 50 reste, en effet, inscrit dans la législation américains : la loi McCarran sur l'immigration et la nationalité, de 1952, Interdit l'entrée aux Etats-Unis de tout étranger considéré comme « anarchiste », « communiste » ou susceptible de « se livrar à des activités subversives ». Au fil des années, cette iol a fermé les portes du pays à de nomsimples militants Inconnus.

Conscient du handleap diplomatique que représente cette loi anachronique, le président James Carter a préconisé, à plusieurs reprises, son abrogation. Dans une conférence de presse du début de mars il déclarait : « Nous sommes un des signataires des accords d'Heisinki, Mais nous sommes nous-mêmes coupables (...) de restrictions, inutiles à mon avis, au droit de ceux qui sont en désaccord avec nous politiquement de visiter notre pays. >

te à savoir si de telles paroles se traduiront en actes, malgré la pression des éléments xénophobes el intolérants toujours très influents dans la vie politique des Etats-Unis. C'est ainsi que, en contradiction figurante avec les déclarstions présidentielles, le département d'Etal vient de refuser le visa à una délégation de trois syndicalistes soviétiques invités par M. Harry Bridges, le président progressiste du syndical des dockers de la côte ouest, à assister au congrès de ce

syndicat. Un lournaliste du New York Times, Bernard Gwertzman, explique à ce propos que le ligne politique du dépar-tement d'Etat, dans les cas de ce genre, ste, depuis longtemps, à en déférar à l'anticommunisme virulent de la puissante centrale syndicale A.F.L.-C.I.O., e ce qui a effectivement empêché jusqu'ici les dirigeants syndicaux d'obédence communisté de se rendre en mis-sion aux Etats-Unis ». Cette décision fait suite au relue de

visa opposé début mars à un communiste australien, M. Jack Mundey, autretols président du syndicat des travallgeant d'une organisation australienne ayant pour but d'établir une liaison entre les syndicalistes et les défenseurs de l'en-vironnement. Ce même Mundey avait cependant pu visiter les Elats-Un's en novembre demier comme invité d'une organisation américaine pour la protection de l'environnement, et il avait béné-ficlé, à cette occasion, d'une dérogation à la loi McCarran. Le Washington commente sinsi cette sfisire : « Faut-li conclure qu'il est permis à M. Mundey de venir chez nous parier aux observateurs des mœurs des ciseaux, mais cu'il lui nos syndicalistas ? -

Depuis des années, la loi McCarren a été rigoureusement appliquée à l'égard des politiciens communistes d'Europe occidentale. C'est ainsi que, en août 1974, Mme Mirelle Bertrand, membre du bu-reau politique du P.C.F., n'a pu obtenir un visa pour se randre à New-York auprès au sein d'une délégation de la conférence paneuropéenna da solidarité avec la Chili; les membres non communistes de la délégation ayant obtenu le leur. Et

Par SCHOFIELD CORYELL

M. René Piquet, écalement mambre du bureau politique, n'a pas été autorisé à aller aux Etats-Unis pour assister au congrès du parti communiste américain qui avait lieu en juin 1975.

Mais les communistes ne sont pas les cibles exclusives de la loi McCarran. Le romancier mexicain, Carlos Fuentes - à dri ou sasit telme, nu nise queutae bom la première fois en 1952 - figure toujours, à notre connaissance, eur la liste des indésirables », malgré les protestations répétées d'éditeurs et d'uni-versitaires américains, M. Régla Debray n'a pu obtenir un vise en février 1974, lorsqu'il en a fait la demande dans le but de rendre visite à sa femme, étudiante à l'université de Californie, et à son éditeur, Random House. Dans un éditorial du New York Times, C. L. Sulbzberger écrivait ironiquement à l'époque : - Il est totalement illogique d'interdite l'entrée aux Etate-Unis à un homme dont les idées y sont libre-ment dittusées — ce qui ne veut pas dire que je préconise... l'Interdiction de ses

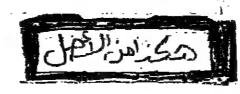
A loi McCarran est appliquée de façon tellement inégale qu'il est difficile de déceler un îii conducteur. A côté de refus caractérisés dans le plus pur style maccarthyele, on a pu noter récemment quelques elgnes d'un assoupliesement relatif, surtout parce que les déraga-tions semblent être accordées plus fréquemment qu'auparavant. Ainsi la journeliste communiste, Martine Monod, à qui un visa avalt été refusé en 1974 et de nouveau en 1975, l'a finalement obtenu, eprès quelques jours d'attente, pour se rendre aux Etets-Unis comme envoyée spéciale de l'Humanité dimenche au moment de la carepagne électorale de novembre 1976; con collègue de l'Humanité, Claude Kroes, l'a également obtenu à la même occasion. Le correspondant diplomatique de l'Humanité ne peut, en principe, dépasser un périmètre restreint lorsqu'il va à New-York au elège des Nations unies, mais il samble que, dans la pratique, cette règle n'est plus appliquée avec la même riqueur qu'auparavant.

Non moins intéressants sont les cas récents de politiciens communistes de l'Europe de l'Ouest. Ainel, le maire communiste de Florence, M. Ello Gabbuggiani, a pu se rendre sux Etate-Unis fin mars sur invitation du maire de Detroit, M. Coleman Young, à l'occasion du jumelage des deux villes. Et le département d'Etat vient ausal d'autoriser l'octrol d'un visa à un dirigeant du parti communiste its-lien, M. Carlo Suntoro, qui désirait se rendre sux Etats-Unis dans l'intention expresse de prendre la parole devant des groupes spécialisés en politique étrangère. En cutre, su mois de mars, trois partementaires communistes - deux itallens et un Français, M. Serge Boucheny - ont pu faire un voyage d'information aux Elats-Unis au sein d'une délégation organisée par la Commission de délense et des armaments da l'union de l'Europe occidentate. Les délégués ont discuté des ponsebles du Pentagone et ont Inspecté des installations séro-spatiales militaires. Faut-ii y voir un geste en taveur de l'eurocommuniste - ? On ne peut l'affir-mer. Cependant, une délégation de la C.G.T. a. elle aussi, pu se rendre aux Etats-Unia au mois d'avril pour une • tournée d'étude ».

Au service des vises de l'ambassada des Etats-Unis à Paris, les fonctionnaires soulignent qu'en ce qui les concerne la loi McCarran reste entièrement en vigueur. lis continuent à l'appliquer à la lettre, référent à Washington les cas de demandeurs de visa apparte-nant à des catégories « indéstrables » aux termes de cette loi.

'il y a pourtant un domaine où le progrès est réel par rapport à ce qui se passalt auparavant : celui du droit de-voyager des citoyens américains euxes. M. Carter a, en effet, levé en mars les demières restrictions au voyage des citoyens américains dans certains pays tabous. Depuis l'époque de la - chesse aux sorcières - des armées 50, la lista des pays - hors limite - a varié de la situation internationale. Elle compreneit, au début, tous les pays du bloc socialiste, mais s'est restreinte au cours des années. Les Américains qui se rendalent dans les pays interdits, à Cuba par exemple ou au Vietnam du Nord, se voyalent retirer leur passeport des leur retour. Les demiers pays - interdits -, dont la liste figuralt sur chaque passeport américain, étalent le Vietnam, le Cam-bodge, la Corée du Nord et toujours Cuba. Ces restrictions avalent été impo-sées par décret présidentiel dans le cadre d'une loi sur le - commerce avec

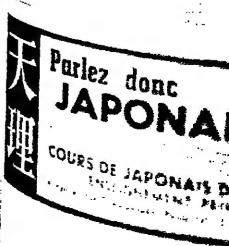
Actuellement, pour la première tola, les citoyens américains ne sont plus privés par leur propre gouvernement du droit de voyager partout dans le monde. Mals, tant que les portes des Etats-Unis ne s'ouvrent pas aux visiteurs étrangers d'idéologies diverses et que la loi McCer-ran n'est pas purement et simplement abrogée, comment les Eints-Unis peu-vent-lis invoquer les principes de la conférence d'Helsinid ?





Supprime

H CHIVIBRE I



LA CHAMBRE DE COMMERCE INTERNATIONALE ET LES ÉCHANGES EST-OUEST

En dépit des incertitudes politiques qui pèsent sur les relations Est-Ouest, les échanges économiques se poursuivent, et c'est un domains dans lequel un travail discret mais efficace est accompli par la Chambre de commerce internationale (C.C.I., 38. cours Albert-I". Paris-8') et par les chambres de commerce des pays socialistes. Si le climat politique n'est évidemment pas sans incidence sur cette action,

il s'agit d'abord, pour les responsables d'entrepriscs, d'un côté et de l'autre, d'élaborer et de mettre en œuvre les mesures concrètes capables de faciliter et d'intensifier les échanges. Mal connus, les efforts déployés en ce sens ont à leur tour une influence politique difficile à préciser mais réelle.

Les progrès enregistrés au cours des dernières

années, et la conviction qu'une tâche importante restait encore à accomplir, ont abouti à la création d'un comité de liaison entre la C.C.I. et les chambres de commerce des pays de l'Est. Les deux coprésidents de ce comité, M. Hans Rudolph Freiherr von Schröder (Allemagne de l'Ouest) et M. Odon Kallos (Hongrie) évoquent ici les résultats acquis et envisagent les possibilités d'avenir.

Supprimer les obstacles

Les pays de l'Est

doivent savoir lancer

leurs produits

sur les marchés de l'Ouest

ES chambres de commerce des pays socialistes entretiement des relations avec la
Chambre de commerce internationale
depuis 1964. Les relations ont d'abord tenu au
fait que c'est la C.C.I. qui élabore les normes et
règles du commerce international, appliquées
également par les entreprises des pays socialistes. De tals rapports n'ayant pas existé prégédemment, les chambres de commerce des pays
socialistes n'avaient pas été en mesure de prendre part, jusqu'à cette date, à l'établissement de
ces règles. Ce n'est que depuis la constitution du
Comité de liaison qu'elles peuvent contribuer de
manière institutionnelle à la définition et à la
modification des normes et règles du commerce
international. La C.C.I. prend régulièrement en
considération leurs remarques dans ce domaine.
La création formelle du Comité de liaison remonte à 1969, tandis que son organisation paritaire actuelle n'a été établie qu'en 1975. Son
premier rapport annuel est publié cette année.
Il a donc fallu plus de dix ans pour arriver à

premier rapport annuel est publié cette année. Il a donc fallu plus de dix ans pour arriver à la structure paritaire du Comité de l'alson et définir son programme de travail. Au cours de ces dix ans, des changements fondamentaux sont intervenus dans la politique mondiale, changements qui n'ont pas été sans incidence sur les rapports entre la C.C.L et les chambres de commerce des pays socialistes. L'idée de détente a gagné du terrain dans les relations internationales, les pays des deux systèmes du monde sont en train de transfor-

têmes du monde sont en train de transfor-mer la coexistence pacifique en coopéra-tion pacifique. Ce processus histo-rique a été reconnu par les milieux d'af-faires intéressés au

commerce Est-Ouest. Les accords d'Helsinki (1975) marquent une étape importante dans le déroulement de la coexistence pacifique. Il est assez symbolique que la réorganisation du Comité de liaison

sur une base paritaire ainsi que l'élargissement de sa compétence aient été réalisés l'année même de la signature des accornité de l'alson indique son désir de déployer ses activités à la hunière et dans l'esprit des recommandations de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe.

Les taches, dans ce domaine, sont nombreuse Les taches, dans ce domaine, sont nommenses.

Le document final d'Helsinki souligne, quant
à la réalisation des principes du chapitre économique ou « deuxième corbeille », le rôle de
la commission économique des Nations unles
pour l'Europe, dont le travail doit certainement
pouvoir s'appuyer sur l'opinion des milieux
d'affaires intéressés au commerce Est-Ouest. Le
chambres de commerce, et la réalisation des principes de la « deuxième corbellle » fait souent appel à une mission classique des chambres.

Entre la Commission économique des Nations unies pour l'Europe et le Comité de liaison existe, en outre, un lien organique. En effet, grâce au statut consultatif de la C.C.I. auprès des organes de l'ONU, le Comité de liaison a le moyen de faire compatire aux supersonnaires moyen de faire comnaître aux gouvernements l'avis des milieux d'affaires sur le commerce

S'il est évident que l'épanouissement de rap-ports commerciaux durables et mutuellement avantageux est la conséquence naturelle de la détente politique, on ressent cependant le hesoin d'un « ciment » qui rende ce processus irréversible. Les efforts entrepris dans ce sens ont produit des résultats positifs. Le Comité de liaison constitue aujourd'hai un forum unique pour les milieux d'affaires intéressés au com-merce Est-Ouest. Tel est d'ailleurs son objet merce Est-Ouest. Tel est d'allleurs son objet.
Les chambres de commerce des pays socialistes avalent blen noué des relations utiles
avec leurs homologues en Europe de l'Ouest et
en Amérique, créé des sections mutuelles et
conclu des accords de coopération pour le développement des échanges économiques bilatéraux.
Il manquait cependant une forme d'organisation multilatérale capable de rassembler toutes
les parties inténseuses au commerce Ret-Ouest. les parties intéressées au commerce Est-Ouest.

Le Comité de liaison de la Chambre de commerce internationale est précisément cet orga-nisme. Il ne traite pas de politique commer-ciale, celle-ci restant l'affaire des gouvernements, mais il est à même de l'influencer. Tel est d'ailleurs le droit et le devoir des milieux d'affaires, puisque ce sont eux qui, dans bien des cas, doivent mettre en œuvre les décisions prises par les gouvernements.

prises par les gouvernements.

Pratiquement, qu'est-ce que les chambres de commerce des pays socialistes attendent de l'activité du Comité de liaison? Tout d'abord l'application des principes qui sous-tendent son programme de travail. C'est-à-dire qu'il s'agit d'obtenir que le commerce Est-Ouest soit vraiment fondé sur les principes de l'égalité des droits, de l'avantage réciproque, de la non-discrimination et de la clause de la nation la plus favorisée. Cela signifie qu'il faut élaborer des propositions dont l'application entraînerait

Parlez donc

JAPONAIS

Cours du 10tt Tous nuesus Projesseurs japonais Audio-visuelle Cours de cilliaraphie Nouveaux cours pour débutants en potobre - Inser. immédiate.

COURS DE JAPONAIS DE TENRI ENSEIGNEMENT PRIVÉ

9, rue Victor-Considérent, Paris-14". T. 633-11-85.

la suppression des obstacles qui existent encore dans le commerce Est-Ouest. Le Comité doit, à la suppression des obstacles qui existent encore dans le commerce Est-Ouest. Le Comité doit, à brève échéance, examiner les difficultés lièes aux restrictions appliquées par quelques pays occidentaux à l'importation de certains produits provenant, entre autres, des pays socialistes. De même, nous tenons à mettre en cause certaines mesures qui pèsent défavorablement sur l'exportation des produits agricoles des pays socialistes vers l'Ouest. Nous considérons, enfin, que les restrictions pratiquées par différents pays occidentaux, quant à l'exportation de certains de leurs produits vers les pays socialistes, constituent des entreves au développement du commerce entre les deux parties. Il est d'autre part évident que l'élargissement des liens économiques, les formes plus complexes de la coopération, comme par exemple la coopération industrielle, nécessitent une prèsence renforcée sur les marchés. Cette constatation a conduit le Comité de liaison à lancer une enquête sur les possibilités d'établissement des sociétés d'origine. La plus grande facilité dans l'obtention de visas par les hommes d'affaires, proposée par le Comité de liaison, va dans ce sens. Le Comité s'efforce également de surmontar les obstacles au développement des accords de coopération industrielle, qui témoignent de l'évolution dans la nature et les formes des relations Est-Ouest.

O N ne peut plus dire aujourd'hui que les relations économiques entre pays à systèmes sociaux dif-férents sient un caractère accidentel ni qu'elles portant seulequ'elles portent seulement sur l'échange de certains produits. Le commerce Est - Ouest signifie de plus en plus une division du travail fondée sur un intérêt à long terme de sorte que les pays qui y participent puissent bénéficier pleinement des avantages comparatifs de tals échanges.

ratifs de tels échanges.

Au stade actuel, on peut valablement bâtir sur le commerce Est-Ouest une stratégie nationale de développement. Les différentes formes de coopération industrielle ne représentent encore qu'une petite partie de l'ensemble des échanges économiques. Cela tient, pour une part, à la structure relativement complexe de ces contrats et, pour une autre part, au manque d'informations sur les secteurs d'activité où des relations d'affaires à long terme pourraient s'établir entre des entreprises des deux groupes de pays. Le Comité de lieison, dans ses fonctions de forum multilatéral des milisux d'affaires, peut certainement jouer un milieux d'affaires, peut certainement jouer un rôle efficace à cet égard.

Le Comité de liaison a déjà accompli un tra-vail exceptionnel pour la mise en œuvre de mesures pratiques visant à faciliter la tâche des entreprises intéressées au commerce Est-Ouest. L'introduction du système des carnets ATA pour l'importation temporaire de matériel a été la première réalisation.

Son groupe de travail sur les pratiques et techniques bancaires joue également un rôle important. C'est, à notre avis, un modèle qui peut servir d'exemple aux autres groupes de travail. Il a été le cadre des discussions avec les banques des paye socialistes pour la révision des règles des crédits documentaires en 1973. Les experts bancaires du Comité de liaison restractent actualisment sur problèmes l'été. s'attachent actuellement aux problèmes liés à l'application de ces règles de la C.C.I., ainsi qu'à l'établissement de nouvelles règles internationales uniformes relatives aux garanties contractuelles et à la révision des règles de la C.C.I. pour l'encaissement de papier com-

Le développement du commerce Est-Ouest ne Le développement du commerce Est-Cuest ne sera maintenu que si les entreprises des deux côtés procèdent à une étude intensive et appro-fondie de leurs marchés respectifs, dressant un bilan de la demande pour leurs produits, et adaptent leur production à cette demande. Il est indispensable que les entreprises des pays socialistes présentent leurs produits aux consommateurs occidentaux de manière effi-cace, qu'elles pe se contentent nes de existérie. consommateurs occidentaux de manière effi-cace, qu'elles ne se contentent pas de satisfaire aux szigences actuelles, mais suscitent la de-mande de leurs produits par des moyens appro-priés de publicité et de promotion. En bref, elles doïvent s'appliquer à mettre en ceuvre les méthodes modernes de marketing. Les initia-tives prises par notre groupe de travail « Mar-keting » sont à ce titre d'une importance primordiale; au nombre de celles-ci, citons pour cette année un séminaire « Marketing Est-Ouest » qui se tiendra en novembre à Sofia.

NON moins importante est, enfin, l'activité déployée par le groupe de travail pour l'arbitrage international.

Personne ne doute plus des possibilités offertes par le commerce Est-Ouest, pour le présent
et plus encore pour l'avenir.
Bien entendu, d'aucuns peuvent adopter sur certaines
questions des points de vue
partiaux, errones ou de mauvaise foi, quelquefois répandus internitionnellement. Le
Comité de liaison a pour Comité de llaison a pour tâche d'apporter aux milieux d'affaires une information objective. Or le développe-ment dynamique des échanges commerciaux peut être influence largement par les milieux d'affaires. C'est ce rôle positif que le Comité de llaison s'est donné pour

tâche de remplir. ODON KALLOS.

Sortir de la stagnation

Les progrès enregistrés

peuvent encore

être développés

dans l'esprit d'Helsinki

NE des principales missions de la Chambre de commerce internationale, fondée voilà près de soixante ans, consiste à promo les échanges internationaux dans l'ensemble du monde. Les milieux d'affaires de plus de cinquante pays, qui ont constitué des comités nationaux de la C.C.I., participent activement à ses travaux.

L'activité de la C.C.I. est fondée sur les principes de l'économie de marché, de la liberté du commerce mondial et de la liberté des mers. C'est au respect de ces principes, et à leur défense lorsqu'ils se trouvent menacès, que la C.C.I. applique ses efforts constants en suscilant la coopération entre les parties prenantes au commerce international et en collaborant avec un grand nombre d'organisations intergouvernementales, dont les Nations unies. Ces efforts se traduisent par une liaison permanente avec las gouvernemente et des organismes publics dans le monde entier.

Depuis vingt ans, et surtout au cours de la dernière décennie, le commerce avec les pays socialistes, en particulier ceux d'Europe, regroupés au sein du Comité d'alde économique mutuelle (CAEM), a pris une importance croissante. Ce phé-nomène constitue un élément nouveau dans l'éco-

nomie mondiale, dont la C.C.I. devalt tenir compte pour l'exercice de sa mission et pour la réalisation des objectifs que ses membres lui ont

Les oppositions idéologiques et les différences qui en résultent en matière de structures politiques, sociales e économiques entre les pays socialistes et ceux dont les milieux d'alfaires sont représentés à la C.C.I. ont conduit certaines difficultés dans la mise un place de

relations commerciales et dans la déroulement tech pique des transactions. A cela s'ajoutent les problèmes de la politique commerciale entre l'Est et l'Ouest, étroitement liée à la politique tout court. Dans ces conditions, toute contribution au dépassement des difficultés et des obstacles qui antravent le commerce Est-Ouest supposait qu'un dialogue se nouât entre les deux groupes sur le plan des chambres de commerce.

En 1964, des rencontres préliminaires eurent lieu entre représentants des deux parties et les premiers résultata turent rapides. Les conversations se tinrent d'abord dans le cadre du Bureau international des chambres de commerce, et c'est en 1969 que le des pays socialistes fut établi en tant que tel au sein de la Chambre de commerce internationale, son président étant lui-même un membre de la C.C.I. Depuis 1975, la présidence est partagée entre deux co-présidents, l'un nommé par la C.C.I., l'autre par les représentants des Chambres de commerce des pays socialistes.

A l'heure actuelle, les membres du comité sont lasus de vingt-trois pays : Bulgarie, Tchécoslovaquie, République démogratique allemende. Hongrie, Pologne, Roumanie, Union soviétique, Autriche, Belgique, Canada, Danamark, République fédérale d'Allemagne, Finlande, France, Italie, Pays-Bas, Norvège, Espagne Suède, Suisse, Royaume-Uni, Etats-Unis et Japon.

Les rencontres ont lieu habituellement à Paris, au sièce de la C.C.I., au printemps et à l'automne de chaque année. Les résultats en sont transmis aux nissions compétentes de la C.C.I. afin qu'elles les intégrent dans les résolutions et prises de position de cette demière. Un exemple typique de ce processus concerne la nouvelle version des « Règles et usages uniformes relatifs aux crédits documentaires ». Ces règles sont utilisées par les banques du monde entier et constituent un élément important de la circulation des produits dans le commerce international. Elles ont été examinées en profondeur par une commission ad hoc du Comité de liaison avec des représentants des banques nationales et du commerce extérieur des pays socialistes, qui en ont accepté la version aujourd'hul en vigueur. Si des difficultés ou des doutes se font jour à l'occasion de leur mise en œuvre, des conversations, qui ont lieu également à Paris, leur apportent les solutions appropriées.

ES questions douanières sont un autre Important domaine d'intervention du Comité de Ilaison. C'est ainsi, par exemple, que les documents douaniers, comus sous le nom de carnets ATA, qui ettent l'admission temporaire d'échantillons matériel d'exposition et autres, créés depuis longtemps déjà par le Conseil de coopération douanière et mis en œuvre par la C.C.I., sont largement acceptés dans les pays d'Europe de l'Est grâce aux

efforts du Comité de liaison. Notre propos n'est pas de faire ici une revue complète de tous les sujets traités ou à traiter par la Comité de liaison. Qu'il suffise de citer le marketing, l'arbitrage international, les garanties bancaires. l'octrol de visas aux hommes d'affaires. les sociétés conjointes, la création d'agences con merciales, etc. En un mot : tous les sujets dont doivent se préoccuper tous les milieux économiques de l'Est ou de l'Ouest concernés par fes échanges

Au cours des demières années, la coopération du Comité avec diverses organisations des Nations unles s'est developpée de manière satisfaisante. Il s'agit tout spécialement de la commission économique pour l'Europe, à Genève, avec laquelle les relations sont constantes et qui se tient informée des travaux du Comité.

Le secrétaire général de la Chambre de commerce internationale a, au cours des deux demières années, visité tous les pays socialistes membres du Comité. Il a ou. à cette occasion, procéder avec des représentants des gouvernements à de fructueux échanges de vues, particulièrement importants pour les travaux du Comité de liaison. Des relations étroites avec les autorités gouvernementales des deux côtés sont indispensables à l'action du Comité. Il faut souligner que le travail du Comité de liaison est facilité par l'esprit pratique et ouvert qui y règne ainsi que par la volonté commune l'atteindre des solutions satisfelsantes pour toutes les parties. Un groupe spécialement créé par le Comité de

liaison a commencé à étudier comment améliorer la commercialisation des produits des pays socialistes à l'Ouest. Un séminaira sur ce sujet est prévu pour cette année. Il s'agit par là d'élargir et d'approfondir la connaissance réciproque des conditions particulières des marchés.

Les accords de coopération industrielle prennent des deux côtés une place de plus en plus significative. Toute une série d'affaires importantes ont èté conclues de cette manière dans le passe. Quelle que soit leur importance pour l'activation des

relations économiques de telles transactions ne sauraient cependant, et c'est là un avis personnel, se substituer à long terme à un courant réguller d'échanges réciproques, en particulier dans le domaine des biens de consommation. Ces questions sont en permanence à l'ordre du jour du Comité de l'aison. Il apparaît actuelle-

ment que le commerc Est-Ouest, dont le déveioppement # été apectaculaire dans le passé directes ou indirectes sur l'ensemble du commerce mondial, soit marqué

son volume. Cela tient sans doute à la stagnation généralisée de l'économie mondiale, à l'inflation qui sévit dans de nombreux pays, aux troubles et aux tensions qui marquent la vie politique et sociale et auxquels le commerce international a toujours été très sensible. Mais cela tient suesi à un certain déséquilibre entre importations et exporlations dans les échanges Est-Ouest et au volume non négligeable du crédit accordé par l'Ouest. Ce crédit fait actuellement l'objet de discussions, en particulier du fait qu'il intervient par l'intermédiaire de l' - euromarché » et a par conséquent examinera prochainement en détail cette aituation afin de rechercher les moyens d'aboutir à une solution.

On peut se demander si la stagnation actuelle est un phénomène conjoncturel at transitoire ou s'il existe une difficulté structurelle qui ferait que ce commerce bute sur ses limites.

T OUT ce qui précède montre assez que la merce Est-Ouest joue un rôle particulier dans le commerce mondial. Outre ses caractéristiques spécifiques décrites plus haut, cette particularité tient, et c'est là un avis personnel, à la nature surtout bilatérale des relations commerciales entre l'Est et l'Ouest. Même al d'importantes affaires trilatérales sont occasionnellement conclues et s'il existe un commerce de transit non négligeable, cette constatation reste viale. Un des principaux obstacles à une modification de cet élat de choses est, toujours à notre avis, à chercher dans le fait que les monnaies des pays socialistes ne sont pas convertibles. Si la convertibilité de ces monnaies pouvait un jour être établie, au moment opportun et de manière appropriée, une telle mesure pourrait activer le commerce et les autres relations économiques. Elle feralt, en effet, éclater les limites qui enserrent actuellement les échanges bilatéraux. De telles considérations peuvent être aujourd'hul éloignées de la réalité. On ne doit capendant pas les perdre de vue pour l'avenir.

Au moment où le Comité de liaison publie pour la première fois un rapport annuel de son activité, on peut espérer que ses travaux solent plus large-ment reconnus dans le monde et qu'il en reçoive de nouvelles impulsions, génératrices de nouveaux

Il existe dans les pays les plus divers toutes sortes de groupes bilatéraux qui font un travail précieux pour l'extension et la facilitation du commerce. Le Comité de liaison demeure cependant une institution originale, où des hommes d'affaires de l'Ouest peuvent rencontrar des représentants des économies d'Europe de l'Est et traiter avec eux de sujets d'intérêt commun à l'échelle mondiale. Il peut à ce litre contribuer utilement à la mise en œuvre des principes établis en matière de relations économiques dans l'Acte final de la conférence d'Helsinki sur la sécurité et la coopération en Europe.

HANS RUDOLPH FREIHERR

CITE UNIVERSITAIRE

«PAVILLON DU LAC»

Ouvert tous les jours Terrasse en plein air

588-38-52

Naissance d'un pouvoir impérial?

L'ALLEMAGNE A LA CONQUÊTE DE L'EUROPE

DEUTSCHEMARK üder alles ?
Si l'histoire pe se répête pas,
elle continue : la puissance
allemande frappe l'observateur le
moins averti. Force de frappe de mons averd. Force de Trappe de cette puissance, un mark qui s'est valorisé de 20 % depuis 1971 par rap-port à l'ensemble des monnaies, de 40 % depuis 1989 par rapport au franc. Les réserves de la Bundesbank, les plus importantes du monde, représentent à alles seules la molté des réserves de elles seules la moltié des réserves de la CEE

Ce n'est, semble-t-il, qu'un début. Car l'expansion se poursuit — l'Alle-magne fédérale exporte le quart de sa production, parfois la moitié (vol-tures, camions); elle s'accélère, — de 1971 à 1974, les investissements à l'étrangèr se sont multipliés par qua-tre et ont atteint 11 miliards de D.M., soit le tiers des investissements de la période 1952-1974 : elle se diversifie et se lance, visible (biens d'équipements) ou discrète (capitaux, technologie) à la conquête de nouveaux débouchés.

Le « miracle économique »

P EU importe que les miracles n'alent lieu qu'une fois, s'ils ont lieu. La bourgeoiste allemande n'en disconviendrait pas : menacée dans son existence même, elle s'apprête, en 1945, à assister au démantèlement de son appareil industriel, quand la «guerre froide» éclate... et la sauve. D'adversaire vaincu, elle devient l'allié privilégié des Etats - Unis. Et Adenauer, déjà, se voit chargé d'unifier l'Europe. Homme providentiel ? Mais si les Homme providentiel? Mais si les hommes font l'histoire, les circonstances les aident; et, dans l'Allemagne à reconstruire, elles sont plus que favorables.

favorables.

Privée, des avant la guerre, de ses cadres — les premiers à être envoyés dans les camps de la mort, — étroitement associée à l'aventure nazie, la ment associes à l'avenure name, la classe ouvrière est toute prête — comme ailleurs — à participer à l'a ef-fort de reconstruction nationale ». En même temps, les capitaux affluent, et chacun y trouve son compte : la bourgeoisie allemande, qui reconstitue sans difficultés majeures ses bases indus-trielles; les Américains, qui font coup double. En échange de leur «adde», double. En échange de leur « aide », ils obtiennent de substantiels profits (l'importation de travailleurs étrangers limits la hausse des salaires allemands) et s'implantent en Europe : entreprise avec la participation des principales sociétés d'outre-Atlantique, la reconstruction de l'Allemagne fédérale jette les hases du développement multinational du capitalisme américain.

Dès lors, un double processus se développe. Le premier, à l'intérieur des milieux d'affaires allemands; le

des milieux d'aintaires allemanos; le-second, entre ces milieux et le capi-talisme américain. Déjà favorisée par Hitler, la concen-tration bancaire et industrielle reprend activement. De nombreuses fusions s'opèrent: Thyssen et Rheinstahl, dans la sidérurgie: Bosch, Siemens, A R.G. et Telefunken dans l'électrons A.E.G. et Telefunken, dans l'électro nique: d'autres groupes se créent: V.B.A., dans le pétrole. Peu à peu, la bourgeoisie financière reconstitue son hégémonie: la Deutschebank (qui contrôle Rheinstahl, Siemens, Hoechst et Demag) ; la Commerzbank (Bayle, les grandes surfaces) ; la Dresdnerbank (A.E.G. - Telefunken, Krupp)

Solidement implantée dans les pays industriels, qui reçoivent 73 % de ses exportations, l'Allemagne fédérale a pris pied en Afrique, au Proche-Orient, en Amérique latine, où elle concurrence les Etats-Unis — à Pretoria comme à Brasilia, elle leur dispute des marchés nucléaires, — à moins qu'elle ne les relaie: le soutien qu'elle apporte aux diritatures du Bré-

moins qu'elle ne les relaie.: le soutien qu'elle apporte aux dictatures du Brésil et du Chili permet à l'équipe Carter de « moraliser », le temps d'une illusion, la diplomatie américaine.

Il est évident que l'essor économique allemand — avec la puissance politique qui en résulte — modifie profondément l'équilibre mondial qui s'est institué il y a trente ans : redistribution des rôles let des places) entre les pays industriels, crise économique, construction de l'Europe, tension Retouses ; les données actuelles de la situation internationale manifestent la puissance impériale de l'Allemagne, qui, au lendemain même de la défaite nazie, renaît déjà de ses cendres.

disposent bientôt d'un budget global supérieur à celui de la République fédérale.

Leur puissance est d'autant plus grande qu'avec le soutien du gouver-nement de Bonn les capitaux alle-mands s'associent aux capitaux américains et se lancent dans des projets de restructuration i n dustrielle à l'échelle de l'Europe, dans les domaines de la sidérurgie, de l'aéronautique et du nucléaire.

du nucléaire.

La Deutschebank, avec le trust Filck (armement: et Volkswagen Gandt (mécanique), constitus le centre d'un nouveau complexe militaro-industriel. Volkswagen absorbe N.S.U. et s'implante à l'étranger (Etats-Unis, Mexique, Brésil, Afrique du Sud).

Ainsi s'organise peu à peu un réseau de monopoles germano-américains d'une puissance cans précédent dans l'histoire de l'Allemagne. Un certain nombre de sociétés — B.A.S.F., Daimler-Benz, Krupp... — forment désormals le noyau le plus puissant du capitalisme occidental. Huit groupes allemands (Volkswagen, Daimler-Benz, Hocchst, Bayer, Siemens, A.E.G.-Telefunken, Bosch, Veb-Esselberg, Rheinstahl-Thyssen) figurent parmi les plus grands groupes multinationaux, derrière les Américains (vingt groupes). mais devant les Anglais (trois), les Italiens et les Francais (deux).

ideux).
Parallèlement à l'internationalisation du capital allemand, la concention du capital allemand, la concen-tration des entreprises, en Allemagne même, se pour suit à un rythme rapide: en 1970, trois groupes (contre six en 1960) contrôlent 56 % du chif-fre d'affaires dans la métallurgie; trois (au lieu de huit) dominent la chimie; dans les mines, les six pre-mières entreprises accaparent 84,8 % du marché (72,3 % en 1962) et dans la construction aéronautique 85 %. Essentiellement tournée vers l'ex-Essentiellement tournée vers l'exportation, l'industrie

concurrence oblige — diversifie progressivement sa production : à l'acumulation tous azimuts des années 60 cumulation tous azimus des annees 60 (sidérurgie, electronique, informatique, textile, cuir, bois) succède hientôt un développement sélectif. Si les produits industriels représentent encore 50 % des ventes à l'étranger (les groupes

Par JEAN-PIERRE VIGIER

allemands sont au premier rang pour l'exportation de biens d'équipement, de matériel de transport, de produits pharmaceutiques), les industries de pointe — machines - outils, nucléaire, production d'armes et d'avions de combat — absorbent désormais l'essentiel des investigements. es investissements. L'industrie nucléaire en est un

L'industrie nucléaire en est un exemple frappant. La bourgeoisie allemande sy intéresse dès le début de son nouvel essor économique. En 1958, M. Strauss, alors ministre de la défense, obtient des autorités de l'OTAN des armes atomiques pour la Bundeswehr; en 1958, certaines unités reçoivent des vecteurs lanceurs de bombes nucléaires; la même année, une convention franco-germano-italienne prévoit la production commune de fusées SS 10 et 11, de fusées sol-sol et sol-air Nike et Hawk.

une convention tranco-germano-lalienne prévoit la production commune
de fusées SS 10 et 11, de fusées sol-sol
et sol-air Nike et Hawk.

Depuis 1964, la Bundeswehr dispose
de cinq cents appareils susceptibles de
porter des bombes atomiques; trente,
équipés de bombes américaines, sont
en état d'alerte permanent : « L'armement de l'armée allemande, écrit
H. Schmidt, est orienté vers la préparation d'une guerre nucléaire. »

L'industrie se charge d'y pourvoir :
dès 1962, trois mille personnes travaillent dans des centres de recherche nucléaire; l'un des buts essentiels
du programme est la production de
plutonium pur à partir de matériel
i rra d'i é dans les piles productices
d'énergie. De nombreuses centrales
nucléaires se construisent : d'autres
s'exportent.

Pieuvre ? Araignée ? Arbre géant aux ramifications innombrables ? Peu aux ramifications innombrables? Peu importe l'image: un nouvel impéria-lisme allemand est né. Comme l'écrit C. Mills, u toute sa diplomatie est mise au service d'une politique de redéplaiement: course aux marchés de l'Amérique tatine et de l'Afrique du Sud, renforcement de l'implantation aux Etats-Unis, en Europe, dans les pays de l'OPEP et les pays socialistes ».

Ce qui ne va pas, on s'en doute, sans conséquences politiques impor-

Les unes concernent la situation intérieure de la République fédérale : les milieux d'affaires n'ont plus besoin, désormais, de la social d'emocratie. Certes, la bourgeoisie, comme cela s'est vu (ou se verra) ailleurs, lui doit beaucoup : elle a retrouvé, grâce à elle, sa respectabilité et sa place — l'une des premières — dans le jeu politique mondial ; elle n'a pas eu à se sair les mains en pourchassant les progressistes : les sociaux-démocrates s'en sont chargés (loi sur les interdictions professionnelles) ; mais, trop intéodés aux Américains, ils deviennent inutiles dès lors que la bourgeoisie ouest-allemande, sa puissance refaite, décide d'agir de façon autonome.

De cette puissance, les pays euroleur tour, font les frais. Non que l'Allemagne fédérale soit direc-tement responsable de la crise qui les frappe — avant, peut-être, de les achever. Dévaluation du dollar, encouragement à la hausse du prix du pétrole : les Etate-Unis, les premiers, ébranient le Vieux Continent et le saignent : contraints de payer leurs

Docteur en philos., 30 ans.

recherche activité.

Accepterait poste pays étr.

Ecrire Monde diplomatique, p. 279. juin 1977, qui transmettra.

achais eu dollars, les pays européens épuisent leurs réserves et s'appau-vristent.

L'Allemagne paie aussi — mais ne s'appauvrit pas: riche, elle appelle la richesse, et les exportateurs de pétrole réinvestissent chez elle, ainsi qu'au Japon et aux Etats-Unie, les dollars qu'ils ont gagnés. Si bien que le mark, comme le yen, tend à devenir une monnaie internationale.

monnale internationale.

On assiste donc à une redistribution des cartes — et de la puissance — à l'intérieur du système capitaliste mondial. Trois pays mènent le jeu: les Etats-Unis, l'Allemagne fédérale, le Japon (tous deux maintiennent l'excédent de leur balance commerciale qui, en 1974, s'élève à 56 milliards de deutschemarks pour la R.F.A.).

Les autres — Angleterre, France, Italie — suivent de loin, ou plutôt décrochent : stagflation, déqualification professionnelle (leurs industries sont de plus en plus réduites à la sous-traitance), endettement croissant

les aliènent chaque jour davantage. Déclassés, ils sont aux « grands » ce que le tiers - monde est pour eux. Depuis 1974, le déficit de leur balance commerciale s'accentue, les termes de l'échange se dégradent: la dette d'un pays comme la France, par exemple, est plus forte vis-à-vis des États-Unis, du Japon et de la R.F.A. qu'à l'égard des pays de l'OPEP.

des pays de l'OPEP.

Endettement et chuite des investissements: la signification des plans d'austérité imposés par MM. Barre, J. Callaghan ou G. Andreotti est dés lors très claire: il s'agit moins de permettre un redressament ultérieur de l'économie que de faire payer aux peuples la facture du nouvel ordre impérial germano-américain. Les gouvernements pro-américains de l'Europe du Sud ne restent pas insensibles aux « recommandations » du FML, c'est-à-dire aux ordres de Washington et de ses alliés. Le dernier « sommet » de Londres en est une nouvelle confirmation.

Associés mais rivaux

M AlS si la « base » s'aligne, l'accord entre « grands » est loin d'être parfait. Jusque-là confondus, les inté-rèts des Etats-Unis et de l'Allemagne fédérale ne se recoupent plus intégra-lement : associés pour imposer leur suprématie aux puissances moyennes, les maîtres du jeu international sont également rivaux.

Pour la première fois depuis 1945, en effet, les dirigeants du capitalisme allemand se sentent assez forts pour allemand se sentent assez forts pour tenir tête aux Etats-Unia Depuis trois ans, ils leur disputent des marchés dans des régions qui, jusque-là, étaient leur chasse gardée : au Brésii, l'Allemagne fédérale refuse d'abandonner un projet de huit centrales nucléaires, qui fourniraient au régime militaire les armes nécessaires pour réaliser ses ambitions à l'échelle du sous-continent; et si elle a tenté, sans succès, un coup d'Etat anti-américain en un coup d'Etat anti-américain en Bolivie, elle a réussi à s'introduire au Chili, en Colombie, au Venezuela.

Aussi les projets de M. James Car-ter, tela qu'ils ont été définis par la Commission trilatérale, sont - ils déjà menacés par les événements (1) : les proconsulats offerts par les Etaiz-Unis au Japon et à la R.F.A. ne sem-hient plus susceptibles de les satis-faire. De fait, c'est un triumvirat de

faire. De fait, c'est un triumvirat de super - puissances capitalistes qui se met en place actuellement.

L'équilibre interne du système est évidemment vulnérable : ni le chômage, ni l'inflation, ni les déséquilleres commerciaux et financiers ne sout en voie d'être résolus à l'échelle de l'ensemble du système capitaliste. L'intensification de la crise peut donc remettre en cause le processus en cours, comme en témoigne la férocité des luttes commerciales engagées pour le partage du marché mondial. partage du marché mondial. Citons, à titre d'exemple, l'offensive

du Japon sur les marches european et américain de l'acjer, qui, indirec-tement, fait le jeu de l'Allemagne fédé-rale : elle en attend un regroupement des producteurs européens sous se propre direction.

Toutefois, quelles que soient les riva-Toutefois, quelles que soient les riva-lités des « grands », leur alliance est, pour l'instant, solide : elle se fonde, en particulier, sur la nécessité de contenir les revendications du tiers-monde et de maintenir l'ordre social dans les nouveaux Etats satellisés : Grande-Bretagne, Italie et France.

Dès lors, on s'explique mieux, par exemple, les réactions s'humanistes » de M. James Carter — qui ne dit mot de Pinochet — devant les atteintes aux droits de l'homme en Union soviétique. L'empire américain cherche. dans un renouveau de la tension internationale, les movens de consolider l'unité de son camp.

L'échec des négoclations de Moscou n'a pas d'autre sens : en soutenant les dissidents soviétiques, M. James Car-ter justifle devant l'opinion américaine l'abandon de ses promesses électorales l'abandon de ses promesses électorales (réduction du budget militaire, limi-tation de la course aux armements) et réhabilite, devant l'opinion suro-péenne, l'image de marque de la Mai-son Blanche. L'impérialisme — une fois de plus — se donne des airs de vertu. La construction de l'Europe sert également ses desseins : garantir l'hé-gémonie germano-américaine, la pré-server des réactions « intempestives » des peuples condamnés — pour long-temps ? — à la portion congrue.

contrairement à une opinion encore largement répandue, l'unification de l'Europe ne la rendraît pas indépendante des Etats-Unis, pas davantage qu'elle ne favoriserait l'organisation commune des luttes populaires. Vassallisée, a atlantisée », l'Europe serait encore moins européenne. Cette Europe se r v i r a de tremplin aux ambittons mondiales des dirigeanis de la R.F.A., et ce, précisément, à l'heure où M. Carter s'engage dans une nouvelle confrontation avec les pays socialistes et avec le tiers-monde.

Les grandes puissances, Etats-Unis

Les grandes puissances, Etats-Unis et R.F.A. en tête, poussent à son inté-gration. Elles comptent, pour y par-venir, sur une illusion et une démission.

L'illusion : celle d'une légitlmité démocratique que conférerait à l'édifice l'élection du Parlement européen au suffrage universel. Cette « Europe politique » noiera, en fait, les forres de progrès de la Grande-Bretagne et de l'Europe du Sud dans une structure dominée par les forces de droite et par la social-démocratie allemande.

et par la social-democratie allemande.

La démission : celle des partis communistes d'Occident, prèts à faire montre de « sagesse » pour participer à tout prix an pouvoir. Devenus force d'appoint de la social-démocratie (en France), de la démocratie chrétienne (en Italie) on de l'alle libérale du franquisme (en Espagna), les partis de l'eurocommunisme sont engagés, à petits pas, dans une révision déchirante de leurs principes et de leur politique : ils acceptent sans résistance l'ordre germano-américain en Europe. Au -delà de réserves verbales, leurs actes parient pour eux. actes parient pour eux.

L'Europe germano américaine en construction fournit les moyens de paralyser tout effort d'un gouverns-ment de gauche qui tendrait à modi-fier les structures sociales existantes. ner les studeures sociales existances. En parrainant le nouvel ordre euro-péen, de tels gouvernements acceptent d'avance (qu'ils le veuillent ou non) de développer leur action dans un contexte tru qué qui organise par avance les pressions financières et les évasions de capitaux. Ils se trouveront ruidement dans la situation de se rapidement dans la situation de ce démettre (s'ils veulent rester fidèles démettre (s'ils veulent rester fidèles à leurs engagements) ou de se soumettre : c'est-à-dire d'accepter de gérer, pour le compte de leurs adversaires, la crise et l'austérité imposées par les firmes multinationales. Quoi qu'ils fassent, cependant, la lutte des masses ouvrières et paysannes du sud de l'Europe se développera nécessairement, car l'austérité, le chômage et l'inflation constituent désormais le complément permanent, indispensable complément permanent, indispensable et nécessaire de l'ordre nouveau que leur préparent les maîtres américains et allemands de « l'Europe des riches » qui se construit sous nos yeux.

(1) Ct. le Monde déplomatique, numérou le novembre et de décembre 1976.

INSTITUT

INTERNAT - DEMI-PENSION EXTERNAT

Admission dès 7 ans

Jeunes filles admises 37. av. du Petit-Lancy 1213 PETIT-LANCY, pour les trois dernières années secondaires Tél. (022) 92-09-11

FLORIMONT

GENEVE

Baccalauréat français A, B et C Maturité fédérale A, B et D

Et quel placement immobilier

sera plus rentable qu'un ap-partement à Cannes ?

Il reste des studios et quatre 3 pièces à une moyenne de 5 300 F la m2. Livraison im-

PRENEZ DU LARGE.

Résidence Le Corsaire à Cannes.

La résidence Le Corsaire, c'est trois luxueux petits im-meubles construits face à la mer dans un parc avec pis-

Le matin, ouvrez la fenêtre et la Méditerranée est devant vous, imprenable. La plage du Midi est à 300 mètres.

Autres réalisations en cours _le corsaire

SUGERFIELE rue Shakespeare - 06400 Cunnes - Tél : (33) 35.50.90 13 bd de Courcelles - 75001 Paris - Tél : 522.57.50 Bureau de vente aur place. Tél : (33) 47.37.21

LE MONDE DIPLOMATIQUE

Pondsteur : Bubert BEUVE-MERT Directeur de la publication : JACQUES PAUVET Rédacteur en chaf : RADECTICE ED CHET EDJOINTS :

Prix de l'abounement annuel (en francs)

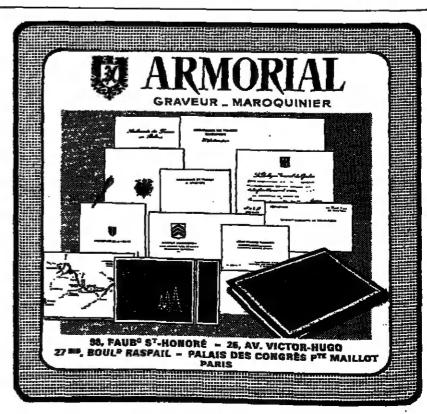
rance, DOM, TOM, Centrafrique, Congo. Côte-d'Twire, Dahomey.
Cabon. Maurizade. Bépublique
maigache, Mail, Niger, Sénégal.
Tchad. Haute-Volta. Cameroun.
Togo. Gumée. Tuniste. Poste
militaire. Poste navale. Andorre. Monaco

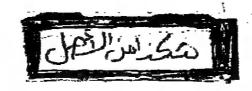
PAR AVION DOM. Camerous. Centratrique.
Congo. Côte-d'Ivoire. Dahomey.
Gaton. Guinte. Mail. Maurizanie.
Niger. Sénégal. Tchad. Togo.
Haute-voits. Territoires français
des Afars et des Less 98
TOM (sauf T.F.A.I.). République
malgache. Etat comorien 116

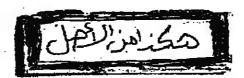
Canada, Amérique du Nord, Amérique du Sud, autres pays d'Afrique, d'Amérique et d'Axie

Rédection et administration :
5 rue des Italiena .
75427 PARIS CEDEZ 09
(Cheque postal : Paris 0* 4297-43)
Tel: Rédection : 245-72-22
Tél: Abonnements : 529-63-03
Télez : Le Monde 650-572 Paris

L'élézablique : Tourment







UNE OU PLUSIEURS HISTOIRES ?

trance économique et sociale, France rurale

A publication le l'Autoire économique et sociale de la France (1), dirigée par Fernand Braudel et Ernest Labrousse, approche de son terme. Seul le tome IV (de l'hu l' nos jours et conclusions générales) reste à paraître. A en juger d'après les volumes déjà publiés, l'ensemble comptera près de quatre mille ceuvre de vingt-quatre professeurs d'université.

quatre mille ceuvre de vingt-quatre professeurs d'université.

d'initiation plus que d'érudition, destinée au « grand public cultivé », l'accent a mis sur la listbilité du texte que quelques belles et grandes images) et des graphiques : l'appareillage statistique.

l'appareillage suivre statistique.

l'appareillage suivre suivre suivre sainquantes, l'appareillage statistique.

l'appareillag

pour le sens critique l'égard des l'aits s'économiques.

Sur le fond, il s'agissait de faire la synthèse des recherches menées dans ce domaine d'univon trent ans (soit depuis la parution en 1939 de l'Histoir économique et sociale de la France, de Henri Sée), c'est-à-dire de faire le point des connaissances ... A l'un l'œuvre est donc importante, et chacun peut l'trouver réponse à de nombreuses questions sur la formation de l'Etat en France, développement du commerce et l'universe de la serie d'ex-septième siècles, l'évolution du monde rural et ses grandes crises, l'universe siècle, les caractères de la société bourgeoise, du monde du travail urbain, l'évolution du commerce extérieur, la démographie, bien d'autres encore.

Le discours économique est omniprésant. De grands « pro-grès » ont été faits en France, depuis quelques années, dans l'art de le faire servir à consolider l'ordre établi. Dans un le contexte, n'àboutit-elle pas à lui les lettres de noblesse qui lui manquaient ?

lettres de noblesse qui lui manquaient?

Le piège dans lequel l'histoire a ainsi enfermé les historiens se lit à chaque page de leur travail. Sans visée politique, leur tentative se prive du même coup des dépendante, des l'égence économique établie : elle me dépendante, des l'égences que celle-ci définit, alle ne peut qu'en importer les concepts. Fernand Braudel fiaire le piège quand il écrit : e Mais l'économie politique, aux prises avec les problèmes de l'estuelité, no cesse de compliquer son languge, de varier ses méthodes et ses principes. Nous ne surons pas, historiens, nous ne pouvons pas suivre au pied levé ces progrès, parce qu'ils sont rapides, et surfout parce que nous ne sommes pas suire que ces méthodes et ces principes puissent se transférer austitôt dans le champ lointain de nos recherches. » Et pourisait, de l'étude de la paysannerie au quinzième siècle à celle du commerce extérieur au dix-neuvième, au-delà des termes mêmes (« trend », « feedback », « take-off ».../, il n'est question que de la croissance, de l'affernissement de l'industralisation, de dynamisme, de progrès, de cycles, de débouchés, « das étans et des vicissitudes de la croissance ». S'il est un économiste qui sort valuqueur de cette confrontation, c'est blen l'un des plus attentions de mentation de des plus attentions de l'affernissement de l'industralisation de dynamisme, de progrès, de cycles, de débouchés, « das étans et des vicissitudes de la croissance ». S'il est un économiste qui sort valuqueur de cette confrontation, c'est blen économiste qui sort valuqueur de cette confrontation, c'est bien l'un des plus réactionnaires, W. W. Rostow, père de la nation du run des plus réactionnaires, W. W. Rostow, père de la nation du décollage économique. On ne saurait s'en étonner prisque, en général, les économistes officiant comme tels dans notre société ne s'intéressent à l'histoire économique (surtout lointaine) que pour y déceler premiers frémissements de la croissance capitaliste sits sont les hérants.

L'HISTOIRE la la France rurule (2), dont les deux derniers tomes sont désormais parus, fournit un autre exemple de cette ambiguité mais montre aussi comment le peut être levée. Ici encore préexiste un découpage : c'est la France rurale, et point d'autre. Découpage plus immédiatement justifié, parce que plus évocateur : ces moissonneurs en bras de chemise entassant la récolte sur un char à bœufs sont les arrière-grands-pères d'une bonne part du public urbain et cultivé qui lira ce livre.

Par FREDERIC LANGER

Nostalgie d'un qui finit : les l'nombreuses magnifiques illustrations d'un ces livres de véritables albums.

véritables albums.

Tais que la définition l'objet au au la sensibilité des contemporains ne mais en écrire l'histoire, dire quelque sur la France rurale. Or, l'on ouvre le tome III, on plongé, sans in critique, une description plus qu'une analyse évolutions du monde rural, pris comme donné et non défini, non situé par rapport la globale : au dix-huitième siècle, « l'en agricole restait étriquée, paysannerie demeurait soumise.

Tais mais de 1789 de n revanche, on de profonds bouleversements, en bref, en économagricole fragule a paysannerie dépendante mais agriculture déjà largement dependante mais devenue le fait paysannerie « n paysannerie dépendante »... « L'agriculture politique pays ».

« L'agriculture plus en plus dépendante et les tieilles civilisations en la se fondre un vaste commencée. »

A partir in il peuvent in dimite in histoires particulières moissonneuse-batteuse, crise phylloxéra, III République, s'y emploient avec la la la la le point il départ qui

protectionnisme dans vingt dernières années du siècle. Pour-quoi ? a l'afflux le céréales, en surfout des Etats-Unis, cause principale du s fort le agricole l'Europe Ralentissement qui, en l'importance de ce secteur, a ralentisse

Pas un mot sur tout cela dans le court chapitre que l'Histoire la ce problème : volonté de ne détails trop strictement économiques ou de l'agriculture, activité traditionnelle qui n'a pu retarder l'inéluctable où elle serait soumise grands de sacro-sainte internationale?

A VEC tome IV, change. Peut-être simplement qu'il plus difficile tenir un modernicet sur les d'aujourd'hui sur les d'aujourd'hui sur d'une époque révolue. L'introduction, la question clé posée : A fin du dix-neuvième siècle, déjà construit qui servira jusqu'à nos jours fois décrire pour expliquer rapports fois décrire pour expliquer rapports de l'ensemble française. L'opposition villes/campagnes. Pouvons-nous faire nôtre?

Analysant is représentation de auxquelles opposition, l'idéologie de droite, l'idéologie de developpement après-guerre économie et dehotomie un objet l'histoire et un instrument d'analyse. L'opposition partiers de l'analyse constitue de l'analyse constitue d'analyse constitue d'analyse constitue de l'analyse constitue de l'analyse constitue d'analyse constitue de l'analyse constitue d'analyse constitue

position pagn n'est expli a Au contraire, les évolusont toutes lespace social l'espace social
l'opère loppement capitalisme ». En bref, il n'y » pas
l' France de l'in n'y »
France économique sociale) et, avant d'en
l'instoire, il faut en construire l'objet construire l'objet certains choi théoriques politiques).

auteurs IV, earinotamment: « L'exploitation (agricole)

assurent la proagricole i la
l'espace rural
au

custème ce qui les concerne.

evoluent ce système evoluent... » On



(1) It decommique et sociale de la France, dirigée par F. Braudel et E. FUF, Paris; tome I (1450-1660) : deux volumes, 1977, I Gis pages, 170 F; tome II (1660-1786) : un volumes, 1970, 779 pages, 150 F; tome III (1789-années 1880) : deux volumes, 1971 : III et 165 F.

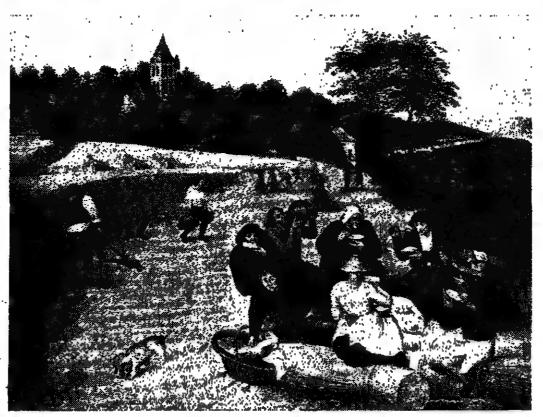
(2) III et 165 F.

(3) France Furnis, dirigée au II Duby et A. Wallon.

Le Seuil, Paris; III (1789-1914) : 1976, pages, 1 F; tome IV.

(3) extérieur et développement économique de l'Europe

Paris, 385 pages, 92 F.



LE REPAS DES PULLPUTETURE, DE BRUEGHEL.

Correspondance.

A la suite de l'enquête de Maurice T. Maschino « Le capitalisme contre la démocratie? », publiés le la diplomatique la mars 1977, M. Jacques professeur agrégé 🕍 philosophie à Besançon, nous adresse la lettre suspante :

Maurice T. Maschino décrit l'Etat Maurice T. Maschino decrit l'itat tel qu'on le sent, comme un ronstre froid, étranger. Mais, à postuler que le pouvoir d'Etat : réparti entre trois technostructures > (hauf fonctiontechnostructures > (hau fonctionnaires tés, managers capitalistes,
leaders sociaux incontrôlables par leur
hase), n'est-il pas conduit à
confondre la réalité avec l'apparence
qu'elle prend sur le petité écran? La
politique y apparaît comme un jeu,
dont les partenaires sont ces « personnaire à m pouvoir absolu qui parient
et pensent pour nous ou à notre passe.

Mais de là la affirmer que les syndicats
une partie du pouvoir... Certes, Mais de là la affirmer que les syndicats une partie du pouvoir... Certes, selon le rapport des forces, des compromis sont passès : plus ou moins conventionnelles sont entreprises contre les forces qui définissent les orientations stratégiques (les multinationales, l'Euro e. l'O.C.D.E.) travers l'opareil Etat. Mais il ne faut pas rèver : jamais le syndicat n'à le pouvoir de remettre en cause ces orientations stratégiques. tations stratégiques.

Il est vial que l'Etat, pour maintenir ses options fondamentales, doit tenir compte des luttes économiques et poli-tiques et des affrontements existant en son sein Ainsi, aujourd'hui, il cher-che un consensus sur les objectifs ré-jormistes : on le voit à la lecture des

Le capitalisme et la démocratie

se rattachent, et ils na font que le répéter. Les paysans ont passé la main : c'est du haut de vingt années de croissance industriel de la France que les historiens les contemplent c'est un loge funèbre qu'ils prononcent. Et de reprendre par exemple l'inévitable couplet sur le protectionniame de Méline, colitique le vue > le l'effet, moyen et long terme, pu être que le dans le masure et les agriculteurs, darrière leurs barrières douanières, ont le la litte.

de leurs maux était trouvée ». En bref, la politique protectionniste « a freiné la modernisation de l'agriculturs » : la France rurale aurait du mourir plus vite...

RONDE : de publier résultat de dix sur l'au de publier résultat de dix sur l'au politiques la économique l'Europe au dix-neuvième siècle. que formé libre-échangiste que sont l'unimanéricaines, l'angleterre au la liberalisation échanges (impulsée r l'Angleterre) effat négatif qu'au contraire, la économique avec la réintroduction du

un cadre de vie plus hurrain et sur la réduction des inégalités a pour fonction d'empêcher une remise en cause de la logique capitaliste de développement. Des préfets omnipotants, des assemblées aussi peu démocratiques que les conseils régionaux imposent les orientations étatiques aux collectivités : les pratiques bureaucratiques vont de pair avec les discours réf

Maurice Maschino le mérite de montrer certains mécanismes par lesquels le capitalisme peut « digérer grâce à un réformisme, des aspirations populaires importantes. Mais il grossit l'affaire, car, à se répéter que tout le cause à intérêt à bafouer le démocratie, on se masque les contradictions radicales dans lesquelles le système et luir-même s'empétrent. Et la difficulté à la moindre. Vivant le mythe d'un Etat reproduisant éternellement ses raisons d'être, les personnes par le quête peuvent nous proposer que les maigres satisfactions la libéralisme avancé; ou alors d'en « découdre la avec le monstre, sans trop savoir quelles formes surement peu démocratiques ce règlement de comptes prendrait ! Maurice Maschino a le mérite de de comptes prendrait !

Mais pourquoi fuir la réalité? Au-jourd'hui, la lutte prend appui sur la contradiction radicale entre l'aspira-tion grandissante à la démocratie et l'Etat actuel. Le pouvoir d'Etat est devenu difficile à supporter, car il re-

jette au nom cimpe-economiques », il la la voit-on pas le rassemblement. l'union de groupes sociaux divers, de personnes de di qu'elle du réel, la qu'elle du pouvoir d'Etat : la partie de la réalité. il n'est pas un si inventé pour la houre causs. la bonne causa.

un novembre Gilles affirme l'absolue nécessité d'un socialisme pluraliste, où toutes les minorités auraient le droit de propager leurs idées; car toutes les vérités, toutes le conquérantes, ont par minoritaires, aucun parti ne peut en le l'exclusivité :

prends au sérieux l'aspiration autogestionnaire à chacun par-ticipe au pouvoir d'Etat, à l'élabora-tion à à l'application des décisions. Cui pour raison que de-mande au courant du socialisme auto-cestionnaire d'échanner aux opposimance all courant du socialisme auto-gestionnaire d'échapper aux opposi-tions naives mais non innocentes entre Et at individu, centralisation autogestion...

— En premier lieu, on ne peut confondre la notion de représentation, telle qu'elle fonctionne dans le système parlementaire, avec une simple

délegation pouvoir. Elire un repré-délivrer un chèque en une de complexe qui une (qui à l'élection et la

l'aspiration au dépérissement de l'aspiration au dépérissement de l'april démocratique.

l'idée — à la déclatement des pouvoirs — n'est pas parce que je pourrai prendre mes responsabilités dans la vie politique — dans la gestion des affaires communes que je

deviendrai une parcelle voir d'Etat ; la philosophie politique fait des progrès depuis le di siècle. aujourd'hui, comme siècle. aujourd'hul, comme l'appelle 11 l'Etat a une matérialité, une objectivité l'Etat a une matérialité, une objectivité l'Etat le la somme pouvoirs individuels qui d'autogestion, il d'un autre ordre; un Etat démocratique organise la vie publique, produit de l'artionalité, libère hommes et éduquant à éduquant à l'appendix de l'appendix d'appendix ment à l'Etat, planificateur, démocratique, représen-tant du peuple travailleur.

FONDATION DE L'ÉCOLE INTERNATIONALE DE GENÈVE

LA GRANDE-BOISSIERE 62, route de Chêne, I BUIL GENEVE CAME

LA CHATAIGNERAIE LEDT FOLIVIEW (Vaud) Charles I Tél.: 022/76-17-76.

Tél. , 022/36-71-30. BACCALAUREAT INTERNATIONAL Maturité Malla suisse. - Baccalauréat français. Internat et externat pour filles 🖬 garçons.

Sports and d'hiver.

LES NOUVELLES FORMES D'EXPLOITATION

OUR critiques ou marxistes, l'agriculture latinoserait anachronique : production, elle un frein majeur m développement m une main stagnation économique ; secteur empêcherait la croismoderne. Ca point 🛮 📟 lie les problèmes 🍱 l'expansion économique (- modernisation -) de de l'équité de propositions de réforme agraire - : redistribution la la réorganisation la l'agriculture agraire créerait 🗐 📖 développement économique, de la participation populaire et la justice Pour la réformistes, la la tribution la la terre permet la surmonter l'accumulation capi-exigences du marché, s'adonne à consommation dépens de livre de livre

apéculatives (1). se transforme plus plus plus mentreprise mécanisée à la utilisation en capitaux em em em emont (trac-teurs, engrais, insecticides, aliments pour bétail, etc.) et en avai (produits allmentaires, papier, pulpe, etc.) i'industrie. permanente de l'Insind'œuvre flottante, migratoire) se grandes entreprises agraires (appelons-- agro-entreprises -) sont the entitle orolesanos de du marketing métropolitain, 🖦 la finance 🖼 du transport maritime. Alors que 🔤 🗫 produlsant pour marchés locaux entreprises sont im unités dominantes, dont la a stagnation - est fonction III la

production.
la paysannerle
(petits propriétaires, tenanciers, etc.) en
de travail essentiellement
au d'un complexe d'entreprises capitalistes et anachro-nique la traditionnelle exigence de agraire. Les nouvelles agro-entreprises parties prenantes l'Indua-de la : produils usinés et fournissent matière en Le problème aujourd'hui de agro-industriel | non de maistre la terre, 🛥 qui 🚛 un retour 🛔 🚃 d'organisation de la pro-

Us surcraft, la la propriété le ne répond pe aux questions qui le posent du fait que, d'une part. Il population de excédent, non incorporée l'unité réforme, sujette l'exploitation du propriétaire (individu ou coopérative) ou un la la la productive d'autre part, les bardies de produits agricoles, 🖛 Industriels de l'alimentation - com exportateurs qui peuvent minim la plus-value svoir a préoccuper risques d'intempéries, problèmes l'empioi préoccupations politiques manual su point the production. Du 💷 📭 l'intégration 📬 l'agriculture au industrial marcial, in problèmes agraires peuplus général im problèmes d'une socapitaliste. Le problème a plus

agraire plutôt formes particulières d'exploitation qui

Le present la l'accumulation du capital sur l'appropriation de plus-value produite par la main-d'œuappendices qui deviennent muitinationales. L'expansion du capitalisme agraire s'accompagne prolifération d'entreprises impériales qui deviennent manuagricole, i'induscommerciale et l'exploitation directe l'agriculture plus plus intégrée l'es impérial, in problème in sa transplus mal'ont compris in manie mente anti-impérialistes ; le la el || illi || ou régional, il condemné. Certains immes immériales contraccapitalistes agraires capitalistes agraires directement de l'agriculture se directement de l'agriculture se d'axploitation d'exploitation d'exploitation de rural économique du mais rural rural à in propriété altracte de la leux

Paradoxalement, Calls Phillips III 1991 blen, semble-i-il, une diminution to la production silmentaire. C'est, en effet, la capitalistes dominants qui impulse la changement. produit me nouvelle du irme l'agriculture l'agriculture d'Amérique

Importent part leur alimentation ___ ou s'en production de pouproduites plus économiquement

blen importe en (3) ...
convergents contribuent ca pro: les propriétaires terriens, maximalisation
du marché mondial ; fortes; les multinationeles, qui banques internationales, l'Etat impérial et tous ceux qui financent le développement agricole : etc. condulsent mu déclin de la fourniture

consommation de la pro-duction capitaliste de la prod agricoles ne signifient l'agriculture a subsismaintien des capitalists n'ont an reproduction. Une le la main-cauvre agricole la majorité menpermanents prolétariat — ce sont en permanence sans terre et ne peyrevenus. Un pourcentage important de la rurale, Sinalos, de ejidatorios [de ejido, rain communal] dont ul lopins de terre produisent qu'il ne leur est pour survivre ou grends propriétaires = (4).

Les changements de l'économie internationale et leur impact sur le latifundium

U N changement Coult and en gricole il le déplacement ou le production yers in zones i production is production traduit mácanisées dans is mátropole par le développement des d'exportation
main-d'ouvre importante périphérie (5). La
métropole, jointe

industriels, conduisent à des ments de grande ampleur entrainant la de produc-tion. Inst croissant métropolitain, développe un multinationales, internationales machinerie et conglomérats du renforcer le bourgeoisie agraire et a réduire la production par les programmes prêts dévaloppement de Banque inter-mondiale, qui d'exportation et ponts, le ponts, le d'infrastruc-

- L'agro-business et la faim dans le monde -

De l'échec de la «révolution verte» à l'hégémonie mondiale

RODIGIEUX développement des petis, iltrait récemment 30 d'Europe (1), soulignant l'essor d'un nouveau marché dans la C.E.E., il des conserves alimentaires destinées aux suimaux lun pas qu'outre-Atlantique un cu tiu deux fois plus de vitamines par jour qu'un le curre Religionair 2 » Le journal précisait deux fois plus de vitamines par jour qu'un in un Pakistanais? » Le journal précisait que marché mondial est, en l'il, entre mains d'entreprises multinationales le suropéen : trois mi américaines Purina, Carnation Mars Corporation), quatrième Mars Corporation), quatrième com flake son porridge)... Tout dit, en ne sanrait mieux résumer mei peu de la la mars alimentaire mondiale.

In PA.O.. on commence à déchanter devant les plètres résultats des réformes agraires et de la crévolution vertes la production agricole du tiers-monde en constante), en attend maintenant du mouvel de économique intermouel le du yestème, au principe acro-saint de l'économie fibérale, la loi du marché, qui condamne les efforts de tous dirigeants du tiers-monde, obercheurs, payans.

Susan George, qui, s'appuyant sur d'agronomes tiré politiques des échecs, trep d'expliquer a comment meurt de l'humanité » (2), milliard d'hommes, au mot, le revenu annuel par tête ne dépasse 200 il met qui, l'Amérique latine l'Extrème-Orient, représentent la majorité la population it ters-monde. villes, bien entendu, d'espanonit une bourgeoisie acquise au système : Albert Provent et François Ravignan (lul seronome) sur précision la Nouvel de faim (3), ils ne point en George. Neur les riches, dit l'un ; nourrir villes, disent les autres, et revient au même puisque toute la production agricole aujourd'hui le production agricole définition, qui ne peuvent payer, cette « autre moitié » vivant la urbaine industrielle.

Faut-il attendre de l'industrialisation solution problème de la faim?
Les statistiques publiées préparatoires à la mondiale l'alimentation, réunie en la gravité du problème. Malgré les reculs l'agriculture traditionnelle, qui la chute

44

de la production curriture de compte tenu des efforts d'industrialisation et de l'exode rural qui l'accompagne, les paysans du tlers-monde, qui l'accompagne, les paysans du tlers-monde, qui l'access aujourd'hul moitié de le population mondiale, représenterent les même pro-portion en 1985. La Terre comptera alors 4,85 militards d'hommes, dont militards de « pay-sans » du "

L du marché permettra-t-alle de mieux nourrir masse i déshérités ? La question cruciale est i savoir qui profite ce marché i duquel tout se la aux plus hauts niveaux, dans les ministères et les organisations internationales. Les trois remains se rejoignent à pour pour en voir les grands responsables dans les

Par MICHELINE PAUNET

multinationales de l'agro-business, Susan George, qui a pris soin de compléter les observations des spécialistes dont elle s'inspire par une enquête personnelle dans les milieux intéressés, ne rate pas une occasion de relever — citations à l'appui — le cynisme des hommes d'affaires qui font la loi à Washington — qui — qui en la politique alimentaire mondiale. On — la politique alimentaire en IIII (par une équipe de la passance de cette politique a la la paraires, utilisation massive d'engrals et de machines. La vole était tracée à la pénétration des sociétées de l'agro-business dans le tiers-monde, soutenues paissamment par l'« aide » officielle des gouvernements et institutions internationales qui, par le biais des crédits et de l'assistance technique, facilitait l'achat du matériel et des engrais. Opérations coûteuses pour les pays « bénéficiaires » et qui supposaient, pour rénssir, des dirigeants à la fois acquis au système occidental et capables d'imposer à leurs féodaux des réformes agraires — les desert de le mater Mois le méteoriestice.

le paysannerie.

le agraires réussies se comptent sur les doigts de la main. Mais la mécanisation a chassé de la terre des masses de paysans, qui s'agglutinent aux portes des grands villes, tandis désormais dans le la rentabilité désormais dans le eveloppement la cultures d'experiation petvent. s'appliquer principes la « révolution verte » (grandes unités agroindustrielles, engrais et machines), mais au

bénéfice plus riches : populations pays industrialisés — dont on all qu'elles augmentent aumi — et les bourgeoisies du tiers-monde.

TEL est le bilan de trente ans. Toute l'agriculture mondiale — an dehors de quelques
pays «socialistes», dent la Chine — est maintenant engagée dans une voie qui, manifestement, mêne à l'impasse. Que faire? Les auteurs
du Nouvel Ordre de la faim comme Susan
George dans Comment meurt l'autre moitié
se posent le question. Les premiers proclament
leur foi dans les révolutions payesames inspirées
du modèle chinois (mais non calqué sur hi,
disent-lis) et soutennes par ceux qui, dans les
pays industrialisés, aspirent aussi au changement (4). Susan George conclut aussi à la
nécessité pour les pays sous développés de
compter davantage sur leurs propres forces, mais
suggère également, avec beaucoup de réalisme
compte tenu de ses critiques radicales, qu'on suggere egatement, avec ocuccom de realisme compte term de ses critiques radicales, qu'on puisse tirer profit de l'expérience passés en améliorant les instruments de la coopération internationale actuelle. En fait, le problème risque de se compliquer

en tait, is proneme risque de se compiquer singulièrement au cours des prochaines abnées avec les nouvelles tendances qui s'affirment aux États-Unis pour assurer l'hègèmonie américaine sur a production alimentaire mondiale (5). Les propos de M. Earl Butz, secrétaire à l'agriculture, menaçant de recourr à l'agriculture, menaçant de recourr à l'agriculture, menaçant de recourre à l'agriculture menaçant de recourre de la mémoir de l'agriculture menaçant de recourre à l'agriculture menaçant de recourre de la mémoir de l'agriculture de l'agricultur culture, menacant de recourir à l'a arme alimentaire, menacant de recourir à l'a arme alimentaire, menacant de recourir à l'a arme alimentaire, menacant de recourir à l'a mémoires. Emma Rothschild a montré depuis lors que ce n'étaient pas paroles en l'air (6). Il d'intéresantes orécisions ent été fournies à ce propos dans l'estaient es d'enquête aux Etats-Unis, a rapporté les projets qui s'élaborant cans les administrations et les universités — tel ce scénario intitulé « Maximum III — Future », — projets qui prévoient la disparition — de la petite exploitation agricole individuelle — Etats-Unis, l'introduction de nouvelles machines que se le nouvelles technologies I l'échelle I l'appétit des firmes — l'agro-business. Coup double l'hrorizon 1985 : un nouveau et riche marché, à portée de main cette fois, s'ouvre aux multinationales tandis que se perfectionnent les instruments de la domination américaina sur le reste du monde...

(1) 30 Jours d'Europe, journal des Communautés européannes janvier 1976.

(2) Susan George, How the Other Half Dies, The Real Reasons for World Hunger, Panguin Books (Pelican), Harmondsworth, 1976, 348 pages, I livre.

(3) Albert Provent et François de Bavignan, le Nouvel Ordre de la faim, Revolutions paysonnes, Le Seuil, coll. Crechno-critique », Paris 1977, 149 p.

(4) Sur l'emprise des géants de l'alimentation en Europe, voir le livre récent d'A. Cohen et P. Loubet : Bon ap, ..., messieurs / Les empires atimentaires, Balland Paris, 1976, 185 pages.

(5) Gr. la brochure éditée en 1975 par le Worldwatch Institute, que finance, entre autres, la Fondation ser la livre de Politics and Responsability of the North American Breadbasket, L'auteur, Lester R. Brown, président du Worldwatch Institute, fut, dès le début, l'un des thuriféraires de la c révolution verte » avant le Remondaire de la famine de 1974.

Hervé Donnard, « Agriculture : ce que les Americaine nous préparent n « Economies », ... 33. Paris, avril 1977.

Le Monde

REALISE

CHAQUE SEMAINE

UNE SÉLECTION

HEBDOMADAIRE

réservée aux lecteurs résidant à l'étranger

Exemplaire specimen stin demande.

(1) Cf. notamment Gerrit Huiser. In sent Rebellion in ... America i sext Rebellion in ... America i sext Angleterre. Pelican Books. 1973); Oscar Deigado, a Revolution, Raform. Conservation > in Fetras & Zeitlin. Its Angerica : Rej or Resolution (New-York Fawer: 1988). hamment in sext Books. 1988). hamment in sext Books. 1988). hamment in sext Books. 1988). The collection of Agrarian Problems and Peasants in Land (Austin, University of Texas Press, 1972), et James Petras et Robert Laports. Cultivating Revolutionary Moderniser s. (2) Senst americain, commission.

The Foruvian Military as a Revolutionary Moderniser s.

(3) Sénat américain, commission l'agricultura il a session de sous-commission sur la politique cole strangère. U.S. Foreign Agricultural Trade Policy, mars avril 1973

D.C. Government Printing Office. U.S. Consent 1975, page 4.

(4) Charvest Anger: Agro-imperialism in Mexico's Northwest s, NACLA's Latin America and Empire Report, Vol. I. no 7. cotohes 1975, page 4.

(4) Charvest Anger: Agro-imperialism in Mexico's Northwest s, NACLA's Latin America and Empire Report, Vol. I. no 1 juillet-sout 18.

United States 1. South Scotian Scotian sur le common international et politique (Washington, D.C. Printing 1971).

de plus amples développement, U.S. Arzenal, NACLA Latin America and Empire Report, Vol. IX. 7.

(7) Sous de mericalism développement, produits exportés des Empires Report, Vol. IX. 7.

(7) Sous de mellions colones 1967 1973

EXPORTATIONS (en millions colones) 1967 1973

220 835 68 91 163 228 GONEONDIATION LOCALE



SOCIAL-DÉMOCRATIE AUJOURD'HUI

Entretien avec F. GONZALES

Frix du numéro : le F En vente dans les klosques ou au La bd Saint-Martin Paris (3°) Tél. : 887.76,42 ABONNEMENTS

ABONNEMENTS
France et de Communauté trançaise un Algèrie) 190 F
Stranger 129 F
Biranger (par avion) 150 F
C.C.P 34.875.30 J - LA SOURCE

LETE L'HIVER

Chalets le GENTILHOMME (Megève)

Quartier Rochebrune - Megève - Haute-Savoie Nous pouvons vous proposer de réalisations en Haute-Savoie.

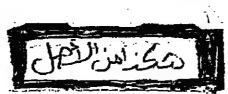
pistes 2 chalets de grand standing. Prix Mai lancement fermes et définitifs partir de 5800 F le m2. Appartements de 2 🛍 🖥 pièces. Crédit 50 📱 80 %. Livraison été 1978.

A Megève, station de M mondiale-

ment connue, nous construisons près

SOGEFRANCE 13 boulevard 🛥 Courcelles - 📉 📭

III rue Shakespeare - III IIII Cannes Tél.:



is thretiens face in 1

S PAYSANS 1

 $f = \operatorname{id} (g(x)) = 0$

**....

e mess

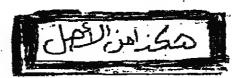
Committee of the Committee of C

in a treatment of

711.35 APT-02

Mark of The section of the se

1. 12 × 4 Contract Contract



DES PAYSANS PAR LE CAPITALISME MONDIAL

La l'agro-business cite donc un double de concentration impériale en et en aval 🖿 l'agricultura et l'apparition d'un nouveau groupe de
latino-américains qui ont accumuté
terres capital (8). Ainsi, dans
du Banjilo, du Mexique,
firmes de l'indusGeneral Ford des
labourent la terre : des
labourent la terre : des
aliments spéciaux
point par Raiston Purina Anderson Clayton conforment
de l'haciendado

ou du gamonal ; l'unité un est fondamentalement une unité économique, un investissement - bien intégre l un malle le ner du Mexique est encore un bon exemple : - Ces mêmes cultivateurs, partenaires d'agro-business américaines, aussi le commerce, l'industrie et la banque de la falle de la commerce de la comperce, l'industrie et la parque de l'egion. Les (...)
agricole, d'automobiles, d'engrais et (10). Il vieux eystème obligations et l'engrais et l' tions impersonnelles marché dans lesquelles priment rapports d'argent propriétaires et travailleurs.

Le nouveau contexte de classe

I nouvelle structure met irouvent in fonctionnaires banques privées,
de produits agricoles, in a l'alimentation tateurs, grands propriénent in fermiers and more in the column of t du approvisionnent l'industrie allmenexportateurs. Encore commercants les gestionnaires des grandes moyennes entreprises. Puls When is main-d'œuvre cath is bandicalariés, agricoles spi-Tout se grande travalileurs saisonniers, qui agriculture de designation

En termes de idade solle, la predans lequel la latte national all hégémonique soit associé capital local, al celul acapitathe second of peut makes le service groupe une bourgeolmier elle a acoès à l'appareil politique mals dépard du du monopoliste pour la limite et machines; son degré treint; ses bénéfices extrêmement reafonctions la plantation et la des produits lui virtuellement dictées certains cas,

à des segments du

(surtout dans les secteurs des agricoles et de l'industrie alimen-🔤 par 🖹 bials des privilèges, son dominant la comme en témoigne son opposition aux mesures plus aurtout listerets des monopolistes.

La du capitalisme agro-industriel s'effectue sous formes. sont cu vendues à des des entreprises agro-indus-locales qui, à la tour, exploitant la main-d'œuvre ; 🔤 Monte 🖬 les 💳 tique Amérique (Guatemais et Costa-Rica), qualifiant man parte-

naires de « productaurs limitalle ». variante ; la | par l'agro-entreprise qui directement | main-d'œuvre ; c'est encore la cas dans certaines parties d'Amérique du Sud, mals moins qu'autrefois. entreprises agricoles ; modèle de plus répandu la toute l'Amérique la Quatrième variante : la d'une agriculture type bullion appartenant & une Argentine, au India III Common III Amérique Cinquième chris : par l'Elat de la façon d'une entreprise fruit de l'expropriation d'une privées ; c'est dell'ement le cas au Pérou, au Mexique et dans d'eutres pays post-réformistes ».

The way was ont an arm un remai nombre de caractéristiques : organisation el opération eur le mais un mani un lima capitalistes ; dépenduring presque limits arress les méralles pour la oroissance ; éliminaproducteurs incorporés d'estre en la ou la la la passage de l'unité traditionbusiness connaît con pius achevée dans le nord-ouest in Marine en de nombreux endroits de l'Amérique centrale, du Brésil, du sud de la Bolivie et **m** zones cotières du Pérou

the in colonies to Depote the réceptive d'organisatione des basses de classes et dont les revendications no person être satisfaites per la socialisation l'apriculture. La materiale de la des industries , sinsi que produit concentrations la terre. Un étude sur le Mexique, mark des statistiques officielles, affirms le nombre des travalileurs agricoles sans terre est passé. de 1,5 mil-lion, 30 travell, à près de 5 millions, plus de la la la torce de La main-d'œuvre a doublé entre 115 et 1960-1970, - 1 a 7,5 - 12 a 7,5 - (12).

Néanmoins, de proléta-loin d'être pour le de de travail, ce pour compléter ina-déquais.

émergent présentent-ils traits pro-eyndicats, les le articles as dirige man birthirm formal de coopératives dépendant du marché. de dirigeants et et fermiers contrat. rejoignant de la la bourgeoiste de pendante (13). L'orientation de la la main-d'œuvre agraire par des le maintien du lien la propriété terrienne subsis-— ce empêche l'émergence franche d'une orientation pourtant appropriée à position objective.

trielle capitaliste plus grand
de l'Etat. L'expansion de l'infrastructure, d'impoeon développement

L élaborer L programmes Dans Dans lu lu lu lu fort - militaire, comme en Amérique centrale ou au Brésil, ou Etat parti unique, au Mexique — ble de contenir l'inévitable agitation paylong termes.
Les structurelles grande étrangers, le régime doit IIII en d'ouvrir aux la sux la strangers et l'aux la sux la

dénendent de l'article d'un Etat prêt

tion nationaliste. ____ sont, en ____ aux étrangers. le régime doit servir entre limérêts capitatáristique : carac-

contrôleur Inflexible de la la la flexi-"Etat témoigne la capacité multinationales i modeler in production agricole afin qu'elle disparalsse l'autonomie qui plier exigences la métropole. L'Etat n'intervient pour faciparticipar aux supplémentaires — ou, dans lindividuels,

Les pôles de la croissance capitaliste

E8 Hens hortzontaux
économiques expriment
la domination formalle du
globale, Du mouveegraire va se remo confronté i l'opposition unle la l'amenda la la bourgeoisie, carre ce fut le ces su Mexique lors in produce de employeurs in novembre ittl at in Bréall in inches (14). Pour réussir, il onizate de la production agri-

Depuis que la firmes
de se dépouiller de la terriennes acconde guerre mondiale, la p des débats sur la agraire le l'impérielisme. Alors pour types produits les sociétée nord-américaines abandonné in production directe, 🖂 🗥 🚾 🚾 cas d'autres régions. Les changements intervenue en Amérique de production : directs les Etats-Unis des légumes et des fruits et le la banans latino-américaines, les ciés Carglil, Anderson Clayton, Rench, Foods, Purina, sto., continuent de jouer limportant d'exportation

miques qui entourent in production agri-cole : un in production is agricoles of Mexique, en Amérique of Amérique du Sud, par Carterpillar Tractor, port agricole de les la région par Keiser, et la semences en Argen-

(8) Pour une sirie cas,

Harvest / Anger, NACLA, op. ett.,

pages 12-16; Del Marie Bitter Fruits,

NACLA, vol. X, n° 7, septembre 1978, pages
12-15 22 4-02; Brassi : Development for

Whom, NACLA, vol. VII, n° 4, avril 1973,
surtout pages 23-31 (c

Knows No Bounds *).

1111 Del Monte, op. 12.

(10) Ibid., page
(11) Selon calculate des infinces

Marique, la majeure partie des infinces

aux non-producteurs (voir N. 1.4.

Harvest of Anger, op. cit., page 15). Une
autre estimation concernant inanane
considère que 11,5 % seulement des revenus demaurent dans les pays producteurs.

Voir NACLA, Del Monte, op. cit., page 28.

Harvest of ..., op. cit., page 28. Hervest of the op. op. op.

pages 13-19.

Pendant monvement d'occupade tarres dans mord-ouset d'
Mexique, le New York Times notalt que :
« Seuls les diripeants ont obtenu des
terres. » Il citait des propos d'un paysen : « Nous revendiquons le terre collectivement depuis 1958. Nous acons pays
noire chef dix pesos par sevanies pour
poursuture la lutte. A présent, on l'a
acheté apec un peu terre et il nous
a abandonnés, » New 22 no-

Par JAMES F. PETRAS *

teur in blé, d'orge, de au et d'autres céréales ; production et/ou d'en-grals, d'aliments pour bétail il d'insec-Raiston Purina, Borden, Monsanto, Dow cement de la agricole la quarante-aix succursales : marché la industrie alimentaire

Les Etats-Unis ne se som pas retirés simplement profitables et le plus risqués aux L'afflux capital américain profitables entourant in production parfols politiques — y compris l'avenement régimes militaires — qui oligarchies au profit de l'expansion capid'Etat militaires des instruments l'accumulation du mand d'en haut et

L'expansion du capitalisme d'agro-entreprise n's ni Impérial ni mandal la lutte de dese un niveau supérieur plus général : (= la propriété | deviennent tive. Pexploitation témoigne la main-d'œuvre riée a provoqué 🗪 🚾 The Company of the Co au Limbe reprise reprise guérilla Guatemala (17). L'inde l'agro-business au capital Impérial, l'Etat i'expansion de l'exploitation es main-d'œuvre sautes par le capide l'Etat qui préside l'exploitation.

Professeur, département la sociologie,

juin 1873, page (17) Latin America, vol. X. nº 49, 17 decembre 1876, page 388-388 M vol. XI, nº 1, janvier 1877. Le rapport le la croiteance rapide l'offention magnisade coulée e a facteur important sur la scène politique agitée du pags pour la première lois depuis la fin des années 60. 3

Des chrétiens face à la dictature chilienne

———— Le message pastoral trahi par la hiérarchie ? ——

dernières années sur Chili et par Chiliens l'étranger n'a de précédent dans l'histoire ce pays. L'exil s'est révélé fécond, an moins le domaine intellectuel.

ne dispose pas suffisantes, on peut que l'intellectuel.

que d'autres pays latino-américains. Après coup l'autres pays latino-américains. Après les a putôt eignifionnés que paralysés.

Le Chili avait d'ailleurs une tradition ininterrompue d'accueil aux intellectuels étraigers, principalement izitino-américains. Le phénomène de concentration de plusieurs milliers de professeurs universitaires, hommes politiques, économistes, sociologues, étudiants, etc., à l'époque du gouvernement Allende en fut le couronnement. Le coup d'Etat en maique la fin. L'ignoble per-

gouvernement Allende en fut le couronement. Le coup d'Etat en marqua la fin. L'ignoble per-sécution des érrangers par la junte à ses débuts confirme jusqu'à quel point le régime militaire a rompu avec l'histoire républicaine chilemne en retournant à la période coloniale. Au dix-neu-vième siècle déjà, le Chili parmettait l'épanouisvième siècle déjà, le Chili parmettatt l'epanouis-sement d'hammes politiques proscrits — comme le grand Argentin Sarmiento — et des émigrés intellectuels comme le poète Ruben Dario. Des livres de portée continentale étaient publiés à Santiago ou Valparaiso. Aujourd'hui, presque tous les livres sur le Chili dolvent être édités à l'étranger, et les intellectuels d'autres pays se gardent bien de vivre dans le faux Chili du

Pinochet.
Une bonne partie de ces livres a pour auteurs des Européens qui avaient véen ou travaillé dans des Européens qui avalent véen ou travallé dans le pays. A peu d'esceptions près, ils offrent des caractéristiques similaires des caractéristiques similaires des caractéristiques et l'acque des caractéristes il s'agit d'essais on coexistent le monge le documentation l'analyse. Le le cas des publiés en Francs (1). Le premier contient propos de M. Jacques Chonchol, ancien ministre de l'agriculture du président Allende, recueillis par Mina Thérèse Nallet. Le deuxième est une longue étude sur l'Eglise catholique au Chili au cours des dix-huit dernières années et a pour auteur un Français qui connaît le Chili et l'Église en profondeur, M. Charles Condamines.

D IEN cas deux livres portent sur des pareitons sociales et politiques très variées, et même, en particulier pour M. Chonchol, sur des sujets économiques importants (case la réforme agraire dans laquelle il jous un rôle de premier plan), leur préoccupation commune est le rôle du christianisme, voire du Christ, au

termini a, les prudences rampantes qui dominent. En relisant l'épiscopat, on se demande el la hiérarchie met en la survivance d'une institution historique particulière, chillenne, ou les intérêts d'une multinationale ames, plutôt que le qu'elle prêche.

Mais répondre l'extre question serait faire un d'intention.

Il est blen connu que les Chillens qui, à l'étranger, apprécient le plus les démarches in la hiérarchie and la non-chrétiens. Pour eus,

Par ARMANDO URIBE *

Le christianisme et la politique, les chrétiens Le christianisme et la politique, les chrétiens dans les partie de gauche et de l'origine de liferarchie, militants extholiques de hiérarchie, ou le passéisme spirituel, projection sociales ou économiques à l'ambient morales, institutionnelle enfin sujets qui profondément ces deux au m'enfexion.

Dans le livre de M. Chonchol domine le témol-

Dans le livre de M. Chonchel domine le témolguage personnel dépourvu de passion, M. Coudamines mettant plutôt l'accent sur l'analyse des
actions et le rappel des déclarations de l'Eglise.
Cependant, ce derniur émaîtie points
d'exclamation et de points de surpension qui en
sur le degré le son engagement
vis-à-vis des

La source officielle recueille
par M. Condamines est dans l'ensemble accablante pour l'institution chilienne. Bien
sût, évêques individuellement
montrent parfois une récile cohérence entre la
doctrine la pratique pastorale. Il
mrive qu'à cartains momente, persus par la
hiérarchie comme critiques, sa majorité se propose une conduite moralement courageuse. Mais

n'importe quelle position créant des clin'importe quelle position créant des climisée qui resta au Chili (en dehors le Parmée)
et gouvernement respositive. Pour non-chrétien,
qu'une Mais pour les
dans Puisque pour
eux le surnaturel existe, une Eglise qui se pose
nourrice de le le contingente nourrice de l'Illa contingente n'est pas tout à fait e corps mystique z. De là vient la susceptibilité critique des chrétiens quand ils parient in Päglise.

L 'ALLUSION aux croyances au surnaturel en pariant de situations politiques comme celle du Chili semblera peut-être dérisoire et archalque dans l'Europe d'aujourd'hui.

Il faut lire les livres de MM. Condamines et
pour comprendre qu'en Amérique latine
le sens du religieux politiquement capital.
et l'avaient signalé
à bien des reprises. Maintenant, ce sout surtout

ambassadeur du Allende Pékin,

lalques pratiquants qui le soulignent.
pour tactiques 2,
stratégiques. tant problèmes d'idéologie de sociologiques
thrétiennes 2, mais en termes de foi, de témeignage, de prole de prole de company par la institutionnelle, par

la hierarchie qui mange à la table de ces nouveaux militaires militaires mericains présent se chaque in patriotique et la chaque conmonie religieuse?

Le trajectoire morale et politique que M. Jac-nous présente dans ses propos, imprégnée la la tranquille il constante, le probablement optimiste à sujet. La documentation analysee M. M. mines 1 amertum

Mais c'est à tous les chrétiens, les plus humbles pécheurs les plus en qu'il appartient de faire leur Eglise.

appartient de faire leur Eglise.

On peut sonpçonner que cette autocritique, aller i confesse, in en train in hien des latino-américains. In au moins la « rale a d'un petit fait réel qui s'est produit dans un confessionnal chilien il y a quelques

Le secret il confession ne fut pas trahi par la pesitent lui-mène. le prêtre, mais révélé par le pénitent lui-même qui commença sa confession en disant : « Je m'excuse, mais c'est comme ça : | hais ces militaires tyrans. Ce serait pour moi un heureux jour celui qui verrait Pinochet pendu II un arbre de la Plaza de Armas. IL e prêtre, après un moment d'hésitation, ini répondit : « Ne vous ganez pas, mon fils. Si ce qu'on me dit

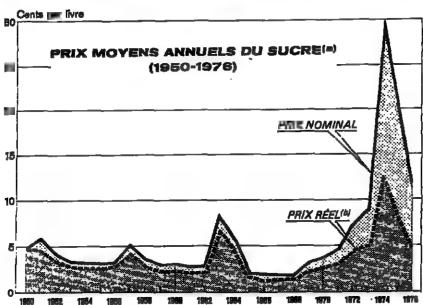
l'espoir Editions du 1971, le pages, l'Eglise 1. l'Eglise 1. l'Eglise 1. l'Espoir Editions du 1971, le pages, l'Eglise 1. l'Eglise 1. l'Espoir Editions du 1971, le pages, le pages, l'Espoir Editions du 1971, le pages, le pages, le pages, l'Espoir Editions du 1971, le pages, le pages, le pages, l'Espoir Editions du 1971, le pages, l'



Spéculations effrénées, variations de l'offre et de la demande

COMMENT LES FORTES FLUCTUATIONS DU PRIX DU SUCRE PÉNALISENT LES PAYS SOUS-DÉVELOPPÉS EXPORTATEURS

Riem mieux l'ampleur fluctuations prix produits de que le du qui représentent une part importante international. Au niveau marketing international du niveau marketing entreprises la distribution, entreprises transnationales directement environ 70 du mis sur marché mondial environ 55 % du sucre (o pourcentage élevé s'expliquant la nouvelle strational sur le sucre négosont : stabilité du cominternational, afin, notamment,
fluctuations prix excessives ; définition niveaux prix
rémunérateurs pour producteurs,
équitables pour les consommateurs
mais non susceptibles d'indure une
nouvelle expansion production
i les développés ; la reconnaissance l'impact de l'infiation
endémiques du



the man is the control (Prix Delication on Mile do 178A.) b) Prix nominaux des par l'indice est le l'exportation des produits manufacturés. : CNUCED, Dallan and des pris de manage premières.

Pour acheter un appartement neuf ou une maison à la mer ou à la montagne, lisez la revue

MER FIGHTAGNE

Vous trouverez dans les 72 : 800 constructions répertoriées par région ; 12 reportages un des résidences situées & Monte-Carlo, Nice, La Ciotat, Saint-Jean-de-Luz, Dequville, Trouville, Blonville, Courseulles, Pont-l'Evêque,

Megève; un dossier: «la Haute-Savoie en été»; une

enquête : « le Point sur Decuyille - Trouville ».

Envoi gratuit de ce numéro **me** demande à : SOPEM, 13, rue des Minimes, 75003 PARIS.

du café di sucre di aussi les limites des accords sur les produits de base conclus jusqu'à présent. Un accord international de sucre est en cours de négociation à Genève, mais il reste à voir ai les propositions éconqu'on y introduire seront jamais morter de atabilisation des cours

Les il des prix du sucre le effet catastrophique sur ertains pays producteurs de cette denrée, y compris Cuba, où la des cours du marché mondial n'a été palliée que par une augmentation des prix pratiqués pour le sucre cubain par les pays socialistes.

Les objectifs de l'accord in ma-

système monétaire international — système qui, en réalité, a pratiquament d'exister; l'amélloration d'exister; l'amélloration d'exister; l'amélloration d'au marché et de son approvisionnement, comme de la compétitivité du sucre ir rapport à d'a sédulant de la production d'édulant de la production d'édularité de la production d'édularité de développés des fournitures de sucre produit dans les pays en de développement; l'amélloration des systèmes de marketing, de distribution et de transport pour les exportations de sucre des pays en vole de dévelopment, y compris un accroissed de leur participation d'accroître leurs revenus; la tion de recherche il nouveeux du sucre ainsi

Par EDMOND DE CLAIRMONT

duits sous-produits sucre en vue de faciliter l'expansion du sucrier.

sucrier.

la conjoncture

la conjoncture

demeure évidemment problématique,
marché développées,
envisager ces problèmes dans le cadre
plus large de la stabilisation des prix
des produits de base, résumée dans le
programme intégré de la CNUCED
et leur peur quasi pathologique du
fonds commun. C'est pourtant ce cadre
qui fournirait les
pour obtenit, long terme, la

Dennis la

prix.

Depuis la moles sur 1973, 1973, 1973, 1973, 1973, 1974, 1975, 197 quables progrès i la technologie le domaine substituts

Des changements se sont aussi produit dans les politiques sucrières nationales, ainsi la structure commerce mondial pouvoir d'achat des axportateurs de sucre. L'expérience a l'ampieur des fluctuations cours ne correspond ni aux producteurs ni ceux consommateurs :

eté marquée par une croisance la production mondiale ... %, pratiquement la même que ... décennie précédente. Les ... décennie précédente. Les ... de l'offre, ... on l'a vu l'an dernier dans ... majeure partie de l'Afrique ... ou ... les économies socialistes ces dernières ambenda ... à pourrait ajouter la propagativitus jaune, qui, en 1974, ... in ... le production européanne de betteraves bien au-dessous des niveaux moyens des cinq ... précédentes.

u normales » s'est effondrée lamenta-blement, illustrant une nouvelle logs le fait que la majeure partie de la théorie économique traditionnelle de de son appareil conceptual est inapplicable. (Yoir tableau L)

L'aggravation de déséquilibres à partir de 1974

De pays vois de développement, pris en groupe s'est ressentie des effets de la dépression économique. Alors que le consommation dans les pays développes connaissait une augmenta1976, celle des substantiellement au-descous du niveau de la et même de 1974 : leur dans la mondiale dans la mondiale de sucre, qui ill augmenté dans la première motifs des années 1970 et représentait presque 46 % di la la en 1975, serait tombée, en 1976, l. 40 %. Le tableau II fournit quelques dontées de la configuration de

Le déséquilibre à court terme entre la production la mondiales niveaux en 1974-1976. Au poussé les cours, en 1974, à leur plus haut niveau depuis la guerre. En pra-tique, cela signif règles économiques efficaces. ini- attend sur II sucre III UO Male

Du fait de l'écart croissant entre Du fait de l'écart croissant entre production le consommation, ainsi que la stocks (déjà bas par rapport au volume de la consommation), les prix mondiaux du sucre se sont élevés graduellement avant 1974. Toutefois, ce n'est que la demande à excéder l'offre a été exabée par la perspective d'une raréaccrue sucre. spirale de l'infiation le la plupart des pays, la et la spéculative qu'elle engendrée. quadruplement des prix du pétrole et, par contrecoup, l'accroisprix des engrals et d'autres apports agricoles : concourn prix 1974.

suivante, s'est traduite par un vaste mouvement de baisse des prix durant la première 1975, suivi

COMMANDEZ DIRECTEMENT

TOUS VOS LIVRES FRANÇAIS

LIBRAIRIE DELAMAIN

155, rue Saint-Honoré,

Nous serons heureux de vous conseiller dans les domaines suivants :

> droit fiscal, droit - sociétés; contrats de tous genres; ressources humaines secrétariat général.

Appelez ou écrivez à :

LUSSIER, ROBITAILLE & ASSOCIES

1, Place Ville-Marie, Bureau 3235 MONTREAL, Canada Téléphone (514) 871-1716 --- Télex 11/1/1/

une période de relative stabilité. Ainsi, à la fin de le prix quotidien de l'ISA (1) était tombé à un lives qui était seulement environ le tiers de celui qui avait prévaiu su début de l'année, le prix quotidien moyen de l'ISA pour 1975 étant a 20,4 cents. En 1976, après une certaine stabilisation au cours du premier semestre, les prix tombérent encore ét, en décembre, atteignirent leur plus bas niveau menatteignirent leur plus bas niveau men-suel depuis 1972. Le prix quotidien moyen de l'IEA pour 1978 se montait sculement à juste un peu plus de la moitif de calui de 1875 ou à peine plus mondiale

en 1974-1976. Au la cours desquelles la la production n'était pas parvenue à satisfaire à l'augmentation de la consommation, les stocks d'ouverture, avec 29.8 millions de tonnes (valeur brute), représentaient 38 % de consommation de l'année précédente, comparé à une moyenne le 48 dans la période 1989-1973.

du rapport- in l'offre la spéculation une la spéculation une la spéculation une course de la spéculation une course des la spéculation une course de la spéculation une course de la spéculation une course de la cou

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE PRIVE Fondés en 1899.

réputation Internationals, Ecole vous apporte la pour l'instruction - Notes to vos fils.

ÉCOLE PASCAL

PARIS, 33, bd Lannes 75116. - Tél.: 504-14-23 MITTER . METRO : Dauphine ou Pompe.

à MORZINE (Haute-Savoie) 74110. - Tél. : 107 S.N.C.F.: Thoron. AEROPORT :

INTERNAT - DEMI-PENSION - EXTERNAT

Du lardin OUX BACCALAUREATS.

🚃 de Troisième (B.E.P.C.).

- Boulogne Laboratoire. Week-ends organisés.

Sports l'été - Ski Will saine à la montagne. Spryeillopce

 $10^{-1} \cdot \log \log p / \log 2$ $x^{-1} \xrightarrow{\mathcal{A}} (x_0 y_0) \cdot \phi$

 $\mathcal{F}_{\mathcal{F}_{n-1}}^{(n)} = \mathcal{F}_{\mathcal{F}_{n-1}}^{(n)} = \mathcal{F}_{\mathcal{F}_{n-1}}^{(n)}$

des cours, joints I de forts taux d'infiation dans les principaux pays capitalistes, conduisirent à une chute catastrophique des revenus par les pays en voie de développement l'exportation du sucre I le prix manuel du sucre en 1974, 30 cents, ne représentait plus que 14 cents de 1954. En 1975, le prix réel (= 1954) tombait 8,5 cents et, dans le troisième tri-1976, descendait I cents. Il n'est pas difficile d'imaginer ce que cela signifie pour les programmes de développement des pays producteurs. Pour la mondiale du sucre,

cela signifie pour les programmes de développement des pays producteurs.

Pour mondiale du sucre, la période mondiale du sucre, la période marquée seulement par d'énormes pertes financières pour les pays exportateurs en voie de développement, mais aussi par quelques modifications structurelles significatives, la plu importante peut-être l'arrivée échéance Sugar Act américain en décembre 1974.

Sugar Act américain en décembre 1974 des quantités considérables de sucre à des cours en général supérieurs l ceux du marché libre. La fin du Sugar Act signifiait donc que le commerce sucrier des Etats-Unis (le plus importateur mondial, important des important des la marché libre mondial.

incorporé dans le marle capitaliste mondial.

Important de l'important de l'ommonwealth Sugar Agreement arriva lui aussi expiration, bien qu'il alt été remplacé par un spécial au titre de la convention de Lomé qui contient des dispositions permettant à un certain nombre de pays des quantités déterminées de sucre à la Commondial de curre de l'empre à des prix garantis. Mais, l'Australie n'étant

Lomé,

Royaume-Uni au titre du Commonque europeante à des prix garantis. Mais, l'Australie n'étant

Lomé,

Royaume-Uni au titre du Commonquealth Sugar Agreement, ajouté de puis au marché du monde de l'impe (2), de même que les échanges le Portugal et colonies, qui commerce de l'empire portugais.

Si tous ces développements ont conduit à un marché mondial du sucre qu' dit plus in l'este internationale, dont un actord sur les produits de base n'est guère qu'un premier pas modeste, et qui dott nèces-sairement comprendre en corollaire le Programme intégré pour les de base et le Fonds commun.

(1) prix IBA | mai S yar Agreement), exprime en cents américain sur la base 10.b., se le prix quotidien de Londres et en partia sur Contrat d'échangs café du sucre 11 de Rev-York (New York and Number 11).

TABLEAU I. — Données fondomentoles, 1972-1976 (g).

	1972	1973	1974	1975	1976 (b)
Production mondiale, total Betterave Canne à sucre Betterave (en % de la	75.7 32,3 43,4	78 32 46	78,9 29,3 48,9	81,8 32 49,6	85 33,7 51,3
production totale) Canne à sucre (en %	43,6	41	38	39,2	38,6
de là prod. totale) — Consemmation mondiale,	57,4	59	. 62	60,8	60,4
- Exportations mondiales brutes, total	76 21,8	78,8 22,4	78,9 21,9	77,3 20,3	81,2
- Importations mondiales brutes, total	21.2	22,5	21,5 21.7	20.6	

sucre centrifugé, millions de tonnes;
 provisoire.

America | International Conganisation.

TABLEAU II. — Consommation de sucre par tête, 1972-1975 🔤 kilos).

	1972	1973	1974	1975
Océanie Amérique du Mers Amérique du Sud Amérique centrale Europe Afrique Asie	47,8 49,8 38,7 38,2 40 12,6 8,5	49,6 56,2 38,1 40,2 41,7 12,8 8,5	59 47,6 39,1 39,4 42 12,7 8,5	49,8 42,4 40,6 48,5 38,9 12,9 8,2
Moyenne mondiale	20,4	29,7	20,7	19,6

Sugar Organization.

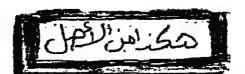
VOUS VOYAGEZ OU FAITES AFFAIRES AU CANADA

gestion financière et administrative;

en administration

Du lordin

PARIS. Sur simple demande, gratuit bulletin « les Livres du mois 🖦



Deux armes pour l'intégration au capitalisme mondial

cours de l'endettement du tiers-(et, dans une moindre mesure, de l'Union soviétique des pays de l'Est) d l'égard des marchés financiers muales pays de l'Est) à l'égard des marchés financiers nationaux a l'une ampleur de l'enterent les causes et la signification endetiement? De plus en plus, il apparaît que nous sommes entres dans en le d'impérialisme financier, qui n'est pas sans rappeler celle qui a caractérisé la fin du dix-neuvième et le du vingtième siècle : en croissant, des pays sont mis sous tutelle financière plus ou moins déguisée, et il s'agit parfois même de pays industrialisés. Mais, à la différence de la période qui a précédé la guerre de

«centre» industrialisé 👪 caractérise 🐧 moins 🧰 moins par des dettes contractées auprès des les ou des marchés Jinanciers nationaux : il s'agit d'un endettement les contractes tional auprès des internationaux, et mand in marché des eurodevises.

marché des eurodevises.

Caphéno accompagne, production de la prédominance si firmes multinationales dans le commerce mondial. dernier alimentée a la como de technologie, dont la tendance à la hausse des coûts s'accentue sans discontinuer, notamment par qui concerne la comment de la concerne l

Par GEORGES CORM

part, qui est passée de 📰 % 📰 💵

des pays de M périphérie au centre industrialisé constituent donc and operation colleuse, Mill II financement requiert

Devant la persistance de blocages économiques dans la plupart des du tiers-monde, qui, notamment des des des des de depuis longtemps recours de dechnologie de firmes multinationales, de la contraction de la con peut s'interroger en les de la cepte de cette « moder-nisation - intégration » le capitalisme international s'efforce de réussir de décombres de anciens capita-

DE plus plus, la la la la loppement au préoccupations de l'amme financiers internationaux. La question plus seulement débattue au internationaux négociations internationaux que la CNUCED ou la curit l' = inanime im grandes places finanque Financial spécis-que Financial cu Euro-Money, fréquemment l'écho monde ont les plus plus au eurodevises pour faire leurs et prêts blistéraux multi-latéraux ne plus depuis longtemps à couvrir. I banques internationales ont-alles, une trans Incomus depuis III guerre, ouvert leurs calsses aux pays en voie de développement. analyse, ar periodic pour periodici pe prendra changements qui Internationale. Il est, en outre, lime de rapprocher ce phénomène de l'endettement auprès du capitaux

d'ailleurs d'une complexification 🖼 🖦 Internationaux s'occupant développe ment, complexification qui traduit en 🔤 moins grande intégration - de Bux financiers technologiques capitalistes industria-I'O.C.D.E. n'empiole pas im im cinq et de treize sous-catégories pour lioppement suivant leur de pau-vuinérabilité économique et écologique, 🚚 donc, inversement, 🖦 aptitude à s'Intégrer de deconomiques Internationaux (1). Dans on géné-distinction entre quart-monde, formule d'organisation = la ===== sur économique interna-Nord-Sud).

pratiques d'ailleurs pour centrifuges le monde, la grandes (Malandad de principe, a toulours and make

En revenche, et in la marie de nette intégration au capitalisme mondial les renforce, développe progressive-ment au trans de tiers-monde un alle cours (déclogique compensateur sur la appropriée », la « coopération una para de

En examinant in plus et la Banque mondiale et la Cable développement (CAD) de l'O.C.D.E. III, on re peut manquer s'alla frappé pu inis malela ressources the disposition du tiers-monde, weste un changement templacement d'origine étatique par un flux d'origine privée) et, enfin, il un chan-répartition, par Se pays, Se l'origine at la management

Une valse de chiffres

■ 1) L'AUGMENTATION TRES IMPORTANTE DES RESSOURCES FL NANCIERES MISES A LA DISPOSITION DES PAYS DU TIERS-MONDE.

méthodes flux

pas il de de C'est ains!

du d'aide au développement dont seu) i dernier est statistiquement détaillé, mais d'où ressort à fois mai mise la disposition mai

en vois de développement : M la Fall des flux mis 🖮 capital vers les sam en vole de développement se serait serai à 58 serait de dollars en 1971 se décomposant de la façon sulvante : 32 délibre de filias privés (emprunte bancaires, de privés à l'exportation et directs; 9 milliards orécite officiels à l'expormain et s'e prête sur mis is marie des officielle au développement en provenance (OPEP, bloc commu-

cement déficits balance paispays in mon petrodollars and 1974; tion in discount areas will t The milliards d'emprents bancaires pri-le l'exportation, prèts du du d'investissements privés. remarquera du du non pétrollers, qui milhauteur 🖮 31 milliards 📠 richte 🐚 échanges avec le pays

of Last Annual Property of the Real Property is à la disposition pays de développement, qui cont de développement militards 17,6 milliards = 1970 1971, une augmentation in 160 % en qui, malgré la augmentation sources m décomposent de la façon suiralliards : milliard pays du bloc soviétique; 0,4 milliard la Chine. ont repréjusqu'à 82 % montant importations 1974-1975 pour psys moins développés 23,7 % en moyenne pour

• I UN CHANGEMENT FONDA-MENTAL DANS LA COMPOSITION DE CES FLUX, dominés par privé multinational des pays de financement non accompa-

§ 1553(E5

er er er

gnant l'activité des firmes multinationales, solt essentiellement in marie eurorècis de ces tilmes

Ce seemed se tradult, m effet, par sous forme de crédits en en une diminution en relative de l'ordre de 🗏 % des sides The same of développement des pays du 🖼 🏻 par rapport au flux total de reseources vers

ies per du CAD. Si l'en ajoute è ces crédits les lesses — qui pratique multinatio a l'exportation, un s'aperçoit que nettes so secteurs societurs CAD cont 18 million in 1975, mili de 39 % à 24 % du CAD.

semente annuels directs nets, quant à 2,1 à 10,2 militards in man in man de in man période, qui donne un the du rials in tiers-monde. La Eul in privés :

de dollars à la fin de III. aux à l'exporta-(crédits à publics, inclus), à 8,1 dollars en 111 à 14,9 milliards an 1671, ce qui traduit, 👪 pair l'importance que que akportaif in de till climat i the

Par allieurs, le total des crédits en euroobligations par la 1975 à milliards de dollars and 13,4 milliards 1 1975.

par l'instauration, is la plupart pays l'implantation des multinationales (Sud-Est asiatique, Amérique latine. Proche-Orient) et par la généralisation du projets lioppement li haute capital, exigeant, consequent, l'importation d'équipements dont is quasi-monopole commerce

• M UN CHANGEMENT ENGL L'ORIGINE ET LA DESTINATION DES

En ce qui l'origine des flux officiels au développement, l' trois grands industrialisés Unis, Allemagne, Japon) ont d'iminué teur

flux du CAD; la part de l'institut de plus de la WI a moins du total. Actuellement, supportée par neuf le P.N.B. repré-

surpris distribution di surpris di surpris di dilars annuel par la d'habitant ont le plus l'augmentation

flux privés 1970-1971 et 1944 et ont la supporté la diminution en valeur ments et M technologies de Indusd'importants (Brésil, Mexique, Argen-les print du literature et et 1975 325 millionts I l'ont alla par les same IN POPEP of the same is found to (7 milliards pour im premiers et 22 milliards im eeconds).

Le rôle du marché des eurodevises

A signification of the same of the prend dimension iora-qu'on l'Est l'U.R.S.S. l'égard endettement addition 40 - 40 delines of II remain do sittles presented des échanges de ces pays avec les pays
(4). Le partie importante
ce par qui tand
acquérir une position stratégique dans med in Historia because En IIII, d'après la Morgan Gamerine Trust, les emprunts internationaux Sect SI militarda sur lo militari della sur nationaux . A la fin de 1975, le montant lotel des mich en annance auralt a part l'Angisterre e la France, Importants d'obligations internationales, les qui ont le plus large-ment ressers aux marchés des eurodevises is Canada, le mail, is Mexique, i l'Espagne, soit in pays i i mail implantation directs firmes Lee Institutions
se financent quest de façon orolesante eur ces minimi

en estate; leurs avoirs hors sen Etats-Unis milliards de dollars en 1972 à 176 (7).

Una conséquence de 💳 🖼 🛍 choses e 📰 une 🖦 en flèche 📸 la dette en développement el une aggravation des manufactures notamment sur la planta de la companya del companya de la companya de la companya del companya de la company des tale et la little de l'Allerent manufact (de 24 à 24 % pour la min

publique la quatre-vingt-eix qu'elle la développement qu'elle la réduction. malgré une dans l'éleen CAD, s'explique par d'ampieur nouvelle au marché crédits privés.

had the first on the plates and record days d'ellieura assez mai siRD que quatre-vingt-six et ne tiennent defies organismes du public man un access supérieure à un an, ce qui exclui les perior à court terme auprès des la care et qui peuvent pour pays, ainsi que 🖦 🚐 du privé qui peuvent im importantes dans pays pratiquant in économique (Brésil, Mexique,

Till base, im engagements au quatre-vingt-six par la BIRD in triplé a sept pour passer de 🖼 militards de dollare 🖿 1967 🗉 151,4 milliards cependant que n'atteignalt que 150 infliatris. Le series Intérêts, est par eu cours in la même période, de 3,8 il 11 milliards de dollars, celle de la elle-même.

Quant à la composition de la Im dette bijatérale tombée 46 % au en 1987 44,1 % en 1974, and que la dette mand des man iatérale en restée à presentant légèrement de 16,7 % à 19,9 %.

Les crédits privés prennent le relais des crédits gouvernementaux

CETTE la planche imprimer dollars externes imprimer in plein rendedepuis pe le garde-fou le prime le fait du prince. Le où le systèmes de crédits gouvernementaux ont trouvé de la le d et euro-obligations, grandes banques américaines, les privés directs, internationales, pris pour finan-l'hégémonie monde.

Qu'il .'Alle en en es déveprofit de situation ; en réalité, ont with the plus with the way car, la concurrence in the firmes n de les, in base named with the clients. D'où. d'ailleurs, l'attitude mitigée gouvermultinationales qu'à pays dévéloppement l'Est; en effet, al puissance multinationales, ainsi que la crois-anarchique internatio-sont dangereuses pour leur économie, : et une une puis-(notamment pour ces gouverne-Japon I'Allemagne) qui dominent qui ont, 🚅 🍱 🚾 🖿 🛍 🚾 pius

demeurant, on depuis
1975, un glissement de négociations au
nouvel économique vers an negociations de hom syndical à la du tiersmonde, premières (et ______ main-d'œuvre), ____ Cherchent _ négocier une amélioration _____ pouvoir notamment be technologie (sans oublier deulpements militaires et nucléaires), qui

est division la mariamenta la plus priste du commerce international, l'objet d'une oligopoliatique multinationales. pourquoi prête du système plus m

in instantation de la rente minière energétique, provoquée par la d'alustement équilibres energétiques mondiaux en lumini du rythme d'épulsement pétrolières une pétrolières d' d' syndicale ». Cerd'entre d'employer poids nouveau à l'arrie la rie du pour obtenir plus rapitional ; d'autres, inverse, ont intégrés l'inan-En réalité, l'ensemble du système

plus grand in the plus grand in the plus grand in the plus du tierg-

distribution in financières,

1976.
(3) Sauf indication tous
du procité, rapport annuel de la pour publique en le developpement publiés par le BIRD en (réf. : EC-167/76).

reglements
(7)
6 juillet 1976.
connu une exten-

ou prêts, maintenir démunis et un niveau consommation de technologie pour qui disposent l'intégration de l'ensemble du tiersau système productif nales 🔤 🕒 principaux agents 📥 (10). Paralièlement, la la de procurer un flux dépendance exportations matières premières et, même temps, email qui, mais permet and producausceptibles (1 (1) ment in l'extérieur; ce cas. N = joint marks = may peut permettre un garanti i -

Dans Mi mēme - un gu'à un niveau tout i fait différent, s'inscrit le développement de l'alimant in pro pement de l'Est, consommateurs technologie nouveau phénomène, s'il inquiète financiers en raison il multiplication me déplaît politiquement sux gouvernements, and a sou-Test leni à Porto-Rico, en iniera de la market source invitoring qu'il same aux per capitalistes cur les per cocia-

L'inquiétude qui se actuellement i l'ampleur phénomènes d'endettement vient du détraquement du système international et du régulation nationale d'un international me capitaux en expension incontrôlés = -Inquiétude technique de en contrepartie, ce 🖿 commerce 🚟 technologia essuré 📟 sxolusività par in firmes souffle (11).

ast est de des pronostics our le de cette cordinaire dettes qui mon seulement le tiers-monde, mais immi les pays industrialisés les plus variantes (italia Grande-Bretagne, France) 🖬 les 🚃 de l'Est.

Pour in moment, force est in a la généralisation cepitalisme moderne; i l'ensemble des facteurs de producla stratégie de firmes maintaine concentrations urbaines qui se produleent to ter-monde, et lesquelles politiques n'ont prise, résultent Mai de marie el l'aggravent, cor seuls equipements la technologie des pays la ctuellement disponibles pour répondre au problèmes posés par c e s migratoires d'une ampieur d'une repidité jusqu'alors Inconnues de l'histoire de charge de plus de plus poussée de technologique de l'un poussée de - l'économie me pays du industralisės, industralisės, multinationales institutions bien actuellement, 🛍 📬 ce quì décourage l'émergence de structures de différents, donc technologies du capitalisme

Michalet,
Paris, 1976.

(10)

troontre

ls

projets

plus

potentialités

E Pour un

d'eloppés **, Perspectives.

Vol. VI. n°

l'exemple

procédures

par l'emplot

technologie

REID

repris

causes

loppement régionales en Amérique latine,
en Asie au

(11) Il sûr les consé-

en Asie au

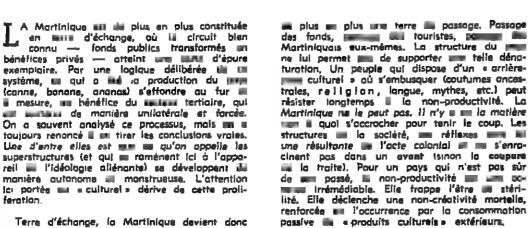
(11) Il sûr les consésavoir et technologie équipements, et leur privatisation qui provoque l'arrêt leur
analysés avec suffisamment
le plan l'équilibre économico-social
à long les relations économiques

LA MARTINIQUE

Une société morbide et ses pulsions

Dépouillée de ses valeurs culturelles condamnée à une mendicité officielle parée d'une bourgeoisie de pure fiction la Martinique pourtant résiste à la politique d'assimilation

Une étude d'ÉDOUARD GLISSANT =



Pire, 📺 valeurs culturelles accumulées dans le cadre du système de plantations (traditions orales, contes, coutumes, gestuel, folklore, etc.) auti triri pu disparu avec l'émiettement 🕮 ce système. Un qui qui recevoir

Nous menu ovancé il propos l'imperie composentes s'impliquent selon lignes la force qui ma hétérogènes la la elle-même, c'est-à-dire déterminées 🖬 🕮 🗯 Cette morbidité du 🖦 🖃 ordinairereflétée 🗯 um = ambiguīté = amorphe ou activiste, que mun scruterons longuement, elle-même traversée tie grands bouleversements puisionnels qui sont le me d'un rééqui-librage « sauvage » autant le saisonnier.

collective, d'affrontement racial, pulsions incontrôlées, qui ne contrôlées, qui ne contrôlées, qui ne contrôlées, qui ne contrôlées qui n nı dun industrialist, i Insatisfactions d'une sur-modernité, C'est well dignité aussi, quoi qu'an dise, par e recherche d'identité » (si Intéressés des technocrates), dont l'aboutlese-ment commande l'équilibre général. Les problèmes culturels paraissent

🗎 🚃 attention soutenue, d'abord à 🚃 de l'hyperbolisation des superstructures s'agit peut-être d'une forme inédite su cui où, répètors-le, 📕 superstructure 🗷 pu 🌉 sur i'infrastructure court-circuitée --- une 🚃 d'aue culturel > devient ginsi voles biguë, le « culturel » devient en mêma un des vectus de la recherche d'identité. Mais, pour répondre au technocrate, um

pourtant dans un climat perpétuel 🖷 tension,

recherche n'est pu une métaphysique aspiration i l' « métaphysique ». C'est la revendication d'une péréquation imitre la structure d'un dignité commence avec le pouvoir 🔳 🔤 🐃 Et c'est bien d'abord par qu'en Martinique il n'y a plus de annual déterminant de duction, mais 💷 pion camouflé d'échange, que l'ambiauîté domine cette « recherche » angoissée

avance d'une stratégie sur les imme politiques martifiques, a d'ailleurs en place une organisation d'éradication culturelle una des formes les plus pernicleuses de l'oppres sion culturelle 🔤 politique. 🕍 y enseigne impli-Trement que lo « culture » est main en participe sons problématique inquiétants. Comment le fait-on? A coups de planistes de Pont-à-Mousson, 🖮 marionnettes d'Alsace ou de Pyrénées. Tous applaudis et compris. La culture y devient à la IIIII ce qui reste guand en a leut marie les est et en en

. L'action culturaile, man oilleurs et bien souvent, devient is un anjeu politique, une manufaction de décervalage ou une introduction au changement, pourtant ici la spécificité, si l'on peut dire, an ambiguité, liée il l'ambi-guité générale de la manufi martiniquaise.



Quête d'identité et entreprise de décervelage

dans ces conditions, lo s recher-.che d'identité » du ment passe 🚃

a aucune organisation 🏜 production. structure de travail autonome, alléné ou non, autour de quoi manifester and recherche. On peut résumer ceci avançant dans la situation, absolument rien ne peut obliger un

Poète, Glissant publié Un champ d'iles, ses index la Terre inquiète, le noir. Romancies on lui Lécarde (Prix 1961), Molémort Son un d'entra-le d'un inagage non philoso, bie. l'Institut martiniquals d'études, qu'il se fort-de-France.

égarpillements individuals. Na pouvant s'antendre sur rien, il était « normal » (comme Franz Fanon l'a montré) 🚃 les Martiniquais alent se déchirer

La consommation possive ou l'adoption non critique 🍱 produits extérieurs (journaux, littératures d'aliénation, théâtre, programmes de télévision 📰 🚟 radio, et jusqu'aux traits de mœurs! -- sans compter, min entendu, les produits mi consommation courante : on importe Iltérolement tout, le sucre roffiné, les vocurts, euts, la salade, le lait, à l'Infini) - ne signifient pourtant pas une la la monde extérieur. Non seulement 🕍 nouvelles du monde sont ici filtrées 📺 toutes les monières possibles, mais encore peut-on dire qu'il n'existe m Mortinique success opinion publique se préoccupant 🖮 ce qui se muse en Angola, 🕬 Sahel ou au Chili. C'est 🚃 le Martiniquais ne connaît du lucima que cet impératif-marchandise qu'an lui impose. Le monde mi ici comptabilisé en containers, il n'est que cela, 🖿 c'est peutêtre mellieur des filtres possibles. Ce n'est kà un phénomène qui relève .

du provincialisme, ni de l'insularité. Il y micro l'insularité ou le provincialisme une force, iniliai qui, au niveau de la la la claire », hall défaut (ci. Le provincialisme est d'autant plus sur de lui (et plus kourd) qu'il est plus figé 🞟 réactionnaire, 🏬 éprouve lei au contraire une sorte d'évanescence, de légèraté fondamentale entravue par la et le disposique nous avons décrite : la politique avouée l'assimilation politique - sociale : c'est-à-dire d'améliarer (dans la mesure compatible avec la réalité du profit) la condition 🛍 📭 des Martiniquois, imi en les privant définitivement de possibilité d'intervenir de monière collective m responsable dans le choix m les orientations de leur vie économique.

C'est ce cu'on traduit du mili du pouvoir. en affirmant il manière technocratique 🛋 impérative sur la dignité surveus musici la nombre de dentistes ou de pharmaciens. Une telle affirmation ignore systématiquement ce mystère wa les Martiniquais, satisfaits ou comblés, vivent

Le choc brutal entre une économie

T Presidente de la représentante visiles in françaises in taient, au 🖦 département français, leur souci majeur IIII 👫 🌃 🚾 au plus vite 'es problèmes cruciaux : chômage

A units éboque. Microsophia des files a peine sortie d'isolement économique du fait 🖮 🖿 querre l'estat période, la population avait in a like face, led que mai, aux multiples besoins im named an interest of the conbrusquement manifestès. 💷 🝱 d'importation eté mall à moins ··· ≥ %. Ima in partire économiques 🔳 🔙 dui avalent alnsi pris corps le le interne la la bryonnaires, fragiles, 🚃 diversifiées, Triveau Wie restait

l'Assemblée. ia tradition THE RESERVE TO SECOND partis m gauche métropolitains, m discriminations colonies evidente . Intégration système administratif 🔳 jurimétropolitain.

L'économie française d'alors que le pays ne retrouver sa prospérité manual guerre L'importation du 30, iles qui, jusqu'aux 30, métropolitains. redevenalt pour un temps une nécesleur capacité de production d'avant querre glialent être

Pour planteurs, within at care many and the fles, in the second of the la perspective a court terme qui mi traditionnellement la jeur, le garantie de gains le un un hautement protégé ne pouvait Company Company Co.

Pour im instituteurs, im fonctionrécemment petits locaux, une arme contre m discrimieconomiques et du colonial Encadrani étroitement lucaux IIII populaires. 🐚 vont 🗀 📟 devenir l'articulation ACCUSATION ASSESSMENT

Depuis Is a départementalisation . Is Martinique | la Guadeloupe | | | une rapide de leur produit Intérieur brut | prix courants (i) | | 1970) Dans III iles, au la dernière (1980-1970), P.J.S. millions millions pour M Guadeloupe en 1977 (1).

du P.I.B a indiscutacorrespondu à une amélioration du matériel imporquats : equiperoutiers, make a market développement du logement, mais limite vation 👪 🖺 consommation.

Pourtant, with the connut une agilation politique croiséclatérent en IIII, III IIII. la présente décennie fut marqué 💷 nombreuses grèves, la plus 🚛 🚜 make the activities do Nord, imper time Guadeloupe, in imm The Later plus de quarante pendant = 60 = 70. arèves vioculture, liminari meritiri il le bâti-

années La ceux-là la qui miles

Sur 🕍 plan politique, 📥 is fin 🚃 saire, martiniquals question 🗎 📖 départements d'outre-mer in Pour le mas surprenant, may if I'on peut expli-

L E départementa s les les

relations qui

pouvoir politique et administratif; 2º ia

monopole métropolitain sur la départements

d'outre-mer (DOM) : 3º le monopole 📨

transports in produits DOM [ransporteurs (Air Compa-

gnie générale transatlantique), commer-cants,

🚛 français ; 🏴 🖻 dépendance de la

DOM par rapport au système moné-

De plus, is seem - départemental -

relations : 1° l'intégration administrative budgétaire

quí Jalli la madesta lesta les

administratifs

la signification comptable 📠 l'équi-

(ou llu déséquillbre) un budget

départemental : 2º l'intégration

économique qui man partiellement

monnale et politiques

ta métropolitaine du

Centralisation accrue at chômage DOM la législation

par l'évolution politique en

mětropole 🖬 la 🖛 🖚 📠 🖪 Ré-

publique, on s'explique mai - l'élé-

rapide in niveau

accompagnée d'une l'agitation Mais

revenus, in

l'emplo et de départementalisation »

permet paredoxe. Sie

nomíque i la lada départemental

principaux déséquilibres

que ve la la e départemen-

- : je chômage il il disparité

riale métropolitaine, unifiant ainsi 🗪 Parallèlement, une DOM par rapport au métropolitain : E supplément E 40 % Eux fonctionnaires et position et quasi-monopole dont jouissent nouveau d'économie

mise en contact, bruta-politain qui, la achevée. une phase de primer primer primer phase de pri Les économiques

par : 1º Un plantation propriété profits for-80 % à la Martinique entre les mains plantocratie) = où = sont dépit dépit

domestique embryonnaire, productivité basse, aux mile modestes, and fragiles. d'import-export puissant, lié au à l'extérieur; le capital y and framework

ces sociétés, in Inégala. Prevenus on sociale, un groupe revenus comprenant petils producteurs indépendants, petits commercants, les plantations. comprend was stated mille et soixante-quinze mille personnes employées. Il représente 🔳 🖺 📟 🖫 population employée i la Martinique i 85 % à la Guadeloupe. En i groupe in groupe ovenus, incluant planteurs, moyens), usiniers, supérieurs tonctionnaires. In représentent 20 % in la population Guadeloupe à la Martinique. 1958, ce groupe plus de 60 du montant distribués. La population amployée s'élève i un plus quatre-vingt-dix mille personnes chaque et la la population effective, un taux

(1) sont des fravaux de la SEDES (Comptes économiques légers des Antilles françaises pour la 15-1958) et de publicai de 16-1958) et de publicai de 16-1958) et de publicatrecensement de la population des
DOM pour la période 1961-1971).
(2) Mot d'ordre d'autonomie pour le parti communiste et mot d'ordre d'autogestion puis d'autonomie pour le parti progressiste martiniquais (P.P.M.).

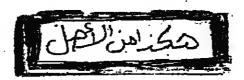
وصورته الأخارات

- a stronging

2005 Contraction (1200)

The state of







Puissance engluante de l'ambiguïté

L'ambiguité provient donc lci de
l'Impossibilité de
« soutenir » sans
dommages l'Impoct
« éléments de
culture » extérieurs,
le dommage résultant ll ce que leur
con sommation se
fait dans un conde
ponsabilité. Je n'ai
jamais la miste
qu'un planiste
patronage donnant

atronage donnant patronage donnant solennel à Fort-de-France ait été déclaré mauvais par les assistants. En l'occurrence, le critique populaire est implicite et se manifeste dans l'absence : cérément sont réservées à la bourgeoiste. L'ambiguîté grandit de ce la dénonclation de pratiques aliénantes est à un obscurantisme . « Comment ? Vous renoncez le manifestations de la culture universelle ?

Ailleurs, la même ambiguité parturbe la vie socio-politique. La revendication l'alignement des droits sociaux de travailleurs martiniquais sur les droits travailleurs français la légitime (comment organisations syndicales lutteraient-elles jour oprès jour pour oméliorer, profiteurs du régime, la travailleurs?) Il suprêmement aliénante (le pouvoir satisfait volontiers d'une opposition qui maintiendrait l'Intérieur du clivage français gauchsdroite, ainsi règlements de confilts qui sanctionnent son autorité).

la France et non comme et conquête es travailleurs mortiniquois, 21 ne sont en carrélation were aucune politique du travail en Mortinique et, 10 par conséquent, développent dans nisée, officialisée, qui constitue la pire de l'ambient collective. Mais la premier parti politique qui affirmera systématiquement un vérités, et en tirera la conclusion — programmée —

Martiniquais auraient indés à se trouplus démunis dans en système tal ils contrôleraient une production et discuteralent une politique du travail, plutôt que d'être ainsi misatisfaits with l'irresponsabilité (satisfactions moroses 🔳 limitées du point 🖶 vue 🖮 la 🐃 🖶 la collectivité), — ce parti perdrait audit toute influence. Aucune formation politique n'est prête 🐧 jouer ains! 🔙 kamikases idéologiques. Et 🛢 tout individu qui soutiendrait m propositions m rétorquerait aussitôt, il non sons raison, qu'on voit mini qu'il a tout a qu'il lui faut, qu'il n'a pos mum des allocations familiales pour Bienheureuse ambiguïté i

Vaine célébration du folklore

appelle Tari en même temps de destructurait le système des plantations que Martinique una connaît actuellement vocations : l'une, pathétiquement des production, le connaît actuellement vocations : l'une, pathétiquement des les les propagande (radio, télévision, journaux), oppelle à retrouver l'authenticité et le dynamisme des fraditions (carnaval, etc. : ces e retrouvailles » prouveraient que l'actuel système pon, qu'il vioble) ; l'autre, contestataire, utilise les voies du folklore dénoncer, la la lagique déractinante ce système, du moins mi injustices les plus criantes. Ces deux vocations mi rencontrent parfols une pratique.

la poussée actuelle création folklorique n'est pas la résultante d'une protique sociale : ni un accompagnement du travail, ni un rite la croyance populaire, ni un rythme de l'existence. Le folklare, qui, contrairement à d'autres formes d'expression, doit nécessairement résulter d'une activité collective, chante plus icl un commun tous, n'accompagne pas et morts, ne scande plus la cadence d'un métier. Il lors, quelque brillant qu'il puisse paraître, il n'est pas fonctionnel » mais « suspension » l'actualité. On allars le manipuler, a détourner même le son le célébrer dans l'organes officiels par la décultureurs attitrés. Et quand mi l'actualité de l'enction » inédite, il n'en échappe pour autant à ambigu. Il sait qu'on peut effet, lord toute créativité responsoble, acculer un peuple le la seule pratique d'un folklare de tacte, quand même il serait parfois à autres contestation.

Telle la puissance engluante d'ambiguité, peut résumer l'axiome de la manière suivante : il a'y a ma la contestation en en opposition) qui ne la ici la récupéré par le système. L'ambiguité alimente ainsi une confusion fondamentale, a quoi individus et organismes d'abilités, les hommes de l'autre, un système qui le le l'autre, un système qui le seul a relim en une stratégie uniforme, fluctuante, patiente et, depuis quelque temps, délibérée.

L'alternative en forme de tenaille

(de capitalisation, d'orientation, de production ni de distribution), qu'elle n'en a les réflexes ni les moyens. Bourgeoisse parasite du système. La cohérence de celui-ci rejette sans cesse les producteurs (au demeurant confinés au secteur et qui bélent depuis quelque temps à l'industrialisation) rôle de profiteurs ramasse-miettes, sans pouvoir de déci-

Bouleverser le système production, c'est-à-dire exospèrer contradictions dans le production et les porter aun point conflit tel que la révolution socialiste en surgisse nécessairement. Mais comment les d'un système qui repose plus et n'entend reposer sur une production ogricole ou industrielle, ni d'ailleurs sur quelque forme production ce soit (s) n'est sur qu'il faut juste de production-prétexte maintenir un groupe un relais, un change ; d'argent public margent privé, organisé sur un mode homogène a optimal dans le champ aliéné d'une consommation?

alternative barattent positions et propositions d'altaroires, qui concernent un évente d'adoires, qui concernent qui politique, changement du politique, changement envisagé de la manière la plus formelle : décentralisation, régionalisation, autonomie. Propositions qui, échapper la tenaille, l'impossible alternative, postulent ou réclament un réajustement de statut accompagné maind'une aide institutionnelle l'ancien dominant. Mais, l'a M. Messmer, alors premier ministre, nous semble avec la logique la plus réaliste : l'a divorce

Des poussées de violence incontrôlée

répondent quotidiennement récitation Innocente formules politiques apprises France, héritées de l'Occident, dont chassière un solution. Pour mieux fuir l'angoisse la particulière, s'en par exemple l' «universel » : universel » humaniste valeurs françaises, universel » scientifique valeurs révolutionnaires. L'universel domine ainsi la solution problèmes du particulier, uniter leur résolution. Les « avant-gardes » politiques ressussent la leurs credo s'excommunient mutuellement. Elles y emploient une énergie inépulsable et y consacrant une obstination inferentie.

Dispersé dans habitat rural, ne bénéficiant d'aucune puissance de concentration dans l'organisation du travail, en proie au châmage, livré aux de la mendicité officielle (qu'on appelle ici « l'indispensable solidarité nationale »), enfin ne voyant dessiner devant lui aucune perspective claire, le peuple martiniquais répond à l'alternative par poussées de violence incontrôlée, la périodicité quasi métronomique, suivies de longs de prostration.

Une théorie base de situation marti-

Une théorie base de situation martiniquaise devra mettre évidence la possibilité d'accumuler suffisamment d'expérience dans la mémoire collective de la communauté qu'un jour les pulsions troumatiques passagères puissent être transformées ou continuées en perspectives politiques claires.

Peuple ou élites sont agités mêmes élans pulsionnels, dont nul ici ne peut prétendre être sauf. La tension sociale s'exacerbe en outre l'écart entre l'étalement biens consommation d'achat. On peut d'ailleurs s'étonner que la banditisme plus de ravages, eu égard disporité; mais une telle modération ne durera probablement pas.

La tension raciale partout, et un'est pas

La tension raciale partout, et n'est pas étonnant. On sait les problèmes que peut à un Antillais vivant France la présence sur sol français deux mille Antillais, le plus confinés des tâches subalternes. Imaginez alors la France peuplée trois millions cadres, de techniciens et dirigeants antillais, privilégiés par rapport de la population d'autant plus arrogants. C'est représentent pour la Martinique vingt mille ou mille cadres français qui s'y mille ou mille cadres français qui s'y mille ou montaine, qui sourde qui couve, enfle donc chaque jour, chacun peut être sensible.

Le pari du système pouvoir user le telles tensions, y apporter remèdes fondamentaux. Ce pari, nouveau, peut-être sur la constatation que Mortiniquels eux-mêmes sont décidément incapables d'imaginer les solutions, d'imposer la matière leurs volontés, et qu'il n'est désarmais nécessaire et enir compte leur opposition quand il s'agit déterminer estratégie oppliquer Antilles. C'est peut-être ce lassait prévoir l'exclamation attribuée au général de Gaulle (dant sait qu'il estimait les appositions nettes) propos politiciens martiniquals « Mais, enfin, que veulent-ils eu juste, ces gens-là !!

User réflexes pulsionnels concavoir ni solutions base, c'est réduire communauté û une collection d'individus destins solidaires, telle qu'elle constitue plus un peuple. C'est bel bien, derrière l'écran avantages sociaux prospérités grandissantes, un génocide culturel.

c co

Langue banalisée et misère mentale

Le premier outil cu i ture i d'une communauté langue. Dé r'i vé e de l'irresponsabilité collective du tarissement de la créativité, fruit de non - production, protique des langues en Martinique langue m a t e r n e i i s, le langue officielle, le frenzale)

un de la situation. Si la français parlé est de plus en plus un français neutre, standard (qui tend à devenir langue naturelle), où, la rentendu, on ne repère plus les l'ère coloniale (marque « a contrario » d'une distance, d'une différence), il fout remarquer que la créole, lui

aussi, pour avoir cessé d'être une longue de fonction ou de métier, se banalise et le le le potoisement.

la disparition du système des plantations, puis celle métiers traditionnels (tonnellers, tanneurs, cordonniers, menuisiers, petits boutiquiers, —— « petits métiers » qui n'ont pas fait place à univers industriell, avec le dépérissement des —— « de base » il pêchs, par exemple, dont il est périodiquement promis une réorganisation et un renouveau), avec la standardisation — entreprises (de construction, de commerce, de communications, etc.), l'importation de tous les produits naturels au fabriqués, avec la multiplication des fonctionnaires, avec la constitution d'un important groupe de il financies, le créole, en fait, dans la logique du système, n'e plus —— d'être. Hier decrié (parce — « dangereux ») dans les écoles où se forgeait l'assimilation, il semble qu'aujourd'hui on puisse même se permettre in la fifth ha dans les organes officiels, à la radio ou à la télévision. Une langue dess

legacile on — tobrique plus rum (si l'on peut ainsi dire) est — langue menacée. Une langue

Il est vain d'épiloguer sur les ponctués textes enfants écoles, non plus d'ailleurs sur les tournures françaises qui, force, envahissent et stérilisent le créole l'on ne pose pas la double évidence voici : l'usage « non responsable » du trançais et l'usage » de des de le créole se rejoignent une dépendition, dont le locuteur martiniquals est le lieu tragique linconscient.

Il taut remarquer c'est au qu'outil social qu'il le plus de défenseurs triomphalistes pour crier sa vitalité, ceci étant peut-être la conséquence (mais aveugle) de cela. Une défense réelle de la langue créole passe par l'élucidation globale des causes de l'agression portée contre elle, non par pratique folklorique.

tique tolklorique.

(Live la mail page 18.)

fragile et la métropole

Par JEAN CRUSOL * ----

Da 1970, de économique ces marquée par deux périodes correspondant à près à chacurs décennies. La première une exportations, métropolitaine produits exotiques)

rocuveaux :

1º La tropolitaine sucre (développement production sucre de puis de l'apparition de concurrents atricains (Côte-d'Ivoire, mercun, etc.) latino-américains, plus compétitifs

par de législation métropolitaine, l'urbanisarenforcement des synmultipliés maitre 1960 i 1970.

3º développement des croissance attaindre jusqu'à 20 par

4º L'Implantation grandes reprises publiques semi-publiques et privées, d'origine métropolitaine, destinée à d'importation et de crédit créés par les dépenses publiques.

ces
plantation connaià
pix d'exportation, d'une part,
production
taux de salaires, d'autre pari, se

planteurs i plus pulsaants à réduire les plantations compétitives, de l'Etal, l'opération s'avérait possible, la la canne. Les planteurs, quant guère le qu'entre l'abandon d'entre eux et l'operation d'entre eux et l'operation d'entre eux et l'abandon d'entre eux et l'entre eux eux et l'entre eux et l'entre eux et l'entre eux et l'entre eux eux et l'entre eux et l'entre eux et l'entre eux et l'entre eux eux et l'entre eux eux et l'entre eux et l'entre eux et l'entre e

régression plantations auduction vont leur leur deviendrent métropolitains s'empressioner pour pouvoir béné-leur quots (la pour l'extension quotas étant plus algué la réglementation

européenne du suors à partir de

A Martinique, où d'appartenance locale, propriètés relativement peu une allure rapide. Des onze une son son une son son une son une son une son une son une plus les plantations plus prandes, plus où enfin tusine une partie du risque agricole partialires a concentration produisit treize en activité une demi-douzaine tument

aujourd'hui.

Pour plantation, en dépit du remplacement partiel exportations par et d'ananas, chif-

veront l'impeu, et, pendant in décennie, le ma pourra que libérer in manuel de domestique se trouve.

domestique se trowa, son part, part, l'importation (ouverture l'économis, publicité commerciale, etc.)
marché : d'autre part, l'élédure par rapport produits importue par rapport produits importue Enfin, l'attraction de la main-production par l'attraction de la main-production par produits importue publiques (administration, constructions) réduisit productive. Il une ce

Li développement dépubliques de côté, in publiques le côté, in conforça

de plantation of domestique en la forma um tem im safaires , il mille mement. Il développement rapide du commerce, du 📹 🛎 🖮 la construction | | = | spéculation Immobilière); enfin. le développement ces three Limits in 1 l'origina d'emplois Mai la ma d'emplois enregistrée pendant période n'équilibre les convertible in 1988 & 1979, commille cinq emplois furent Martinique | quatorze mille | Guadeloupe. | pendant | période. disparitions d'emplois douze mille = quinze mille respectivement. Le population mais accrue, la land de la land mage la tragique proportion ... plus ... 30 % de . maind'œuvre de classe les au chief des

Émigration 🕶 vieillissement de la population

DANS même l'émigration deux elle passait à plus cinq mille pour chaque partir Et la que l'explosion à justifier colitique d'émigration, c'est, réalité, régres-vieillissement précoce de la population qui

d'emplois ont eu lieu
l'administration, le
commerce, privée, la
construction. Aussi représentent-ils,
pour qui eu la de
et de quitter
ditionnels (socteur domestique
teur plantation), une amélio-

mage la tragique proportion plus 30 % de maind'œuvre au la tragique proportion plus 30 % de maind'œuvre la population ration de teur in revenu monétaire. En effet, en 1971, que, l'agriculture le SMIC au gagnent moins que la la la bâtiment, le moyen le bâtiment, le

nominal moyen au cours 60

revenus Pendant
la l'Indice I

nominal de l'agriculture passé
100 à 181, celui bâtiment de à celui du commerce 100 à 1

revenus r'a correspondu qu'à une augmentation inégale du

la fonction publique. il

10 000 F et, manual la pétrole. Ila 19 000 F.

réel. En effet, pendant période, l'Indice du pessé 100 à 123 dans l'agriculture, 100 à le bâtiment 141

Alnel exposent iargement l'économie fragile l'impact l'impact l'impact complexe industriel et linancier l'Etat du capitalisme privé métropolitain, le imposant brusquement à l'etatement qu'elle n'avait elle-même produite, la « département lisation » a provoque l'éclatement production sécono-

l'éloignement du pouvoir administratif, politique économique, a compromis la possibilité d'élaborer politique adaptée la conjoncture adaptée

enfin, précipité une partie populations insulaires dépendance d'imitation, tani du point de vue des production qu'en ce qui concerne

mation.

la = départementalisation = departementalisation = departem

economiques la Martinique, le Centre régioantilles-Guyane.

conomie

17.3 mm 17.3

Ajoutons que le créole, langue il communication mais langue = vide >, devient i plus en plus, dans son quotidien, langue des délires de substitution de l'outo-agression.

Une «vitrine» dans la mer Caraïbe

A Martinique ainsi devenue a « vitrine » dans la Caraibe, mais qui cache » l'exact Les DOM Antilles-Guyane sont probable plus avancés 📠 la région Caraïbe, et loin, sur le chopitre avantages socioux, mais proboblement aussi région di la démission collective, le manufi exclusif l'Autre et la permanence la la mendi-officielle (c'est-à-dire non rue mais guichets dans antichambres administrations) plus taraudants frustronis. Un exemple : l'assis-médicale gratuite distribuée leur clienpor mairies, et de il n'est m que im manu manu préfèrent servir plutôt que d'exercer leurs trans d'assurés.

On développe une infrastructure d'équipefabriqués ailleurs, baptisées « ma Industrielles », traine à vocation stratégique, port déroport pour le fret le déplacements population — cela devant deux un time usines délabrées, dans manual plus aucun secteur la production traditionnelle ne commande de manière décisive la vie l'équilibre de l'ensemble social), lamais l'irresponsabilité Martiniquais en la matière n'a poussée, leur absence collective i entre-prises aussi paralysante, même ii bik bêkêr, vaincus par les betteraviers 👪 France, 📰 pris leur parti es cette défaite et trouvé un program de vigueur dans la reconversion secteur tertiaire. Un exemple récent i l'augmentation unilatèrale du tarif la fret la Compagnie générale transatiantique, compagnie monopole le port le Fort-de-France, cela deux jours oprès la visite rassurante en Martinique di directeur général de west compagnie.

On y vante globalement at auto (martine la e par III d'habitant », au comparaison d'autres petites en grandes Antilles; mais pouvez voyager dans les plus deshérités de région, n'y guère confrontés, derrière la misère physique un physiologique, à uni misère mentale, a ce déséquilibre, a uni absence de perspectives, a délires substitution qui guettent frappent le Martiniquals. Grandes surfaces et misère morale. Une illustration : un homme qu'on requiert in donner du sang pour in femme en couchas médecin qu'il sant fatigue demande innocemment si l'on peut pas faire venir du sang de France. Foile et dénaturante logique (

Des bourgeois de représentation

ON y voit s'agiter une petite bourgeoisie = plus plus écoutée le cadre système, mais incapable de se défendre se développer par ou pour elle-même. Bourgeoisie représentation et non de fonction. Elle prétend « représenter » 📰 défendre 🖺 pauple. 📑 🔳 jornals en question la politique élitaire qui a marqué la colonisation i la Martinique. = qui = fait d'elle, intelligentsia martiniqualse, 🖷 le peuple mis entre parenthèses, l'interiocuteur privilégié mais dérisoire du pouvoir. Chacun y est ill petit chef de quelque chose. Une illustration fréquente : la publicité falte décorations officielles, le plus accompagnées de déclarations agressives de fidélité 🖦 régime. Gadget 💷 mocoutisme (1).

On propose pour finir l'assimilation intégrale comme la seule vole possible - un mieuxêtre. Sons compter ce un les ôges futurs trouveront de barbare 🛢 🖃 volonté pour un peuple d'en assimiler un autre, il ne faut pas négliger sir au qu'elle est peut-être en faire): la disparition la la Mortinique en tant que collectivité, quand les pulsions la fin esées, ne laissont place la individus sans volonte . C'est qu'an la lecture de . officiels qui parlent de département à migratoire ». Cette vocation-là de mortelle, un peuple dont peut disserter en un peuple en menacé disparaître.
L'histoire fournit quolques exemples.

La perfection du système

C'E qu'il y a parfait dans système, c'est d'abard qu'il fonctionne. Les opposants s'opposent, les partisans participent, chocun connaît rôle le récite. Les crédits discutés votés, les plans d'aménagement mis couvre, les injections de fonds publics procédent. succèdent. Nous croyons avoir fait deviner que, derrière blocs d'H.L.M., les routes, m gendarmeries-modèles, les luite en ciment, bureoux d'assistance sociale, les reconversions

d' « industries », les équipements socioux, 🖿 et charalies, a culturelles > radio et de télé, les aménage portuaires et les plans a relance de l'agriculture, l'homme martiniquais ne cesse de se lézarder, de 🔳 dégrader. C'est peut-être ce M. Césaire, maire de Fort-de-France, a essayé de dire humaniste 🖪 M. Stim, secrétaire 🚾 charge départements et territoires d'outre-mer, qui lui a répliqué qu'il ne l'économie. L'un l'outre parlent réalités différentes. Mois n'est pas que fonds européens remolacent en partie l'argent du contribuoble français 🔤 le financement global de l'opération un improcessus mis en place il la Martinique a changé illi nature : émiettement 🕍 🛍 production, déracinement culturel, intensité 🛲 l'échange fonds publics - Limited privés.

Pourquoi système fonctionne-t-il « 11 n'est venue chez opposants proune perspective claire in resolution in problèmes : parce perspective ne peut surgir d'actions politiques ponctuelles qui, manie extrêmes, n'en demeurent moins incapables bloquer une organisation qui me parce que la nature même de la société marti-niquoise (produit direct de la colonisation) ::: permet per embuscades culturelles collecrim qui aussent permis de derer, de n'être per conteminé ni esé; parce de la nature même

➡ ➡H= colonisation (formation d'une élite de representation fonction) autorisait qu'on fasse aujourd'hur l'impasse d'une production entière au limite d'une opération plus rentable ; parce la la me de cette opération (un change) suspend ici nole déterminant de sociale I la bourgeoisie représentation que la classe travailleurs, dispersée, laminée, qui se prolétarise ni en conscience de la l'ottaque ni a force de nationale; que que capables bloquer aujourd'hui le système à son niveau (grèves des employés de banque, employés de Sécurité sociale, des du bâtiment, fonctionnaires, employés de etc.) re peuvent s'oppo-Le lui des revendications

qu'en sur in fond.

Le qu'il : a d'encore plus partait, c'est qu'il milita de la système e renforce désorde lui-même. Qu'il alt une la volonté ses promoteurs ou des sursauts de ses vicce qui l'il pour une organisocio-politique. en train per réaliser nos : le point de non-retour, partir quoi plus rien ne Tel est l'intolérable poids qui pese Martiniquais rejette soit dans existentielle, généralement inopérant, la la folle, le larbinérotique, la migratoire »)

1000

 $\tau = \alpha \lambda \left(\tau + \alpha \lambda \right) \left(\tau_{1} + \beta \lambda \right) = -\alpha \, .$

The State of the S

parties de

A CONTRACTOR OF THE

人名英克雷克尔

ar i 🐲 🚌 i

Comment peut-on être Français en Amérique ?

In situation qinsi usante, si nous di à (mono : par réducd'un peuple la semblance caricaturale d'un autre, réduction d'un système de produclithique d'une aire

consummation. — III c'est là IIII doute IIII mili très particulière 🛍 🚃 relations de peuple pauple qui marqueront l'un des aspects essentiels du vingtlème siècle), mus n'en dressons pur le constat pour conclure à la fin de tout.

D'obord, parce que la peuple martiniquals n'a jamais cesse de se battre contre rema folle de canne) qui e conduit le pays de la réglementation coloniale de la production sucrière à l'arganisation départementale du les ter-tiaire, régissant ainsi, il dons tous les cas, le frustration-dans-la-production. L'histoire 👪 📑 Martinique 📶 une longue suite 🍱 ce que nous appelons un combat sons témoin ; aux révoltes d'esclaves ont succédé les sursauts pulsionnels, les unes vouées à l'échec monque d'arrièrepays physique, les autres frappés disconti-nuité défaut d'arrière-pays culturel.

Ensurte, and cette résistance, de formes et d'expressions plus ou moins « différées », continue. C'est-ò-dire que usées par la non-production ni détournées par la consammation passive, même si elles ne 🔳 mit mi élucidées en conscience claire. L'idée Martinique est dans miles les têtes, ou disons les inconscients. Obstinations populaires, incontrôlobles, dévouements

militants, grèves tenaces, morts anonymes en trop vite oubliés, prouvent en résistance.

L'objet du présent me n'était des ma d'enterner un pessimisme un il illa Martinique, mais de mettre en garde contre un triomphaa commande, quoi on proclameralt arrêt que le grand soir de demain, ciors que le se corrode s'élime chaque jour davantage dans pays. Il probable, par exemple, qu'un référendum organisé aujourd'hui mull loin de donner l'avantage un parti-mu d'un changement il statut. Il signifie-t-il que les Martiniquais un français, un plutôt que, si si petit livré depuis si longtemps à l'agression culturelle, la peur devant l'ovenir, la d'être seul, si développées réflexe structurel » ?

Avant les autres Antilles

OR nous post of l'ovenir a petits Une d'ensemble la situation contribuerait à manhai cette pur d'être maithe de son destin, him croyons d'ailleurs avoir que ce qui mans ici ce n'est pas la combativité, imilia la continuité qui procéderait d'une vue globale du système (d'une théorie).

Si 🛁 conclusions d'une telle théorie 🖨 base ne peuvent être que politiques, l'état de choses fait us son approche emprunterait 🖮 📥 multiples. D'abord l'analyse économique : non pas lu « connaissance » technique par quoi on saurait we exemple à quels organismes eurotonds de subvention, mais la réflexion structurée qui permet de démonter im rouages du système. Ensuite, l'étude quasi psychiatrique : parce mm nous voyons chaque jour davantage ce que ces rouages en nous déséquilibre mental, au démission, a foile coutumière,

Théorie qui devroit déclencher délimina culturelles, on temps qu'elle quyrirait les perspectives politiques. Contre l'ambiguité la situation, il tuent l'histoire de l'occurrence l'existence d'un parti u d'un front nationaliste, s'imposera petit 🛮 petit, par-delà les affligeants symptòmes 📾 mimétisme qui détournent la vie politique martiniquaise 🚅 🚃 🚃 réel.

La Martinique peut-elle vivre seule ? Oul, antillais, Les économistes ricasons-développés. = M. Stim = pourtant déceler la force 🖮 📟 antillanité : prenant vitesse les politiciens martiniquals, il allé 🖫 la Dominique et 🗎 Sainte-Lucie, 📟 affirmer sans retour (auprès 🖼 ceux au'on oppelle « Anglais ») la présence française dans la Caraïbe. Il y aurait dans « France Amériques ».

La dualité contenue me l'expression « décartements français d'Amérique » ne problème tant départements maintenus fermés à leur maturel, à à la seule métropole. Chaque fols qu'on tentera d'ouvrir sur cet entour (et comment ne == le faire ?), on == heurtera, === le réel, au paradose sociologique — historique, à l'impossi-bilité culturelle globale, posés par cette mination : Comment peut-on — Français en

(Copprig et le Monde diplomatique.) (Dessins de Plontu.)

(1) ne parions problèmes problèmes ou l'organisation de la problèmes trop essentiats pour que nous les abordions rapidement dans un lui-même général.

Masques et mécanismes de la dépossession

Martiniquals opinions
ne manquerait pas
de nuitiples points
Chacun la
economique d'augmentation
coût de is vie depuis un an chômage.
la production
sucrière. la commerciale, disparition
ancienues valeurs, malaise politique marqué l'exaspération croistique marqué l'exasperation crois-sante Sur le diagnostic Sur le diagnostic.

avec plus ou de rigueur sur un point : centralisation du départemental vigueur depuis 1946), qui pas un compte spécificité problèmes. Et réf un nitransiert de responsabilités pouvoir français un pouvoir local.

Les divergences d'appa-

140

Les départementalistes (R.P.R., siscardiens, dissidents, etc.), majoritaires, l'accent sur l'acc

rattre lorsqu'il s'agit définir les la nature de la la minimum de financière de la économique. Comment, lors, articuler le transfert de responsabilités et la garantie financière ? Jusqu'où ceini qui garanpourrait-li abandouner à ceux qui sont garantis pouvoir de décider seuls ? It grosso financière coles

Par ROLAND SUVELOR *

rieur brut), aidés pria France
(fonctionnaires, cadres, professions
libérales...), de l'ordre néo-colonialiste et au besoin
répressif, en demandant toutefois, par
un l'ambient relatif, la possibilité de
reprendre aux fournisseurs de la métropole une plus targe part des profits.
Position compuébensible, mais en
contradiction avec la nature de son
choix politique : pourquoi le pouvoir
central, naturellement plus sensibilisé aux pressions des groupes métropolitains, avantagerait-il, au-delà du
strict nécessaire pour les maintenir
dans sa mouvance, des gens dont les
interes politiques aont tracées
d'avance?

— Les anionomistes in un commu-

d'avance?

— Les autonomistes [* III commuimartiniquais, parti progressiste
martiniquais) mettent l'accent sur le
transfert, qu'ils voudraient quasi-total,
et actualisé par un statut nouveau. Ils et actualisé par un statut nouveau. Ils ne renoncent pas pour autant à la garantie de la France qui deviendrait « contribution ». Position d'ensemble, elle ansa, compréhensible, mais, elle ansa, contradictoire, puisqu'elle tendrait, pour libérer la Martinique d'un carcan colonial vieux de trois siècles, à utiliser pouvoirs transférés et fonds garantis conire les intérêts de ceux-là mêmes qui transféralent tout en continuant à garantir; et qu'elle viserait même, a moins l'assure-t-on, réaliser, au socialiste avec la contribution d'un socialiste avec la contribution d'un

realiser, au socialiste avec la contribution d'un pays capitaliste.

— Les indépendantistes, enfin, (groupes trotskistes et maoistes), encore plus minoritaires, tranchent net, échappant aux contridictions s'ils n'échappant pas aux difficultés : le transfert des pouvoirs est total et sans réserve, la garantie, logiquement, disparaît.

Les contre la commence d'écologe.

Les choses out commence d'évoluer dès le retrait du général de Gaulle,

masquait ambidepartementalisation. Un
librassage en profondeur, felections

contradictions.

A gauche communistes et progressiatistes socialistes martini Mitterrand, un Mit

A droite, et currer en écho, de nouvelles ambiguités apparaissent : de

l'image généreuse de la mère patrie portant son aide à un département d'outre-mer, on passe au slogan, misux étudié, de la solidarité nationale, qui étudié, de la solidarité nationale, qui laisse entendre que la Martinique, par les produits qu'elle exporte vers la métropole, participerait, elle aussi, à la production nationale, alors que les économistes, disons les comptables officiels, masquent cette coutribution, pour ne parler que de ce qu'elle récoit. Mais un autre slogan, fortement utilisé lors des dernières élections présidentielles, fara irruption : la Martinique sans la France est voués à la misère et à la famine ; il n'est pour son peuple d'autre solution que la mendicité organiste et reconnaissante. La méthode est efficace : elles écarte toute réflexion critique, tend à réduire au rang de destin insurmontable ce qui n'est que le résultat d'une police qui n'est que le résultat d'une poli-tique Mais, dans le même temps, elle marque chez ses inventeurs un curieux recul moral : à l'image séculaire d'une France tutélaire, dispensatrice de civilisation et de bonheur, ils substiment l'image d'une France gargotière, disalimentaires.

Un patriotisme fragile

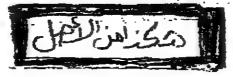
CETTE conception — pa-glissement politique de la rajo-rité : reflux U.D.R., triomphe giscardien. A Filiusion gaullienne, on substitue l'illusion gaullienne, time Les nomiets des nouveurs greamen. A rinusion gauneure, on substitue l'illusion technocratique. Les projets des nouveaux responsables, les plans qu'ils échateudent, si on peut, par endroits, y déceler quelques détails intéressants, sont vouss à buter sur l'essentiel : la monts départ, porter réellement puisque se tenant la règle mieu poaée depuis prophétiquement Paul Valéry, est qui se trompe les règles.

niste (culturelle d'abord, puis poli-tique) à ne se retrouver que dans la dépendance d'une puissance tutélaire. C'est que ce patriotisme n'était pas un patriotisme secrété par une longue histoire commune dont les Martini-quais, eux aussi, auraient été sujeta, mais un patriotisme-refuge, une tenta-tive désespérée de s'are-bouter sur un modèle proposé; d'où, si le modèle ve-nait à manquer, la peur panique de tomber dans le néant, la ruine écono-mique, aujourd'hui plausible, commen-çant à priver le patriotisme de ses assises premières.

quasi-bourgrobis, —
ce que l'on appelle aux Antilles a bourpeoiste » est, en réalité, un épiphénoactio-historique, une
de transmission antiliais, projet économique



S.O.S



A gauche, cette intériorisation du modèle français se retrouve, d'une autre manière, quoique masquée par la poussée mationalisme. Ainsi l'absence de projet économique étudié ne s'explique pas sculement par le fait que la Martinique n'avait pas encore besoin d'économistes, son économie étant gérée du dehors, mais aussi par le fait ma l'élaboration de projets qui m référeraient une matrice totalement différente risquerait d'apparaître tellement en dehors des

habitudes acquises qu'elle pourrait
les citoyens à refluer vers le
statu quo, alors définitivement
confirmé courme destin insurmontable.
Ainsi, l des degrés divers, la
conscience martiniquaise continue
d'intérioriser l'image de la France,
ll avec la dépendance économique,
comme l'image d'un destin — et non
d'un projet — pesant sur un peuple
que trois siècles de domination coloniale ont conduit à une dramatique
dépossession de sol.

Dépossession économique

CETTE dépossession de soi, l'homme martiniquais vit d'abord au sein d'une économie confisquée où les décisions essentielles n'ont jamais dépendu de lui. Au début de la colonisation, la Martinique est d'abord perque comme une colonie stratégique, vision à laquelle on semble curieusement revenir aujourd'hui (2). Il s'y développe donc à l'origine une économie vivrière à laque tera assez une rodeste d'exportation. Il le développement des procédés de fabrication surre va rapidement modifier fixer choses.

In première nécessité alors pour le France, le l'origine du système du système colonial son de l'Exclusif », lequel sur colonial sur quelques principes simples : viel des relations commerciales entre la métropole et la colonie, non-concurla métropole et la colonie, non-concur-rence de les, monopole de pavil-lon, dépendance monétaire, éléments qui, fondamentalement, sinon en droit, restent inchangés de nos jours. L'histoire de l'économie reconstruire comment le système fonctionne naturellement, rares exceptions, avantage de la métropole.

"annais

qu'il au voir, phénomène de la dépossession économique,
le patronat martinijamais été
réaliser fût-ce un capitalisme vral.
Ainst, au siècle, le systèm du
contingentement, en garantissant aux
usiniers (en Martiniq l'usine,
sucrerie) un ulemen assuré
leur production, les priu d'un vériteur production, les priu d'un vériteur production, les priu d'un vériteur production d'entreprise, cantonne

d'entreprise, cantonne

achèvent la dépossesla métropole ir plus
antillais. Les sucreries métropolitaines rachètent martiniantillais. Les sucreries métropolitaines rachètent un martiniquais leurs quotas antillais de sucre de canne qu'ils vont fabriquer en sucre de betterave. Des quatorze anxeries martiniquaises en activité il y a vingt ans, il en reste deux, pour peu de temps sans doute; de 90 000 tonnes il y a douze ans, la production du sucre tombe à 22 000 tonnes; les surfaces plantées en canne diminuent de 6 000 hectares, tandis qu'en métropole les surfaces plantées en betterave augmentent de 50 000 hectares. Ainsi la Martinique, qui, pendant deux sièles plus, fourni son sucre la Prance, en sera-t-elle blentôt réduite à l'importer de la la comme elle importe ses oranges des santice pominique. Naturellement; tout cala augmente le châmage mais le pouvoir lest prévu, les le liment des migrations des ressortissants les chômeurs présents ou potentiels en métropole, qui présente deux avantages : désamorer antilles rensions sociales ; fournir à la métropole la main-d'œuvre dont elle a besoin : ainsi une nouvelle formé de remence t-elle de s'instituer. cette dans l'autre sens à l'Atlantique.

Naturellement III Is Is

Cette dans l'autre sens a l'Atlantique.

Naturellement se conomiques se conjuguent : le de la balance commerciale s'accroît d'année en année, alors que, il pas sans intérêt de le rappeler, sous le colonial, de 1908 à 1948, ene toujours créditrine : il vrai que, tout compte l'ait, le tème colonial laissait aux sume relative autonomie financière le système centralisateur français, ouis la désartementalisation. L'étennent anéantie. Les termes de l'échange poursuivent leur savante dégradation.

L'ocurs des vingt dernières années, le pourcent d'augmentation la tonne de marchandise importée de Fran en Martinque quatre plus important que tage d'augmentation de la tonne exportée. La raison sest évidente : c'est la n'étropole qui fixe les prix le deux sens. On pourrait, bien sûr, multiplier, dans bien des domaines, les exemples ; mais ce q a randement dit suffit à vicieux dans la randement dit suffit à vicieux dans la randement dens ; mais ce q a l'acceptant le repete, endre qu'à la France, ses produits la par qu'il lui impossible de la pour produire.

Mais la pour produire de la le faussement sécurisante de la France n'est finaiement, et à tout prendre, qu'une aidebonnerang, une véritable subvention indirecte à l'économie française : tout se passe comme si l'argent sorti des pocus du culture le français transitait par les poches consommateur martiniquals pour les dans la faussement securisante de la France n'est finaiement, et à tout prendre, qu'une aidebonnerang, une véritable subvention indirecte à l'économie française : tout se passe comme si l'argent sorti des pocus du culture le français transitait par les poches consommateur martiniquals pour les dans la faussement set dans celles du producteur français.

Tel est donc le dernier avatar de l'économie coloniale aux Antilles : il ne s'agit plus d'accaparer des matières premières ni même de se procurer des produits de complément, mais aimplement de conserver sous la main, tant que l'an des enclaves de cassis on quelques groupes de cassis ont encore des chasses gardees.

L'admirable, ici, ou le ridicule, comme on visite est qu'une missaire les

qu'ils vivaient une une le maudite, ne subsistant qu'en quapermanents grace de généreux donateurs, encore une livrés à un destin intangible.

livres à un destin intangible.

Mais dépossession économique s'accomplit au pas et dans le même temps qu'une autre dépossession, la influençant l'autre. Il faut d'abord le fait primordial qui différencie des autres le drame colonial antillais : al l'Africain, l'Arabe, l'Indochinois, mêté avahis, conquis, soumis et colonisés chez eux, l'Antillais est un pur produit de la colonisation. Chassés ou exterminés les Caralbes, les la français, ma de main-d'œuvre, dernoemt de procurer en Afrique, bois d'ébène dont les antillais. Arraché à sa terre, à son mode de vie, à sa culture, à son avenir plus ou moins métissés, les Antillals. Arraché à sa terre, à son mode de vie, à sa culture, à son avenir ouvert, le son histoire, le voilà livré un maître et sommé de se forger un être nouveau. Ici, pour comprendre les traumatismes dévastateurs qu'il connaître, et qui sont à l'origine de bien des problèmes actuels, il faut saisir les difficiles implications de l'esclavage moderne des Noirs. Je cite : antique, l'esclavage moderne des Noirs. Je cite : antique, l'esclavage moderne des Noirs. Je cite : antique, l'esclave est essen ce vaincu au combat dont a a préservée : si terrible soit-elle, sa servitude perque par le cause dent historique et ne met pas en cause jondements être. Mais l'esclavage-déportation Nègre, mais le caure d'origine (_), un traumatisme sans sure ; ce qui était, en face de culture et de race identiques, accihistorique devient, maitre d'injérences destin biologique: A la simple historique devient, différentes, destin biologique: A la simple historique devient, l'antique devient, maitre d'injérences culturelles, techniques, operationnelles, transforles antiques, operationnelles, transforles antiques, operationnelles, transforles antiques, operationnelles, transforles de la n'apparaît plus de la n'apparaît plus les rapports force en infranchissables. A différences extérieures; le de la n'apparaît plus qu'elle est, contingence l'un sens, l'un condition évidemment poloniairement, la condition évidemment par accident mais comme être rapportée par accident mais comme de reparantellement inférieurs dont le destin s'inscrit dans son apparence extérieure. C'est ainsi que le rapisment « naiurel » en qu'el la méfiance l'histoire pour se transformer et se réaliser) n'apparaît pas seulement comme une conséquence, mais aussi comme une conséquence, mais aussi comme une conséquence, mais aussi comme une instification de l'esclavage et de la colonisation. » (3).

De plus, le travail servile le dégrade,

De plus, le travail servile le dégrade, puisqu'il s'y per voué à n'être in pour un autre, alors que travail libre permet à l'homme de se conquérir lui-n'ème par son action sur la nature. Il perçoit point de la lattre il s'étéments nécessaires à sa survie ne sont pas négociés mais donnés, signes du bon plaisir discrétion-

naire maître, qui l'enfonce davantage dans sa nature nou-vellement façonnée d'être nécessaire-ment Nayant ni la possession de la terre, ni le rapport premier avec la terre, ni les fruits, ni premier avec la terre, in les truits, ni la gestion de épargne, il s'engage ainsi dans la longue dépossession dont on e jusqu'à jours les marqui passé de la parité globale, qui veut qu'une partie des familiales ne soit pas versée au bénéficiaire mais un fonds collectif, in la droite ligne du système, entretenant où, le prétexte le travailleur martiniquais incapable gestion. on l'enfonce l'irresponsabilité créée par système.

Lorsque, en fi à la la liberte en l'abolition de l'esclavage, il nouvel avatar historique. Il siècles d'esclavage, il tout de même, au sein du mal-

heur, entrepris de se constituer une personnalité nouvelle ; il a réactualisé personnalité nouvelle : il réactualisé certaines de ses valeurs d'origine à travers le riche folklore qu'il a développé ; il a crée une langue vernacquaire, le créole, en réinterp l'il et annexant à lexicaux recueilles de l'actualis de l'actualité dessous loin le magistral comme un valorisé plait d'en dessous loin le magistral comme un valorisé valorisant, loin plus prestigieux (quotque qu'il lui paraissalt inaccessible. Lorsqu'il devient libre le maintien la structures économiques), il ne peut donc que se précipiter univers fascinant en dehors duquel il menait sa misérable existence. A l'avatar de l'esclavage succède l'avatar l'assimilation, mouture culturelle (1948-1946), puis dans mouture politaque, à compter de loi de départementalisation de 1946.

Un peuple dans l'inquiétude

Mais la réalité profonde suit
l'assomption qui transparait
une
la colonisation
ne changent
complexes, s'ils s'atténuent
prou selon expériences et prises
raient disparaitre puisque condiobjectives structurelles qui leur
naissance ne disparaissent
Il se précipiter pour
acquérir magistrales,
regard (qu'au il suppose) le même st quelquesplus dommages,
passent fliet.
Il objet histoire, qui, économiquement historiquement, continue s'accomplir
la lui; comme il l'a pas lencapitalisé même passé cultuque ses anciens n'aitres devenus
protecteurs, il saurait, no que le
termes a permette un jong et capitalise i même passé cultuque ses anciens n'aitres devenus
protecteurs, il saurait, no que le
temps e permette un iong et d'élucidation intérieure, trouen i l'élan, tentative pénévaleurs supérieures i
valeurs supérieures n'
gu'un mimétisme, extérieure, Bref, la culti- qu'on lui propose en
signe de son accomplissement, il révèle incapable at la mer en profondeur. D'autant que, comme l'opération, la mépris des
conduite, mépris des valeurs
perdues jusées personne l'accepté, assimile lui-mème, dans la
mesure où il s'est formé un être de
base puisque rien se bâtit sur rien.

Busque rien se bâtit sur rien.

Illes sûr, test es supposerait des développements. Mais ce qu'on a voulu c'est comment le système chail fait du Martiniquais un être profondément depossédé a son passé, de son présent, de son histoire, de son économie, il de lui-même. Tout s'est comme s'il existait, persistant, un tracé profond, une dans l'histoire,
ruse dont l'analyse ne manquerait pas
le point d'application
le point d'application
des économiques carrelles dépossession de le le
maintien infrastructures éclairet-elle profondément doutes,
panques les délires, les élans,
incertitudes de tout un peuple, comme
pratiques volontaristes de
qui, faute réflexion claire,
privilégien plutôt que liucidité.

privinguem purcet que lucidité.

pourquol peuple ces mûliers de pestiférés
sur la cai (Césaire), aborde l'inquiétude l'angoisse
interrogations urgentes lui
post l'uniterrogations demain peutla demain peutla demain peutla demain peutla la gauche martiniquaise l'uniterrogations, dépasser
contradictions, délivrer
ses querelles l'unites amusés et
ethnologues n'un pourront
contempler, conservés sous
d'air, les
l'histoire.

ROLAND SUVÉLOR.

ROLAND SUVELOR.

(2) Four ne pas slourdir passage signalons qu'il souhaitable, sur ces économiques, le reporter l'économie martiniques in Encyclopédie antiliaise; Jacques Adélaida, Histoire du mouvement Martinique (éditions II Certag); Robert Eoutruche et Gratien Candace, sur l'économie du dix-hultième siècle, in Nos man; Jean Crusol, sur l'économie du Certag); Georges Gaudi, sur l'histoire du sucre (revue Acome), etc.

MM. Albert Garcia, directeur du de recherches latino-américain et Charles Minguet, président du Centre d'études équatorien ont assisté le 3 mai à l'université de Paris-X à une conférence donnée par l'ambassadeur l'Equateur en France, M. An-tonio José Lucio

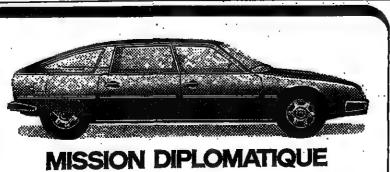
L'ambassadeur du Pérou

Mme Juan Miguel Patino ont
donné réception le 4 la dans les
salons l'occasion de
la présentation du livre « Obra
Poetil » de M. Enrique P Barranaches, ancien ambassadeur du Pérou

M. Stepan Tchervonenko, ambasadeur de l'U.R.S.S. in in in mai un cocktail dans les salons de l'ambassade l'occasion in in de lipresse, in in in de la soviétiques.

L'ambassadeur le Roumanie en Cornélin Manescu ent tent un cocktail le 9 mai pour célébrer le centenaire en l'indépendance.

- L'ambassadeur de la République socialiste fédérative de Tchécoslova-quie et Mme Jan Pudlak ont offert une réception le 9 mai à l'occasion de la fête nationale.
- dans les M. Nadarejah, chargé
 dans les M. Ahmad Rithauddeen,
 ininistre des affaires étrangères de
 Malaisle.
- M. Konstantin Atanassov, ambassadeur de la République populaire de Bulgarie a donné un cocktail le 23 mai l'occasion de la fête de la culture et des latires alaves.
- L'ambassadeur de Grèce et Mme D. Papaioannou ont offert une réception le 23 mai à l'occasion du séjour à Paris de M. Athanase Tsaldaris, secrétaire d'Etat ∎∎ com-munications.



Mission première ▲ Citroën: mettre à votre disposition, grâce ■ un Département spécialisé auprès Mahassades, la voiture que mai meriez posséder. Prestige? le plus haut modèle de la gamme. Pallas? le plein de puissance...
D'ailleurs toutes les CX Citroen peuvent se

prétendre à la hauteur de votre rang 📟 📟 💶

Le Département des Relations Internationales de Citroën Champ de Mars e tient prêt à vous fournir tout renseignement qu'il vous plairait

CITROEN CHAMP DE MARS FLIALE DE S.A.CITROÉN

un choix heureux: enfin libre de faire tout ou rien

Cette information vous est particulièrement Dans ce parc, une piscine et un tennis. destinée. À vous qui, cessant votre activité

professionnelle souhaitez profiter à piein de cette nouvelle liberté, liberés de toutes contraintés doméstiques, sous un climat acéditailes.

A yous qui redoutez un certain isolement. fout en préservant votre indépendance. Et qui croyez que fout cela constitue la quadrature du cercle.
Le Club-Bestdence Dragonnière,
à Roguebrine Cap-Martin e été pensé et

réalisé dur répondre à vos souneus, joislement.

Pourcisoi à Cap-Martin ?

Pour le climat de la côte d'Azur :

Pour le sité exceptionnel et privilègié (un de ces endrolfs, rarissimes qui sont

À origine du Club-Résidence Dragognière, une idée : ■ ■ des gens exigenns un cadre ■ vie luxueux plus une

tous les services.

qui s'etend jusqu'en

bordure de

tormule "pleins services" incluant reellement Le catire de vie : une spiendide réalisation Le capre de vie : une so anchitéctirale, de luxueux aménagiments intérieurs grands strifics et vastes 2 pièces (tous avec ierrasse face à la mer) un magnifique parc d'un hectare et demi

Le style de vie : outre les services domestiques pris charge par le Club, résidents y ont à leur disposition : restaurant, (les mus y sont facturés au atriote prix revient); bar; bibliothèque; salle sports il illi détente; salon illi coffure; infirmière à demeure; hôtesse; mini-bus.

Pour acquellir vos visiteurs des chambres d'hôtes.

A travers ce bref descriptif, vous pouvez dela percevoir le caractère "unique" du Club-Résidence Dragonnière.

Il faut ajouter que, seul en Francë, des appartements :

■ ■uit l'achat classique en toute propriété soit l'achat en droit d'usage la vie durant.

Si yous le pouvez, venez vous rendre compte place; vous serez pour 24 heures, les invités le Résidence.

Si vous pouvez actuellement vous déplacer, une documentation complète yous sera III III III simple demande.

Un dernier mot.

Le Club-Résidence Dragonnière est pas un projet; il est immédiatement habitable. Groupes d'Assurances La Providence. supplémentaire.

Club Residence Dragonniere

Clab Residence: Dragonative

15. Section Paul Dollings (1919) FICOLIEBRUNE CAP MARTIN

182. 182. 18. 182. 19

à Paris : LA PROVIDENCE LARD 56, rue de la Victoire 75009 Paris

75015 Paris, Telex: TT CITRO 204.835 F, Tel.:567.55.62. +

INCERTITUDES SOCIALES ET NOUVEAU RISQUE DE GUERRE

« T REMBLEMEN! | Israéllenne n'a de termes trop pour qualifler le scrutin 🜃 17 mai. qui 🗉 complètement politique in regroupement travaliliste, la la la au pou-voir depuis la la de l'Etat hébreu. propre succès une salutaire, que député socialiste Arien (Lova) Eliav maria l'Issue du scrutin Shoulamit Aloni, député is la civiques, p Miller I II I III prouvé 📰 🖿 peuple devient moins en moins rationel, im plus en plus nationaliste, indicate la mystique l'influence l'argent. demiers un phénomène sur les milleux libéraux comme une honte : le un es plusieurs de to-Sharon, qui manu refuge la la limitati l'espoir de la justice française, qui 🔝 recherche pour une 🖮 🛎 d'escroquerles en France. Armen difference in the last l'homme, au sujet d'un manural distance le la changements qu'un gouvernement nationaliste-religieux pourrait introduire dans im programmes ecolaires : « Maintenant, » dit ironique-obligés : fer...» Le marza a un mal confirmé ce qui próvu (1), il savoir que la ilia ne cessalt in gagner in terrain. Item qu'il M. Rainin First II sa tête, le Manidal II perdu un tiers 📰 se représentation parieno garde que Mapam) cent vingt. La plupart de voix qu'il a perdues de la plupart de la Dash, nouvelle formation all centre-droit dirigée par 🔳 général-professeur Yadin (quinze députés), inévitablement, 🖿 Likoud, 💴 In droite nationaliste, a recuelli lea fruits de me défaite en Maarakh devenir, quarante-trois députés, parti le rea important. A ses côtés e el is parti national-religioux, avec sa panopila de Com-prend les partieuns du Emounim (bloc de la foi). Proprie granda qu'il déploie afin me des Implantations sauvages - - les teroccupés; il la avec douze Les deux listes - de l'Agoudet leraël 📂 obtenu cinq mandata, et deux mont gilės 🛮 la lista 🔛

Des groupements libéraux, comme la liste des 🗺 civiques, et 🐂 libéraux pulaqu'ils π'ont que difficilement franchi in maiam requis pour obtenir un alège, it qu'ils en détenaient respectivement is quatre is la précédente Manuel Le Sheill, gauche enti-annexionniste, a minimi im sièges qu'il possédait. Le Rakah. un saglobant, sais autres, les Pannoires, a obtenu cing sièges, 🖂 un 📠 pius 🚃 par le passé, 🏭 🛂

Brei, jamais III Israéllens ne s'étaient pourvus d'un l'adient

droitier mationaliste. du Maarakh 🔜 lourde pulsqu'il a la jusque la fiels traditionnels. A Haila, per exemple, véride même agglomérations d'immigrants où, habituellement, Maarakh recueillait la majorité 📭 voix. 🟬 déclin dans la la sur le plan moral was importance primordiale, III. II Likoud n'a par Maril I y laim une percée significative, 🔳 🛏

diquent in the contract of the bourgeols - Tel-Aviv, ont exprimé leur pour la Unite Per contre, la Manual démagogie du lles les jeunes, il les lun majeur majeur le Maarakh, le glissement ii droite, déjà accentué, comme prouve dans agglomérations possédant une population plutôt le lie de relativement

Les cause d'une défaite

Differ temperature by we find the un « vote in protestation ». qu'il en soit, im nombreux inches ont incité les Melars à malle leur que, pendant huit consécutives, la majopartis qui pement la la semble que dix raiprincipales pulssent expliquer

-- Le parti lumana -- la Mapaï, li l'époque — se les su cours de brutsux, d'el l'origine au l'origine Lavon », qui date de l' qui, 1965, poussé MM. Gourion, Dayan 🗷 📭 🐞 quitter 🐚 Mapai pour former le Ital. Lorequ'en Italia fut Front travalliliste, il s'agissait en les d'une le les de plusieurs fordont le lum qui le opposés el entraîné un le gaspillage d'énargles. combie, & is well that the think which tions, the l'affrontement with MM. PMA: el Pérès, qui se disputaient ill première place my is like ask candidate & is plus indispensable que jamais 🐃 🛚 la du Likoud et du Den Den pour avoir trop longtemps détenu pouvoir — théoriquement de la fondation de l'Etat, mais, m fait, les attalia EL - le parti trevellata a an organisme idéologique nour imme m simple apparell in provoir ; laissant prim m désuétude son caractère social, il a finalement perdu une in de sa maini aux yeux Il l'ophion publique. Comment expliquer, par exemple, la présence en son and du Mapam générai Dayan, les ies opinions cont identiques à celles du Likoud, et qui, jusqu'à la demière mana avant la callen des inscriptions, négocialt avec M. Missa hem Begin, Mai du Likoud, pour many d'obtenir nom puises figurer sur du Likoud? Fin signifloatif : ii jour iii scrutin, ment à ce qui se sutrefoie, on name in lour veston, an example of insignes ill Maarskh; suralent-lis eu

- Courion, la cuite i'Etet a nui su parti un si en l'éloignant graduellement 🐚 📻 🚟 🕮 logique et de la desse aurière elle-même. Il man tabous, la rom

icini d'altre mische è cu parti ?

falts I le vocabulaire tra-qui a pretiquement injure... tique de cuvrière, e li régime mass d'Afrique et au ou, parier publiquement, latino-américaines, même qu'il a pendent années les Il mi their paradoxel que per l'israéllen. || ham mare figure de pouvoir de gauche, Mais, alors, le esui moyen 🏍 jul immer i m tourner In droite:

- Non moins grave pour in the traa situation nouvelle la la de la querre de la jours, Après l'un de marie de la pulssance du mouvement built built aptitude è marine vision de pragmatisme déterminer chob in tiques su politique de la la par Jabo-tinsky par eon disciple segin. Le par gent de la pragmatique. Capendant, in pour la première la l'époque la Mma Golda Meir, le riale politique a disparu su profit 📼 mythee dépourvus de tout lien avec la réalité. Le pays will glore woulded I un illianalisme savas de li des lliuzions que ie de 1978 | 1978 | 1978 | brisées. Pour tout ce concerne — comme les reinbes are le monte ante avec Likoud se sont progresprofonde confusion;

i d'un gouvernement d'union nationale, réciamé par la droite, mus fourni il celle-ci um sorte de légitimation. Qui plus 🚟 🖼 - union nationale -, qui n'était reserve ni pandant ni sprés la guerre, est des l'un des l'un des majeurs ils in droite :

- in interest du travaillistes, qui

oroyalent ainsi proper des volx, im miniiniser in the qui les séparaient du Likoud, n'a en fin de compte profité qu'aux " pius conservateurs. Dates lours word in scriptin, them is filtreuni qui opposait MM. Begin et l'an a peine el l'on annual notable was been protagonistes, D'un côté, M. Der précontoccupés ; l'autre, M. exposait politique en « laite accomplis » les territoires occupés. A la fin du programme, les poignées 🖾 main 🗷 📭 qu'échangealent les dans rieletéléspectateure profondes qui rapprochent formations;

- En sets in pouvoir installable a 🚾 🚾 « Valeurs » 🚻 la 🖦 🕍 consommation, suprême la capacité d'achat le plus important du l'individu. is man du Maarakh, 🚾 - nouvella vu jour, par M. Far Sapir, que im « pères l'implation » Implations appartenaient à la la ouvrière medicate in the second of the second à l'embourgeoisement. Or, Ille la pauvres. Appartenant en majorité aux (orientales), majorité aux reconnaître dans is and immediate se sont tournés vers in Likoud. Et cela parier du mi la la uniquement mains d'origine polonaise ou russe, ou 2 The Property Lies in plus 1144 and the sea of the sea of votent pour la lace la Dash quitte le pouvoir, égalitaire qu'elle ne l'était il y a dix ans seulement;

- De nombreux cas 👪 corruption, fraude, escroquerie, etc., 💵 🕍 par d'importantes personnalités de l'establish-(MM. Friedman, Tsour Oler - qui l'affaire des comptes du couple Rabin 🛎 M. Abba Eban and In banques étrangères, silte n'étant pas comont un profond mécontente-

- Garage économique est aggrade la guerre d'octobre, el galopante e atteint el à 4 % partico-lièrement and a la du ecrutin, e déferié sur : ; les plus tréquents ; l'émigration augmente d'immigrants de données qui ont la du gouvernement. publiques juste avant publiques arguments

- La recommend republica a simulation eubl de dans le mais de l'éducation, particulièrement im-portant jeune Etat. L'idéologie souffert in Leanning réformes, \$0, suppression, dans so profit a man étatique laïque. Un man man a man a man Institué au lequel les les les qui les du mouvement Emounim. El outre, mais étatique la jque mai el mais son enseignement, in lating natioprésentée valeur en sol. E non me un

l'on mu défendre. dans le caractéristique du parti la Begin. Ayant dépérir spirituel lidéaux, le travailliste a, du coup, perdu emprise sur li faut donc que "," des The fait

e jeze

rando en a La Saria

्राज्य । सुद्धेन्त्रः । संस्कृतस्य

1 4 - - W 1 - 25

A service of the serv

All the state of t

ાં તે સમયને હતે કે, તે ક ભારત કારણા કર

Same of the Real Property of

 $|\tau|<|\tau|\leq |\omega|\log \frac{1}{2\delta}|\varepsilon|$

计图内连续编制

N-15

2-28-24-25

and the second s

That he did-

in part .

- Demler point, see le see : les rèclements de comptes liés à la matike that fut taminin is guess therein en Le précédent peine après la fin des hostilités, avait lois-ci, au contraire, la alors que régnait sur l'alors comme directement ar la manage de la lace teurs. Certes, le Likoud avait es part de os fait n'était perçu que par une petite minorité qui a voté pour la gauche, alors au Maarakh responsabilité committee la veille

Regain de tension was Washington?

L E cam with per to parti insulate to leraélienne, III radical, il y faudrait un parti pour régénérer un parti atteint as and d'en la malla Pour le moment, se la luin, date la laquelle incred lieu les limites pour la brech centrale Histadrout, qui regroupe Toute-pulse Magrakh et le base in son es prépondérence dans les mandets la détient sujourd'hui Histadrout, contre 22,74 % le Likoud, et l'épreuve de force entre 🔤 ե formatione revetire dono una importanca,

Blen and on peut and qu'un pur le Likoud m des travallieurs. Chef du parti — le la la partie du Likoud, — L Erlich, qui pourreit dessit misses des finances, a ciairement mentionné 🕍 possi-Wild d'un = chômage immiVI », im compressions in personnel with the serpublica, l'arbitrage obligatoire en cas in grèves, in suppression in subventions aux produits de première

🌬 le politique, 🖢 Likoud, 🛍 annextonniste, pourrait conduire in press impasse, d'autant que in imp pouvoir & M. Begin, paye our le plan haveniment.

Principale composante du bloc parledu Likoud, parti Hérout per apirituel Zeev Jabotinsky, qui, defini ea fol many : - Un toyer name juit Eretz Palestine) un pun géographiquement les les par le les may le fritter de describi no milita per aur na son La na vna majorité an Palestine, la matikan da ili pilipa etsamata pour des matika da ilia pa ili mai ilia du Le lest l'héritier Mouvement révisionniste, de la limite Hall : « Lo destricts a date ritro - flore a nous, programme n'a même s'il maintenant mentionné publiquement. A l'heure manue, la politique du lienne parties de la Etats-Unis, in the last of the pour im première fois, employé l'express occupés », la latte. Val occupés », la latte (ancien nom de la Likoud) Dreft is win havenbrand but in Likoud aux Palestiniens, niant leurs les plus élémentaires jusqu'à leur même. purement artificialle, L'O.L.P. www.lui, tout elmplement, une organinazie. Im positions politiques du Likoud aucun espoir in cotion a maria en elles-mêmes un risque pourrait conduire i une cinquième guerre

Le Likoud et son chef font d'un anticommunisme qui n'a rien aurprenant mals dont la rappelle la époque de la « guérre la ».

lis voies en israël in rempart en - masse M. Begin a lai l'éloge de la contribution Employers in Future Est guarrie limitalism eu Vietnem: sa présence pendant plus de cept ans sur les bords du israel a mais l'acheminement an Paris soviétique au Vietnam 🔤 📖 promis lancer aux Etats-Unis une campagne propagande qui suite entre nous at Im Etats-Unis propagation du communisme Crient (3), et la rélitéré cette promesses

Le gouvernement de Washington, toute-fols, voit les choses sous un jour différent aspire à résoudre le du non contre les Soviémais avec eux. En sers, israél doit nécessairement du feit que, pour la première fois de les une attitude proaméricaine : tel sul la cas in l'Artic Sample of the right in l'Edypte, du Soudan, de 🗎 Jordanie et même

Dans ce include l'enhance en les in gouvernement Likoud, less la i tout réglement qui comporteralt 🕍 retrait 🏜 la Cisjordanie ul 🖆 Gaza, porteralt un rum 🗯 🗎 la politique de Congrès l'administration, n'accepte qu'israéi, devant les les que que les sersient en faire, réponds par une politique 📥 = 🗯 🛗 📹 conceptions (retrait juin total juaqu'aux etc.) Malari dėjė 🖦 📨 Pérès. L'add du Likoud pouvoir a qu'aggraver la mana Washington - Washington - en conveluces plus i l'apinion

Etateprovision 🖦 la 💷 🗝 il pourra persuader M. 🗀 👛 le justesse de l'em du les l'araél. en Mai la la prévoit une d'armements, avec un décense in 500 miliam in deliam pour les inte du prochaines en militaire perproduire aur place 80 % chars, d'artillerle, appel au juli qu'll Ce led une experience eux M. Begin (4).

moments difficiles, plus 🚚 jamais 🖊 🚾 🗆 Or pouvoir est passé entre les mains d'un fanatique qui mysticisme. L'échec subi 17 mai conséquences pour

AMNON KAPELIOUK.

Dens une réunion électorale liste à l'université de Jérusalem, le général Y. Barkat a notammant dit que « Moscou et Entebbe se trouvent à la par conséquent un B.S.S. Nous pouvons et la capitale soptét nous avons frappé Entebbe... »...

Hacé, mai 1977.

(3) Macrio, 6 mai 1977.

(4) Id.

COURS DEVIENNE "LA CHARMERAIE" & CIMIEZ (NICE) Professeurs hautement qualifiés Internat - Externat - Demi-pension ANNÉE SCOLAIRE élémentaires aux terminales A, B. C, D COURS DE VACANCES du 1^{èr}au 30 Aout, de la 6^{ème} aux préparation à la remplacement de bacceleuréet 50 HEURES DE MATH

du 31 Août au D Septembre, de la 4eme L la 1ere C et D Marcuil - NICE - Tél. (93) 85.84.27



40

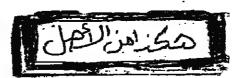


LE COLLEGE ALPIN INTERNATIONAL **BEAU-SOLEIL**

A VILLARS-SUR-OLLON (SUISSE) Vue aérienne 💷 collège Beau-Soleil - Garçons 💵 filles 🐸 🛢 🕻 18 ans - Programme officiel des lycées français - Cycles pri-secondaire complets - Préparation au baccalauréat -Etudes dirigées - Laboratoire langues - Bulletins scolaires throat an parents à la fin Me chaque période de trois semaines. Tous les sports 🕬 🖪 d'hiver dans un 🔤 👪 15.000 m2 : natation, tennis, potinage, ski,

football, etc. Internat IIII aux jeunes filles à la Maison de la Harpe. Début III l'année scolaire 1977-1978 : lundi 19 septembre 1977. Pour l'envoi d'une documentation, écrire 🖺 🛘

COLLÈGE ALPIN INTERNATIONAL BEAU-SOLEIL 1884 VILLARS-SUR-OLLON (SUISSE) - THE : 19.41.25.321.54/55



T.HEUR

DES AFFRONTEMENTS

Des «faits accomplis» au désir d'annexion...

(Suite de la première page.)

Il s'agissait, pour le gouvernement, de s'abstenir de toute implantation nouvelle au cœur de la Samarie, cû vit une population arabe très dense. Mais précisément vers cette région que rorient de peuplement de l'extrême droite nationaliste et religieuse, illa cisjordanie villages juifs, afin de fermer toute issue à un règlement avec les Arabes. Le chef du Likoud déclaraît ainsi, lors d'une visite triomphale à la « colonie sauvage » de Kaddoum deux jours après les élections, que beaucoup d'autres agglomérations seraient désormais créées au cœur de la Clajordanie — et, cette fois, avec l'approbation du gouvernement.

Le mouvement du Gouch Emounime des differents et authlin

cœur de la Cisjordanie — et, cette fols, avec l'approbation du gouvernement.

Le mouvement du Gouch Emounim — dont l'un des dirigeants, le rabbin Loewinger, a mis le gouvernement devant le fait accompli en établissant, avant même la guerre d'octobre. un quartier juif à Héll (4) — inscrire à actif, fondation, en 1974, victoires: naissance aggiorréra-maissance aggiorréra-maissance aggiorréra-maissance d'Alon — né (Kadmille Ces villages ont par ruse ou par du mouvement travailliste, et certains ministres comme M Pérès (défense) le soutenant tactiement, le Gouch Emounim n'agissait pas dans le vide. D'ailleurs, la presque totalité des nouvelles aggiomérations dans les territoires occupés ont été le fait du gouvernement lui-même, et le Maarakh, pendant électorale, n'hésitait pas à s'en vanter dans le géantes un des terres appartenant au fondées sur des terres appartenant au

Ces nouvelles agglomérations sont fondées sur des terres appartenant au gouvernement jordanien et aux réfugiés, ou bien sur des terres achetées à leurs propriétaires, à moins qu'elles tout simplement confisquées. Les achats réflectuent dans le plus grand secret, car les tribunaux jordaniens condamnent à mort les Palestiniens coupables productions des la régiens le vendu leurs des Israéliens. Le volte a toutefois des Israéliens, le volte a toutefois des Israéliens des radio fort instructifs (5). Il suvere qu'au ocurs de la passée la Keren Kay (Fonds national juif qui assume la responsabilité du développement fon an Israël) a acheté pour plus de 50 millions de livres israéliennes de terres dans les territoires occupés, notamment dans les anvirons de Nahi-Samuel, au nord-ouest de Jérusalem, ainsi qu'entre Ramallah et le sud de la montagne d'Hèbron, d'autre part. Ces décisions ont été prises par un comité composé du directeur général de l'administration du domaine nutional et du directeur de la Keren Kayemet. Les informations concernant les terres disponibles à l'achat sont fournies par un bureau d'information privé qui agit dans divert pays du monde et qui promet aux Palestiniens éventuels vendeurs (dont certains vivent à l'étranger) de les payer dans n'importe quel pays, en quelque monnais que ce soit.

tains vivent à l'étranger) de les payer dans n'importe quel pays, en quelque monnaie que ce soit.

Le directeur de la Keren Kayemet à révélé que nombreux sont les Arabes vivant sur des terres dont ils ne savent pas qu'elles ont été vendues à des Israélians. Le directoire de cet organisme à le directoire de cet organisme à que les terres achetées partout, à n'importe quel priz et quelle que soit leur superficie ». Cette année, les sommes accordées à cet effet se montent à plusieurs millions de livres israéliennes. Depuis 1967, le gouvernement a ainsi acheté 3 550 hectares et des iractations sont en cours pour l'achat de 3 800 hectares supplémentaires, tous destinés à la création de nouvelles aggiomérations (6).

De telles transactions n'ont pas manqué d'entraîner diverses formes de corruption. M. Acher Yadlin, l'un des responsables de l'économie et candidat au poste de directeur général de la

corruption. M. Acher Yadin, l'un des responsables de l'économie et candidat au poste de directeur général de la Banque d'Israël, condamné à cinq ans de prison, a été accusé, entre autres

choses, d'avoir des pots-de-vin pour faciliter de l'entre de l'entre de l'entre de l'entre de l'entre de l'ex-responsable des bill appartenant aux rérugiés et au gouvernement jordanien, M. Chmouel Galon, a été accusé de fraude dans des acquisitions de terres. Des intermédiaires juifs font pariois courir le bruit qu'en certains lieux le gouvernement va confisquer des terres, et leurs propriétaires consentent alors à les vendre soit aux autorités soit à des particuliers certes, la loi interdit à des particuliers. Certes, la loi interdit à des particuliers de s'occuper d'achat de terres dans les territoires occupés, mais ces intermédiaires israéliens savent expliquer qu'un accord tacite leur permet de travailler sans entraves (8). Lorsque les propriétaires s'obstinent dans leur refus de vendre, le gouvernement ferme d'abord le terrain « pour des motifs de sécurité » puis procède à l'installation d'une agglorrération. Des confiscations de terres ont en lieu partout en Cisjordanie. Rien qu'au cours de l'année passée, on a notamment confisquée en juin quelques centaines d'hectares au nord de la vallée du Jourdain, puis, en août, on a fermé une superficie de 80 hectares dans le

village chrétien de Beit-Jalla pour y construire un quartier le Collège supérieur de défense nationale. Au cours du même mois, des terres ont été saisies dans des villages aux alentours de Jérusalem (Eizariya, Abou-Dis, Charafat); en septembre il a man de construire la région Jebel-Tawil. d'El-Bira, superficie 200 hectares; en janvier 1977, plus 40 au de pour installer centre du Nahal. rapide inventaire de Nahal. rapide inventaire de videmment un toujours nom impératifs de la « securité » que les autorités procèdent confiscations, le parlement, y cehayahou. été plus franc lorsqu'il a déficie promise, et par conséquent nous avons le inuliénable confis-inuliénable confispeuplement, et d nous partie d'Ereiz (9), c'est-à-dire (2), 2 Palestine dat hritannique.

Entre la guerre et la paix

A l'ETRANGER. politique des A faits accomplis des critiques. A cet égard, l'attitude du gouvernement Carter est négative, comme le fut celle du président Ford et de ses prédécesseurs. Lors de la dernière visite de M. Rabin aux Etais-Unis, le président James Carter a manifesté son opposition, clairement et avec insistance. Il a dit son espoir qu' « en Israël ne asront pas accomplis des actes qui le jorceraient à exprimer publiquement son opposition à ces installations d'agglomérations » (10). D'ailleurs, le 11 novembre 1976, le représentant américain au Conseil de sécurité a pour la première fois, approuve une mesures prises par modifient mesures prises par modifient composition démographie naturelle, et en particulier l'établissement de colonies; (...) mesures pares par valeur juri-

graphie naturelle, et en particulier l'établissement de colonies; (...)

mesures valeur juridique : valeur copposés l'adoption
de textes semblables.

A la veille des élections, on s'attendait, dans : milieux du pouvoir, des pressions américaines pour tout ce
qui concerne les textitoires occupés et
le règlement du conflit. « Nous devons
agir vite en Cisjordanie, avant que
nos mains ne soient liées et que nous
n'ayons plus aucune possibilité d'agir,
et créer rapidement des jaits accomplis », disait un ministre dans une
réunion du gouvernement (11). Le
plan de peuplement pour les quatre
prochaines années comporte insement : vingt-sept agglomérations
dans les textitoires occupés, dont onse
en Cisjordanie, : dans : des
dans les textitoires occupés, dont onse
en Cisjordanie, : dans : dans : de
de Gase et dens le n' : du Sinai
(trouée de Rafah) et deux au bord
du golfe d'akaba, sur la mer Rouge.

Dans le Golan, le plan prévoit pour
les prochaines années la création de
quatre nouvelles agglomérations (12).

Les projets ne concernent pas seulement la

quatre nouvelles agglomérations (12).

Les projets ne concernent pas seulement la la la la des agglomérations déjà étabites, mais aussi l'agrandissement la centres urbains.

A Charm-el-Cheikh, tisée Ophira, conque cents unités d'habitation devatent être terminées en mai 1977; en 1978, il y aura sur place mille familles, et Ophira sera en 1982 une ville de seize mille habitants. A Kiriat-Arba, la quartier juif d'Hébron; on construira avant la fin de l'année en cours dix mille unités d'habitation. Le dèveloppement de Maaié-Ephraim, dans dix mille unités d'habitation. Le déve-loppement de Maalé-Ephraîm, dans la vallée du Jourdain, comporte la création d'un centre urbain et admi-nistratif desservant toute la chaîne de villages et de kibboutzim établis dans cette région depuis la guerre de six jours. D'autres plans ont été éla-borés pour la création d'une ville de quarante mille habitants entre Ra-mallah et Latroun, ainsi que d'une autre agglomération urbaine entre Bethléem et Hébron, tandis que sur le Golan se poursuit la construction de la ville de Katserin (des annonces

d'appartements

tà à prix

Yamit,

cinquanie

sont

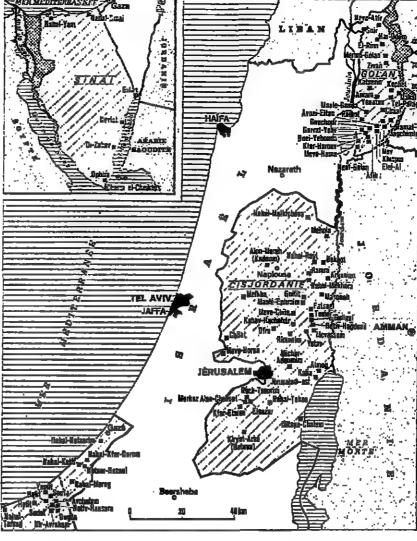
Mais les Israéllens dans les nouvelles agglomérations politiques financières qui mont des raisons démographiques.

des raisons démographiques.

des raisons démographiques.

des villes firminations d'appartement restent des milliers d'appartement restent des milliers d'appartement restent des milliers d'appartement les milliers de luife qui pennierront les millie camps militaires, on compte environ
mille Israéliens
occupés, dont mille cinq
bron (15).
ministre étrangères gouvernement travailliste, M. Ygal Allon, préconise l'établisse-ment de deux concentrations urbain-l'une dans

l'autre sur la route d'augmenter Jérusalem, dans d'augmenter le nombre d'habitants, qui mai faible le nombre d'habitants, qui faible
agglomérations agricoles.
L'argent ne manque
ce qui concerne politique de
peuplement, qui absorbe des son mes
énormes. Jusqu'à présent, les dépenses
pour d'établissedans coeupés d'établisseevaluées moins milliards tilvres
a déjà til
300 millions Charmel-Chetkh millions à Yamit.
La politique des q interprésent dans territoires occupés insgouvernement israélien que ce soit éprouvera, hien entendu, les plus grandes difficultés ordonner le démantèlement des d'établissement une des difficultés occupés, le poids et le succès de le mount suffindiquer. D'un de le succès de cette politique de puplement font que le gouvernement lien se trouve de cetat poir la même de six jours, devant la même



Les Implantations juives hadismini dans III modified mariell Circle 1967.

pirée par une dans l'espoir de donner au pays des frontières plus larges que celles de Cette politique constitue, bien entendu, un sur chemin de la paix les Quelque

(4) Voir Kapeliouk, la Fin des mythes, Albin Michel, Paris, 1975, chapitre a L'annaxion en douce ».

(5) L'emission de la des de la des de 23 mars (dans magazine 7 de divers de protestations de la des divers de protestations de protestations de la des divers de protestations de la des divers de protestations de la des divers de protestations de la description de la desc

alternative : on bres and le paix, on bien garder les territoires occupés, avec le de guerres que comporterait le tel

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ET NOUVEAUX GOUVERNEMENTS

ALGERIE

avril

République, ministre

République du de la République du des la République de Ré

(Elections du 17 avril 1977)

de : 6 005 195. M

95.07 (Chambre) 6 6012 971. M

95.19 % (Sénat); nombre suffrages
valablement exprimés : 5 574 230. d

92.82 (Chambre) 5 525 971, M

(Sénat). Répartition voix et les différents partis :

— A la Chambre : parti (C.V.P.-P.S.C.) : 2 003 605 voix, 80 sièges ;
parti socialiste beige (P.S.B.-B.S.P.) :

voix 62 sièges ;

et libéral (P.V.V.-P.R.L.W.-P.L.) ;
877 524 33 sièges ; Volkaunie (V.U.) ;
1534 voix, 20 Front des III. BELGIQUE

R.W.):

volx, 15 sleges; particommuniste - Union democratique progressiste (P.C. - U.D.P.): [1] | volx, 2 | P.S.B. - R.W. | province | Luxembourg: | Volx, 2 | volx, 2 | volx, 3 | sleges; P.S.B. - B.S.P.; | 1989 419 volx, 29 sleges; P.V.V.-P.R.L.W. - Volx, | volx, | sleges; V.U. : | volx, |

Premier : M. Sorsa;

du premier : M. Sorsa;

du premier : M. Virolainen :

M. Rekola; interieur : M. Uusitalo;
Ilnances : M. Paavela :

industrie : M. Saarto; comaffaires sociales : Eante
Trölüjärvi : M. Olani Mariikainen;
travall : M. Aalto;

M. Taisto Tähkämas.

SOUDAN

(11 férier 1977)

Ministre la : lieutenanigénéral Alt : Intérieur :

M. A. Ibrahim : gouvernement
local : M. Avad Zeta ;

jeunesse : M. Al Abideen

étrangères.

spécial du président pour ...

id : planification : M. M. Missident pour ...

id : planification : M. M. Missident pour ...

id : planification : M. Mustala :

général Abdala : ...

général Abdala : ...

Tousi : M. ...

Tousi : M. ...

ports : Dr Beshir Abdali : ...

et information : M. M. Misside : ...

merce : M. ...

religienses waqts : M. Awad : stielres

religienses waqts : M. Awad : strelres

religienses waqts : M. Awad : strelres

religienses waqts : M. Awad : Sharees :
irrigation : M. ...

El-Zein : Dr Farima

Abdul Mahmoud:

publics:

relles: Dr

coopération: Dr

Auad.

Secritaires:

temperes:

(conseil ministres).

Président du exécutii :

M. Djuranovic : vice-présidents :

M. Culaite. Minna.

Culaite. Minna.

Président : MM.

Bejsat. Faziija. Gligorizote. Ljubomir

Radovan Simtteiev, Vajo
Skendzie. Ubiparip.

Vice-président aux

Secrétaires : M.

Secrétaires : Intérieur :

M. Pranso Herijevie : commerce : prix :

Cemovie : commerce : ...

Luddiger : justice : ...

Plan

Pi ...

Comptée tédémus : prix : comités fédéraux : planisociale : Birovifev :
transports : M.
Dimitriévic : constant : M.
Vultarovic : coopération économique wole développement

M. Stojan Andov; travail emploi :

oorski; anciens
guerre : guerre:
proection:

Tomic:

M. Trpe Jakoulevski; information:
B. Berberotic: énergie

M. Higeric: M. Higeric: agriM. Kustrak: législation:
M. Aleksandar Fira; général:
M.

implantations 1967-1976s, cette in officielle a été publiée lem par d'information du goudinformation du goudinformation du goudinformation du goudinformation du gouvernement couligne, officielles à l'appui, du gouvernement vaiiliste en d'établissements israéliens tourt précisant que installations doivent se dérouler conformément aux projets du (aliusion à création les travallations doivent se dérouler conformément aux projets du (aliusion à création les travallations doivent se dérouler conformément aux projets du (aliusion à création les travallations doivent se dérouler conformément aux projets du (aliusion à création les travallations doivent se dérouler conformément aux projets du la fait de imprimées en Israël, les frontières antérieures à 1967.



L'aide militaire du Caire au régime Mobutu

RELATIONS DIFFICILES ENTRE LE PRÉSIDENT SADATE ET L'ARMÉE ÉGYPTIENNE

annonçant, le 1° al demier, une egyptienne la l'alle zaïroise, le président a ouvert un veau chapitre de sa politique. Bien e décision aille à contre-courant de la ligne anti-impérialiste de par l'Egypte depuis la révolution 🍱 🗺 elle ле volte-face inattendue conforme aux uniminate del prises en le de le égyptien suite logique d'un global engage par le régime pour martin aux exidences alliances tant parvenir à solution du confilt

l'époque nassérienne, qui effrayent nouveaux partenaires, m président 🔳 d'abord préoccupé 🚚 🕒 situation intérieure. Il libéralisme, il a modifié 🔚 🕶 🖷 l'Etat 🖷 📟 la société. Illian les suspects vouloir préserver l'héritage du l'all et vilégiée el minoritaire, les pulsd'argent tant occidentales qu'arabas. L'économie , du coup, aubi profonds visant tavoriser le capital privé — national et étranger — du public qui l'ossature du développement intérieur. Les la politique d' = ouverture = ont la champ libre abus au point que l'Egypte dans la spirale infernale extérieure. Le 📁 🐱 déune dépendance l'égard l'étranger.

plan extérieur, le régime n'avait, Jusque-là, wanter wanter l' - égyptianité -, 🖬 ==== 🛮 une grande partia 🕦 la bourgeoisie traditionnelle,

le la régional mana Le mana argument aliait servir | expliquer le Sinaī (septembre 1975), puis la passivité, libanais (qui devait s'achever en quarentehuit heures... 🛔 Ryad).

La dépendance de l'Egypte, auxquels a conduit and politique, was aujourd'hul sur une impasse : président la ne dispose plus d'aucune marge d'initiative pour un règlement du conflit multiplement auquel li la la les priorités. Pour les 🚛 ce dilemme, il 💶 lui 🐜 plus qu'à donner de plus plus plus volonté, aliant même au-devant I Washington de Ryad. Et, ce la la la lors de l'éviction le militaires soviétiques d'Egypte en juillet le puis moment 🕶 la récuverture du canal 📭 mas m juin 1975, le président incale joue ses chair and les assortir in conditions preziables qui permettraient 🚎 faire évo-

luer la situation : il offre. L'aide offerte au président Mobutu se gilles game de curriente lischi dem le monde arabe, 🗷 chei 🔝 l'Etat égyptien gardait un champ d'action en Afrique. L'Egypte n'a-t-elle profondas racines depuis im alècies, sinon millenaires ? N'a-t-elle joué un illi capital and la lutte i'indépendance ? Certes, au milli demières années, le trail and jouissalt 📟 Caire s'est progressivement e til positions all plus en plus ambiguée we les grands problèmes atricains (1). Mais l'Egypte conservait touinhérente i la ciasa pales du pays. Et l'Afrique d'annue au Par MARIE-CHRISTINE AULAS

poids time les manuel prises par les

Lorsque, de mars, M. India réunissait e fe premier - se siro-arabe, d'Etat présents, en majorité africains, l'alla me Indirectement i retrouver un personnel largement le le le populaire qui, 🔐 🍱 🍱 plus tôt, 🖂 🛚 Sicond is pays, it is beautiful you is proclamer, au de la minu inaugurale, = l'appui = l'Egypte aux de libération = développement = n

Afrique l'une grandes préoccu-pations du président les eon Europe II aux Etals-Unis, un M. Dimen d'Estaing in l'incomin Djibouti l'indépendance, épousant retournement de l'attitude française : 🌬 qu'un an plus 🔣 Le recevoir représenpurent s'exprimer & la latte de la latte met = airo-arabe. Unit une interview au de a Inquiétude un « la lamus que prennent Afrique, en perticulier as Falls a (2). Aux Bulletiville 📑 il aborda 🖩 problème 💷 en public que ama ma conversations privées, il presentalt l'Egypte - rempart anticommuniste un la l'Afri - (3). 🕠 🖿 journaliste Joseph 📠 seminanti : - Maleis a Issail une appronouvelle, pro-occidentale antipénétration soviétique Souden, FAfrique, Mais tombent orelites man in the second bisched he peut Marier za liberatur zamer une telle péné-

tretion = (4). If restalt, on effet, a seem une inliative à prendre, un rôle à jouer, d'aussel plus per circonscrire is in angolais et préserver les reliminar minérales de la région willim Branco 🖂 objectifs que eux-mêmes, directement. L'écheo

J'engagement d'une politique appelaient une stratégique qui responsabilités à tiers. Et de que la atricte observaceuvre.

Tandis France poursulvait d'une puissance dominante s à la même entreprise pour populaire i maintenir voir un d'Etat chez lui comme la Internationale, Mals, en partageant les objectifs de l'impérialisme gouvernants de pays précisent leur stratégie solidarité. régimes patit-bourgeois », pour qui protéger à la se protéger sol-même, un tel engagement permet d'éviter risques d'une périlleuse à moyen La politique président qui l'avait déjà pratiquée la reprises, su

profit du général Nemelry Mais, au Zaîre, l'air égyptienne prend une D'un point in historique, de complète contradiqla révolution au l'au qui mai le la aux l'armée égyptienne l'armée Lumumba. D'un point de van stratégique, cette will s'intègre au mouantiprogressiste pur pur la mer Rouge; la come il l'Afrique il la stricain. Dies - grandes - - - finance, Le ant : l'Egypte ne possède-t-elle pur l'armée la miem moral du continent, and efficace, and a series comme contre-révolutionnaire ? En outre, le su président le butu le rôle pertensire l'époque de la recomment en Afrique. Et l'initiative il l'Egypte n's-t-elle il aussi but ill prouver il Washington qu'elle est il minu de jouer en Afrique un rôje, comparable au Proche-Orient, comme gardien 2

entin, expliquer délai de séparant l'intervention marocaine (9 svril) de l'annonce de Perè égyptienne, au moment où l'opération 🚃 Zaīre touchait in fin ?

L'enchaînement in laisse supdù opposer la la l'Etat la l plus plus fréquemment, le prési-dent pour pour opposées qui
ont'été siennes pendant vingt
que le chef l'Etat a appel pour réprimer le soulève-ment populaire du janvier. encore à l'armée qu'il demande d'appuyer une politique laquelle laquelle depuis

de queiques laveurs vue de préaux gouvernement, ticiper 🛮 🚃 colloques. En avril 1975, 🖷 général d'aviation Hosni Pépublique, ce qui, au prémettalt d'engager la Mais, honori-fiques, le l'armée s'est rapidement dégradé, non sous la la la nouvelle politique prioeurtout, et l'économie d' = ouverture •. Partageant en cela le sort •• •• % •• Egyptiens, •• •• coups of a galopants profit par une classe parasitaira. Les artila la la grande malorité, exclus en planta il n'en ma pas fallu au maréchal Amer, en 1968, III au 1872, pour

nourrir des changement.

Le son la latérieur, le régime dépendre le latérieur dépendre le latérieur de la latérieur de latérie ment 🜬 l'armée. 🖙 🚟 👊 qui, 📟 janvier. Il pression in le gouvernement pour mique qui étalant 🗉 l'origine 💳 la 🚃 Li mai sa mai peul-li, mai problème, continuer liui demander im Jouer im répreself à l'intérieur et 🖛 🔤 🖮 = gendarmé de l'Impérialisme 🖫 🖩 l'extérieur I

Sans qu'il per les populaires de recrutement, su de manufesté par la population. blen de la saule force du peut-elle rester l'unique soutien a régime l

(1) Le Monde diplomatique ontobre 1976. « Le nouveau Jeu de en Afrique s.
(2] Le Monde, b avril 1977.
(3) Citation reprise par le

(3) Citation reprise par is avril 1977.

(4) Revald 11

(5) Le suitement accord mais som apput par la part la

Histoire d'un livre interdit —

L française — in milie exemplaires d'un ouvrage intitulé in d'Afrique sont selsis, was cream mis en vente, and fordre in M. Poniatowski, and ministre 🖙 l'intérieur.

🔤 — J.-P. Alata, Français d'origine, 🖦 🖷 l'indépendance africaine, ancien collaborateur de l'alle Touré — vient de passer cinquante-quatre de les recom guinéennes. Tortures, supplices, exections de toutes sortes : Il ce qu'il a vécu. 🖸 🚃 vivent, aujourd'hul, des 📼 de

than son tâmoignage traits and : a publication, and un manufacture des affaires étrengères, 🔤 paraît inopportune au moment où. 📼 une 🖼 🚾 période de rupture, una nous efforçons de liquider le liquider le franco-guinéen de (redonner) a nos mistras avec Conakry un como normal.

dit, comme l'expliquent H. Name P. P. leur dossier (1), les effaires reprennent : longlemps de Guinée, représenté que par Pechiney. représenté l'angele s'efforce de regagner le l'angele s'efforce de regagner l'angele s'efforce de regagner le l'angele s'efforce de regagner le l'angele s'efforce de regagner l'ang ies prolits — perdu. Déja, — To, Renauti-Seviem, M.T.E.-Francorali, ont d'importants contrals ; — (télécommunications, tourisme) s'apprêtent 🛘 les 🛍 🗥

a ce retour en force économique a'ajoutent des visées : l'une des la l'Elyada est de la tutelle des pays d'Afrique et, es biais, de peser de la la continent. L' + ales - au Zaire - est en exemple ; la remaille de resident en exemple ; In Comment on eat on makes.

Dés lors, importent au régime glacardien quelques entorses de l'antide d'expression : plus importent au régime glacardien quelques entorses de l'antide de l'antid

(i) L'affaire Aluta : pourquoi en interdit un livre em France, par E. Hamon et F. Rotman, le Seuil, Paris, 1977, 197 pages, 19 F.

L'unique soutien du régime

L & dynamique e la laquelle d'el l'annuelle enalogues II ceux de Tel-Aviv. II elgaiisraël solent reléguées de les pages life rem de la pressa égypille qui man la priorité à l'estiintroduction the salest qu'en ficicitées plus l'anti-impénalare au communisme). L'Etat hébreu plus l'inatigateur des intérieurs, tandis la Libye in les promises égyptisna en sables. Illia l'alla le plus Marel de demaure la disperalon géographique 🚞 l'armée égypau Soudan, au fronde le Libre et sulgard'hul su Zeīre. que reste-t-li min in front du Sinat ?

Paris arredo qui mérionero la intradicion

son sol M M (remail larséilenne M ies frontières series à la ligne actuelle ? Certes, | | | | | | | | tique, poliactes. Discours M déclarations Militaires Zaīre, comme tant water allegate dans is territorial mentioned. pourquol, avril, Le Caire Mil officiellement démenti les littere de la presse internationale annoncent une participation egyptienne aux côtés de la France et du Maroc ? Une semains de tard, l'apper publicit un « communiqué de dayptienne », de sur sur les chypriotes de les Monte-Carrie et um la Mett. Ce communiqué, dont l'origine serie ignorée, affirmait que l'amb large en n'intervienn'a qu'un seul . Israel. Et d'ajouw souch in Imposé le

Deux études sur l'internationalisation de la production

Les multinationales européennes et le capitalisme mondial

A plupart the européennes sur les firmes multinationales portalent sur les retour, si l'on adire, un sant américain a anastrong dre, un american analyse, dans du la Harvard School, grace de la Fondation ford, The European (1). Le titre est significatif: a Renewed Challenge to and British 3 1/auteur,
G. Franko, 4 specialistes 4 1/44 l'image im répandus de la puissance largement l'image la largement l'image la largement l'image l'imag statistiques américaines. » (P. 7). L'originalité son d'abord dans la listorique. 1914, les

tale in implanté ou solvante-filiales à l'étranger, vingt-deux nour les leurs de maris marientes au minor pour de britanniques. indus-américaines. indus-jours en exploitant à l'esportation oligopolistiques de leurs innovations technologiques. > (P. 10.) Au souel d'ouvrir - Il s'ajou tait celui s'approvisionner en mières chaque pays européen, pris séparément, les et demeure dépourve. la matières premières la nisation, puis les adaptée au nationalisme le

Cependant < ___ d'extension de l'induscestrension de l'indusdu (labor ou aux : se vers produits de lux : se vers produits de lux revenu (exemples : la 2 Citrosn, la Cocci-la Volkswagen) et de luxe. américaines produissient des similaires, les premières adoptaient promières adoptaient promières afortaient promières (les premières (les produissient des produissient

péennes pour l'Amérique Nord, quent-elles de les d'opérer multinationales américaines ? Cer-publicité, laissé (...). Male il donaaméricaines, ou

aux d'Europe des produits made in
U.S.A. (par un procédé unique. s (P. 104.) trois derulers chapitres en particulier de montrer e multinationales d'Europa une influence aussi la la qu'avant. la main visi-

mouvement a été beaucoup qu'en ce qui l'augmentation du rythme l-échanges. Il s été aussi dominé par les firmes d'origine materiale et miles que la marpéennes Mais ces réserves ne sont pas diri-davantage développement

is C.R.E., dévelop(P. 135.)

Mais, surtout, Ch.-à. Michalet tente de poser
d'une capitalisme
mondial montrar
still mondial production capimondial sont pas celles de l'eracerbation de la
concurrence entre les pays industrialisés, de l'ac-

Par GEORGES BENSAID *

prèsente. » 164.)

dix-neuf » 2, L.G. Franko cherche à réduire polds des multinationales américaines en accesse étanner. Pour lui, l'impérialisme n'existe pas. Mais, lucide, il tente pas de soutenir maintien d'avantages comparatifs et souligne monopole d'oligopole. La désespérément à rendre public l'fameux rapport 1973 multinationales (américalisment, livre L.G. mériteralt d'être traduit ses et la pertinence ble in 1981 an plus series qu'avent, male

L'un des meilleurs spécialistes l'ample du pro-L'un des meilleurs specialistes du pro-firmes multinationales, Charles-Albert Michalet, dans de L.G. Franko, il Historiques (Cf. pp. 22 et Etemple concernant l'influence berrières comme la C.E.E. n'a pas empêchê la tendames à intra-curopéenne. Le

développées, de la international, la problème pétroller, si continuent à de la interna-de la la interna-cutablement sur le futur des économies. Mais ils culation et à la production. » (P. 11.). Mais ce changement d'optique de poser le primat de la production sur la circulation pour établir les bases spécifiques de la preduction sur la circulation pour établir les bases spécifiques d'apprendix de la cupture » (P. 11.).

Paria-I, Panthéon-Sorbonne,

revue, à la inmière des la la faits récents, Bonkharine, de Samir Amin (centre-périphèrie), la Kautsky (l'ultra-impéria-(centre-périphèrie), « Kautsky (l'nitra-impéria-lisme, repris par Hymer et Murray), de R. Ray-mond Vernon, il impproche l'analyse sur « la dérive des secteurs », de celle de Christian Palloir sur « la branche de l'us avons tenté de dise ». « La rupture que nous avons tenté de internationale — internationale — un capitalisme lui-même. dialectique son existence (...) dialectique son existence (...) dialectique son du système son mondiale elle est tout à la fois la reproduction si la logique fondamentale (celle du production et la principal son d'existence élargi. Mais, encore une fois, fi ne s'agit la phénomène son (P. 119.)

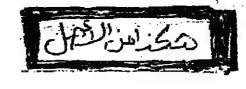
La deuxième partie de l'émergence de sa dynami-que es son fonctionnement le les te contradictions multinationales, l'orga-de la production de la circulation, le des managers, la financement. Cet examen est tout entier tendu vers « l'unité et la disparité de l'économie mondiale ».

disparité de l'économie mondiale ».

Nalgré ses hésitations, stipour fondements d'une venir, il pose de l'internationalisation du capital. Mais ment d'une Pas d'une pratique de lutte contre les formes l'une pratique de lutte contre les formes et place la deuitèma sous l'autorité pentée Sartre peut-il se contenter qui pose le promutinationales sous formes d'alternaties : Faut-il que contre? : Avantes et place le promutinationales sous formes d'alternaties : Faut-il que contre? : Avantes d'alternaties d'alternaties sous formes d'alternaties : : Faut-fi on contre? : Avaninconvinients? on Multinationales Etats-nations. (P. les
forces gauche I au pouvoir, pourrontelles se contenter d'être : pour ou contre : I

(1) Harper et Row, Londres, 1976, 288 pages. (2) P.U.F., coll.

€ Economie en liberté >, Paris, 1976, 233 pages, 45 P.





and the last The South State of --

فتعطف والمنحرس

a jajana Lagaran

100

Landan Shares

in the second of the second of

الموادية المعادية المادية المعاون المادية

and the second

The second secon

a state of the s

The State

t etrif mi - 200

No the designation of the

· 大阪、海峡県

The second second second

a a man traight affect of the

The state of the

and the second

me has many before

أبوها الرفيقي فوهر ماما أأف

A Section of

Silver Summer September 1

وفقيه والمادات

Le prix de la «guerre des sables»

LA MAURITANIE DANS L'ENGRENAGE

(Suite de la première page.)

Il trouverait la spèce caution morale à l'occupation du Sahara occidental Pour ce faire, il convenzit parachever le rapprochement car c'est en 1969 seulement, soit neuf ans après l'indépendance, que le Maroc avait officiellement reconnu la souveraineté de la République islamique Mauritanie. Aupara-Rabat considérait ce vaste désertique comme une province royaume par l'irrançais.

L'irrédentisme marocain

français.

L'irrédentisme marocain
poussé la Mauritanie se tourner
vers l'Afrique noire to proche et
à nouer une allim l'Algérie.
Ironte l'histoire, sous les
auspices de l'Algérie, et au nour de
la solidarité régionale contre l'occupant espagnol, que le roi Hassan Il procèda à la reconnaissance
diplomatique le Mauritanie. Une
fois écartée la menace ambitions
marocaines, stratégie mauritanienne se modifia à peu jusqu'à
la signature l'accord d'ocbre 1974 par quel la Mauritanie
contentait de revendiquer la
roitié sud du Sahara.

Maroc le Saguis-El-Hamra. En
échange de no sou marocain faisait miroîter des promesses
pour l'exploitation en commun des
naturelles du
tamment les phosphates de BouCràa (1).

Créa (1).

ce moment-la tirait à sa fin la longue marche pour dégager son économie des structures coloniales. De pays l'ancienne Afrique - Occidentale française, elle plus muni plus dépendant mo-

ment de son accession à la souve-raineté. L'action de l'équipe gouver-nementale était axée sur la récupé-des d'une infrastruc-

la mise en place d'une infrastructure économique de base.

Les efforts en ce sens avalent débuté
en 1986. La création d'une société
miste, la Sonimez, qui se voyait
confler le monopole de l'importation
des produits de base, avait brisé la
domination in commerce
françaises. L'année suivante, la Banque internationale pour l'Afrique occiture in perdu son monopole
ban par l'implantation
concurrente. Lorsque le Fonds
péen de développement et la Banque
mondiale refusèrent de financer un
important projet d'irrigation et la
construction du port Nouakchott,
la Mauritanie accepta l'aide de la
Chine. En 1973, la solidarité arabe (2)
permit au pays de sortir de la zone
franc et de créer une monnaie nationale, l'ouguiya (50 ouguiyas = 1 dollar); puis l'echnique et soutien financier de l'Algèrie, de la Inet du Koweit permirent la mise sur
de la la marianierne.

La situation était alors mûre pour

La situation était alors mûre pour affronter les sociétés multinationales qui exploitaient les gisefer Véritable
Etat dans l'Etat, la Miferma (3) passait en 1974 sous contrôle de l'Etat
misnien Jugeant insuffisantes les
leur itson, les
groupes miniers utilisalent alors une
tactique bien rodée
nement Aliende : blocage de manent Aliende : blocage des cargaisons dans les ports
upéens. En outre, la C.E.E. laisque,
qu'elle n'aux it pur le son contentieux avec les ex-actionnaires.

Mauritanie ne bénéficierait pas des garanties de stabilisation des prix des matières premières prévues par l'ac-cord de Lomé. La Mauritanie menaça

Mauritanie ne benéficierait pas des garanties de stabilisation des prix des matières premières prévues par l'accord de Lomé. La Mauritanie menaça de riposter, mais la caperre du fer prévut pas lieu, car déjà le conflit du Sahara se profilait à l'horizon. Les puissants groupes miniers et l'Etat français (principal ctionnaire) firent marche arrière de ne pas contrarier gouvernement qui, hier encore, faisait figure de l'aversaire, mais devenait soudain un allié prid du fait qu'il jouait, au Sahara occidental, la carte marccaine.

La politique économique réformiste du gouvernement mauritanien a permis à un large secteur de l'oppolitique économique réformiste du gouvernement mauritanien a permis à un large secteur de l'oppolitique économique mauritanien (P.P.M.).

Stratège visait renforcer l'aile progressiste du parti dans l'espoir d'allement des forces conservant dans l'appareil d'Etat. Au congrès du P.P.M., qui se tint pendant l'été 1975, le président Moktar Ould Daddah put compter sur l'appuit de la cjemesse progressiste » pour mettre en œuvre une politique de réformes suppresse que politique de réformes suppresse au Sahel et des retombées de la crise économique mondiale changeaient de fond en comble le rapport de forces à l'intérieur du parti, ce qui ajournait aux calendes preques les indispensables réformes.

Des promesses du Marcc sur le partage des richesses minières du Sahara, les Mauritaniens ont vu blen peu de chose, la Mauritanie, dans le partage du territoire, recevant la portion congrue, tandis que le Marco s'octoyait les zones ferrifères et la plupart des pisements supposés de pétule off shore. La participation de Nouakchott à l'exploitation des mines de phosphate reste toujours au stade des principes. Après une sécheresse prolongée, une autre dans supposés de pétule off shore. La participation de Nouakchott à l'exploitation des mines de culture d'Akjoujt, nationalisée en 1974, a du l'influence crois de la demande des pays occidentaux a eu des effets dramaliques sur le prix de d'akjoujt, nationalisée e

in temporalrement fermée. Quant au prix minerai de fer, il est resté stable (nominalement), mais l'infiation accélérée qui sévit l'a érodé en termes l'a érodé en termes La dette publique extérieure a triplé en quatre ans, passant de 200 millions ouguiyas en 1972 à 600 millions ouguiyas en 1974. Mauridépend de plus en plus l'anouveaux bailleurs l'arable Saoudite, Abou-Dhabi, Koweit, qui lui ont l'an des ressources propes sont en décilie le pagrace propes

HOWARD SCHISSEL

L'équilibre politique du PPM en train en le retour l'influence plus marquée du clobby chérifien personnifiée par l'homme du ministre de la interne, se sont rilitaires au gouvernement. L'armée investit peu vie nationale pourrait, si la sur terrain de s'aggraver, plus diplomatique, ment Mauritanie plus en plus diplomatique, ment Mauritanie, 28° session du ministre de l'année, permis une pour debut de l'année, permis une poissario d'assister de l'année, permis une le pois a sommet se cinq riverains (6). Niamey au mois de mars, plus manquè cet ment parmi les par conflit communiqué le pays principe l'autodétermination du Sahara occidental. La question de session, malgré l'hostilité africains acquis aux l'afrique noire la monde d'afrique ne pays un révent faire pays un la lainsi se dirigeant mauritaniers, qui révent faire pays un plus le plus le plus le monde d'afrique noire la monde d'afr (1) Four analyse plus analyse plus anaccurred diplomatiques et l'enjeu aratégique in économique, voir Jamil Moutahid. «Les Sahracuis et l'aphates. avril 1878. Francisco Vergara, «La voie de Mauritanie». Esprit, septembre 1878.

La Mauritanie sai de Mauritanie sai de la 1873.

La Mauritanie sai de Mauritanie partegéss principalement entre la British Steel company (18 %). Finaider (15 %). Denain Usinor %).

Imatal (11,4 %) et le B.R.M.G. Farançais (24 %); l'Estat avait participation 5 %.

La urbaine passés en 1839 31 % en 1973, tandis la capitale. Notakahott, a vu personnes au des années.

(5) La souvanir des (8) Le souvenir des par la raciales de par la la l'arabe reste dans l'esprit de la le monde.

Le cinq participant la conférence l'Algéria la Libye, la Niger Tehad.

Un film de Sembene Ousmane

< Emitai • *

epécifique des coloniales réalde fait qu'elles près, d'hommes tactique du coloniasteur profit, des coloniasteur profit, des coloniasteur coloniasteu contre une autre dune partie de population contre tout le a rerement lijustré (i) les du en Airique noire par proouration ; es la d'embiée, Emital, die cinéaste cénégalais Sembere Ouamane aborde de front question

La période historique-choisie per le réalisateur est particulièrement délicate ; durient is seconde guerre mondiale, is cocupée par l'Allemagne et gouvernée par le Pétain ne conservait, seud du la que l'Afrique-Occidentale française, dont les ressources exploitées avec une renouveise contribusient palement de l'excritante indemnité d'occupation de Viony par les mizis. Une de cituation rendait autoritée coloniales et su les

du film se alle per un hi protesto au aud du libraria, en l'acceptant du film se un la sud du len par l'ethnie dioia, qui accorde à chefferie important.

décrit l'aristance d'une diois qui refuse a céder a colonisateur se i de riz denrée est sacrée les Dioiss). L'utiliage, il amputé de ses les validés, enrôlès a forde dans les tirallieure sur les fronts analadroitement à la epoliation. Les chefs consultent dieux de la tradition animiste (Émite) de sultent de consultent dieux de la tradition animiste (Émite) de sultent de consultent de consult is 🚞 du tonnerre), attendent 📰 geste du clei 🖬 📂 de eulvre l'exemple al pur décidé a sux abattu un cours de l'occupation du village. Seules les les les en les militaires, forment un les militaires, forment un les résister ensemble im puisant des la populaire) aux intimidain and also and l'objet. Les beares internet leur rands et, ayant rabas l'ascervissement, ward fuelliée et il tirallieurs sénégalats.

que la procès totalisant du colonialisme, la celui de coloniaux ; il présente le pres le l'autorité plus attenté autocaprices des l'alles qu'aux peuple.

Dépourvu de exemplaire ou positif (le - héros -, c'est la femmes). Il en un relatique, d'une grande plastique, quoique l'auteur se d'avoir ethnographique, la cerémoniele d'enterrement les

grace couleur), and l'unilisation Arricomme à dans les ausei l'unilisation Arricomme à dans les ausei l'unilisation Arri(2), À sur Saint-André-des-Arts 14-Juillet-Bastine.
projections-débats, Productions,

Les mèmes clivages se retrouvent au sein de l'armée. Tandis que les soldats noirs se montrent peu disposés à en découdre avec les combattants du Polisario, les soldats maures, de leur côté, sont apparemment peu disposés à tirer sur un advarsaire sahraoui souvent issu des mêmes tribus. L'incapacité de l'armée à protéese que tavellers grand comme delle

L'influence croissante du Maroc

tribus. L'incapacité de l'armée à pro-téger un territoire grand comme deux fois la France a permis aux forces marocaines de s'implanter dans une partie de la zone mauritanienne du Sahara. Dakhia, et prendre man de plusieurs pos-tes comme Bir-Moghrein, à l'intérieur même des frontières de la Mauritanie. Les Marocains conduisent des opéra-tions militaires sur une part toujours grandissante du territoire leur plutôt de force d'appoint.

En de militaire marocaine, aucune ville d'une attaque éclair du Folisario, qui entièrement l'initiative d'une attaque éclair du Folisario, qui entièrement l'initiative sur le minier sur le adramatiquement démontre peu de d'une armée qui n'a riposté l'attaque port Nouadibon, poumon économique du plus en plus attaque, de sorte que l'exportation du minerat, pui représente 50 % exportation du minerat, pui représente 90 % exportation du minerat, pui représente 180 % exportal pourrait être ralentie dans le proche avenir. Par l'ouverture d'une école interarmes à Atar et l'envoi massif d'armés, ainsi que de conseillers militaires, la France a apporté sa contribution à l'effort de guerre. Après Zouérate, tout laisse à penser que l'engagement français en Mauritanie ira croissant. Le gouvernement de M. Moktar Ould Daddah avait dénoncé en 1973 les accords de défense et d'assistance militaires la 1961 ; il considérait comme une entrave l'indépendance du pays il a changé l'indépendance du pays il a change au mois de mai, de M. Galley, ministre franla coopération. La Mauritanie présentant de nouvelles de d'aide, on peut se demander jura l'assistance française. En cause, c'est moins lui franque l'influence croissante du Maroc qui inquiète les forces progressistes au sein du P.P.M. Elles soup-connent le souverain marocain de vouloir obtenir per vouloir obtenir par des années il m pu arracher par la force : l'annexion des Mauritanie au « grand Maroc ». '«Le Long Voyage des gens du fleuve» :

Un livre d'Adrian Adams

L sustraie, is Sénégal, Toro habide en min à l'imm par l'un allaba de s'andrésim coloniale. À partir de mêtre de alècia, la mise en mana mise du librar fut mis aur l'arachide ta avam se développe la pag la chemin 📺 la Dakar-Niger, rendant 🜬 🖦 la marginalisation économique 🖿 🗓 région du 📭

Alin in Larrian lour trinsm aux gens de tleuve, Aline Adams, animaliana britannique, a 🖦 leur long voyage 🖿 France, 🛦 🛍 🖦 emploi (1). Illus l'autoria métropole, 🔙 présence 🗯 📥 🞮 lourd ; 📥 inversés, in perspective change.
villages du fleuve, l'émigration de quest inéluctable, comme l'attirme un proverbe andre : - Séjourner à l'étranger and mieux que mourir,

Pour l'auteur, l'émigration in les comprendre passes une les rises à corriger 🖬 déséquilibre 🔤 par 🌬 🖦 du développement colonial. D'abord, eupplémentaires qui permettraient l'indépendance, un signe du rythme néo-coloniele.

🚛 til 🛌 siècles, l'objectit ங « développement du sous-développement » m est guere : intégrer en recession à la laboration de l'Association française. Après produits vivriers, région main-d'œuvre produits vivriers,

film i in the film of l'employ en filmed et i in min in in production (2). développement agricole agricoles autonomes, exprimant agricoles autonomes, exprimant and prendre and propre avenir, avu le jour 🖿 se sont 🖿 🖛 projet gouvernemental de 📲 🗷 🖼 🛍 région. L'Organisation en Sénégal, Sénégal, Sénégal, admi-de la capital admi-objectif la paysanneries aux 🖿 🚾 🗓 marie développement : l'agriculture d'exportation 🔳 🖿 BENEFIT THE PERSON NAMED IN

Firstini un projet un une chose, un marchi in pagata in marchi en mil une mil il compte rendu d'une mana mil il compte rendu d'une mi que rapporte l'auteur, 🖃 un témoignage 📂 📨 🔭 👛 🗀 👚

il 💶 🗸 voir 🔳 🗎 া 🚾 des paysans 👛 coopérer avec les 🚃 🚾 du gouverpourra sur prise prise plus conséquente de leur exploitation et ainsi un premier vers a rupture Manufacian II ie im iii mot mili aux gens 🛍 fleuve, comme 🔳 souligne l'auteur, un l'ouvrage d'avoir la laçade l'Afrique - tranquille -, gronde la

(1) Adrian Man Is Long Voyage gens in fleupe, Maspero, Paris, 1977, (1) Admin 1222 pages, 40 F.

222 pages, 40 F.

37 Cf. L. deux films 12 parole, sur la lutte en France 12 su pays les causés et les conséquences de l'émigration.

consocrée au monde

- NUMERO SPECIAL orabo-islamiques;

 avec Mohmoud Riad;

 Le arabe africain
- Reportage à Djibouti; La chronique de Philippe de Saint-Robert ;

 Le Marie de Lottellah Soliman.

Les rubriques habituelles : Immigration, fivres, millione et la sup-

5,60 F - C.C.P. La Source 34.274-90.

and the second of the second o Tel.: 555-27-52 - 705-81-45

France Fori Arabes : 36, mm Tramassac, 69905 LYON France Pays Arabes: 45, rue de Metz, MOOI NANCY

Calendrier des fêtes nationales

LUXEMBOURG
28 REPUBLIQUE
MALGACHE Fête Paul VI

100-15 JUILLET 1 BURUNDI

1 RWANDA BTATS-UNIS D'AMERIQUE Fête de l'indépen-

Fête nationale Anniversaire de la Campilifation Fête de l'Indépen-5 ALGERJE 5 VENEZUELA 11 MONGOLIE 14 FRANCE

nationale

Fête nationale Fête nationale Anniv. ne procl. la République

Dans les revues...

El II faut c aider (les Israéliens) à se sauver s, écrit George Ball, ancien sousmi d'Etat américain, dans un article fort remarqué de FOREIGN AFFAIRS.
A vrai dire, l'idée n'est pas neuve mais ce qui change, en revanche, c'est la conception que l'on se fait maintenant, dans militeux des saiut :
finis a petits il un règlement d'ensemble, les et « rien ne saurait être non négociable quand les enjeux sont aussi élevés ».
Depuis les élections is l'article n'a pas perdu de son intérêt car si la
majorité au pouvoir a changé à Jérusalem, la l'état l'épard de l'Arpérique reste la même. Dans le
même numéro, Dankwart A. Bustow met
d'ailleurs le doigt sur l'élément ele du
le rôle prépondérant de l'Arabie
dans l'politique pétrolère des
(Volume n'e avril 1917,
trimestriel, 3 dollars .

Battimore, Maryland

Battimore, maryima

B Autre sujet préoccupation pour le gouvernement des Etals-Unis ;

adopter à l'égard partis
européens l'égard partis
européens l'égard partis
J. crétique les maladresses récentes
Laite un assouplissement la politique américaine en domaine, qui
encouragement régimes
est-européens. Tel est, son
avis, le prix du l'influence
sur continent. (N° 28,
printemps 1977, frimestrief, l'dollars, dir.
115. Allen Boulevard, farmingdale, N.Y.

B eLa Trilatérale au sommet »: Il s'agit récent Londrea, auquel participaient duquel Lebrette revient, Le VALEURS sur la stratégie qui porté l'équipe pouvoir: lui, partensires japonals la pouraient découvrir qu'il ; pouraient découvrir qu'il ; a la conception « équilatérale » de partenaires, l'Amérique

opposait une geométrie différente. un sommet du triangle plus élevé que les deux autres». (N° 2.118, 3-15 mai, hebdomadulre, 5 F = 14, rue d'Uzèz, 75081 Paris,

E Apparition d'une le revue, le le poche. Elle se définit se qualifie par le lapidaire: LIBRE. Dans le premier numéro, si le titre imagé de : «L'empereur ni plus! A bas l'empereur so, claude Cadart sons selon qu'il la voit. la Chine des derniers mois. La partie centrale du le éro est un «in memoriam» — le vi gtiè me anniversaire de Budapest — débré par C. Lefort, M. Luciani et C. Castoriadis; celui-ci dénonce le silence persistant de C. Lefort, M. Luciani et C. Castonadis; celui-ei dénonce le silence persistant de «ceux qui se premient pour révolutionaires», qui sinistre de leurs motivations» qu'il sganche» «nouvelle gauche»). lui, l'insurrection hongroise source ». (N° I, bisannuel, 17,20 P. » Payot.)

en R.F.A.5. Presque les silemands, certsins silemands, certsins silemands, certsins de liquid de la control de la control de la certain de liquid de la certain de la cert POLITIQUE AUJOURD HUI

differente, qui n'est plus i presque qui n'est plus i presque quelques-una contre presque tous (au principal de la companie de

secteurs : commu-nauté scientifique, familles des «sus-pecta»; avec des témoignages et des listes de «disparus», (Mai 1977, mensuel, 15 F. » 28, rue de Condé, 75006 Paris.)

Au sommaire numéro de PROJET, les les Gonsalo Arroyo), en Afrique (C. Kamitatu Massemba), la contestation dans les démocraties populaires (F. Fejió) les tauts de l'honme en général (A. Jeannière).
M. Michel Johert fait le point de l'application de l'accord d'Helsinki. (* 116, juin 1977, mensael, 16 F. – 1 rue 1986 Paris.)

IJ Dans le JOURNAL OF PALESTINE STUDIES, dont le dernier numéro paru de la 1975, Abdul-Itah Abu III professeur de géographie l'université de Kowelt, s'efforce de définir principes qui inspirent la planification régionale dans les territoires occupes. (Printémps-été 1976, vol. V, n° 3 et 4, trimestriel, 5 livres libangises. » P.O. Box 11, 7164 Beyrouth.)

Fire chiefer

on forces. Les prévisions, aujourd'hui rétrospectives, ne confirment qu'a... demi jeu. Elen au-delà électrics. Raymond Aron lit dans «l'avenir prévisible». Cardible, fait le présent parait les «lectures » antérie 1977, mensuel, 6 F. 14.

SOCIOLOGIE, J.-E. Humblet

problématique a l'immigration
québec. i compilque, ou se
par le qu'en i
compétences provinciales
i linguistique évidemment
on sur onze
pationaux d'émigrants i
taitens entendu)
parlent i français majorité.

neul autres, cette majorité, cora-sante, est en faveur de l'anglais, devan-cant de fort loin — ce qui est encore plus significatif — l'usage de la d'o gine. (N° double 1976, I et 2, bisan-nu. 25 F.B. – Ed. de l'Université de Bruxelles, Parc A. 1640 Bruxelles.)

Entelles.)

El Dialectiques, revue axée sur la recherche théorique en sociopolitique, prend dans ce numéro pour objet ou point d'application l'Italie d'aujourd'hui stratégie politique, mouvement syndical — mais outre des perspectives plus générales: eurocommunisme, philosophie marriste, actualité de Gramsci, etc. Pour Dialectiques, même en le le le le deupséen s. In timestriel, ce numéro : 35 f. - 77 bis, rue Legendre, 17 Paris.)

E CRITILITO DE L'ECONOMIE POLITIQUE un lance:
politique un coml'alier avec las
moyens patrons; dans le Chili
l'Unité populaire:
classe.
profits en Amérique latine. (N° avrilpin trimestriel, abonnement
nuel : F. - Marpero, I, pl. Pani-

dernière livraison de CRITIQUE COMMUNISTE est tout entière contactée à l'union de le gauche en France. Jean-vincent les écneils guettant son arrivée su pouvoir en raison des insuffisances et imprécisions du programme commun, qui cachent, en fait, un refus de « développer la lutte des classes jusqu'à son logique. » Daniel Bensaid présente, son côté, la position des marxistes rensires sur l'Europe. (N° 14-15, dix numéros par an, 15 F. – 10, impasse Guéménée, 75004 Paris.)

est largement consecrée à un débet sur l'Eur où sont rappelées les positions du parti et la un possement commun, créactualisées » en quelque sorte perspective : rait ponvoir. 23, mensuel, 13 F. — 12, Malesherbes, 73009

REPERES présente la concolt le certes et a passage obligé de de rupture avec le capitalisme. Ce dur » du Programme commun fait l'objet d'un exposé et le capitalisme. Ce dur » du Programme commun fait l'objet d'un exposé et le lutte classes, ou de prononcer le la lutte classes ou de prononcer le la lutte classes et la lutte classes et

E Pour son dirième AUTO
SOCIALISME, canal un bian qui est in projet. Deux autres d'un projet. Deux autres d'un projet. Deux autres en Europe ce qui conseils ouvriers en Europe ce qui conseils ouvriers en Europe et double : F. - Ed. Anthropes, Maine, 75615 Paris.)

PANORAMA IMMOBILIER

PLACEMENTS IMMOBILIERS AU CANADA ET AUX ETATS-UNIS

une garantie de la valeur de votre capital contre Phyliation et les troubles sociaux de mue temps.

représentant direct des constructeurs / promoteurs, nous proposons des immeubles de rentabilité construits et loués, au prix promoteur. Un exemple :

SUPER-MARCHE & LEXINGTON contrat de location indexé pour 20 ans avec la deuxième plus grande chaîne de super-marchés des Etats-Unie (chiffre d'arme total a 6 milliards de alle par an).

Prix : 1.250.000 dollara Rentabilité :: - Hypothèque en négociation.

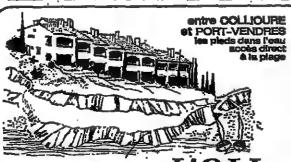
Notre organisation en Europe et en Amérique est 🖥 votre disposition problèmes concernant un place-Nous vous informerous discrètement.

ORION GmbH. Hakastr. 40 - 6000 Francfort, All. Fad. L : 611/6604201 - The 411381 div

- COSTA BRAVA -AMPURIABRAVIA - A 35 km du Perthus daria la Bale de ROSAS...

Mustru trus mestidis à partir de 40.000 F Appta. P 2 tout meublés à partir au milla P Appta. P 3 tout meublés à partir de 90750 Villas sur devis

POSSIBILITÉS DE CRÉDIT 80 % SUR 5, 10 et 15 ans PROMOVENT'S INTERNATIONAL 1, rue Louis Moreau 91150 ETAMPES - (16.1) 494.09.95



les résidences de Li

evec jardin, a mer, a mer, construction that the confort total electrique cuisine menualle parecent for the confort total electrique STUDIO - 2 - 3 PIECES + quelques villas cuisine merveilleusement équipée FERMES ET DEFINITIFS = LIVRAISON IMMEDIATE Garantie Bancaire Banque la Henin Credit Personnalise 80 %

RENSEIGNEMENTS et VISITES:
Tous les jours VILLAS et APPARTEMENTS Témoins de 10h à 19 h RESIDENCE de L'OLI - 66660 PORT-VENDRES - (16.68) 38.21,43 Réalisation SCI de L'OLI - 21, rue Général Foy - 75008 PARIS - 522.54.06

vivre à Cannes oui mais ou?



PRINCIPAUTE D'ANDORRE YRENEES - (à 150 km de Toulous

La mailleur investissement (hors taxes) du moment. Nous construisons et vandons en direct.: Studios de sports d'hiver, Appartements, Chillets, Terrains, de HAUTE RENTABUITE.
Gestion et location sur placo assurées par nos sobre si nécessire.
Baos. LAP. Le Stiffee Pas de le Casa. We d'Ambere. 76. [16.678] 31.082, 51.218

AU TOUQUET-MAYVILLAGE

Dans 300 hectares du dunes protégées, à 1000 m de la piage, en bordure de IIIII havinne de pins maritimes et de peupliers A VENDRE

Studice, 2 et 3 pièces équipés et entrèrement meul de à partir de 154.000 F (terrain et parking privé compris) Mayvillegen Bell France 62520 Le Touquet Tel. (21) 05 12 24

ACHETEZ A CAEN

Produité : Mer - Campagne - Forêt - Rivière - Descriile - 2 h Paris (Autoroute - Turboirain)

™ L'OLYMPIA ²² — Du studio au 7 p. p. Son standing - Prix acceptionnais - Priits PiC

"" LE VENDOME" — Très grand standing Appts de 48 à 210 m2 - Quartier privilègié - Paro de Vendom

WILLIT Pire at Pile - BAMO 4, rue Saint-Sauveur, :14009 CAEN CEDEX Tél. 81 (86.33,87?

terrains à batir mam viabilisés de 2240 ma à 4865 m2

■ VENDRE A PARTIR DE 65,000 F (T.T.C.) Domaine résidentiel Houbec Cocherel
des Bois d' Houbec Cocherel

75km de Paris - Autoroute de l'Ouest - à 5km s/place: Route de Gaillon - Sam. et Dim. 10h - 18h ou s'adresser AGENCE GRAMONT - 2 rue de la laute la la Martin 78770 THOIRY tél: ---- 4 1

SUR LA COTE D'AZUR ET EN CORSE

3 VILLES, 3 PROGRAMMES un promoteur: S.E.T.F.E.I.

CANNER, dans un parc avec piscine. Résidence-Club Abadis - II complets léquipe ménagère, restaurant, salons), studios, 2 ou 3 pièces.

I VILLEFRANCHE-sur-MER, dominant l'une des pjus belles baies du monde, Les Restanques - appartements grand ding avec jardins et piscine.

CORSE (à 31 m de Bastia),

Marina di Firmalto - charmantes construites - plaga -



Aenseignements :

S.E.T.F.E.L. - 29, rue Pastorelli, 06000 NICE - Tel.: (93) 85,28,82.

A CANNES COTE D'AZUR Des appartements 📕 prestige 🔚 🖿 plus beaux quartiers DE 6.000 A 12.000 F. LE M2

Prix constructeur ferme et définitif bancaire - Crédit possible 80 %. Du Mild vacances à la résidence grand air conditionné, insonorisation

Landar technique aconfort. Documentation sera par GECI 119 bis, boulevard Carnot, 06110 Le Cannet Tél. (93) 45.66.66 RÉSIDENCE du "PRÉ DE L'ISLE" autre CHISTREHAM at COURSEULLES à 2 hours de Paris, 10 minutes de Caen, par le train ou par l'automots.
Paût immende résidentiel, du Studio au 5 Pièces,
Broable lautofdiatement, à partir de 91 500 FRE.

S.N.C. DELIGNY - 14880 Hermanville-sur-Mer Tél. (16-31) 97,20.20



LA VIE DE CHATEAU A HONFLEUR...

Chateati de Prêtreville

■ GONNEVILLE-e/HONFLEUR

(2 h. Nom. Yous y découvrirez dans le pare qui château des appartements / Adresse

da STUBIO au 3 PIECES III J.L. ARNAULT 18, rue des 3 Frères, PARIS 18 Tél. 252.42,09

ou téléphoner : [16] [31] 89.03.02

AUX REMPARTS DE KERJOUANNO entre le golfe du Morbihan et la uni

UN INVESTILLA I GRANIT C'EST AUSSI UN INVESTISSEMENT VACANCES ET VOILE

Port en eau profonde du Crouesty à 1500 m Aspart, támoin curert le week end ARZON POET - NAVALO TEL: (97) 26 23 82 une documentation sur:

Vous souhaitez St□ 2p□ 3p□ 4p□ 5p□ ETE 1977 🗆 ou ETE 1978 🔾

\$ SACOGM



Adresses ce boit avec votre carte de visite &: 1, place du Cirque 44000 NANTES - (40) 73,99,80

NICE-CIMIEZ: "LE SERENA" Petite résidence - Haut standing - PISCINE - VUE MER Le Séréna - 146, avenue des Arènes, 06000 NICE T61, (93) 81,37,37

PANORAMA MER IMPRENABLE Appartements inédits, séjours 30 à 45 m², terrasses avec barbecue LES GRANDS ESPACES

28, Comiche Fleurie (près 148, av. Lanterne) 06200 NICE en Corse votre résidence de vacances,

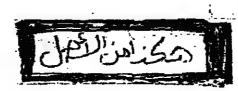


un placement... Et quil placement I au soleil, "pieds dans l'eau", toujours en l'eau de mer, à qualques minutes de la montagne, dans les plus beeux sites de la Corse. . financier?

Oui, bien sûr! Car une valeur nouvelle votre capital: les vacances incomparables que l'on passe en Curse. Faites donc le pas, et vous vernez. Vous vernez aussi, propriétaire, l'attrait de votre résidence si vous voulez louer en votre absence:

i 115 000 F disposible intendel. CRÉDIT 80 % 4, me du Cât-Rivière / votre doc. 75008 PARIS / engag à M... M° St-Ph.-du-Roule / Adresse

THL 359.18.03 /+TEL Pour tout renseignement sur cette rubrique, s'adresser à MULTIMEDIA: 278 51 54 et 272 68 80.



1. April 1885 يتخور بدء منسو

4 1 1 1 1 1 1 1 1 Acres to the parties of a service of the service of e di September di S September di September d A CONTRACTOR

100 miles (1888) 1 miles (1888) in production to a

i de la composição de la La composição de la compo La composição de la compo A Section And A September

an probability of the and the state of the

ور ريونون دو. پورتهنديور د د

يان <u>در ني</u>ن ساد و دو ده ang a kabija. Panangan Pangga പാഷത്ത് വിദ The state of the s A Section Section

namen in Associate A manage of the same of the sa يون آن يوه ينه مغربات در ادر ميدان مجال الرواد ادر ادر ادر The second is

13.00 - 23.00

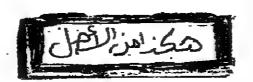
1000 AT SAME

W- 1 - 14 12

The high street is 人民事 医 A to to the company of the same

And the second s

. **27** € 1



Révision de la politique américaine, montée des oppositions

CORÉE: L'ÉBRANLEMENT D'UNE DICTATURE

Par ALAIN BOUC

La saison des incertitudes a commençà pour l'régime danger apparaît sur deux fronts: une nouvelle opposition se lève, plus active; le gouvernement des Etats-Unis vouloir tenir les promesses faites par le président Carter, et les premières discussions sont angagées à Séoul le 25 mai sur le retrait des troupes américaines. Quatre jours plus tôt, le président avait montre le fermeté ne ses intentions et limogé le général John Singlaub, chef d'état-major des forces américaines en Corée, qui avait exprimé en public son projets de rapatriement des troupes.

lle cos deux menaces conjuguées, la plus grave dans l'immédiat provient de la mobilisation des milieux religieux et les jeunes revenue are. La cafhédrale de Sécul abrité depuis deux mois des manifestations de plus en plus audacieuses contre le régime du président Park : protégée par nature du soupçon de sympathie pour le communisme. l'Église est

E 1° mars, l'évêque Chi Haksun

Ménonce an cours de l'office les

violations répétées des droits de

l'homme (on venait d'arrêter treize
personnes, dont plusieurs curés et
pasteurs) et les conditions de travail
inhumaines dans les usines. Le 10 du
même mois, mille cinq cents personnes, dont une majorité de jeunes
ouvrières, tienneut dans la cathédrale
le premier rassemblement de travailleurs observé depuis longtemps; les
jeunes femmes demandent que soient
reconnus le droit à l'organisation, le
droit à l'action ouvrière. Leur déclaration en treize points exige un salaire rrinimum, la fin du travail gratuit pour le gouvernement, la fin des
journées de travail de douse heures,
la pratique du congé hebdomadaire,
etc.

Trais jours plus tôt, les familles prisonniers politiques de déclaration pour protester contre les écoures têlément de la courrier, les parquisitions, la surveillance policière pendant les offices de la cathédrale, etc. Le mars commence discrètement une caumagne de la cathédrale, etc. Le mars commence discrètement une campagne de signatures pour la restauration de la démocratie. Trois personnalités, un des des de prison jour même mais que leur grand âge interdit d'incarcèrer, en ont pris l'initiative; sont la République Yun l'ancien ministre des étrangères Chung Il-Hyung et le chef de l'organisation quaker Fam Sokhun. Ils de-

R71 * 12

* NEW COMMANNS

L'Amérique s'interroge

CETTE agitation prend

plus d'importance que les EtaisUnis semblem manifester quelque
compréhension à son égand. Le département d'Etat a fait savoir le
19 avril à Séout qu'il Mésapprouvelt
les arrestations de signataires et qu'il
suivrait les développements de l'affaire. De fait, besucoup d'Américains
croient — et de nombreur Coréens
espèrent — que les temps ont changé
et que Wassel a la désormais une
autre politique que celle du statu quo
recherché par M. Henry Kiscinger.

Le fondant leurs espoira sur les dé-

Ils fondent leurs espoirs sur les dé-clarations du président Carter (e Il faut que le gouvernement sud-corésa soit bien convaincu que l'oppression qu'il exerce à l'intérieur répugne à noire neurole ». 23 juin 1976) et sur les notre peuple », 23 juin 1976) et sur les décisions prises par la nouvelle admi-nistration : en janvier-février 1977, le vice-président Walter Mondale confirme l'intention américaine de procéder, les cinq et au rapa-triement des troupes. En mars, un pre-mier petit geste : la suppressi des de voyage en du du Nord.

Certains trouvant encouragemendans l'envoi (pour négocier rapatriements) M. Philip Habib, ancien en Corée, auquel M. Henry Klasinger intimait, en 1874, l'ordre de ne plus être

mandent rassem-populaire démocratique.

L'agitation se développe moment de la financia de participer aux exercices de la milice, exigent que les services de renseignements et de répression (la C.I.A. coréanne) quittent les campus. Le congrès d'urgence » des étudiants de l'université de Séoul demande la démission du président Park.

a rela s'ajoute un regain la l'actisout collés dans les quartiers les prafréquentés de la capitale ; ils demandent la chuie du régime. D'autres
sont jetés dans la foule, La police
n'a pas le temps d'arrêter les diffuseurs.

sur leur dos », s'agissant des hourme.

Phomms.

En fait, rim il vraiment acquis.
La président tarde à l'impression profondes. Des réticences rexpriment dans le haut commandement militaire; le potentiel aérien des Etats-Unis resters, pour l'instant, en Corée; on aiders l'armée sudiste à se renforer; les décisions seront prises e en étroite consultation et en coopération avec les gouvernements du Japon et de Corée du Sud ».

Ces incertitudes irritent une fraction croissante de l'opinion américaine; tire les indochinites qu'on cesse de soutent des régimes impopulaires laires i meuririers, qu'on arrête au un formidable gaspillage

un formidable gaspillage nouveau un point chaud du globe; l'avenir y est aussi incertain qu'en Afrique australe, mais les affrontements y sont plus neta. Les quarante deux mille soldats américains, dotés d'armements nucléaires, y maintiennent-ils vraiment la paix? On se demande de plus en plus, aux fitats-Unis, si cette présence inutile ne risque pas d'entraîner le pays dans un conflit mondial. On n'est pas sur des initiatives de M. Park Chung Hee; pour certains, il tient les divisions américaines en otage. caines en otage.

Une répression systématique Une autre raison explique ce réaxamen critique de la politique exté-rieure américaine. En cette période de difficultés économiques, les Etats-Unis font leurs comptes. Depuis l'installa-

Incarceration systematique de tous critiques du régime hommes politiques, étudiants, chefs religieux commence à inquiéter des citoyens américains pour lesquels les human rights signifient, plus que pour nous, le de l'homme Peut-on, doit-on soutenir un régime qui prive de liberté un ancien président de la République (Yun Posun), le candidat à la présidence vainqueur de Park Chung Hee à Séoul, seule circonscription où le vote ait échappé aux pressions les plus directes (Kim Tae Jung), un ministre des affaires étrangères (Chung II Hyung) et le plus célèbre des poètes nationaux (Kim Chi Ha)?

Chi Ha)?

Encore ne s'agit-li que de la partie la plus visible de la dictature. La terture, la surveillance, le chantage, voire le la la font partie du « droit commun », si l'on ose dire. L'administration américaine découvre, un peu épouvantée, que la C.I.A. coréenne, installée en 1961 par ses services, est devenue un manstre de quarante mille employés réguliers, — d'un million de correspondants, d'it - o n. et qui contrôle l'ensemble du pays. Un mélange de Gestapo et de K.G.B., se risque même à dire — grande libérale.

Edité : le SARL le Monde. Gérants : Farvet, directeur in publication.



Reproduction interdite de articles, sauf accord axec l'administration. Commission paritaire des journaux et publications : nº 57 438

tion d'un régime pro-américain à Séoul, à la fin de la seconde guerre mondiale, l'aide économique et militaire des Etats-Unis à la Corée a dépassé 12 milliards de dellars, non compris le coût de la guerre de 1950-1953 : 18 milliards. Le budget pour l'année budgétaire 1977 accorde à la Corée 900 millions de dollars. Moyenne des dernières années : 614 millions. C'est trop quand grimpe la courbe du chômage. La réduction des dépenses militaires, estiment certains experts, supprimerait trois cent vingt mille emplois mais permethrait d'en créer un million et demi de nouveaux.

Appuyé par la C.I.A. corcenne, payé par elle en espèces ou en nature, le lobby coréen est un groupement assez làche, où se retrouvent des membres du Congrès, des journalistes, des universitaires et des personnages clès de l'administration, tous municipalistes et des personnages clès de l'administration, tous municipalistes sans réserves, souvent liés aux réseaux d'aida alimentaire ou aux milieux bancaires qui ont investie en Corée du Sud, généreusement invités à Séoul pour des conférences-prétentes où on le sencourage à jouir des charmes de la ville et de ses habitantes.

ville et de ses habitantes.

Les sociétés pétrolières, qu'intéresse la prospection offshore dans la mer du Japon, contribuent au financement du régime sud-coréen, plus eractement du parti gouvernemental et du cabinet de M. Park Chung Hee. C'est ainsi qu'il y a quelques mois les citoyens américains ont appris avec stupéfaction que la Gulf Oil avait accordé pas moins de 4 millions de dollars pour le financement de la campagne de M. Park Chung Hee, en 1967 et 1971, aidant ainsi à sa réélection.

ot 1971, aldant ainsi à sa réélection.

Un homme d'affaires brillant,
M. Park Tongsun, spécialisé dans le
commerce des grains, semblait disposer de fonds considérables dont il
a arrosait son entourage a. Parmi ses
anis, on cite M. Gerald Ford, M. Richard Heims, ancien directeur de la
C.I.A., M. Carl Albert, ancien speaker de la Chambre des représentants,
at une vingtaine de membres de la
Chambre basse. Sun Myung Moon et
son « Egitse pour Punification du christianisme » ont joué un rôle aussi dans
les transferts de fonds, protégés des
impôts et des enquêtes par le statut
des religions. Le journatiste Jack
Anderson, l'économiste Herman Kahn,
les professeurs Scalapho, Doak Barnett, passent pour avoir let meilleures
relations du monde avec le lobby coréen. L'ancien secrétaire d'Et at
William Rogers (on du moins aon cablréen. L'anciem secrétaire d'Etat William Rogers (ou du moins son cabl-net) se rait intervenu récemment pour arrêter la poursuite de l'enquête sur les mouvements de fonds bancaires de l'ambassade sud-coréenne, arguant qu'il s'agissait d'informations proté-gées l'ambassade (1).

Maigré les efforts déployés pour étouffer les enquêtes, on apprend toute une série de scandales qui noircissent un engagement américain pris au nom de la défense des libertés. On a vendu 40 U de riz en plus de ce qu'erigeait la aituation alimentaire de la Corée entre 1969 et 1971; le gouvernement Nixon a versé 375 millions de dollars en 1971 pour obtenir une limitation des exportations de textiles sud-coréens aux Etats-Unis; au total, trente-quatre accords furent passés avec le gouvernement de Séoul sans que le Congrès en fût informé; le Pentagone, de son côté, négocia une série d'accords accrets; Washington

dut verser 1.7 contributions diverses — et illégales — pour obtenir la participation de deux

du Vietnam.

Les découvertes se succèdent, grace, parfois à la défection des responsables coréens de ces réseaux. Ainsi, un certain Kim Sang Kum, « maméro deux » l'appareil de la C.I.A. à l'ambassade de Waahington, préféra placer la protection de la police la compte de la compte sur défendant le compte sur défendant le compte sur le gouvernement américain se rend compte que le régime sud-coréen n'a rien trouvé de mieux, pour convaincre, que d'acheter, i'un après l'autre, des membres du Congrès. On compterait près de quatre-vingt-dix parlementaires parmi ceux qui acceptaient les enveloppes pleines de billets de 100 dollars distribués par la C.I.A.

Lee Jai Hyon, un dis-

Lee Jai Hyon, un distingué distingué culture avons connu alors qu'il diplomate Paris, chargé la culture l'époque n'il CLA coréenne kidnappait une de l'epoque dont la culture devienne l'ambasponsable l'information i l'ambas-le Washington, défection. Le public ignore de la deservéiations, mais elles semblent d'importance. Dans son audience devant le Congrès, le 12 juin 1976, Lee donna détali des opérations ruption : l'ambassadeur de dirigeants politiques américains ; pressur la hommes d'affaires invessur hommes d'affaires investissant en Corée pour qu'ils amènent le Congrès soutenir la politique de Park Chung Hee : mise d'organisations lolsirs gratuits en Corée : préparations sérieure défendre la sécul, etc. L'ancien diplomate présent professeur de journalisme l'Illinois...

Nombreux la Coréens de l'étranger qui tentent ainsi de prendre envers la régime. Ils ne sont pas absents des ambassades, ni la C.I.A. Lors d'une conférence réunie du 1^{rs} au 3 avril la New-Vork rence réunie du 1º au 3 avril NewYork «

politique américaine
Corée », on notait parmi participants un amiral, un ancien
ambassadeur, un général, un professeurs d'Eglise

relâché par
coréenne Réats-Unis. Le
du Congrès oui du Congres qui dépasse sensiblement, désormais,

I dix-neuf signatures qui, avec

MM Edward Kennedy, George McGovern et Ronald Fraser, avaient adressé,
en man 1976, une l'Irainne au
président

Parler are les Nordistes

Un augmente fluidité de la situation : c'est la dimiprogressive d'avoir manipuvietnamienne, l'opidepuis sujet
américain d'l'engagement
américain sujet

La Corée du Nord, deux fois moins peuplée, peut-elle envahir la partie méridiomale du pays? Son armée est moins nombreuse, elle n'est pas préte au combat comme celle du Sud, qui fit au Vietnam. La supériorité au Vietnam. La supériorité quantitative est asses largement compensée par la supériorité de maniement des avions sudistes par les Etats-Unis.

par les Etats-Unis.

La Corée du Sud, dit-on, a reçu sept fois plus d'aide extérisure militaire que la partie nord. Elle peut compter sur des bases arrière au Japon et l'Okinawa, voire aux Philippines. La farouche indépendance de Pyongyang a conduit les nordistes à construire un système de défense très largement autonne. Qui séjourne à Pyongyang et Pékin comprend vite n'est pas question pour les l'ambient de Moscou ou de Pékin. Au demeurant, les Chinois n'ont les armements nucléaires tactiques américains, si l'on croit une tiques américains, si l'on me croit une fameuse déclaration de M. James Schlesinger de juin 1975.

Le mythe de l'invasion nordiste s'évanouit. Le Etats-Unis, le avocats d'un dialogue direct avec le Nord sont plus nombreux. Ils constatent que l'en-

Les Étate-Unis jusqu'à présent, de parier aux in Joréens en l'absence des l'alle l'arconnaître à Séoul un droit le veto sur aussi inverser le problème : dialogue avec les inverser le problème : AND Les MAICHA & MICHEN IN MAN

Washington pourrait in négocier la line de pé-

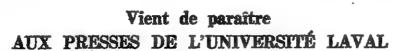
regain pour la politique avec affaires l'aliemagne, il s'agit d'économie que le premier parlé le mai 1977 l'aliemagne, il s'agit d'économie que le premier parlé le mai 1977 l'aliemagne d'estaing Raycontri exécutions, les fortures, l'importance que l'aliemagne d'estain présenté excuses, on pouvait s'en satisfaire : le sévices, les tortures, condamnations qui allaient sulvre n'appelaient l'importance qui allaient sulvre n'appelaient l'estaine d'estaine de l'aliemagne de l'estaine d'estaine d'estaine de l'estaine d'estaine d'estaine de l'estaine de l'estaine d'estaine d'estaine

coréennes
ont quintuple entre let
ont quintuple entre let
le ventes françaises un fait
spectaculaire le M. Rayne Barre, le le M. Rayne extérieur. le à le en
juillet 1978. le quatrième plan
coréen; au mois le le quatrième plan
coréen; au mois le le député
l'Assocation Françe-Corée,
de le président le député
le vivien, ancien le francais mi lorée (le bataillon célèbrait,
en 1978, au camp Lecoq de Préjus,
le vingt-cinquième anniversaire de la
le Crème en présence de
délégués l'American Legion et d'un délégués l'American Legion et d'un détachement de l'american legion et d'un caine, etc.). La France le premier européen à avoir deux banques représentées l Séoul (Banque de l'Indochine et de Suez, et B.N.P.).

dochine et de Suez, et B.N.P.).

Bref, I un patit
lobby coréen, un patit
lobby coréen, du
efficace, Le allence fait
sur exactions. L'opposition
trouve un intérêt à la
muette. Les Coréens
les services secreta, le
taisent. Décus, compatriotes
reportent espoirs sur l'Amérique
liquidation de l'héritage Nixon-Kissinger.

(1) Le Washington a publié, il avril, le président Park entretenait du lobby et il fait est président park entretenait du lobby et il



LE NOUVEL ORDRE **PÉTROLIER**

de la firme transnationale aux rapports entre Etats

THE NEW PETROLEUM ORDER

from the transnational company to relations between governments

Actes du 2° colloque international d'économie pétrolière tenu à l'université Lavai et organisé par le

Groupe Recherche Economie de l'Energie (G.R.E.E.N.)

TEXTES PUBLIES SOUS LA DIRECTION D'ANTOINE AYOUB Un volume 252 format 16 X III cm, IIII F

DIFFUSEUR EN EUROPE :

Centre de diffusion : livres : langue française (CLUF), L'ÉCOLE, 11, rue de Sèvres, 75006 : (France).





«LA FRONTIÈRE ET LE TEXTE», d'Yves Delahaye

Par YVES FLORENNE

comme ill se situatent aux antipodes in la rante de dont la mitoyenneté se trouve du même révélée:

Jeane science, la sémiotique, celui d'une pratique vieille que la la sémiotique, celui d'une pratique la vieille que la sémiotique, celui d'une pratique la la sémiotique, la respectations internationales.

Pourtant, les sémioticiens, c'est-à-dire la sémiotique, les sémiotique, counte d'un semiotique de la semiotique de la sémiotique de la semiotique de la sémiotique de la sémioti

tions internationales.

Pourtant, les sémioticlens, c'est-à-dire a sémiotique, y maint trouvé leur compte : ils ne semblaient pas jusqu'ici au moment où les aussi, et peut-être suriout, au moment où les internationales commencent faire l'objet de recherches théoriques, le décryptage leurs messages, de leurs « actes », par les grilles de la sémiotique étairerait fond à neuf, contribuerait dégager que l'ou se risque à appeler un peu prématurement leurs in l'y fallait. doute, la rencontre d'un linguiste et d'un diplomate. Elle aura il d'autant plus fructure qu'elle accomplie dans le même, homme. J'aurais peut-être déviter « diplomate » ; celui-ci, d'un d'amateur distingué. Il n'était pourtant besoin que d'amateur distingué. Il n'était pourtant besoin que longtemps pour être de le caractere in le lire longtemps pour être de méthode. En nous y : la spécialité professionnelle l'auteur et le formation, on le sans doute une qualité que nous littérature » la littérature d'anjourd'hui en donnait aussi clairement l'exemple. M. Delabaye de donnait aussi clairement l'exemple. Il appecialité que nous et tour littérature d'anjourd'hui en donnait aussi clairement l'exemple. Il appecialité que nous et tour d'un deme coup des satisfacture d'anjourd'hui en donnait aussi clairement l'exemple. Il argueur qu'elles discipline qui n'est assas contraindre son écriture il peusée la fermeté et la rigueur qu'elles de la semine de la fermeté et la rigueur qu'elles de la semine de la fermeté et la rigueur qu'elles de la semine de la fermeté et la rigueur qu'elles de la semine de la fermeté et la rigueur qu'elles de la semine de la fermeté et la rigueur qu'elles de la semine de la semine de la fermeté et la rigueur qu'elles de la semine de la la rigueur qu'elles de la semine de la semin

L'il fera-t-on grief d'un certain cartèsianisme qui se déclare d'abord dans relation même du discours la distinction, la distribution des parties? Le soin était de de la la domaine explorer l'exploter. Dans pour fixer frontières, le pour fixer frontière rencontrer d'il la frontière rencontrer d'il la frontière l'exploter de signe même l'exaction internationale, laquelle se caractèrise par l'acte la transgres. Tel est du moins, après examen d'élimination des le moins, après examen d'élimination des le moins, après examen d'ilmination des le moins aux alles santaient chapper au regard, d'allieur d'elles santaient chapper au regard de l'observateur, le la nouveauté dans le champ d'un regard, d'allieurs, correspondant à la sémiotique d'en parties non mais aux intentions essentification.

signification. Qui communique ou signifie? Celui, ou cela, que

In terminologie nouvelle appelle acteur Les Etats sont les plus de acteurs, non les multina-tionales. Ils fort nombreux, sinon mais toujours entités. D'où une difficulté : pour tout

rapports i communication

lira un intout particulier ce qui concerne communication. Un y leaves les pour qu'ils ne soient pas, en fait, d'incommunication, contusion violente i inquelle fait aliusion is tour le Babel reproduite sur la couverture. Un peut-dire ainsi ce balancement décourageant la haute diplomatie au théâtre de foire. l'institutionnalisation solennelle du dialogue cu l'institutionnalisation solennelle du dialogue contraire d'un même code. De tels capendrent le « mulentendu mot dont le sens s'est affaibli jusqu'à de mulentendu mot dont le sens s'est affaibli jusqu'à de quelque chose fortuit, fait pour dissiper ; alors qu'il s'agit maladie de la maisse de la ma

ment, un livre qui s la facon de traités célèbres, rait s'intituler : les semiotique des relations semiotique des relations semiotique des relations ses instruments : li peut aller l'Evant ; li en entrainera la qu'il ren Notre propos n'était que de l'importance d'un projet comme et ce qui commence.

* Ferri, Paris, 1977, 256 55 F.

AMÉRIQUE

TAMING THE GIANT CORPORATION. -Ralph Nader, Mark Green, Joel Seligman. New-York, 311

New-York, 311

10,50 dollars.

Le Raiph Nader entouré de deux autres spéciale de deux autres pour dénoncer dans le caractère el nels pourpoir détenu aux pour proposer complète du système juridique américain d'une aux chartes adoptées par les différents et aux expansages, notamment fiscaux, offerts aux entreprises ausceptibles de s'installer dans l'Etat, et d'y payer des impôts locaux, course dont l'Etat du Delaware demeure le déplorable « champion », au prix d'une soumission complète aux exigeances les plus extrêmes des grandes firmes
Pour les auteurs, une réglementation fédérale du droit des entreprises est aussi normale pour les Etats-Unis que le fait de n'avoir qu'une seule monnais et de délivrer le même passeport à tous leurs citoyens. A la faveur de cette unification juridique sersient introduites des dispositions favorisant la démocratie dans l'entreprise, la publication des informations actuellement couvertes par le serret, le retour à des structures économiques plus concurrentielles et la garantie des droits des employés. Venant sprès plusieurs autres qui visalent le même objectif, ce livre reserre l'étau de la controverse pu b liq que américain en cette mattère, avec les conséquances de cette diversité, habilement entretenue, sur les retains deux des restains deux d'une des cettes des les contenues de cette d'une d'une

AFRIQUE

L'ALGÉRIE CULTURES ET REVOLUTION. — Bruno Etlenne. A Editions ## Seuil, Full, 1977, 333 pg-

LE CAPITALISME D'ÉTAT ALGÉRIEN. — MACC

Raffinot, Plerre Jacquemot. ges, 60 F.

gel. 65 F.

La plupart des observateurs se plaisent à le reconnaître : là où l'anarchie menacait. l'Etat i fortement impose désormain une politique unitaire et unifiante : là où s'éendaient des sebles stèriles, se dressent aujourd'hui derricks ou complexes pêtro-chimiques.

Bilan impressionant : l'Alpèrie est i qui lii en si peu i qui lii en si de son de décollage » par la fei entre de son développement aux besoins de préciser. I première série de problèmes in mode de développement chois : la développement en plutôt débouchés internes. Ce qui exige l'exportation (le pétrole représents 60 et ventes), l'industrie algérienne ne rieque-t-elle pas de son développement aux besoins des pays industrialisés? Le complexe algérurque d'El Rajar se fonctionne, par exemple, qu'à 40 et se capacités questions et plus pressants en dix analyse d'industrie), les ressources manquent pour répondre à une sociale — logements, hôpitaux, plus plus pressants en dix analyse d'industrie), les ressources manquent pour répondre à une sociale — logements, hôpitaux, plus plus pressants en dix analyse d'industrie), les ressources manquent pour répondre à une sociale — logements, hôpitaux, plus plus pressants en dix analyse d'industrie, les ressources manquent pour répondre à une sociale — logements, hôpitaux, plus plus pressants en dix analyse d'industrie, les ressources manquent pour répondre à une sociale — logements, hôpitaux, plus population l'a masculine, cherchent un travail — la démographie — i a démographie — i analyse d'épassera cap vingt millions.

ans, pays dépassers cap vingt millions.

La sera-s-i gegné? La l'ustice sociale y trouv con compte? B. Etienne, M. Raffinot et P. Jacquemot se gardent de prophétiser;

La apportent réponse.

EUROPE

REPORTAGES EN SUISSE. - Nicolas Meien-

* Genève, 1977, 252 pages, En 1942, le jeune Ernst S., vingt-trois En 1942, le jeune Ernst S., vingt-trois ans, prolétaire, condamné mort en fusillé consultat allemand à Saint-Gall. Dans le même temps, des firmes comme Bushris Oerlikon vendaient tout à fait officiellement des obus à l'Allemagne nazie. « Selon que vous serez prissant ou misérable... » : tel semble bien être le principe qui anime cette Suisse dont Nicolas Meienberg, en neuf salsissants reportages, nous livre l'arrière-clan.

Suisse dont Nicolas Melenberg, en neur salsissants reportages, nous livre l'arrière-plan.

Non la probourgeoise qu'il décent de cacher. Celle des pauvres fils de pauvres, dont les travaux mai rémunères ou'ils exécutaient naguère sont aujourd'hui assurés par les travailleurs immigrès. A travers l'histoire d'un a traître a, comme Emst S., d'un coureur automobile, d'un champion de boxe ou d'une famille d'anabaptistes du Jura, c'est la face obscure de la Suisse, jamais viue par les touristes, jamais observée par les touralistes qui est lei révêlée. Et puis, en contre-point, pour compléter le tableau, le portraît sec d'un bourgeois astisfait, les croquis tendres et cruels de petits-bourgeois et de leurs petites aspirations, un coup de projecteur sur les mœurs d'un collège. C'est, suimée, la société dont Jean Ziegler, qui a préfacé is livre, a fait l'anaiyse dans Una Suisse au-dessus de tout soupçon. Il faut lire ce livre irrespectueux et tonique, l'il faut l'ilre d'auxant plus que l'auteur a journai zurichois pour lequel il écrivait. Les éditions Zoé, qui l'ont publié à Genève, fonctionnent avec quatre personnes qui assurent l'entière fabrication des ouvages. Leur diffusion en Prance est assurée par Parallèles-Alternatives, \$1, rue Saint-Honoré. 78001 Paris. C. J.

DROIT

L'ENQUÊTE INTERNATIONALE DANS LE RÈGLEMENT DES CONFLITS. — Tabrizi

★ Librairie jurispradence, 7 1876, pages, F. jurispradence, L. 1876, pages, F. A l'origine de toute tentative de réglement des conflits de la vie internationale se pose la question de l'établissement des faits. Le droit international a étaboré à cet effet le mécanisme de l'enquête internationale, a succède l'enquête internationale, a succède l'enquête internationale, en raison de la désaffection de la communauté internationale à l'égard du règlement bilatéral des conflits au profit d'un règlement collectif. L'enquête internationale àchappe — en partie — à la volonté des Etats en conflit, car décidée par une autorité internationale, politique (Nations unies, Organisation de l'unité atricaine, etc.), à maratère économique ou technique (OATT, Organisation internationale du travail àgence internationale de l'ânergie atomique, etc.) on encore chargée du respect des droits de l'homme (Oonseil de l'Enrope, Groix-Rouge). Mais, comme tout mécanisme un des médies de rividique de réglement des nops. Croix-Rouge). Mais, comme tout mécanisme juridique de réglement des conflits, l'enquête — qu'elle soit bilatérale ou collective — se haurts, dans son déroulement, à la volonté souveraine des Etats. Et est ouvrage rappelle, à juste titre, que rian en droit international n'oblige les Etats à s'engager sur la voie du règiement des conflits qui les

CINÉMA

TRENTE ANS DE CINEMA BRITANNIQUE. — Raymond Roland Roland Editions Cinéma Créaner, 75018 Paris, 1976, 496

Voici un livre qui brise un spectaculaire malentendu et démontre (avec que il le somme d'arguments i) que le cinema anglais, depuis 1945, ne s'est jamais réduit au simple Free Cinema des années 1970, surgi, croyalt-on, du néant et dissipé dans l'indifférence. En près de cinq cents peges grand format (18% 24) de texte serré, les auteurs déploient les prestiges de la cinématographie britannique; ils révêient son originalité, ses influences; analysent son économie, ses écoles, ses thêmes ; étudient, année par année, la production, les films, les auteurs, les acteurs... Un fantastique travail d'érudition et de perspicacité dont la référence deviendre désormais obligés chaque fois qu'il s'agira de citer un qual-songue aspect du cinéma anglais.

SOCIÉTÉ

LES DEGATS BU PROGRES. — Collectif

★ Emillion du hand Eurie, 1877, 320 pa-ges. (Life F.

Le titre clair. Le progrès technique, si profitable i la production (trop : il autant le profit, responsable produire produire produire si, beaucoup moins aux Factsur d'exploitation plus que il ne il forcément la paine trop souvent le travall générales qui le le le travall générales qui le le description.

Tyndicalistes, situations représentatifs couvrant large éventail : chimie, métaliurgie, nucléalre, banque PTT., forès, etc. Toute l'énorme le produire, conditions où la servir, posent, partout i toujours, la même question de l'applicant d

18.

L'IDEOLOGIE DE/DANS LA SCIENCE. - H. Rose, S. Rose et J. Hammer, H. M. Enzensberger, R. Franck, J.-M. Lévy-Leblond, L. Stéhlin.

du Seuil, Paris, 1977. 🖿 pa-

S'il une du qui pareit i échapper la idéologique, n'est-ce la science ? En prenant parti la la celui de vérité ? On le volontiers, mais on a trompe. Ou piutôt, on donne, ce falsant.

nante.

elle, comme qui qui que en de scientifique. Ainsi le permet de disqualifier la purcer portent su pratique: l'importance qu'on aux statistiques l'esoins.

cè qui n'en pas pas pesoins.

citoyens: l'opposition de de

puis for a control of the control of

MOI. FAI DIX ANS. — I autour de Claude C. Kiejman.

* Buchet/Chastel, Paris, 1977, 163 29,85 F. ** Buchet/Chastel, Paris. 1877, 1873

29.85 F.

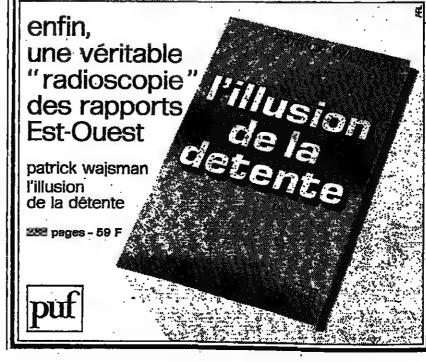
Buchet/Chastel, Paris. 1877, 1873

bourgeoisle qui trahissent allègrement pères et mères. Pariant d'eux ils politique de l'amour, la politique de l'amour, la politique de l'amour, la qui dit la dans d'enfants, sur monde cultivés.

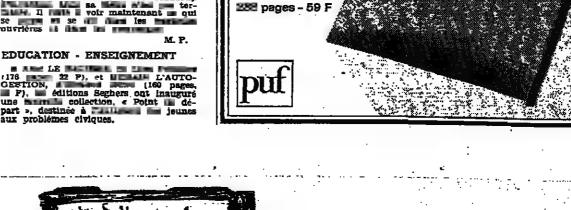
Singuilère as sociologie, qui fera découvrir qu'aucun ne axprimer sans l'avoir l'apprise de l'ambign avec beaucoup prise de trahison avec beaucoup sa ter-

LE

(178 22 F), et L'AUTOGESTION, (160 pages,
F), éditions Seghers ont inaugéune collection, « Point départ », destinée à jeunes
aux problèmes civiques.



Une publication du MOUVEMENT HAITIEN DE LIBERATION MHL LE NOIR SME Essai sur la négritude et son utilisation dans le contexte haïtien par Jacqueline Lamartinière La réaction des effets du racisme « blanc » I nombreux néo-colonises immanaguablement capitalisée esent toujours d'ataut la question de la lutte il classes in Cet constitue danc un paint depart pour une menu en question intégrale des thèses Senghar, Cesaire, Depestre, 44 pages 15 x 23 cm prix 💏 vente 💶 public: 🗷 Fr. Librairie Méridiens, 11, Lille, 75007 Paris,
L'Harmattan, 18, Quatre-Vents, Paris,
Librairie Joly et Fils, 19, rue Cujas, 75005 Paris,
14 Juillet Librairie, 14, bd Beaumarchais, 75011 Paris,
Let Thiers-Mythe, 21, rue Cujas, 75005 Paris, -- 🖬 Joie 🖷 Lire, 19, 💷 Saint-Séverin, 75005 Paris. MHL, P.O. 143, 143, White Plains, N.Y. 10604 U.S.A.



TRIBITION A



ÉCONOMIE

MONNAIE, SALAIRE, COMMERCE EXTERIEUR DANS LA SOCIETE CAPITALISTE, DANS

★ Traduit iiu chinais, éditions Alfred Eibel, Lausanne, 1978, 244 pages, 25 F.

Caux qui aimeraient aavoir comment la Chine vit ses problèmes économiques ne trouveront qu'un maigre ailment dans ces trois brochures, publiées en 1974 aux Editions du peuple de Changhal, et destinées à donner aux travailleurs chinois e une base de référence pour mener la ritique interne à leur propre unité à de travail, comme l'indique l'avant-propos des traducteurs. Très peu de détails concrets sont donnés sur les problèmes rencontrés dans la construction du socialisme. On appréciare la verve tou-lours fougueuse dont font preuve les auteurs chinois à propos de questions théoriques qui font, en Occident, l'objet d'échanges feutrés, même de la part des marxistes. Ainsi : e le contesu qui tre sans faire couler le sang : Finjiation en système capitaliste s, etc. Derrière cet assure d'après les contradictions feconomi trouver solutions d'exprés des intérêts d'une classe déterminés et elle classe 3. Illustrations de cet excellent principe ne sont malheureusement données que pour les pays capitalistes ou révisionnistes, et pas pour le Chine situémes.

L'ANTHROPOLOGIE ECONOMIQUE - COURANTS ET PROBLEMES, de Fran-

peut-être la l'aurice l'aurice l'aurice le français par Maurice l'aurice l'aurice classique de Karl Polanyi Trade and merket in the early empires (traduit sous le
titre : eles Systèmes économiques dans l'histoire et la théorie ») qui a incité les
chercheurs du centre d'études africaines
de l'Ecole des hautes études à présentar
aujourd'hui cet ouvage. Par contracte
avec l'écule anglo-examne, qui opère une
application peut-être trop mécaniste de la
exclence » économique à l'étude des sociétés primitives, les recharches françaises
dans ce domaine partent en effet d'une
approche marxiste, si l'un en juge par les
textes de ce la s'apit foujoura,
néanmoins, l'aldée trop
répandus associant société e primitine » et
elémentaire ».

Après une présentation de la problèmatique anglo-assonne (Lucien Demonio) et
de celle de l'école française d'inspirall
marriate (Hanri Moniot), les auteurs se
demandant comment procéder à la
mination d'un mode de production (Franpois Foullion), quals sont les lians entre
rapports de parenté et rapport de production dans les sociétés lignagères (Aisin
Marie) et comment étudiar les formes de
la circulation dans les sociétés précapitalistes (Roger Maunier).
Una bonne introduction à l'anthropologie économique.

POUR TIME ECONOMIE DU VOULDIR : REPONSES AU = LIBÉRALISME AVANCE ». — Jean

habituellement, le cas
id, en trois parties (les maux qui nous
frappent; leurs causes; les ramedes), les
pamphiets sur l'état général de
société ou de notre économie émanant
individuels sujourd'hui un
un peu peut
que des
possibilité pour individu
ne serait-ce que problèmes
actuels de l'économie française, inapecteur
des finances, cults directeur is prévisen, directeur général du Crédit Ivonnais,
sondin P.-D.G. le la Saint-Geous
peut en tout se prévalor d'une longus
expérience sujet.

Pourtant, l'inventaire qu'il mandies du néo-capitalisme socialisés, des causes qu'il leur sadigne (e un don progressif l'économie eur lois gles du laisser-faire s) et-les-

France les centres de décision, de finan-cement et de conception, permettrait peut-être à la France d'adapter sa satucture industrielle tout en maintenant un degré-satisfaisant d'autonomie. Mais comment faire accepter aux pays en voie de déve-loppetnant ce qu'ils rieguent fort de consi-dérar comme un marché de dupes? Jean Saint-Geours ne se pose pas cette ques-tion. Accusar, comme fil le fait in 73), d'avoir le l'Eu-rope une se tion de dépendance mar-gétique intolérable, ne l'empêche pas plus loin, de faire confiance aux sociétés mul-tinationales pour « digérer les exenge-ments ».

Mise en question de la coexistence pacifique

«L'Illusion de la détente», de Patrick Wajsman

L'e la re pourrait d'ac le rent au le rers de Britannicus qui lui sert graphe : « Jembrasse mon L vers de Britannieus qui lui sert graphe : « Jembrasse mon rival. »? Ori, suns doute, s'il n'était que la dénonciation du caractère jatal embrassement, l'actuait (1). Embrassement à distance, il en est. il s'en jant donc de beaucoup pour que nous en soyons à l'encapeur perjules baiser empoisonné. Et puis, la thèse — et la conviction — l'extérieur, c'est-à-dire l'Union soviétique, il l'extérieur, c'est-à-dire l'Union soviétique, il l'action dent leur parti communiste : ni conversion, l'extérieur différente pour le même encore conciliation mois une tactique différente pour le même fin : qui est et restera toujation universelle.

Mais la M. Wajsman —

mation universelle.

Mais la M. Wajsman —

males l'université de Paris-II — vient
étayer conviction et thèse, par un
contrejort digne de considération. « De
Lénine à Leonid Brejnev, l'équipe
dirigeante du Kremlin n'a jamais (...)
interprété la théorie de la coexistence
pacifique (...) autrement que comme
une nécessité pratique imposée par les
circonstances historiques et excluant
définitivement toute ldée de néconciilation. » Ce qui importe et que nous
perdons de vue, c'est, à l'horison, cette
« inconcile III » absolue. Même un
sy emplote par urgumentation
cohérente fondée sur des jaits et des
ins le plupart me ceux qu'il cherche i convaincre, et l' : Ilusion »
est-elle aussi répandue qu'il le croit?

La plupart des Occidentaux ne soni-

est-elle aussi répandue qu'il le croit?

La plupart des Occidentaux ne soniüs pas très conscients de ce qui,
d'ailleurs, ne leur est guère caché? Ils
misent sur un rapprochement mutuel
des positions et des conceptions, à la
faveur d'une évolution de part et
d'autre qui leur semble de la naiure
des choises et dont les plus optimistes,
peut-être, discernent l'amorce de la
courbe décrivant, selon eux, le vrai
sens de l'histoire. Alors, riposte
M. Wajsman, rien ne sert de ne pas
nourrir les illusions pour le présent
si on les reporte sur l'avenir. Aussi
s'attaque-t-il à la théorie de la
a convergence »; tout comme il entend
démontrer l'inantée de ce qui serait
une « realpolitik » de l'Union sovié-

tique principe 2, celle-ci n'a principe conformes à l'idéologie inflécht depuis 1920. ailleurs, îl n'y a qu'appasignes de de la qu'on croit aperce-roir. Il ne prend même pas en compte le phénomène pourtant

phénomène pourtant
ouverle.
Qu'on l'appelle fermeté
raideur ceillères, position
logique, d'ailleurs, qui
être im garde acomplaisance)
sur qui est, pour l'auteur,
immanente, l'immanente l'intérêt
de analyses conjoncturel,
fin, trouver peu de rétuences à
ses sur lime de rétuences à
securité douteuse,

d'être « conire » la détente : il est pour une façon différente de la roir et de la concesoir : « Exiger la réciprocité, en politique étrangère, est-ce réellement une tare? » Au fond, sa critique porle « ce » Lui, on plus d'importance » fait segocier qu'é « la concesoir » de la con négocier qu'à qu'on négocie.
: mettre en garde
: négociation prix Il
Prague,

RELATIONS INTERNATIONALES

en monge à le la compte rendu de de Trois jours pour la planète »

get, 31 F.

Au dérnier, France-Culture
pour un planète ». La personnelités
pour la planète ». La recolonisation
politique décente l'Impelieure décente l'Impelieure décente l'Impelieure des la majorité l'Idéologie anticroissance) représentaient un processon le plupart des l'Idéologie anticroissance) représentaient un processon le plupart des l'Idéologie anticroissance) représentaient un processon le plupart des l'Idéologie anticroissance) représentaient un product des l'Idéologie antile plupart des l'Idéologie antile plupart des l'Idéologie antile positive, fair l'aux l'entre des l'adea l'aux l'entre l'aux l'entre l'aux l'entre l'aux l'entre l'aux l'entre l'ent

reste donc à la pratique. Le ne étonners pas. La pensée plus de cherche encore. Pour autant qu'elle trouver car aimple l'ét planétairs » p'est pas un dénominateur commun

peut-ètre un dénomin'est-ce qui ;
produisent qui ;
pauvient toupour l'exemple ; on
ne pouvoir exporter produits
agricoles que pays ont reçu
1'Europe alimentaire...

LES NATIONS UNIES FACE AUX CATASTRO-NATURELLES. — Gérard Langeais.

jurisprudence, Paris, 1976, 126 45 F. jerisprudence, Paris, 1976, 126 45 F.

Ouvrage moyens

Laisposition and catastrop

Serve, and Bureau house pour secours de (U.N.D.R.O.).

Debuis novembre 1970 (date du rance pour affecté une parti du Paroriental). l'auteur milite pour la création d'un plan Orsec internations o, qui permettrait mellieure l'organisation d'unence. Il dépuis décembre 1972.

Pour un corps mondial secours s. C. T.

CONTRIBUTION A LA CRITIQUE DE LA THÉORIE NÉO-CLASSIQUE

La corruption de l'idéologie =

1. 4 m. 12 " 1. 26 "

d'une pratique d'une pratique le remarque tris justement Jean Beechler, comme le remarque tris justement Jean Beechler, comme le propre d'une le pour apparaître ceux qu'i la vivent, est de ne pas apparaître comme telle : alle est par nature inconsciente, pulsqu'elle est le lieu est l'individu, est une

estet, qu'une perception ponctuelle, en partielle.

in réalité anne le champ qu'elle espréalable découpé ; mais quitte-t-on et domaine préalable découpé ; mais quitte-t-on domaine des molécules ou atomes,

l'homme, la vie, la quelques idées, si quelques valeurs, on donns, prou, dans quelques valeurs, on donns, prou, dans et n'existe auoun point scientifique qui permette une et conceptualisation politiques, religiouses.

politiques.

L'incorogie, au contraire, persort une perception globale de la réalité. Qu'on la définisse, tels L. Althusser et les marristes, comme un e système de représentations (images, mythes, idées ou concepts selon les cas) > (2) ou, à la façon, peut-être plus précise, de J. Baschier, comme « un lié à l'autre politique » eomme & un ne ne politique |

fait = organiquement partie |

Les |

comme | l'atmosphère |

indispensables | laur respiration, à leur |) (Althusei).

Depuis Marz, on was doutait; mals l'origina-Depuis Marz, es doutsit ; mais l'originalité des recherches est d'élargir,
parfois renouveler, le champ investigations. à la définition l'Idéologie

: passes dominants
pas l'expression
matériels dominants, l'amb ces rapports
matériels saisis sous forme d'idées », les exégètes
marxistes, y compris les plus (3),
santout applysé l's idéologie dominante » vu, surtout analysé l' « idéologie dominante » wu, dans la l'épologie, l'expression de rapports

classe.

avengie » idéologique ? — les limi détermi-(psychiques, culturelles, d'ige, de la profession) des idéologiques ; privi-leurs in socio-économiques, ils humain, ils sy

Or ce qu'on par-detà les les les de clare les déformant, que J. appelle un e le main de la propension de la base de la choix la est un d'énergie psychique (is e la s), qui préC'est, par exemple, le sere : les femmes consomment moins in les hommes, interviennent moins public, Hen privilégié du déploiement idéologique; mais le ministre de nateudu, peut le comme c'est le cas dans le féminisme, l'argument d'un politique.

L'âge compte : mal assurés, les jeunes attendent d'une : qu'elle feur donne : certitudes, d'oè leur : au sectarisme ; man le ... le bien au quêtes, lis poussent à la timite les options des pères, ou : leur exact coutre-pled, ce qui su une le ... d'en ... dépendant.

Par MAURICE T. MASCHINO

dispose l'individe i un certain type d'action, lequel s'alorise : « Les discours servent à l'assouvissement l'assouvissem

S gardant d'établir un parallélisme rigouroux et et et interviennent), conception le néasmoins taines la humains — l'amour, la haine, l'orgueil — ét Alusi, de l'amour (c'est-à dire de l'ouverture à autrul) ; le n'amour (c'est-à-de la haine ; Penvie, celle du socialisme (c'est-à-la passion ainsi que du qui, historique-

in à la pureté s des les qui Mais Freud déjà nous a appris quel côté chercher ni rationnelles ul raisonnables, de bien des choix, et à nous médier des a belles a idées, qui d'assimulent parfois les

justement, l'une
l'idéologie que de les esmonfier? s Outil
privilégié la perversion is 3,
mai en l'importe
quelle exaction : « Le juifs peuvent massecar
malfaisants ; koulais..., ils l'histoire... L'idéologia former : crime en

Majs R as suffit pas de sonder les reins et les cours pour inconscientes, aussi présentes à naturellement, qu'à Lu paudons ne la
peu elle ;
quelle que l'appartenance elesse, contribuent à la spécifier.

i la recherche, comme euz, i'm équilibre,

A tous eas « demandeurs structurels a d'idéologie, les intellectuels ont répondre. Eux-mèmes y trouvent leur compte a encepté quelques individualités qui out réussi à s'imposer, la ptupart s'estiment déclassés et sont insattafaits. Sans « pouvoir, oi richeme, ni president de la la la contre de la contre del la contre de la contre del la contre de la contre de la contre de la contre de la contre del la contre de la con

situation III — qu'il ne i i quand poutre l' a affaire Lyssenko », qui défraye, il III une vingtaine d'années, la chronique

Biologiste soviétique, Lyssenko prétendit dé-montrer la transmissibilité des caractères acquis-ce qui contredistit radicalement la génétique et le expériences qui l' Promu de l'acquis de l'Alla bénéficiant de l'apput total de Staline, Il dénonçait, déporter ses défenseus; là mesne, il whether the set pays

Lyssenko ait été poussé l jouer l'idéologue quelque passion insatisfaite, c'est probable : les premiers de la l'ule qui rapportent trouveilles techniques le présentent in dont evide se laideur en s'imposant comme st laideur en s'imposant comme savant. Il par-delà les il personnelles, la conjoneture il est demandideologie : de 1930 à l'III est demandideologi

🛂 Lyssenko, explique Dominique 141111 (4), vient de m faire de la découverte techniques permettent la production qu'à qu'à grande échelle, c'est-à-dire précisément sur

Dès lors, la éléments de place, qui permettront l'idéologie l' de se démande officielle, quelques techniques, une l'objectique (le déterminant du milieu) qui au miert l'optimisme du l'imposer d'arriver. Disposinge, un « n' pressé d'arriver. Disposinge, un « n' pressé d'arriver. Disposinge, cadres moyens), les l'imposer — comme muir, jusqu'au délire, s'imposer — comme

Les pays en la recherche est plus libre ne il pas à de parells idéologiques. le Jean-Marc Lévy-Leblond (5), la libre de sous-disciplines e la cristique, la la pratique, la libre des la pratique de la pratique des la pratique des la pratique de la pr une conception idéologique

parasitage : musique i les hymnes
nationalix : parasitage idéologique
sons ». Baechler), primat
la de fondement proprement économique), la morale, la religion
la politique.

II sans possible d'échapper idéologique; mais savoir contribuer à en contribuer à en cas, qui, prétexte citoyens, colportent et

(1) J. Baechler, Qu'est-ce
Idées/Gallimard, Paris,
12) L. Althusser, Pour Marx, Maspero, Paris,
1985, 253
20 F.
(3) F. Balmès, Pidéologie, Maxpero,
(4) D. Lecourt, Lyssenko,
prolétarienne Maspero, 1976,
255 p. 35 P.
(5) Lévy-Leblond,
physique contemporaine, « Temps modernes », septembre 452

L'ACTIVITÉ DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

ONU

Conférence 🏿 Maputo pour le 👞 tien aux peuples du Zimbahwe et de Namibie

tien aux peuples du Zimbahwe et de Namibie

CONFORMEMENT de l'Assemblée générale des unies décembre dernier, conférence pour le peuples du la Maputo (Mozambique) de la unies pour le peuples du la la la la guatre-vingt-douze Etats y participé, les unies pour Namible du comité décolonisation les reprédetion » or d'action » ont la adoptés par d'action » ont la adoptés par d'action du Zimbahwe prévolent notamment un embargo obligatoire sur la d'arme-l'Afrique du Sud (qui administre cain), la règime la Tan Smith (Rhodésie), la aux mouvements libération le règime la Tan Smith (Rhodésie), la canada, France, problème Namible, des cinq (Allemagne l'Ouest, Canada, France, problème Namible, des cinq pays ne pouvaient s'associer disposi adoptées crainte compromettre dans leur ensemble, ajoutant cependant dans leur ensemble, pour part approuver objectifs de declaré pour part approuver objectifs de declaré pour part approuver objectifs de la majorité declaré la décolonisation de la règle de la majorité declaré la décolonisation de la règle de la majorité declaré la décolonisation de la règle de la majorité declaré la décolonisation de la règle de la majorité declaré la décolonisation de la règle de la majorité declaré la décolonisation de la règle de la majorité declaré la décolonisation de la règle de la majorité declaré la décolonisation de la règle de la majorité declaré la décolonisation de la règle de la majorité declaré la décolonisation de la règle de la majorité declaré la décolonisation de la règle de la majorité declaré la décolonisation de la règle de la majorité declaré la décolonisation de la règle de la majorité declaré la décolonisation de la règle de la majorité declaré la décolonisation de la règle de la majorité declaré la décolonisation de la règle de la majorité declaré la décolonisation de la règle de la majorité decolonisation de la règle de la majorité decolonisation de la règle de la ma

l'instauration de la legac territoires.

la fin la conférence, comité la décolorisation miles la brève Maputo. Le rapport du secrétaire général

um les pourparlers de Chypre

Kurt Waldheim, secrétaire général de unles, fait le bilan la dernière sèrie le pourpariers sur Chypre out s'est le à l'intention le Conseil le sécurité.

Le secrétaire général y indique que, pour la première ne le côté chypriote grec a présenté des propositions le riales précises, avec une rise propositions le riales précises, avec une rise propositions le riales précises, avec une rise proposition de la proposition de la principes.

La proposition de l'unité de la république et le principes, des droits le tous les citoyens à la liberté de mouvement, à la résidence, le travail et à propriété. et à la propriété. Le représentant de la communauté chypriote

Le représentant de la communaute chypriote turque a soumis, de son côté, une proposition sur les aspects constitutionnels problème. Le proposition préconise la création administration fédérale su sain de laquelle le pouvoir similar partagé, sur un pied d'égalité, in les les les politiques. Au début, celles-ci proposition de souvernement le fédérale s'accordirant selon un processition le fédérale s'accordirant selon un processition le limité. Puis, les fonctions du gouvernement fédéral s'accroltront selon un processus le représentant de la communauté chypriote turque qualifié a par évolution ».

Le secrétaire général fait par évolution de l'autre partie. de l'autre partie.

conomique et social l'ONU sa soizante-deuxième session, qu' porte principalement la le racisme, problèmes démographiques et l'oppement social, de l'homme, stupé-fiants, transport dans le prochain numéro.

suede.

DE L'HOMME. — M. A. Farab,
secrétaire général pour les questions polispéciales, s'est rendu en en
au 28 dernier pour
éclairoissements et renforcer la coopération
l'ONU
président Amin qui a répondu questions par secrétaire général. eșsion extraordinaire de l'Assemblée

première le mai. La de première le mai. La siéger aux mo fuin 1978, da l'Assemblée générale l'ONU, qui a dernier.

dernier.

IT INTERNATIONAL. —
droit international semaines le 9 mai à Genève. Consacre notamment la responsabilité des faits internationalement illicités, la plus savorisée et à la préparation de sur d'Etats.

DECOLONISATION. — première

le gouvernement Etais - Units,

au Isr — Septembre 25

RESSOURCES NATURELLES. — Linquième assion denève, au 20 mai. l'ordre du jour : l'examen général ressources énergétiques la la relative que minerais en développement.

RESTRUCTURATION. — special restructuration decommique et social système pour tracaux d'actroitre l'efficacité l'Organisation developpement.

Commission économique pour l'Europe

Bilan de la trente-deuxième ses-

d'encourager la coopéra participants recommande à la C.E.E. d'accorder une attention spéciale aux projets et activités intè-méditerranéens de la région de la C.E.E.

ont aussi sur perspecdu Est-Ouest, problèmes
genéraux l'énergie, la pollution atmosphérique à longue distance, etc. pays
membres. ètaient représentés
à : Australie, Israél, Liechtenstein,
Mongolie, Saint-Siège I San-Marin.

RECENTE PUBLICATION Europs III è 1 2000 : supplément au volume XXIX du Bullatin du boil pour l'Europe » (17 du ou l'équivalent en ma

ECONOMIQUE POUR

Commission économique

quatrième session Amman le 29 worll. Elle a

journis

reconstruit son développement. Elle
a ruset adopté son programme de travail et

au économique d'apprendique d'acmère à l'Egypte à l'O.L.P.

COMMISSION ECONOMIQUE ET
L'ASIE ET LE PACIFIQUE. — A la
la Commission économique et
Nations
réunie a Bangkok,
Vietnam a permis le
inférieur
Mékong.
29 avril, sur nouveau

UNESCO

Au conseil exécutif : les modalités d'une action 🚥 faveur des droits de l'homme

E pour l'éducation, la et la culture (UNESCO) 25 avril au 13 mai.

M'Bow, présenté au rap-port sur la situation l'organisa-tion et a invité les États membres verser tion et a invité les Etats membres verser rapidement leurs contributions. A ce les Etats-Unis annoncé leur intention de régler le montant de leur cotisation pour et 1975, environ millions dollars représente 25 % in budget total l'UNESCO et le versement en avait été suspendu par le gou nement en avait été suspendu par l'organisation en l'Etat

Le degalement préoccupé

If aveur des droits de l'homme.
Un point particulièrement important
l'étude des procèdende dommer plus

I'UNESCO quand lui
sont problèmes concernant l'exercice
droits de l'homme. Après
principe non-intervention

Etats celui mbres en commente domaine conforméconstitutif de l'organisation, il un groupe qui
propositions prochaine

Ledo (Mexique); M. Kiyoshi Suganuma (Japon); M. Juno Le (Cuba); Kaharaingh Jagatsingh (Maurice).

Conseil, dont désormais de quarante-cinq membres, approuve un projet la conseil, dont désormais de quarante-cinq membres, approuve un projet la cours de la session, le 5 mai. Il signé cours de la session, le 5 mai. Il signé après en projet la latino-américaine qui, après en l'unesco, un organisme autonome. Un projet la latino-américaine d'un la consul-signé de la sur les rieg sismiques également requ l'approbation

Le conseil également prononcé sur invitations plusieurs importantes réunions : conférence régionale des ministres de l'éducation et des ministres de la planition et des ministres de l'éducation et des ministres de la planition et des ministres de la planition et des ministres gouvernementaux charges d'élaborer un projet de convention sur la mnaissance des études et des diplomes de l'enseignement supérieur dans les Etats arabes en 1977 : conférence des ministres chargés de la politique scientifique du Nord en 1978.

LUTTE CONTRE L'APARTHEID. — Au cours d'une rencontre out a su lieu le mai Paris, la directeur de l'UNESCO, M. M'Bow, et le président du comité des Nations unies contre de l'une les des Nations unies contre de l'une contre le les deux décide de teni rose la cot pérat m entre les deux institutions en matière de lutte contre le recieme et

Travail

L'emploi dans l'industrie méca-

DEUX cinquante délègués, conseillers et observateurs gouvernementaux, employeurs et travailleurs de vingt-sept pays ont participé, à la fin du mois d'avril Ganève, à la dixième de la commission des industries mécaniques de l'Organisation internationale au l'OLT.). La commission a notamment recommandé la mise en place de systèmes de l'evolution technique économique l'emploi de conséquences l'évolution technique économique l'emploi nent pour la vie ou la santé ».

BOUIPES. — L.

(BIT) a réuni, à l

6 mai. colloque sur l

et l'aménagement temps

METRODES DE COOPERATION

Une révision générale de matière de coop-ration technique largement populargement popul'une des conclusions de M. F. Elanchard, directeur général du BIT, dans un rapport intitulé Coopération technique : perspectives et dimensions nouvelles, et publie au mois de mai à l'intention de la conference internationale du travail qui depait se tentr au mois de juin.

Agence atomique

La conférence de Salabourg sur l'énergie nucléaire

'AGENCE de l'énergie de l'énergie de mique (ALEA) a réuni, de la su 13 mai à mique (A.LE.A.) a réuni, di au 13 mai à Salzbourg, l'énergie d'origine cycle de réunion, laquelle ont parenviron deux mille venus l'utilisation l'énergie atomique des fins pacifiques l'energie atomique des fins pacifiques l'énergie atomique des fins pacifiques l'énergie atomique des fins pacifiques l'énergie en 1955, 1953, 1964 et 1971. Les participants se l'énergie nucléaire, en dépit de sur la surrégénésur la sur l'utilisation du plutonium. Dans son clôture, M. Sigvard Eklund, général de l'Agence, a indiqué que, au triplement de la consommation mondiale d'énergie prévisible 2000, malgré efforts pourra fatre », apportaient une solution ; solution de l'énergie solaire encore démontrer et la fusion thermonucléaire est encore au

du laboratoire. En l'an 20, l'énergie nucléaire devrait assurer 35 % de la production d'électricité et devrait représenter 15 % de la consommation mondiale d'énergies primaires; ce qui permettrait d'économiser de 1,5 à 2 milliards de tonnes de pétrole par an.

F.A.G.

Un milliard de dollars d'aide alimentaire pour 1979-1980

mentaire pour 1979-1980

A U comité des politiques et des programmes A d'aide alimentaire qui réuni Rome du 16 au 27 mai au siège de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation l'agriculture (R.A.O.), les besoins en aide alimentaire pour 1979-1980 ont été évalués à 950 millions de dollars qui devraient être fournis par les pays membres de l'ONU et de la F.A.O.

Les Etats-Unis ont annoncé, d'autre part, qu'ils étaient prêts à fournir une contribution qui pourrait atteindre 125 000 tonnes de nourriture à la réserve internationale d'urgence dont la création a été recommandée par l'Assemblée générale des Nations unies. Cette réserve a été créée par le Programme alimentaire mondial (PAM) pour compléter l'aide alimentaire d'urgence nécessaire aux pays affectés par des catastrophes d'origine naturelle ou politique. Avant que les Etats-Unis n'aient proposé leur aide, cette réserve, constituée à contributions la Suède, de la Norvège, la République Mani d'Allemagne et de la EEE, se composait de 90 000 tonnes de céréales et de 650 tonnes de poisson.

AIDES ALIMENTAIRES AU VIETNAM, AU YEMEN. AU BANGLADESE ET AU TCHAD. — M. Edouard. Saouma directeur général de la F.A.O., a annoncé que le Victnam recevrait une aide alimentaire d'urgence d'une valeur de 4945 600 dollars. Une aide alimentaire de 5 102 000 dollars a épalement été accordée à la République démocratique populaire du Témen victime de la sécheresse. Le Bangladesh a de son côté reçu une aide alimentaire de 3 349 100 dollars pour ventr en aide aux populations affectées par la company de la sécheresse.

SECURITE ALIMENTAIRE MONDIALE. — Le comité de la F.A.O. sur la sécurité alimentaire mondiale s'est réuni à Rome du 18 au 22 avril. Il rappelle dans son rapport qu'en dépit d'améliorations récettes, le teux d'augmentation de le production de céréales dans les pays en développement est ensore insuffisent.

COMPTE L'AGRICULTURE — Le comité de P.A.O., réuni ca favorab l'une proposition de M. Sacuma portent sur l'erdetion fonds, capital 20 de dellars, l'interpour lutter pertes l'une pertes l'une pertes de l'acceptant de l

COMITE DES PRODUITS. — Réunis le 10 mei pour une semaine, les meindres de pays en vois de développement mécontents de la lanteur des progrès dans la simbilisation des marchés des produits. Ils ont rappals les mandiones de leurs produits. Ils médiones de leurs produits qu'ils médiones de leurs produits précèdent », est el la tion provient aussi de la concurrence des produits aynthés », des pratiques commerciales restrictions et « politiques de soutien appliquées par les pays de pagés.

RIZ. — Le 4 mai è Rome, la Commission inter-nationale du riz = constaté que, grace notamment è de conditions météorologi. la de riz au cours à avett = particulièrement bonne.

PECHES. — Malgré l'augmentation des prises surgistrées en 1976, les afforts depront se poursiture pour accroître le total des ressources alimentaires pour acordire le solai des resources alimentaries tirées de la piche surfout dans les régions en voie de développement. On pourre y parvenir par des transferts de technologie, l'amédioration des techniques de péche et de la formation des péches dans les pays en des prement situés au bord de la mer : telle est la principale recommandation formulés par le comité des péches de la F.A.O., réuni du 19 au 28 avril en présence de spécialistes de soizante-dix pays.

7 7 9-0 00 Mar Marie Control

Alabahan Ala

A SHAME SHE

Section of the second

10 M Territoriose

CONTRIBUTION DU GANADA. — Le Canada et la F.A.O. ont signé le 4 mai un accord oux termes duquel ils s'engagent à réaliser ensemble un projet de 1 million de dollars pour adder seize pays de l'Afrique de l'Ouest à atsurer une mellieure exploitation de leur potentiel halieurique. Les pays bénéficiaires sont tous situés dans la zone couverte par de l'Atlantique (CECAF). les plus importantes en trouvent au large de en côte cocidentale de l'Afrique. Améliorer le développement de ces ressources est dévenu un impératif d'autant plus important que les pays intéressée ont porté récemment leurs eaux territoriales à 200 milles.

LES SATELITES AU SERVICE DE L'AGRICUL-TURE. — Un cours international de jormation sur les applications de la télédétection aux statistiques syricoles auquel participe le couvernement italien s'est tenu en mai à Rome. Les participants, tous stal deiens agricoles venus de dix-huit pays en vois de l'applique interpréter photos prises de avions volant à basse ou la haute albitude.

e SANTE. — La trentième Assemblés de la santé s'est ouverte à Genève le 2 mai, sous la présidence de M. Sione Tapa, ministre de la santé de Tonga. On trouvera un ôtel résumé de ses travaux, qui devalent durer trois semainse dans le prochain numéro ... Monde diplomatique.

Anne le prochain numéro Monde diplomatique.

TION DE CONférence diale de transport dérien, réunie au nombre de recommandations sur l'application des tartis, la politique relative au transport aérien international non les réglementations en de ce le Companie de l'Organisation de l'actifs cette réunion, quiér par l'Organisation de l'actif de Companie (O.C.I.). En ce qui concerne les tartis, la contérence recommande que l'O.A.C.I. soit représentée par des observateurs aux conférences de trafic de l'Association du transport d'IATA)

L'O.A.G.I.

DEVELOPPEMENT INDUSTRIES. — l'accrémient

DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL. — Une réunion sur investissements investissements de développement s'est déroulée à Montréal du 2 au 6 mai, sous de l'Organisation pour développement de développement international.

UNION INTERNATIONALE DES TELECOMMUNICATIONS. — L'Union internationale de
télécommunications (V.I.T.) a célébré
IX- fournée des
Cette (ournée organisée participat du Programme des
develop (PNUD), avait pour développement ».

UNION UNIVERSELLE. Le exécutif de l'Union postale us la mai d'enu session uelle du la use mai d'enu s'ession uelle du la use mai d'enu s'ession uelle du la use mai d'essistance technique en voie de développement, ies relations us su nation unice et les organisations internationales, l'amélioration la simplification s'ession en l'amélioration la simplification d'ession ette elébré le treatième anniversaire conseil exécutif, par Congrès

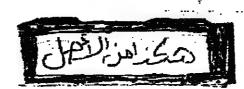
EDITIONS A. PEDONE

13, rue Soufflot, 75005 PARIS

LES RELATIONS FRANCO-ALLEMANDES APRÈS LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

de l'exécution à la négociation Jacques Bariéty -

Ouvrage couronné par l'Académie française Second prix Gobert





Fonds monétaire international

Crédits e stand-by » à l'Egypte et au Portugal

Le Fonds monétaire international (F.M.L.) a accordé le 21 avril à la République arabe d'Egypte un crédit « stand-by » lui permettant d'acheter au cours des douse prochains mois l'équivalent de 125 millions de D.T.S. destinés à appropra la monetaine de de la course des douses prochains mois l'équivalent de 125 millions de D.T.S. destinés à appropra la monetaine de de la course de

l'équivalent de 125 millions de D.T.S. destinés à appuyer le programme de réforme de l'économie entrepris par ce pays.

D'autre part, le 25 avril, le Portugal s'est vu cuvrir un crédit « stand-by » l'autorisant à acheter an cours des douze prochains mois l'équivalent en monnaies de 42,4 millions de D.T.S. La quote-part du Portugal au FM.I. s'élève à 117 millions de D.T.S.; les avoirs du Fonds en escudos, réprésentant des achats au Fonds assujettis à l'obligation de rachat, équivalent à 202,5 millions de D.T.S.

— Trois untres crédits « stand-by » ont été attri-bués dur pays suivants . République socialiste de Birmanis (9 mai) : l'équivalent de 35 millions de D.T.S.; République de Corés (9 mai) : l'équivalent de 20 millions de D.T.S.; Gambie (18 mai) : l'équivalent de 2,53 millions de D.T.S.

FINANCEMENT COMPENSATOIRE. — Dans le cadre du financement compensatoire, trois pays ont été autorisés à effectuer des achais de devises : Paleistan (21 april), l'équivalent de 27 millions de D.T.S.; Zambie (22 april) l'équivalent de 19 millions de D.T.S.; Zaïre (28 april) : l'équivalent de 28,5 millions de D.T.S.

TIRAGES DE LA REPUBLIQUE DOMINICAINE ET DU MALAWI. — En accord avec le F.M.I., la République dominicaine a achaté, le 22 aord, l'équivalent de 15 millione de D.T.S.; d'eutre part, le F.M.I. a donné son accord au Malauri, le 20 mai, pour qu'il puisse acheter l'équivalent de 5.43 millione de D.T.S.

VENTE D'OB. — La vente d'or mensuelle du Fonds monétaire international a su lieu le 1er juin ; la quantité d'or offerte était de 525 000 onces d'or fin.

Groupe de la Banque mondiale

Prêts de la Banque

Prêts de la Banque

UNE série de prêts ont été accordés par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Banque mondiale ou BIRD) en faveur des pays suivants:

— Algérie (25 avril) : 2,5 millions de dollars pour l'amélioration du réseau routier;

— Botswana (25 avril) : 20 millions de dollars pour aider à financer un projet routier;

— Swaziland (25 avril) : 5 millions de dollars pour financer les dépenses en devises d'investissements réalisés grâce à des prêts accordés par la National Industrial Development Corporation of Swaziland;

— Brésil (28 avril) : 82 millions de dollars pour la réalisation d'un programme de production d'engrais phosphatés;

— Costa-Rica (28 avril) : 18 millions de dollars destinés à un projet de crédit et de développement agricole;

— Sénégal (28 avril) : deux prêts d'un montant total de 13,6 millions de dollars pour un programme de développement du tourisme; le premier prêt, de 5,6 millions de dollars, porte intérêt au taux de 3,2 %; le second, de 8 millions de dollars, a été consenti dans le cadre du « troisième guichet »;

— Maroc (5 mal) : 41 millions de dollars de dollars au projet d'irrigation de Doukkala;

— Philippines (6 mal) : 73 millions de dollars

destinés au projet d'irrigation de Doukkala;

— Philippines (5 mai) : 73 millions de dollars
dont 50 millions ont été affectés à la remise
en état des systèmes d'irrigation et 23 millions
à un programme d'amélioration des réseaux d'adduction et d'assainissement; — Paraguay (12 mai) : deux préts d'un mon-tant de 32 millions de dollars; 22 millions de

tant de 32 millions de dollars; 22 millions de dollars financeront un programme de développement rural et 10 millions de dollars les opérations de prêt consenities par le Banco Nacional de Fomento aux entreprises industrielles;

— Mexique (12 mai) : 42 millions de dollars pour le financement d'un projet de tourisme;

— Bolivie (16 mai) : deux prêts d'un montant total de 60 millions de dollars ; 35 millions de dollars destinés à un programme de remise en état technique du réseau ferroviaire, et 25 millions de dollars au développement de l'aviation ;

— Zambie (16 mai) : 16,8 millions pour la mise en valeur des ressources sylvestres;

— Espagne (19 mai) : 18 millions de dollars pour contribuer au développement de la recher-che industrielle et des ressources d'ingénierie; — Guatemala (19 mai) : 55 millions de dol-lars affectés à un projet d'énergie électrique; — Philippines (19 mai) : 15 millions de dol-lars pour aider à financer un plan de développe-ment rural; — Alcerte (23 mai) : 80 millions de dollars

— Algèrie (23 mai) : 30 millions de dollars pour la réalisation d'un projet portusire;

— Equateur (23 mai) : 17,5 millions de dollars pour le financement d'un projet routier;

— Marcc (33 mai) : 45 millions de dollars rétrocédés à la Banque nationale de développement économique, société spécialisée dans les opérations de prêts à l'industrie;

— Fortugal (26 mai) : 50 millions de dollars pour le financement d'un projet de société financère de développement;

— Tunisie (26 mai) : 42 millions attribués au projet polyvalent de Sidi-Salem;

— Turquie (26 mai) : 74 millions de dollars destinés au développement du secteur industriel privé. — Algérie (23 mai) : 30 millions de dollars

privé.

SOCIETE FINANCIERE INTERNATIONALE. —
Trois opérations de la Société financière internationale (S.F.I.) ont été annoncées au cours des
dernères semaines :
— Prêt de 9 millions de dollars, le 27 soril, au
Malani pous le financement partiel d'un projet de
production de sucre; cette contribution a été
consentie à la Dwangua Sugar Corporation;
— Prêt de 7 millions de dollars, le 9 mai, à la
société textile argentine Alparguas S.A.I.C. pour
l'aider à financer la construction d'une filature au
Calamarca, région située dans la norá-ouest du
pags; pays;
— Investissement & Madagascar, la 10 mai, sous
engagement de prise de participation de 250 000 dollars. Cette opération financera l'expansion de la
Société textile de Majunga.

CREDITS DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DEVELOPPEMENT. — Une série de crédits de l'Association internationale de développement (IDA), fülule de la Banque mondiale, ont été attribués aux

l'Association internationale de développement (IDA), flitale de la Banque mondiale, ont été attribués aux pays suivants:

— Lesotho (25 avril): 2,5 millions de dollars pour la promotion du développement industriel de ce pays pay l'intermédiaire de deux sociéés locales de financement du développement, la Lesotho National Development Corporation et la Basotho Enterprises Development Corporation et la seconde phase du projet d'étrigation et de mise en valeur de levres de Mahaueil Ganga;

— Népal (28 avril): 8 millions de dollars pour un projet destiné à améliorer et à étendre les services d'adduction d'eau et d'assantissement de la ville de Katamandou; le 5 mai, ce pays a obtenu un sutre crédit de 4 millions de dollars qui sidera la Sociéé de développement industriel du Népal à faire face à ses besoins en devises étrangères;

— Libéria (5 mai): 6,3 millions de dollars pour l'amélioration de l'enseignement;

— Ethiopie (12 mai): 32 millions de dollars pour financer la réalisation de la première phase d'un programme de développement routier;

— Inde (16 mai): 10 millions de dollars en vue d'un projet de renjortement et de développement des services de vulgarisation et de recherche agricoles dons l'Etat de Madhya Pradech;

— Maloui (16 mai): 7 millions de dollars destinés à financer un programme d'adduction d'eau dans le Balastyre;

— Rall (19 moi): 10,5 millions de dollars pour Balantyre:

— Mali (19 moi): 10,5 millions de dollars pour
un projet ferroviaire;

- Inde (26 mai) : 200 millions de dollars pour contribuer au financement d'un programme d'inves-tissement pour l'aménagement foncier entrepris par la Société de refinancement et de développement

FINANCEMENTS CONJOINTS DU CANADA ET DE L'IDA. — Le Canada et l'Association internationale de développement (IDA) financeront conjointement des projets de développement prioriconjointement des projets de développement prioritaires dans plusieurs pajs en voie de développement, selon les termes d'un accord anvoncé le
25 avril. Le gouvernement canadien a accepté de
mettre une partie de ses jonds d'aide blistèrals à
la disposition de l'IDA pour l'aider à financer des
projets acceptés en commun. Ces jonds, d'un montant initial de 35 millions de dollars canadiens,
seront gérés par l'IDA au nom du pouvernement
canadien et prétés en dollars canadiens aux conditions habituelles de l'IDA. Trois prèts viennent
d'adleurs d'être consentis:

—A la Tananie (22 mmil) 122 millione

—A la Tanzanie (28 avril) : 12 millions de dollars pour un programme de développement rural ; 72 millions de dollars proviennent des ressources de l'IDA et 48 du fonds canadien ;

INDA et 48 du fonds canadien;

— A la Hante-Volta (5 mai): 5,5 millions de dollars attribués pour un projet agricole; 3,8 millions de dollags ont été journts par l'IDA et 2,9 millions par le jonds canadien;

— Au Sri-Lanka (12 mai): 14 millions de dollars pour financer un programme d'adduction d'eau; 9,3 millions de dollars ont été accordés par l'IDA, et 4,8 millions de dollars par le jonds canadien.

A millions de dollars par le londs canadien.

CLOTURE DU PROGRAMME D'EMPRUNT DE LA BANQUE MONDIALE. — La Banque mondiale a apponcé, le 25 mai, qu'elle most accompit son programme d'emprunt pour l'exercice financier qui a débuté le 1º juillet 1976 et prendra fin le 30 juin. Au total, trente-six émissions ont élé placées per le Banque, représentant au total 4,1 milliards de dollars. C'est là le montant le plus élevé pour des émissions de la Banque mondiale placées su cours d'un exércice financier. Le durée moyenne des 4.1 milliards empruntés au cours de l'exercice 1977 est de 8,1 années.

En plus de son programme d'emprunt, la Banque mondiale avait placé le 19 avril 1977 pour 60 millions de dollars d'obligations et de bons sur le marché des Etats-Unis, dont le montant a été ajlecté au prochoin programme d'emprunt de l'exercice 1978.

EMISSION D'OBLIGATIONE DE LA BIRD EN

EMISSION D'OBLIGATIONS DE LA HIRD EN DEUTSCHEMARKS. — La Banque mondiale et un syndicat de banques ellemandes ayant pour c'hef de file à beutsche Bank ont signé, le 29 avril, un accord portent sur une nouvelle émission de 400 millions de deutschemarks. Ces obligations, eu taux d'intérêt de 8 1/2 % payable annuellement le 1º mai, ont été offertes eu public à 89.50 % du pair. Elles seront remboursées au pair le 1º mai 1957 et ne pourront être amorties par enticipation.

1887 et ne pourront être amorties par enticipation.
PREMIERES REUNIONS DES GROUPES CONSULTATIFS POUR LA BOLIVIE ET L'EGYPTE. — La
première réunion du groupe consultatif pour la
Bolivie s'est tenue à Paris les 2 et 3 mai, sous la
présidence de 8. Adalbert Krieges, vice-président
de la Bauque mondiale pour la région de l'Amérique
latine et des Carabbes. Sur la base d'un rapport présenté pur la Sanque mondiale et d'uns liste de
projets établie par le gouvernement bolivien, les
membres du groupe ent étudié les perspectiese de
développement de ce paya et ses besoits futurs en
capitaux extéricurs. Ils out assuré les pouvernement
bolivieu de leur soutien et entendent poursuivre
leur coopération financière et technique, y compris
celle assortie de conditions de javeux. Il a été
contenu qu'une prochaîne réusion du groupe devrait
D'autre part, la première réunion du groupe apor lan dans dis-huit mois environ.

D'suire part, la première réunion du groupe consultatif pour l'Egypte a en lieu les 11 et 12 mai à Paris. Les documents prisentés à cette senion comprendient un rapport de la Banque mondiale sur ce pags ainst qu'uns déclaration du gouvernement égyptien exponant la stratégie de dévoloppement de l'Egypte, ses projets de réforme économique et ses objectifs de croissence pour les années 1976-1980. Après être convenus des grundes difficultés économiques muzquelles ce pags est actuellement confronté, les pags membres ont réconnu qu'une aide extérieure importante serait nécessaire pour l'eider à surmonter ses difficultés et à atteindre ses objectifs de développement à long terme.

GEOUPES CONSULTATIES POUR LE SELLIANEA ess objectifs de développement à long terms.

GROUPES CONSULTATIFS POUR LE GRI-LANKA ET LA TANZANIS. — Le treizième réunion du groupe d'aide au Sri-Lanka s'est tenue à Washington début mail Après avoir pris connaisance des problèmes économiques auxquels ce pays n'a pu jaire jace en relson, principelement, de mauvaises conditions atmosphériques, les membres du groupe ont réaffirmé leur intention de continuer lour aide.

Le groupe consultatif pour la Tanzanis qui, de son côté, s'est réuni à Paris du 23 au 25 mai, a vouligné les efforts du gouvernement touranien dans sa latte contre la sécheresse et a étudié les objectifs du troisième plan quinquennal.

Banque arabe pour le développement économique en Afrique

Rapport annuel pour 1976

L A Banque arabe pour le développement éco-nomique en Afrique (BADEA) a diffusé en mai son rapport annuel. Il ressort de ce document que, pendant l'exercice financier de l'année 1976, la BADEA aura accordé des prêts d'un montant de 62 millions de dollars contre 81,6 millions de dollars en 1975. Selon contre 81,6 millions de dollars en 1975. Selon ce document, la distribution sectorielle des prêts de la Banque a comnu des modifications sensibles. C'est ainsi que le secteur de l'infrastructure a bénéficié de 47 % des financements, contre 84 % en 1975, celui de l'agriculture de 28,8 % contre 14 % et celui de l'agriculture de 28,2 %. L'industrie à laquelle étaient alloués 22 % des engagements de la BADEA en 1975 n'a reçu aucane contribution en 1976. Un des faits les plus importants de cette répartition aura donc été l'augmentation des opérations de la Banque dens le secteur, agricole.

été l'augmentation des opérations de la Banque dans le secteur agricole.

Rappelons que la fusion du Fonds arabe spécial d'aide à l'Afrique (FASA) avec la BADKA, décidée en avril 1976, assurera à cette dernière une plus grande unité d'action en Afrique. Au 31 décembre 1976, le montant global des aides dispensées par le FASA à trente-deux pays africains s'élevait à 208,5 millions de dollars.

Les activités de la Banque avaient été sanctionnées par le conseil des gouverneurs de cet organisme réuni à Khartoum du 1° au 3 novembre 1976, à l'occasion de sa deuxième session ordinaire.

Banque asiatique de développement

Prêts à Hongkong et au Bangladesh

L accordé le 14 avril à Hongkong un prêt de 20,5 millions de dollars (d'une durée de treize ans et à 8,7 %) pour financer un projet de développement urbain visant à améliorer les conditions de vie des familles vivant actuellement dans des faubourgs surpeuplés.

De son côté, le Bangladesh a recu, le 10 mai, un prêt de 15 millions de dollars (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, d'une durée de quarante ans et à 1 % l'an) qui financera un programme d'amélioration des communications

de Mongla.

de Mongia.

DIXIEME ASSEMBLEE ANNUELLE DU CONSEIL DES GOUVERNEURS. — La dizième session armuelle du conseil des gouvernsurs de la Banque asiatique a su lieu à Mansile du 21 au 21 auril dernier. A cette occasion. La Banque asiatique a publié son rapport annuel dreusant le bilan de ses activités en 1976. Selon ce document cette année aurs été marquée par une nouvelle sugmentation de 17 % du moniant votal des prêts. Les prêts financés par les ressources ordinaires de la Banque ont atteint 560,04 millions de dollars, ce qui constitue une augmentation de 9,3 %; quant aux prêts accordés à des conditions spéciales aux passumembres de la Banque les plus déshérités, lis sélèvent à 255,56 millions de dollars, soit une augmentation de 11,9 %, la Banque ayant auxi route compenser l'insufissance des prêts consents à des conditions de faveur en 1975.

Le rapport note également que le capital autorisé de la Banque o été porté de 3,688 millions de dollars à 8,692 millions de dollars, soit une augmentation de 135 % qui prendra effet à la fix de 1577.

EMISSION D'OBLIGATIONS. — Une émission de dollarbiertes de la Banque de la la la la de 1577. EMISSION D'OBLIGATIONS. — Une émission d'obligations de la Banque eslatique a été prise forme le 5 avril par les banques centrales et les agences gouvernementales des pays membres et de membres estra-régionaux. Cette émission, d'un montant de 70 millions de dollars, a été intitulée e émission 1977 à deux ans, à échènne du 1º erril 1979 » : elle porte intérêt à 6,50 % payable deux jois l'un le 1º garil et le 1º octobre.

SEMINAIRE A MANULE. — Un réminaire régio-nal qui portait sur l'application de la technologie sur la construction et l'extretien du réseau routier s'est tenu à Manile du 16 au 26 mei dernier. Cetta réunion avait été organisée par la Banque astatique, l'Organisation internationale du travail ainsi que le Fonds international du développement suédois.

Banque européenne d'investissement

Prêts à l'intérieur de la Communauté...

L A Banque européenne d'investissement (BEL) a accordé trois prêts en faveur d'entreprises ou d'organismes opérant dans le cadre de la Communauté :

- Un prêt d'une contre-valeur de 7,5 millions de livres (soit 11,5 millions d'unités de compte) le 28 avril au National Water Council (pour quinze ans et à 9 1/8 %). Rétrocédé à la Northumbrian Water Authority, ce prêt finan-Northumbrian Water Authority, ce prêt financera un programme d'approvisionnement en eau dans le nord-est de l'Angleterre (adduction d'eau, collecte et traitement des eaux usées);
— Un prêt d'une coutre-valeur de 150 millions de francs français (soit 26,7 millions d'unités de compte) le 28 avril à la Société du canal de Provence pour améliorer l'irrigation et l'approvisionnement en eau dans les Bouches-du-Rhône et dans le Var. D'une durée de quinze ans, ce prêt porte intérêt à 9 1/8 %;
— Un prêt d'une contre-valeur de 168,5 millions de francs français (soit 20,2 millions d'unités de compte) le 5 mai à la Caisse nationale des télécommunications à Paris (pour quinze ans et à 9 1/8 %) pour financer l'exten-sion et la modernisation du réseau des télécommunications dans le Midi-Pyrénées.

et au Portugal

Un prêt d'une contre-valeur de 16 millions d'unités de compte (1) a été accordé, le 26 avril, au Portugal, pour l'extension du port de Leixos-près de Porto. Consenti à l'administration des ports du Douro et de Leixoes pour douze ans, il porte intèrêt à 6 3/8, compte tenu d'une bonification d'intèrêt de 3 % (financée par le budget de la Communauté) prévue par les dispositions de l'offre d'assistance.

Opérations dans le cadre de la convention de Lomé

Dans le cadre de la convention de Lome, la Banque européenne d'investissement a annonce l'octroi de deux prêts :

l'octroi de deux prêts:

— Contribution à l'amenagement d'une plantation de canne à sucre et à la construction d'une sucrerie à Malawi (26 avril), sous la forme d'un investissement de 7,48 millions d'unités de compte. Cette opération se fera sous la forme d'un prêt de 6,5 millions d'unités de compte accordé à la Dwangwa Sugar Corporation (pour douze ans et à 5 7/8 °C, compte tenu d'une bonification d'intérêt de 3 °C sur les ressources du Fonds européen de développement); la B.E.I. agissant en qualité de mandataire de la C.E.E., prendra une participation d'un million de kwacha, environ 980 000 unités de compte (2), dans le capital de cette société; — Prêt de 3 millions d'unités de compte

— Prêt de 3 millions d'unités de compte (environ 28 millions de shillings kényans), le 11 mai au Kenya, pour le financement de l'extension d'une cimenterie près de Natrobi. Accordé pour huit ans à l'African Portland Cement Campany, ce prêt porte intérêt à 5 1/4 %, compte tenu de la bonification d'intérêt habituelle de 3 %.

 i unité de rompte = 43,21 escudos = 1,12 doi-lar des États-Unis. (2) I unité de compte = 1.02 kwachs = 1.12 doi-lar des Etats-Unis.

BANQUE INTERAMERICAINE DE DEVELOP-PENENT. - Au cours de sa dir-huitième sezaton annuelle, se conseil des gouverneurs de la Banque interaméricaine réuni du 30 mai au 1º juin, à Cuidad-de-Cuatemala, a pris connaissance du rapport annuel qui lui était présenté par M. An-tonia Ordiz Mena, président de la Banque.

conto Oraza Mena, président de la Banque.

Ce rapport montre que le volume des prêts consents en 1976 est aupérieur de 11 % à celui de 1975, soit 1528 millions de dollars contre 1375 millions. Ces opérations ont contribué au /insncement de projets dont le coût total s'élèce à plus de 43 millions de dollars. La Banque a également journi à ses membres, la plupart du temps sur une base non remboursable, une coopération technique d'un montant de 30,5 millions de dallars soit 25 % de plus que le chi/re de l'année 1975 (24,6 millions).

(24,6 millions).

Selon ce document, un des fait marquants de l'année 1976 aura été l'admission de pays extrurégionaux (République l'édérale d'Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Prance, Israël, Japun, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suisse et Yougoslavie). Il ruppelle également les mesures prises par les pays membres régionaux en vue d'une augmentation des ressources de la Banque, Ce projet d'élargissement des ressources soumis à l'assemblée des gouverneurs, le 9 juillet 1975, à été ratifié le 1º juin 1976; il prévoit une augmentation de 6,3 milliards de dollars ainsi répartis : 5,3 milliards au titre du capital ordinaire de la Banque et 1 milliard au iltre du londs d'opérations spéciales. Le versement des souscriptions des pays membres a été échelonné entre 1976 et 1978.

EN TOMBERGALIX

CNUCED

Les objectifs de la stratégie internationale du développement n'ont pas été atteints

pas été atteints

Le conseil du commerce et du développement à tenu sa huitième session extraordinaire, du 25 avril au 4 mai à Genève. Cette session, qui regroupait cent cinquante-cinq pays membres, était consacrée à l'examen et à l'évaluation de la Stratégie internationale du développement.

Le conseil doit soumettre un rapport à ce sujet à la prochaine session de l'assemblée générale des Nations unies. A la suite de ses discussions, il a décidé d'inclure dans ce document un exposé de position soumis par l'Egypte au nom des États du « groupe des 77 », un document soumis par le Canada au nom des pays développés à économie de marché (groupe B) et une déclaration commune de neuf pays socialistes d'Europe orientale.

Dans son exposé de position, le « groupe des 77 » constate que les objectifs fondamentaux de la Stratégie internationale de développement n'ont pas été atteints et que les politiques recommandées dans ce contexte n'ont pas été appliquées. Il observe une « absence caractérisée de volonté politique » des pays développés en général, et formule des recommandations pour l'avent afin d'améliorer les modalités d'application de la Stratégie.

Pour leur part, les pays socialistes conhaitent

cation de la Stratégie.

Pour leur part, les pays socialistes souhaitent, dans leur déclaration commune, que l'on tienne compte à l'avenir de la nécessité d'une limitacompte à l'avenir de la hocessite à une imita-tion de la course aux armements et de l'appro-fondissement de la détente. Enfin, le document préparé par les Etats du groupe B argue des « chocs rudes et imprépus » de l'économie mon-diale pour expliquer l'absence de progrès dans le développement du tiers-monde, faisant toute-fois remarques que de grefages page en pois de de developpement du tiers-mande, lassant coute-fois remarquer que « quelques pays en voie de développement avaient avance pendant cette décennie alors que la plupart des autres ont été moins heureux. Le groupe B ne saurait accepter certaines conclusions contenues dans les rapports du secrétariat de la CNUCED mais il estime que ces études offrent ouand même il estime que ces études offrent quand même une base théorique utile pour les travaux juturs, en analysant plus à jond les divers modes de croissance et la répartition des avan-tues ent en ont résulté ». tages qui en ont résulté ».

tages qui en ont résulté ».

COMMISSION DES TRANSPORTS MARITIMES.

La commission des transports maritimes de la CNUCED, réunie du 12 au 22 avril à Genève, u adopté un certain nombre de résolutions sur le développement des liottes (et notamment le problème de l'accroissement de la compétitivité des floites marchandes des pais en voie de développement et l'amélioration des méthodes de l'inacement ain d'aider ces pags à accroître leurs floites), les taux de j'est et le mécanisme de consultation, ainsi que les problèmes portudies (et, en particuler, la lutte contre l'encombrement des ports dans les pags en voie de développement).

REGLES D'ORIGINE. — Le groupe de travail des

REGIES D'ORIGINE. — Le groupe de travail des règles d'origne, organe subsidiaire du comité spécial des préférènces de la CNUCED, a siègé du 18 au 22 avril. Il a tenu, à cette occasion, de nouvelles consultations sur des propositions contrêtes visant à améliorer les règles d'origine appliquées dans le cadre du Système généralisé de préférènces.

CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LE SUCRE. — Le conférence des Nations untes sur le sucre, réunie sous les cuspices de la CNUCED pour népocier un nouvel accord international sur le

sucre, s'est ouverts la 18 avril dernier à Genève, avea la participation de soixents-douze page. On trouvers un brei résumé de ses travaux dans le prochain numéro.

Marché commun centraméricain

Agriculture et intégration

Agriculture et intégration

R EUNI à Guatemala en présence notamment des ministres de l'économie et de l'agriculture, le groupe d'experts chargé par le secrétariat de l'intégration (SIECA) de l'étude des problèmes de la coopération régionale et des échanges des produits agricoles a adopté le 25 avril un rapport intimlé a INTAGRO-76 a (intégration agricole), dans lequel il examine les politiques agricoles nationales des dernières années et souligne à ce propos le manque de coordination entre leurs objectifs et les orientations préconisées pour ce secteur dans le cadre de l'intégration régionale. Pour relancer l'activité de ce secteur afin de lui donner le rôle prévu dans le traité général, le groupe d'experts propose une série de mesures dont le coût s'étèvers, pour la période 1971-1982, à plus de 215 millions de dollars. L'amortissement pourra en être assuré par l'accroissement des échanges entre les cinq partenaires et la substitution progressive des importations des pays tiers.

En outre, l'institutionnalisation de la réunion des secrétaires d'Etat à l'agriculture des cinq



pays devrait fournir les moyens d'agir dans le sens souhaité par le groupe d'experts.

le sens souhaité par le groupe d'experts.

PROBLEMES DE L'ENERGIE. — Les directeurs des organismes de l'intégration économique centraméricaine se sont réunis à Guatemula, le 4 mai. en présence des représentants du bureau des Caralbes de la Commission d'onomique des Nations unies pour l'Amérique latine (CEPAC), du Conseil monétaire centraméricain, et de l'Institut de recherche et de technologie industrielle. Les participants out examiné le rapport de la CEPAL d'a Commission interinstitutionnelle pour l'application des déclations du comité de coopération économique de l'intème centraméricain, avant de se pencher sur les problèmes énergétiques de la rigion. Les directeurs des organismes de l'intégration ont ensuite exposé les études entreprises pur leurs services dans les domaines du recenaement et du développement des différentes sources d'énergie, cinsi que du mandat confié aux services spécialisés du secrétariat de l'intégration (SIECA) sur les perspectives d'une coopération avec le Vencuela. Ils sont convenus de convoquer une réunion tripartite des ministres de l'économie et des finances des cinq paus et des directeurs des banques centrales, qui examinera à son tour ce problème.

O. C. D. E.

Bilan énergétique pour 1975-1976 L'ORGANISATION de coopération et de déve-loppement économiques (O.C.D.E.) a publié au début du mois de mai son analyse annuelle de l'offre et de la demande d'énergie dans les pays membres. Selon ce rapport intitule Bilans ènergétiques dans les pays de l'O.C.D.E. 1973pays membres. Selon ce rapport intitule Bilans energétiques dans les pays de l'O.C.D.E. 1973-1975, le total des besoins en énergie a accusé un recul de 2.9 % en 1975 (pour une baisse de 1 % du PIB) pour la zone O.C.D.E. dans son ensemble. Cette baisse s'est produite dans toutes les grandes régions : en Europe et aux Etats-Unis, elle a été respectivement de 4,2 % et de 3 % (tandis que le PIB baissait de 1,5 % dans les deux cas) : nu Japon, les besoins en énergie ont baissé de 1,7 %, alors que le PIB s'accroissait de 3,4 %. En ce qui concerne l'évolution comparée des différentes sources d'énergie, la consommation de pétrole et de produits pétrollers a accusé un recul de 4 % pour l'ensemble des pays membres (6,5 % en Europe, 3,7 % aux Etats-Unis et 1,7 % au Japon). La production d'énergie nucléaire a, par contre, rapidement augmenté : 37,7 % pour l'ensemble des pays de l'O.C.D.E. (30,2 % en Europe, 51 % aux Etats-Unis, 27,5 % au Japon). Etats-Unis, 27,5 % au Japon).

Etats-Unis, 27,5 % au Japon).

PRIX A LA CONSOMMATION. — Seion l'O.C.D.E., lu hausse des prix à la consommation a raionis en mars jusqu'à atteindre 0.3 %, tandis que la housse sur douze mois atteignait 8 %, et se maintenait, pour cas trois derniers mois, au-desus de 10 % au taux annucl. En Amérique du Nord, le raientissement a été, en grande partie, lié aux effets de la vague de froid. En Europe, la légère décliération a rejiété la baisse actuelle des prix constatée en Suisse et en Belgique ainsi que le not raientissement du morché en Alicmagne, au Luxembourg et en Suède, contrastant avec l'inflation rapide et continue observée dans un certain nombre de pays et une réaccélération dans d'autres. Un grand nombre de ces chaupements sont dus à la fin de mesures concernant le gel des prix ou à d'autres décisions administratives.

administratives.

AGENCE DE L'O.C.D.E. POUR L'ENERGIE NUCLEAIRE. — M. Emile van Lennep, secrétaire général de l'O.C.D.E., a annoncé la nomination de
M. lan Williams au poste de directeur général de
l'Agence de l'O.C.D.E. pour l'énergie nucléaire
(A.E.N.). M. Williams. qui était directeur général
adjoint de l'Agence depuis 1966. a pris ses fonctions le 1ºº mai dernier; il succède à M. Einar
Sceland, qui vient de prendre sa retraite.

Scienta, qui ment as prenars as retrate.

LA POLITIQUE DE L'ENVIRONNEMENT AU
JAPON. — Le reniorcement des règles concernant
la politique de l'empironnement au Japon a été
examiné au cours d'une session du comité de l'environnement de l'O.C.D.E., réunie à Paris du 2
4 mai. Les trajaux du comité ont notamment porté
aur l'élaboration des normes de lutte contre la
polition, l'indemissation des dommages caués à
la santé, l'implantation des grands projets de
développement et les aspects économiques de la
nolitique de l'exprennement politique de l'expironnement

RECENTES PUBLICATIONS

e Le Dancmark, dans la sèrie a Etudes éco-nomiques t. avril 1977. e Le Développement des systèmes de rela-tions professionnelles : quelques incidences de tions professionnelles : quelques incidences de l'expérience japonaise. El pages.

• Législations nucléaires : Etude unalytique sur la responsabilité croite nucléaire, 207 pages.

• L'insertion des jeunes dans la vis autre : examen des causes des difficultés d'insertion professionnelle des jeunes. analyse des tendances actuelles en matière d'éducation, des attitudes et des aspirations des jeunes et comparaison avec l'évolution des besoins de l'emploi : examen des réponses apportées au problème du chômage des jeunes dans les pays de l'O.C.D.E., 132 pages.

• La Production d'énergie et l'environnement, 130 pages.

• ASSOCIATION LATINO-AMERICAINE DE LIBRE COMMERCE. — Une mission africaine, diri-gée par de hauts jonctionnaires de la commission

VILLE D'ART, DE TOURISME

ET DE CONGRES Allie au prestige de ses monuments anciens

l'énergie souriante d'une jeune cité qui, dons

ELLE VOUS OFFRE

LE PALAIS DES PAPES; LE PONT SAINT-BENEZET, popularisé à travers le monda par la légenda et la chanson, ses nombreux édifices civils et religiou;
 LES TRESORS DE SES MUSEES;
 DE MAGNIFIQUES EXCURSIONS A TRAVERS LA PROVENCE;
 SON FOLKLORE (danses et vieilles traditions);

tions);

UN FESTIVAL DRAMATIQUE (15 juillet - 15 goût) Théûtre chrorégraphique, cinéma,

nusique;

DES SALLES DE REUNION;

DES SALLES DE REUNION;

DES SERVICES REGULIERS DE TRAINS « autos-couchettes » alier et retour au départ de PARIS, ETAPLES (Le Touquet), BOULOGNE, LIEGE, BRUZELLES, AMSTERDAM, DUSSELDORF, HAMBOURG, KARLSRUER;

SON IMPOETANT MARCHE QUOTIDIEN DE FRUITS ET PRIMEURS;

DES SATISFACTIONS GASTRONOMIQUES et des vins de grands crus (Châteauneuf-du-Pape, Côtes-du-Rhône, Gigondas, Tawel, etc.);

LE PALAIS DES EXFOSITIONS avec son équipement pour toules les manifestations et congrès, ses grandes et luxueuses salles de conférences, de restaurant, son immense parking.

parking. "
• Visitez AVIGNON « La Sonnèuse de joie!... »

Renseignements : Maison du Tourisme,

cours Jean-Jaures.

élan sans relàche, construit son avenir.

(Ph. ATZINGER.)

L'aide spéciale aux pays pauvres Au conseil des ministres du 3 mai, un accord complet a été réalisé entre les Neuf sur l'aide spéciale aux pays les plus pauvres. Le montant de cette aide est de 1 milliard de dollars partagé entre la C.E.E. : 375 millions, les Etats-Unis : entre la C.E.E.: 375 millions, les Erats-Unis : 375 millions et les autres pays industrialisés (Canada, Japon, Suède, Suisse, Espagne, Australie) : 250 millions. La contribution de chacun des Etats membres de la C.E.E. a été également arrêtée. Les Neuf sont tombés d'accord pour que cette aide nouvelle soit distribuée par l'IDA (Association internationale de développement), filiale de la Banque mondiale.

la représentation (par M. Roy Jenkins) de la C.E.E. au « sommet » de Londres.

Au comité permanent de l'emploi

Ces mesures ont fait l'objet de remarques de

pas réussi à rallier les points de vue, les Britan-niques estimant qu'il y avait aucune discrimi-nation à faire, pas même pour les femmes. Enfin, en ce qui concerne la coordination des différents fonds de la Communauté, les parte-naires ont tous estimé que le fonctionnement de charun d'entre eux avait davantage besoin d'être amélioré avant qu'il soit possible d'étendre leur champ d'action.

tres ont discuté des résultats du e sommet » de Londres et de la reprise de la conférence de Paris, sur la ecopération économique internationale. Ils ont aussi pris connaissance d'un rapport sur la création d'un corps de volontaires des Caralbes. Enfin les ministres ont procédé à l'examen du budget du secrétariat et ont approuvé la répartition des dépenses ainsi que son programme de travail pour 1517 l'is ont approuvé les propositions sur la réorganisation institutionnelle et administrative du secrétariat.

• GATT. — Le GATT (Apparé pénéral sur

sur la réorganisation institutionnelle et administrative du secrétariai.

• CATT. — Le GATT (Accord général sur les tarils dougniers et le commence) a publié son rapport annuel d'activité fin aoril. Seion ce document, les masures de protectionnisme prisés par les Etals membres ont été plus limitées qu'on aurait pu le craindre, compte tenu de la conjoncture économique.

Toutelois, au seuil de 1977, les pressions tendant à limiter les importations ou à subventionner les exportations demeurent très jortes, d'autant que les perpections commerciales e n'incitent guère à l'optimisme ». En 1977 comme en 1976, prévoit le rapport, bon nombre de gouvernements élaboreront leur politique commerciale nationale sur un arrière-plan de châmage, d'inflation et de déséquilibre de la balance des palements.

A propos des négociations commerciales multi-latérales (Tokvo round), le secrétariat signale qu'en 1976, deuxième année de leur phase active, un travail considérable a été accompil. Mais il souligne que e la plupart des options politiques diriciles n'ont toujours pas été tranchées... Dans cartains cas, et l'agriculture est le plus marquant, il n'a pas encore été possible de s'entendre sur une base de négociation ».

suite de la création de l'office interprofessionnel du vin Ces aides devraient maintenant être payées rapidement, indique la France. Le ministère français de l'agriculture fait toutefois remarquer que l'Italie, qui est à l'origine de l'action de la Commission européenne, acquitte également les montants compensatoires avec un retard considérable.

un retard considérable.

Dans sa réponse, la France insiste également sur la nécessité d'une action structurelle dans le secteur vinicole et la mise en place d'une meilleure organisation du marché qui devrait notamment protéger plus efficacement les viticulteurs français contre des importations massives de vin en provenance d'Italie.

100

1000

Control of the Contro

· /- /- 1953

1.1

4 m 4 of 1981 & 1. 1996

- September 1 and the second of the second o

A SERVICE SERVICE

· 大學學, 1988年

-

and the statement of the min in Carrically (age) - The man in the - According to the con-

The second of th

---\$71 12 WAY. 12 14 27 E

culteurs français contre des importations massives de vin en provenance d'Italie.

ECHEC DES NEGOCIATIONS AVEC L'UR.S.S.
SUR LA PECHE. — La C.E.E. et l'Union soviétique
n'ont réalisé aucun progrès lors de la troisième
série de négociations sur la conclurion d'un accord
à long terme sur la pêche qui s'est terminée le
21 avri è Bruxelles.

Le problème-ciè reste de savoir si l'Union soviétique est disposée à conclure un accord de péche
apper la Communanté européenne qu'elle n'a toujours pas officiellement reconnue. Ce problème n'a
pas été abordé au cours de ce tour de négociations
qui s'est déroule en nivesu des experis et non au
niveau uninistérial comme les deux tours précedents. La C.E.E. insiste pour que l'Union soviétique
conclue un accord avec la Communanté européenne
en tant que telle et non avec ser pays membres,
comme le souhaits Mossou.

Sus le plan technique, les deux parties n'ont
pas réussi à repprocher sensiblement leurs postions. l'Union soviétique vourrait que l'on négocie
parallèlement un accord-cadre à long terme de
péche et les quotas de capture accordès à ses
navires par les Européens jusqu'à jin 1977. La
C.E.E. veut ou contraire arrêter d'abord l'accordcadre qui définit les droits de pèche des jlottillesoviétiques dans la zone communautaire de
200 milles sinsi que ceux des pécheurs des Neuj
dans les saux soviétiques avant de se prononcer
sur ce qu'elle accordera aux Soviétiques.

La reconseil det ministres des affaires étrangères

sur ce qu'elle accordera aux Soviétiques.

LA NEGOCIATION DE L'ACCORD MULTIPIBRE.

Le conseil des ministres des affaires étrangères
des Neul 3 fait de grands progrès le 3 mai en
vue d'arrêter un mandat de négociation de la
commission des Communautée européennes pour
le renouvellement de l'accord muitifibre textile,
qui a échoud en fin d'annés, a déclaré M. David
Owen, ministre britannique des affaires étrangères,
et président en exercice du conseil des ministres
des Neul.

La majorité des pags membres de la C.E.E. demandaient une renégociation de l'accord muitifibre,
mais l'Allemaone, le Danemark et la Commission
de la G.E.E. s'y étaient opposés pour des raisons
stiperses.

de la C.E.E. s'y étaient opposes pour aus rauser diverses.

Finalement, les ministres se sont mis d'accord sur une procédure nouvelle : la C.E.E. jine des contingents giobaux pour les produits sensibles — chemices d'hommes, blouses, jeans et divers articles d'habillement en coton.

Les contingents giobaux seront redistribués à l'intérieur de la C.E.E. entre les différents pays membres. La négociation socc les pays tiers ne porters donc que sur le montant des contingents accordés par chacun des pays de la C.E.E.

Ceux-ci liendront compte du contingent giobal arrêté par l'encemble des pays de la C.E.E.

EXPORTATIONS DE BEURRE. — La Commission

arrêté par l'ensemble des pays de la C.E.S.

EXPORTATIONS DE BEURRE. — La Commission de la C.E.S. annoncé le 26 avril, à Luzembourg, la levée de l'embargo sur les exportations de beurre européen à destination des pays de l'Est, y compris l'Union soviétique. Cas exportations avec subventions communautaires avaisnt été bloquées au début de l'année M. Finn Olav Gundelach, commissaire européen chargé des questions agricoles, a louisions précisé que ces exportations de beurre européen tuborationsées seront autoritées pour des quantités normales, c'est-à-dire de 10 000 à 15 000 tonnes par contrut.

Le CONTRE ECONTRE ECONOMIQUE ET SOCIAL DE LA

LE COMITE ECONOMIQUE ET SOCIAL DE LA C.E.E., qui regroupe les partenaires sociaux demande un code commandatre de sécurité nucléaire.

LA C.E.R. ET LE LIBAN ont signé le 3 mai, au siège de la Communauté à Brusélies, un accord a global de coopération préférentielle » d'une durés d'imitée de montent de 30 millons d'unités de compte européennes (1 UC = 112 dollar) a également été octroyé à cs pags.

AU CONSEIL DES MINISTRES DE L'AGRICUL-TURE, qui a pris fin le 17 met à Bruzelles, les Neul n'ont pris aucan engagement sur le carac-tère temporaire des montants compensatoires qui exalent été proposés per la Commission de la C.E.E. Les ministres reprendront cette discussion lors des prochains conseils le 27 juin à Luzembourg et en juillet à Bruxelles. Ils aborderont également et à nouveau les problèmes de la politique du Marché commun viti-vinuole qui n'ont pu laire l'objet d'un accord à Bruxelles.

RELATIONS AVEC LA GRECE. — « La Gréce doit devenir membre à part entière de la C.E.E. dans les plus brefs délais possibles afin de pouvoir participer à toutes les procédures d'adhésion à venir. sinsi qu'aux procédures concernant les régions spécifiques de développement » déclare les communiqué publié à l'issue de la treisième seasion de la Commission parlementaire muste Grèce-C.E.E. qui a eu lieu le 19 mai à Mythliène (Lesbos) en mer 896e.

EURATOM

Reprise des livraisons d'uranium américain hautement enrichi

JAMES CARTER a donné le « feu vert »

M. JAMES CARTER a donné le « feu vert » américain pour la reprise des livraisons d'uranium hautement enrichi, suspendues depuis l'automne dernier, vers la C.E.E.

M. Guldo Bruinner, commissaire européen chargé de l'énergie, s'est félicité le 6 mai de cette nouvelle. La décision américaine porte pour 504 blue d'uranium hautement enrichi descette nouvelle. La décision américaine porte sur 524 kilos d'uranium hautement enrichi destinés notamment aux réacteurs expérimentaux fonctionnant en France et en Allemagne de l'Ouest. Depuis l'automne dernier, les Etats-Unis avaient suspendu leurs livraisons d'uranium hautement enrichi parce qu'ils estimaient que les contrôles de sécurité en Europe concertant de l'automne de l'a nant le transport et l'utilisation de l'uranium hautement enrichi n'étalent pas suffisants.

CONFIRMATION SUR LA « DISPARITION »
D'UN CHARGEMENT D'URANIUM. — Le porteparole de la Commission de la C.E.E. a confirmé
le 2 mai à Bruxalles qu'un chargement de 280 tonnes d'oryds d'uranium naturel woat disparu în
1868 entre Anvers et Génes et que ce chargement
n'avait famais ou être retrouvé. C'est le service
de sécurité de l'EURATOM, chargé du contrôle et
de la surcellance du transport des natifiers jissiles
dans la C.E.E., qui a découvert cette perte. Malgré
une enquête approfondis, le chargement, a-t-u
confirmé, a'a famais pu être retrouvé.
On indique à ce propos que deux hauts fonetionnaires de "EURATOM ont de quitter leur poste
à la suite de cette affaire en 1969 Il s'agiratt de
deux hauts fonctionnaires de nationalité italienne.

CECA

Meilleur climat pour la mise en œuvre du plan acier anti-crise

C'est dans un climat rasséréné que la Commission européenne a mis en œuvre son plan anti-crise de l'acier, complèté par M. Davignon (voir notre précédent numéro). Les commandes de produits laminés ont atteint 9 443 000 tonnes (dernier chiffre connu en mai, concernant les ordres reçus en mars), contre 7 587 000 tonnes seulement en février. Ce chiffre égale, pour ainsi dire, celul de mars 1978 (9 517 000 tonnes), ce qui donne à penser que le creux de la vague recessionniste est dépassé. Le résultat est d'autant plus intéest depassé. Le résultat est d'autant plus inte-ressant qu'en janvier-février les commandes reçues par les acièries des Neuf avaient été infé-rieures de 8,6 % à celles des mois correspondants de 1976. L'amélioration de mars est due exclu-sivement à la reprise des ventes à l'extérieur de la Communauté; par rapport a mars 1976, on constate une augmentation de près de 60 % de ces opérations, alors que les ventes à l'inté-rieur de la Communauté restent encore infé-

TOMMUNE UT SO EUR DE FEMALES

Marché commun

Accord sur les prix agricoles européens

économique des Nations unles pour l'Afrique et formée de représentants de la communauté de l'Afrique orientale et de l'union douanière et éco-nomique de l'Afrique centrale, a été reçue les 16 et 17 avril par le comité exècutif permanent de l'Association latino-américaine de libre commerce (ALALC). Les interlocuteurs ont confronté leurs expériences sur le commerce, l'harmonisation des politiques commerciales et les échanges, la coopé-ration financière et monétaire, les accords de com-plémentarité industrielle, la production et la com-mercialistation des produits de l'agriculture, le système institutionnel et juridique. La mission africaine a poursuivi sa tournée en

La mission africaine a poursutri ca tournée en Amérique latine et aux Carabés par des contacts avec d'autres groupements économiques de la région.

e CONSEIL INTERNATIONAL DU BLE. — Selon des indications fournies à la fin du mois d'avril par le Conseil international au bié, les estimations concernant le commerce mondial du bié pour 1875-1971 s'élèvent à 60 millions de tonnes contre un volume global de 56,5 millions de tonnes pour l'année 1875-1976; ces estimations sont en hause de 1,5 million de tonnes par rapport à celles du mois de mars.

e mars.

e MARCHE COMMUN DES CARAIBES. — Réuni de Georgetoum (Guyanal les 4 et 5 mai, le conseil des ministres du marché commun des Caralbes a fait le tour des problèmes liés aux aspects les plus marquants de l'évolution de l'intégration régionale : commerce, politique donantère et commerciale, agriculture et mesures spéciales en faceur des pays les moins développés de la zone, An chapitre des rélations extérieures, les minis-

Es prix agricoles européens sont majorés en moyenne de 3,5 % exprimés en unités de compte. Les pays à monnaie faible (France, Irlande, Italie et Grande-Bretagne) bénéficieront d'une hausse plus importante (6,50 % en France, 10,5 % en Irlande, 11,5 % en Italie et 15 % en Grande-Bretagne) exprimée en monnaie nationale. En revanche l'Allemagne de l'Ouest, pays à monnaie forte, recevra pour ses agriculteurs une majoration de 1,5 % seulement. Les pays du Benelux et le Danemark sulvront la moyenne communautaire de 3,5 %.

L'accord des neuf pays du Marché commun sur les prix agricoles européens réalisé le 36 avril à Bruxelles a été rendu possible grace à l'octroi d'une subvention de 33 U.C. par 100 kilos (1 U.C. = 1,12 dollar) à la consommatou suos ci U.C. = 1,12 dollar) à la consomma-tion de beurre en Grande-Bretagne. Londres a accepté en contrepartie de réduire de 4 % les montants compensatoires monétaires qui agissent comme des subventions à l'importation pour les achats de denrèes agricoles effectuées par le Royaume-Uni auprès de ses partenaires de la C.E.E.

de la C.E.E.

Ces montants compensatoires, qui sont à l'heure actuelle de 36,5 %, seront réduits en deux étapes à 32,3 %, moyennant ces concessions réciproques. Les neuf ministres de l'agriculture de la C.E.E. ont ratifié le compromis de la Commission du Marché commun qui prévoit une hausse moyenne de 3,5 % des prix agricoles curopéens, majorés dans les pays à monnaie faible (France, Irlande, Grande-Bretagne et Italie) et diminués en Allemagne fédérale, pays à monnaie forte. Le Danemark et les pays du Benelux bénéficieront de la hausse moyenne de 3,5 %.

(association internationale de développement), filiale de la Banque mondiale.

Parmi les problèmes discutés par les Neuf, celui de la pêcha, qui figure maintenant à tous les ordres du jour du conseil des Neuf, a permis au ministre français des affaires ètrangères de réclamer la fin du règlement provisoira pour le régime internations.

etrangères de réclamer la fin du règlement provisoire pour le régime interne de la pêche dans la zone communautaire de 200 milles marins et de demander la misé en place d'un règime définitif avant le 30 juin prochain, « régime qut doit être global et réaliste », a-t-il dit.

Le conseil des ministres des affaires étrangères des Neuf a, en outre, chargé le comité des représentants permanents (ambassadeurs des Neuf auprès de la C.E.E.) de préparer la réponse à la dernière communication du COMECON pour une reprise des négociations. Enfin les Neuf avaient fixé les modalités de la représentation (par M. Roy Jenkins) de la

Au comité permanent de l'emploi de la C.E., réuni le 5 mai à Bruxelles, n'a pu se mettre d'accord sur la révision du Fonds social européen (F.S.E.), mais a réaffirmé la nécessité de résorber au plus vite le chômage dans la Communauté (six millions de personnes).

Sept ministres du travail et deux secrétaires d'Etat, des représentants des employeurs et des syndicats et de la Commission participaient à cette réunion qui se tient deux lois l'an.

M. Jacques Legendre, secrétaire d'Etat français à la formation permanente, a réaffirmé pour sa part que le taux d'intervention du F.S.E. devait mettre principaiement l'accent sur les secteurs en difficulté (textile, sidérurgie, constructions navales) plus que sur les régions défavorisées de l'Europe, comme le souhaitent les Italiens ou les Irlandais. Ces derniers voulaient voir porter ce taux à 65 % contre 50 % actuellement. Toutefois, l'ensemble des participants ont admis le principe d'une simplification de ce fonds dans son utilisation et sa répartition, mais non une extension de sa compétence comme le proposalt la Commission européenne Les syndicats ont proposé également une réduction de l'âge de la retraite à solxante ans, la semaine de quarante heures, un congé annuel de six semaines et la scolarité obligatoire jusqu'à seize ans pour venir à bout du chômage.

Ces mesures ont fait l'objet de remarques de la part des employeurs auteur part des employeurs auteurs put leuropéenne de le part des employeurs auteurs put leuropéenne de le part des employeurs auteurs put leuropéenne de le part des employeurs auteurs que leuropéenne de le part des employeurs auteurs que de le part des employeurs auteurs que leuropéenne de l'appe de la retraite à solxante aux leuropéenne de l'appe de la retraite obligatoire jusqu'à seize ans pour venir à bout du chômage.

la part des employeurs, notamment sur leurs coûts dans une période de crise, De plus, le travail féminin et celui des handicapés n'ont

Une nouvelle escalade s'est produite, le 11 mai, dans le contentieux qui oppose l'Iriande à la Commission de la C.E.E. dans le secteur de la pêche. La Commission de la C.E.E. a demandé à la Cour européenne de justice de Lauxembourg de rendre dans les plus brefs délais un « arrêt provisoire » suspendant temporairement les mesures unilatérales prises par Dublin dans le secteur de la pêche, qui interdisent à tous les bateaux de pêche de plus de 33 mêtres de long et de plus de 1 100 chevaux de capturer des poissons dans une zone de 50 milles au large des côtes d'Irlande.

Selon les experts communautaires, cette Selon les experts communautaires, cette période temporaire pendant laquelle les mesures unilatérales irlandaises seraient suspendues

Les mesures irlandaises concer-

nant la pêche

serait de l'ordre de trois semaines. Ce délai pourrait être mis à profit pour accélérer les négociations entre la Commission de la C.E.E. et l'Irlande, d'une part, entre Dublin et ses et l'Irlande, d'une part, entre Dublin et ses partenaires européens, d'autre part, en vue de trouver une solution à ce conflit. La Commission de la C.E.E. trouve les mesures irlandaises « illégales » et discriminatoires. De son côté, le gouvernement de Dublin estime que ces mesures, qui s'appliquent à tous les bateaux de pêche, y compris les irlandais, ne sont pas discriminatoires et sont une simple mesure transitoire en attendant l'adoption d'un règlement interne de pêche dans la C.E.E. à la suite de la création, le 1-7 janvier dernier, d'une zone communautaire de pêche de 200 milles.

Conclusion d'un accord sur le sucre avec les A.C.P.

La Communauté européenne a finalement garanti, le 13 mai à Bruxelles, le prix net de 27,25 U.C. par 100 kilos de sucre (1 U.C. = 1,12 dollar) aux pays producteurs d'Afrique, des Carabes et du Pacifique (A.C.P.) pour le sucre brut (1,3 million de tonnes) de la can pagne 1978-1978 qu'elle s'est engagée à leur acheter auton les accorde de Lomé. selon les accords de Lomé. Les pays A.C.P. avaient proposé 27,90 U.C.

par 100 kilos. Un secord a pu être conclu après l'offre officielle des raffineurs britanniques Tade and Lyle qui accorderont aux exportateurs A.C.P. une prime de marché qu'ils En outre, Tate and Lyle est prêt à concéder aux pays A.C.P. une partie des bénéfices supplémentaires dans la proportion de 2/3 pour les A.C.P. et de 1/3 pour Tate and Lyle.

Toutefois, à l'issue des négociations, M. Georges King, ministre de la Guyane et président de la délégation des A.C.P., s'est montré mécontent d'avoir du recourir à des négociations parallèles avec les raffineurs britanniques. D'autre part, il juge insuffisante la concession purposente qui la courté de ligre le dete D'autre part, il juge insuffisante la concession européenne qui a accepté de fixer la date d'entrée du nouveau prix du sucre A.C.P. pour la campagne 1977-1978 le 1° mai 1977, alors que les A.C.P. rèclamaient le 1° janvier (la campagne débute le 1° juillet dans la C.R.E.). Selon M. King, les producteurs A.C.P. qui récoltent très tôt dans l'année « seront considérablement désavantagés ».

M. Gundelach, vice-président de la Commission, s'est déclaré satisfait des décisions prises et de l'atmosphère des discussions dans la

et de l'atmosphère des discussions dans la seconde phase des négociations.

Les ministres des Neuf veulent freiner la procédure d'élargissement de la C.E.E.

Les ministres des affaires étrangères de la C.E.E. sont tombés d'accord le 22 mai à Leeds Castle, dans le sud de l'Angleterre, pour freiner les procédures sur l'élargissement de la Communauté européenne de neuf à douze membres (Grèce, Portugal et Espagne).

« On a parié davantage de délais de lenteur que d'échéances précises », a précisé M. Gaston Thorn, premier ministre du Luxembourg. En définitive, les Neul sont d'accord pour poser deux préalables avant d'entamer les véritables iations avec les trois pays du bassin médi-

1) Une réforme profonde de la politique agricole méditerranéenne, demandée notamment par la France et l'Italie, dont les secteurs agricoles seraient concurrencès par les produits grecs, portugais et surtout espagnols.

2) Une vision claire des réformes institution-pelles nécessaires pour assurar le researe d'une

2) Une vision claire des réformes institution-nelles nécessaires pour assurer le passage d'une communauté européenne à Neuf, qui a déjà du mai à fonctionner correctement, à une com-munauté européenne à douze. Les ministres ont également décidé d'ouvrir un débat sur les conséquences globales d'un tel élargissement pour les politiques régionale, sociale, maritime et pour la liberté de la circu-lation de la main-d'œuvre de la C.E.E.

Le contentieux franco-italien sur

le vin

La France a répondu, vers la fin de mai, à la Commission de la C.E.E., qui l'a sommée au début du mois d'avril de payer les sommes dues au titre des montants compensatoires sur les importations de vin italien en France, qui agissent comme des aides à l'importation et facilitent donc les ventes de vin italien sur le marché français. marché français.

La réponse française souligne que les retards

de paiement sont uniquement dus à la lenteur des procédures administratives prévues à la

rieures de près de 10 % à celles de l'année

rieures de près de 10 % à celles de l'année précédente.

Cette reprise — qui s'est aussitôt traduite au niveau des prix, — n'a pas encore entraîné les aciéries à aceroître leur production. Les forges des Neuf ont, au contraîre, appliqué plus rigoureissement que par le passé le « plan Davignon », forme complétée du « plan Simonet » qui a mis en ceuvre la Commission européenne de Bruxelles. La production des Neuf, contingentée — de façon amiable — par Bruxelles, n'a pas dépassé 10,15 millions de tonnes d'acter brut en avril, contre 11,57 en mars et 11,15. Par rapport au mois correspondant de l'année précédente, l'Allemagne a réduit sa production de 380 000 tonnes, la Belgique de 280 000 tonnes, les Pays-Bas de 100 000 tonnes; en revanche, l'Italie a accru la sienne de 155 000 tonnes; celles de la France et du Luxembourg n'ont pratiquement pas varié.

Au cours des quatre premiers mois de l'année, ce sont le Luxembourg (— 9 %), l'Allemagne (— 8 %), la Belgique (— 6 %) et les Pays-Bas (— 7,5 %) qui ont enregistré les réductions les plus importantes. Celle du Royaume-Uni (— 5,5 %) se situe également au-dessus de la moyenne communautaire (—3 %). L'Italie et le Danemark enregistrent, au contraîre, des progrès de 10 % et 12 % respectivement, tandis que la production française est restée étale. Il apparaît ainsi qu'après des mois d'hésitation les sidérurgistes de la C.E.C.A. se sont décidés à appliquer le contingentement libre qui leur était recommandé par la Commission européenne.

Prix minima et prix d'orientation Le « plan Davignon », entré en vigueur le 9 mai après la consultation du conseil des ministres des Neuf le 5 mal, comporte, en

outre, on le sait :

Des prix minima pour les ronds à béton (produits dont les tarifs s'étaient littéralement

Oes prix minima pour les ronds à béton (produits dont les tarifs s'étaient littéralement effondrés, du fait de la crise européenne du bâtiment), fixé à 198 unités de compte par tonne pour les ronds à béton lisses et à 205 unités de compte par tonne pour les ronds à béton crénelés. Il s'agit de prix de base (départ des points de parité) obligatoires. Les entreprises dont les prix de barème publiés sont inférieurs à ces minima sont tenues de publier de nouveaux prix de barème conformes aux niveaux fixés par la Commission.

La décision ne s'applique pas seulement aux ventes à l'intérieur du Marché commun mais également à celles effectuées en Autriche, en Finlande, en Norvège, en Suède et au Portugal. Ces minima ne font pas obstacle aux alignements sur les prix rendus plus favorables des barèmes d'autres producteurs de la Communauté ou des pays tiers cités; toutefois, à l'intérieur du Marché commun, les alignements sur des offres en provenance des autres pays tiers ne sont autorisés que dans la mesure on les prix rendus ne sont pas inférieurs aux prix rendus qui résultent d'un barème de prix communautaire plus favorable.

Des prix d'orientation pour six sortes

● Des prix d'orientation pour six sortes d'acters, dont l'observation par les entreprises est facultative : 200 unités de compte par tonne pour les tôles finies à froid, 140 pour les tôles quarto, 235 pour les acters marchands, 230 pour les poutrelles, 245 pour le fil machine. L'octroi de licences automatiques pour les importations d'acter.

● La perception d'un éroit anti-dumping sur tout acter importé dans la C.E.C.A. et vendu à un prix tel qu'il cause un préjudice important à une production de sidérurgistes des Neuf ou qu'il retarde la création d'une production envisagée.

● Une aide accrue pour restructuration de la sidérurgie des Neuf, portant à la fois sur le financement des installations et sur la réadap-tation des « métallos ». Lors de la consultation du conseil des minis-

Lors de la consultation du conseil des ministres de la C.R.C.A., la délégation allemande, jusqu'alors fort réservée, s'est montrée conditiante, notamment à l'égard des prix minima dont elle avait précédemment mis en doute l'efficacité. En revanche, la délégation britannique s'est montrée plus hostile que prévu, prenant position contre l'ensemble du « plan Davignon », notamment contre les prix d'orientation et les prix minima, ceux-ci risquant de jouer en Grande-Bretagne le rôle de prix maxima, enlevant ainsi à la sidénurgie anglaise des recettes potentielles substantielles.

L'opposition la plus résolue est venue de l'Italie qui, pour des reisons aussi hien concrètes que de principe, s'est promoncée contre le pro-

ritalie qui, pour des raisons aussi hien concrètes que de principe, s'est prononcée contre le projet. Le ministre italien a notamment souligné que l'augmentation des prix des ronds à béton résultant de la fixation de prix minima (supérieurs d'environ 20 % à ceux appliqués sur le marché il y a peu) aggravera la situation de l'industrie italienne de la construction, déjà victime d'une augmentation sensible des coits. Le mayernement de Rome redoute ou'une talle ricime n'une augmentation sensine des couts. Le gouvernement de Rome redoute qu'une telle augmentation n'entraîne la fermeture d'un cer-tain nombre de petites entreprises sidérurgiques avec des conséquences graves sur la situation

MAJORATION D'UN TIERS DE LA PRIME DE DEPART AUX MINEURS. — La Commission de Bruxelles a porté de 750 à 1000 unités de compte la prime de départ accordée aux mineurs de charbon changeant de mêtier. Elle avait été créée en 1968, au taux de 625 U.C. de l'emploi.

LA PRODUCTION DE MINERAL DE PER DES NEUF e diminué de 12,5 % durant le premier trimestre de cette année par rapport à celle des trois premiers mois de 1976, clors que la production de fonte de la CECA n'a, elle flécht que de 3,3 %. ne jonie de la Ceua Wa, eue jieum que de 3,3 %.
AIDES A LA READAPTATION PROFESSIONNELLE — Quelque chaq mule six cents travalileurs de la CECA viennent de jaire l'objet d'une
cide de réadaptation de la Commission de Bruxelles. Il s'apit des mineurs de charbon de Sunhem
(Allemagne) et des « métallos » de Weviges (Allemagne), Thy-Martinelles et Marchin (Belgique),
Duport, Workington et Rotherdam (Royaume-Uni).

Duport, Workington et Rotherdam (Royaume-Uni).

EMPEUNT CECA AU KOWEIT. — Un contrat
portant sur le lancement d'un emprunt de 36 militons de dollars a été signé à Koweit, entre la
Commission et un consortium bancaire international. Les bons, émis pour sept uns à 99 % de
leur paleur nominale, porteront intérêt au taux
de 7,5/8. Cette émission porte le montant total
des emprunts contractés par la CECA depuis sa
création à 4298 millions d'unités de compta européennes.

péennes.

PRET A L'ACIERIE DE FIOMBINO. — Un prêt de 80 milliards de litres a été accordé par la Commision de Bruxelles, à l'Acciaierie di Piombino (Livorno) pour le financement du nouveau programme Gensemble de modernisation et de rationalisation du centre intégré de Piombino. Ce programme prévoit de rationaliser les moyens de production de fonte, d'améliorer l'approvisionnement de l'aciérie LD et de réduirs le déséquilibre du dégrossissage par rapport à l'activité de l'aciérie. ment de l'actèrie LD et de recurs le casequatore du dégrossissage par rapport à l'activité de l'actèrie. POUR UNE POLITIQUE CHARBONNIERE PLUS ACTIVE — Les dirigeauts du OEPCEO (Comité d'étude des producteurs de charbon d'Europe occidentale) ont déploré, lors de leur dernière ession à Londres, le peu de progrès réalisés jusqu'à présent dans la miss en crure d'une politique ésargétique commune. Ce climat de xiagnation contraste singulièrement apec le dynamisme qui r'est fait jour en la matière à Weshington. Dans une lettre adressée aux présidents du Conseil, de la Commission et du Parlement suropéen, le CEPCEO met en reliej l'incertitude dans laquelle est maintenue l'industrie charbonnière communautaire. Les ministres des Neuj ont d'alleurs accepté l'analyse qui met en reliej les grapes dijficultés actuelles qui résultent pour la CECA de l'augmentation intempestive des importations de hauile en provenance des pays tiers. Une nou-relle impulsion doit donc être donnée à la politique charbonnière communautaire, souligns le CEPCEO, en vue de réduire à mogen terme la dépendance énergétique de la Comminauté. Faute d'une telle politique, le risque existe que les besoins supplé-mentaires de l'énergie ne puissent être couverts vers le milieu des années 80 et au-deld, par de la houille communquiaire.

Association européenne de libre-échange

Réunion « au sommet » sur les relations avec la C.E.E.

A orise économique mondiale et l'avenir de l'Association européenne de libre-échange (AELE) ont été au centre du « sommet » qu'ont tenu le 13 mai à Vienne les présidents du conseil, les ministres des affaires étrangères et œux du commerce des pays membres de l'Association.

l'Association.

Les représentants de ces pays sont convenus de la nécessité de poursuivre le processus d'intégration économique de l'Europe occidentale, notamment après la disparition des dernières barrières douanières entre la C.E.E. et l'A.E.L.E. qui doit entrer en vigueur le 1° juillet 1977.

Tous les orateurs se sont prononcés en faveur d'une intensification de la coopération tant à l'intérieur de l'A.E.L.E. qu'entre celle-ci et l'Europe des Neuf ainsi que les autres groupements économiques et commerciaux existants.

Si l'unanimité s'est faite pour refuser tout protectionnisme en matière de commerce, des divergences de vues semblent s'être fait jour en ce qui concerne la priorité à accorder aux grands problèmes économiques de l'heure. En donnant une priorité absolue à la lutte contre l'inflation, M. Ernst Brugger, chef du département économique suisse, n'a, en effet, pas rejoint l'avis de ses collègues qui ont considéré le chômage comme étant le problème le plus grave et le plus urgent.

Un communiqué de clôture tient de ce fait « la création d'emplois nouveaux avec la poursuite concomitante des efforts en vue de faire baisser le taux d'inflation » pour « le problème

Les participants au « sommet » s'y déclarent « inquicts du fait de la situation économique en Europe », notant que « la récession projonde et la lenteur de la relance » ont « rendu plus difficile la réalisation des principaux objectifs de la politique économique ».

Ils accueillent enfin a favorablement a la volonté yougoslave de se rapprocher de l'A.E.L.E. et avec « compréhension et bienveillance » le désir portugais d'adhèrer à l'Europe des Neuf. RECENTE PUBLICATION

Les échanges de l'AELE. 1975 : bilan statistique du commerce interrégional et avec le monde extérieur, avril 1977.

de Belgrade. Ils ont été « unanimes à recon-naître la nécessité de maintenir la dynamique de la détente en évilant une confrontation stérile, mais en insistant sur le respect intégral de chacun des points de l'Acte final et sur l'examen approfondi des résultats obtenus par les Elais signataires lors de sa mise en cruvre ». En ce qui concerne la situation en Espagne, les ministres « se sont félicités des progrès continus dans la voie de la démocratie, ainsi que de l'annonce d'élections le 15 juin procham ».

COUR EUROPEENNE DES DROITS DE L'HOMME. — Réunie en scision plénière à la lin du mois d'avril, la Cour européenne des droits de l'homme a réélu président, pour une durée de trois aux, M. Giorgio Balladore Pallieri. Elle a désigné comme vice-président M. Gérard J. Wlarda, de nethonalité néviandaise, en remplacement de M. Hermann Mosler.

COMMISSION EUROPEENNE DES DROITS DE L'HOMME. — La cont vingt-septième session de la Commission européenne des droits de l'homme s'est déroulée à Strasbourg du 3 au 20 mai. On troutera un brei résumé de ses travaux dans le prochain numéro

JOUENEE DE L'EUROPE. — La Journée de l'Eu-rope 1977 a été célébrée le 5 mai par le Gonseil de l'Europe, avec comme slogan : a L'Europe ne se tera pas toute seule. »

Association du transport aérien international

Bilan du trafic en 1976

Bilan du trafic en 1976

SELON des statistiques publiées au mois de mai, le trafic des compagnies aériennes régulières membres de l'Association du transport aérien international (IATA) a progressé en 1976 sur l'Atlantique nord. Il s'est stabilisé entre l'Europe et le Proche-Orient, mais il a règressé sur l'Atlantique nord, le trafic — onze millions cinq cent mille passagers — a crû de 13,1 %. Le coefficient de remplissage des appareils a augmenté de 3,5 points et s'est établi à 60,9 %. Quant au transport de fret — 572 672 tonnes, — il a augmenté de 7,6 %. Entre l'Europe et le Proche-Orient, le nombre des passagers — neuf cent soixante mille — s'est accru seulement de 0,1 %, soit un taux d'occupation des avions de 53,5 %, en baisse de 1,8 point. Le transport de fret — 27 341 tonnes — a, pour sa part, augmenté de 11,4 %.

Sur l'Atlantique sud, on constate une réduction de 11,5 % du nombre des passagers. D'où une baisse de 10,6 points du coefficient de remplissage des appareils, qui s'est établi à 53,1 %. Em revanche, le transport de fret — 38 192 tonnes — a progressé de 15,8 %.

Croix-Rouge

Les difficultés de l'action en faveur des prisonniers politiques en Afrique australe

Afrique custrale

L E Comité international de la Croix-Rouge
L (C.I.C.R.) a effectué à la fin du mois d'avril
deux missions en Rhodésie et en Afrique du
Sud afin d'obtenir un accès plus large aux
prisonniers détenus en raison du conflit armé
(Rhodésie) et pour des raisons de sécurité
intérieure (Afrique du Sud). Dans son bulletin
daté du 4 mai, le C.I.C.R. constate que cet
objectif n'a pas été atteint et que les conditions
nécessaires à un élagissement de l'action de
protection en Afrique australe sont loin d'être
réunies. Le président du C.I.C.R., M. Alexander
Hay, et le délègué général du C.I.C.R. pour
l'Afrique, qui ont eu dans la semaine du 21 au
25 avril des entretiens en Afrique du Sud avec
M. John Vorster, premier ministre, et les
ministres des affaires étrangères, de la justice,
de la santé et de la défense, n'ont pu visiter
les personnes détenues dans ce pays en vertu
des lois sur la sécurité (« Terrorism Act » et
« General Law Amendment Act »). L'autre « General Law Amendment Act »). L'autre mission du CLCR. est celle qui avait été mission du CLCR, est celle qui avait été effectuée quelques jours auparavant par le délégué général en Rhodésie-Zimbabwe: les autorités rhodésiennes opposent toujours un refus formel à la demande de visite des prisonniers politiques condamnés et des prévenus. La seule catégorie de personnes que le CLCR, est autorisé à visiter est celle regroupant les détenus administratifs (a under the Emergency reculations »). regulations »).

AGENCE SPATIALE EUROPEENNE. — Le centre européen d'opérations spatiales de l'Agence spatiale suropéenne (ASE) a terminé, le 6 mai, le programme de mise sous tension des expériences et de pérification du satellite srientifique Geos, lancé le 20 avril dernier A la suite d'une défaillance du lanceur, qui a empéché de placer le satellite sur l'orbite péostationnaire prévue, Geos a été placé sur une orbite elliptique de douze heures.

— L'ASE et la NASA ont procédé, du 16 au 26 mai, à une seconde expérience de simulation d'un voi du Spacelab, ajin de préparer les futures missions que doit éféctuer le laboratoire habité à partir de 1980. La première expérience de simulation de voi voit et leu en juin 1975.
 COMITE INTERGOUVERNEMENTAL POUE LES

e COMITE INTERGOUVERNEMENTAL POUB LES MIGRATIONS EUROPEENNES. — Réuni du 15 au 20 mai, à Genève, le comité exécutif du Comité interpouvernemental pour les migrations européennes (CIME) a l'izé le budget du CIME pour 1977 à 25,4 millions de dollars pour ussurer les services nécesaires à l'émigration de soixante deux mille sept cent cinquante nationaux européens et rélugiés de différentes régions du monde.

e ORGANISATION EUROPEENNE POUR LA RECHERCHE NUCLEAIRE. — L'Organisation européenne pour la recherche nucléaire (CERN) a inauguré le 7 mai dernier le S.P.S., le synchrotrom à protons de 400 GeV, le plus grand instrument de physique du monde.

de physique du monde.

BUNION DE L'EUROPE OCCIDENTALE. — Par 16 roix contre 1 et 1 abstention, la commission politique de l'assemblée de l'Union de l'Europe occidentale (U.E.O.) a approuvé, le 9 mai, à Rome, une résolution sur l'application des accords d'Heisinki, présentée par un parlementaire communistiulien. M. Sergio Segre. Cette résolution recommande notamment au conseil de l'U.E.O. e de veiller à l'application, par les pays membres, de l'ensemble des principes élaborés à Heisinki et de demander aux pays de l'Europe de l'Est de mener une politique analogue »

En se qui concerne le problème de la libre circulation des idées et des hommes. M. Segre indique dans son rapport introductif que de nouveaux progrès sur la vone du désaruncment pourraient lacitier des progrès également dans et domains en raison du « lien étroit entre le développement de la détente et de la coopération et le développement, partout, de Becleurs toujours plus larges de liberté et de démocratie ».

BUNION INTERPARLEMENTAIRE. — Réuni en

de liberté et de démocratie ».

• UNION INTERPARLEMENTAIRE. — Réuni en avril dernier à Canberra, le conseil de l'Union interparlementaire s'est penché sur le sort de plusieurs parlementaires astuellement détenus dans différents pays Dans une résolution sur le Chili, approurée par quaire-vingt-deux voix et deux abstentions, le conseil demande au gouvernement de Santiago de libèrer les sénaturs Jorge Montes Moraga et Brik Schnake Silva, et de faire committre le sort des dévutés Carios Loras Tobar et Vicente Atencio Cortes et de l'ex-député Bernardo Araya Zuleia. D'autre part, le conseil a demandé aux autorités argentines de lui fournir des prácisions quani aux circonstances exactes du décès du député Mario Abel Anzaja L'Union interparlementaire était également infervenue en javeur du sénateur Hipolito Solari Irigoyen, qui a été libère par la suite et a quitté l'Argentine. En outre, le conseil a demandé aux autorités urguayennes de libèrer immédiatement le sénateur José Luis Massera et de lui donner des informations sur le sort du député Jaime Perez, arrêté arbitrairement en octobre 1974. Enjin il a invité les autorités kenyannes à libèrer immédiatement le député John Marie Seroncy.

LA CONTRACTOR CONTRACTOR OF CO

Organisation des Etats américains

·La réforme du système interamé-

ricain

I E conseil permanent de l'Organisation des L. Etats américains (O.E.A.) a approuvé le 20 avril l'ensemble du projet de réformes à la charte de Bogota de 1948 modifiée par le protocole de Buenos-Aires de 1967. En dehors de la refonte des institutions, l'originalité de ce projet réside dans l'introduction dans le système interaméricain de trois principes où s'inscrivent les nouveaux courants de pensée qui traversent les pays du sous-continent : la sécurité économique collective pour le développement, le pluralisme politique, économique et social, et la dépolitisation de l'aide au développement. La réforme du système interaméricain devra être approuvé par une assemblée générale extra-ordinaire, à une date qui n'a pas encore été précisée.

On sait que ce projet de réformes avait été sévérement critique par M. Kissinger, qui avait déclaré, lors d'une assemblée annuelle de l'O.E.A.

déclaré, lors d'une assemblée annuelle de l'O.E.A. à Santiago, que son gouvernement n'y sous-crirait pas et qu'il ne le recommanderait pas non plus au Sénat pour ratification.

D'autre part, tous les membres du conseil permanent, à l'exception du représentant du Venezuela, ont exprimé leur confiance au secrétaire général de l'O.E.A., M. Orfila, mis en cause par une campagne de presse au Venezuela pour sa gestion à la tête de l'Organisation.

Venezuels pour sa gestion à la tête de l'Organisation.

PREMIERE EVALUATION DES RESULTATS DU
SYSTÈME DES PREPERENCES GENERALISEES
DES ETATS-UNIS. — Réunis à Buenos-Aires du
17 au 21 mai, un invenu des ministres, la Commission spéciale de consultation et de négociation
(CECON) — où sont examinés les problèmes du
commerce entre les États-Unis et les pays de
l'Amérique latins — a procédé à la première évaluation des résultats de l'application, en 1976, du
Système des préjérences généralisées (S.P.G.) des
États-Unis, institué dans le cadre de la loi sur
le commerce international de 1974 de ce pays.

On sait que, sur les six mills positions et souspositions du tarif extérieur des États-Unis, deux
mille sept cent vingt-sept bénéficient, en vertu
de l'application du S.P.G., de l'exemption totale
des droite de doume. D'après les données recuellites par la CECON, les importations en prosenance des pays en voie de développement effectuées en 1976 par les États-Unis au titre du S.P.G.
ont représenté une valeur de 4000 millions de
dollars, dont 1500 millions correspondent aux
ventes latino-américaines. Bien que, dans son enalyse, la CECON ne tienne pas ce résultat pour
négligeable, elle ne le considère pas satisfaisant
compte tenu de l'importance des liens commerciaux truditionnels entre les Etats-Unis et les pays
du sous-continent, les avantages du rapprochement géographique, et du nombre des produits
essentiels pour l'économis latino-américaine qui
n'ont pas été admis à bénéficier des avantages
du S.P.G.

Parmi les griefs adressés su S.P.G. par la CECON,
di faut en souligner deux dont les conséquences
sont durement ressenties par les pags latino-américains : a) le plajonnement du volume annuel
de chaque produit importé bénéficiant de l'exemption des droits. A ce titre, les pertes essuyées en
1976 par rapport à la dernière année où le S.P.G.
n'était pas encore appliqué, serient de l'ordrine.
PROBLEMES JURDIQUES. — La vingtième conférence de la Fédération interaméricaine des furisses,

aliratifs, notamment le certificat d'origine.

FROBLEMES JURDIQUES, —La vingtième conférence de la Fédération interaméricaine des juritres, organisme subsidiaire de l'O.E.A., s'est tenue à Aflanta (Georgie), du 30 avril eu 7 mai. Les questions inscrites à l'ordre du jour, étroitement liées aux problèmes du développement de l'Amérique latine, ont porté notamment sur le droit maritime, les problèmes juridiques du jonctionnement des entreprises multinationales, le cadre juridique des opérations conjonties sur le pétrole et le gaz naturel, la propriété industrielle, la développement des institutions en Amérique latine, etc. Les questions relatives à la législation en matière de responsabilité coule dans les dommages d'origine nucléaire et aux proprès des législations nationales sur l'empioi de l'énergie alomique à des jins pactiques ont particulièrement resenu l'attention.

EL SALVADOR ET LE HONDURAS DEMANDENT

ont particulièrement resenu l'attention.

EL SALVADOR ET LE HONDURAS DEMANDENT
LA PROROGATION DE LA MISSION D'OBSERVATEURS MILITAIRES. — El Sulvador et le Hondurae
ont demandé, le 25 april, à l'O.E.A., de proroger
pour une période de trois mois le mandat de la
mission d'observateurs multaires chargés de contrôler l'application de l'accord du 6 quin 1970, destiné
à établir une zone de sécurité à la frontière des
deux pays

Le rappel de la mission avait été décidé par les

deux pays

Le rappel de la mission avait été décidé par les présidents d'El Salvador et du Honduras lors de leur rencontre à El Amarillo, petite localité frontalière vur le Goascoran, le 12 juin 1976, à la suite de la recrudescence d'autes de violence dans la zone de sécurité. La treixième réunion de consultation des ministres des affaires étrangères de l'O.E.A. s'étant prononcée (avorablement, un mois plus tard, le 29 juillet, les représentants diplomatiques et les chels militaires des pays membres de l'ODECA, réunis à Guatemala, metaient au point les modalités d'installation de la mission. Cette initiative est une preuse des difficultés auxquelles se hourtent encors les efforts de normalisation des relations entre les deux pays.

OTAN

Au conseil ministériel : propositions américaines sur le renforcement de la défense atlantique

A réunion ministérielle de printemps du Londres les 10 et 11 mai en présence de MM. James Carter, président des Etals-Unis. Eanes, président du Portugal, et de tous les

chess de gouvernement des pays membres de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN); la France était représentée par son ministre des affaires étrangères. Le communiqué final publié à l'issue des travaux du Conseil reprend trois des propositions présentées par le président Carter: coopération dans le domaine de la « production de défense » tet notamment promotion du commerce « dans les notamment promotion du commerce « dans les deux sens » entre les Etats-Unis et l'Europe en matière d'équipement militaire), mise en œuvre prochaine d'un programme de défense à long terme pour renforcer les moyens de défense et de dissussion de l'alliance atlantique derense et de dissussion de l'alliance atlantique dans les années 1980 ; définition des tendances à long terme des relations entre l'Est et l'Ouest. Selon le président Carter, cette réunion a permis de « restaurer » la confiance dans l'OTAN ; le président américain a également proposé que la prochaine réunion du Conseil se tienne à Washington.

se tienne à Washington.

COMITE DES PLANS DE DEFENSE. — Le comité des plans de défense de l'OTAN, qui rassemble les ministres de la défense des pays de l'Alliance atlantique (à l'exception de la France et de la Grèce) s'est réuni les 17 et 18 mai à Bruxelles pour examiner les propositions américaines concernant le rénforcement de l'Alliance. Les ministres se sont déclarés d'accord pour s'efforcer d'accroître les dépenses militaires des pays membres de 3 % fentermes réels, c'est-d-dirs en plus du taux de l'inflation). Le secrétaire d'Etat à la défense des Etats-Unia, M. Hurold Brown, a présenté à ses collèques deux propositions:

1) Pour accroître la capacité défensible de l'Alliance dans les années 80, renforcement de la planification et harmonisation des programmes à long terms de l'Alliance;
2) Concentration des afforts sur trois actions : renforcement des armes anti-chars du groupe d'armée, nord dans la zone Centre-Europe : mise su place mieux adaptée aux besoins des réserves de munitions et d'équipements : améioration de la capacité d'intervention des troupes, avec une attention spécule pour le problème de l'acheminement des ranjorts

MISSUE ANTINAVURE DE SURFACE DE L'AL-

MISSILE ANTINAVIRE DE SURFACE DE L'AL-LIANCE ATLANTIQUE. — L'OTAN a annoncé, le 18 mai, que les ministres de la désense de la France, de la République jédérale d'Allemagne, des Pays-Bas, de la Norbège, du Ropaume-Uni et des Etats-Unis ont conciu un accord en vue de l'étude d'un système de missile antinavire à grande portée. En principe, il s'agira d'une jamille d'armes sus-ceptibles d'être lancées à partir de bâtiments de sisface, de sous-marins et d'aéronels. Le commu-niqué de l'OTAN précise que e ca projet sera géré par un Groupement d'intérêt économique (GIE) ressemblant des firmes françaises, allemandes et américaines, et auquel les industries des Pays-Bas, de la Norvège et des Etats-Unis apporteront leur concours.

Bas, de la morvege de la conti met à nouveau l'accent, d'une part, sur les liens étroits qui s'établissent au sein de l'Alliance en vue de réaliser l'interopérabilité multaire et la coopération industrieile, ainsi que, d'autre part, sur sa volonté de disposer de moyens défensits puissanis et surs. > de disposer de mojens défensits puissants et surs. » COMPARAISON DES FORCES MILITARRES ENTRE L'EST ET L'OUEST.— Les services de FOTAN à Bruxelles ont publié le 4 met dernier des tableaux comparatifs des forces militaires des pays de l'OTAN et des pays du pacte de Yarsovie. Dans le domaine nucléaire, les pays de l'Europe de l'Est sont à parité stratégique avec les pays de l'Alliance atlantique (alors qu'il y a dix uns la supériorité était du côté américain). Dans le domaine des armex consentionnelles, les indications fournies par l'OTAN signalent notamment que les pays du pacte de Versonic ont deux fois plus de chars en Europe que les pays occidentaux, landis que le nombre des avions de combat est de six mille huit cents pour l'OTAN contre once mille pour le pacte de Versovie.

Organisation du traité central

Vingt-quatrième session du conseil R HUNI pour sa vingt-quatrième session les 14 et 15 mai à Téhéran, le conseil des EUMI pour sa vingt-quatrième session les 14 et 15 mai à Téhèran, le conseil des ministres de l'Organisation du traté central (Cento) déclare dans le communiqué publié à l'Issue de ses travaux que l'échec d'un règlement au Proche-Orient constitue une menace pour la paix mondiale et lance un appel en faveur d'ume « paix juste, honorable et durable pour toute la région du Moyen-Orient ». Participaient à ce conseil des ministres du Cento: MM. Cyrus Vance, secrétaire d'Etat américain, David Owen, secrétaire du Foreign Office, les ministres des affaires étrangères de Turquie et d'Iran et l'ambassadeur du Pakistan à Téhéran. Le communiqué final exprime également la satisfaction du Cento devant l'amélioration de la situation au Liban et félicite tous les pays qui ont pris part à la solution des problèmes. A propos de la prochaine conférence de Belgrade sur la sécurité et la coopération en Europe, les ministres espèrent qu'elle amènera une plus grande détente dans la tension internationale et soulignent à cet égard l'importance de la sécurité dans la région du Cento. Le communiqué fait état des progrès dans la lutte contre les « menaces de subversion » dans la région et rappelle le rôle du Cento en faveur de la paix, de la sécurité et de la stabilité dans la région.

Conseil de l'Europe

Au comité des ministres : les suites de la conférence d'Helsinki

R EUNIS le 27 avril à Strasbourg, les ministres des affaires étrangères des pays membres du Conseil de l'Europe ont examiné la mise en œuvre de l'Acte final de la conférence d'Helsinki sur la sécurité et la coopération en Europe et les perspectives de la prochaîne conférence

LE MONDE DIPLOMATIQUE

EUROPE DE L'OUEST

L'engrenage fédéral

Par GÉRARD SOULIER

PROUDHON écrit quelque part que l'urne du suffrage universel est encore au-dessous de la Sainte Ampoule mérovingienne, qui consacratt la légitimité des rols. La formule fil en son temps le bonheur de l'Action francaise. L'urne, aujourd'hui, porte l'auréole magique et mystique de la Sainte Ampoule, aussi bien dans le discours politique que dans l'imaginaire social : elle fonde la légitimité

L'élection du Parlement européen au suffrage universel direct n'est pas une simple modi-fication du mode de désignation d'un organe communautaire. Quoi qu'on fasse pour atténuer façon irrécusable, dans un processus d'intégration politique. En outre, tout système politique, derrière ses apparences, organise le pouvoir du plus fort. Le plus fort, dans cette Europe, c'est l'Allemagne; elle pourrait être à l'Europe ce que la Prusse lut à l'Allemagne: un centralisateur autoritaire et rigoureux. Ainsi s'engage un double mouvement de subordina-tion : de chacun des États à la Communauté, de la Communauté à l'Allemagne.

'ELECTION du Parlement européen au suffrage direct, c'est le grand bond en avant vers le fédéralisme. C'est bien ainsi que l'entendent et que l'ont toujours entendu les partisans les plus résolus de l'intégration. système fèdéral. Elle vient ajouter à tout un ensemble institutionnel déjà très élaboré. Tous les éléments du tédéralisme sont en place. L'onction du suffrage universel, de toute évidence, va libérer les énergles du système. Il faut d'abord faire le bilan d'une accumulation inetitutionnelle bezucoup plus considérable

Les traités (C.E.E. et C.E.E.A.) unt été conclus pour une durée Illimitée. Leurs auteurs ont etatué pour l'élémité, comme des constitutants : il ne s'agit donc pas d'une organisation internationale parmi d'autres mais d'un projet destiné à être développé. La Cour de justice des Communautés en tirera argument dans plusieurs de ées décisions, sur le caractère Irréversible des abandons de souversinaté.

Les traités, d'autre part, organisent des procédures de révision qui, à l'instar des Constitutions fédérales, associent largement les

peuvent êtra opérées par les seules instances communautaires : articles 95 du traité CECA (Communauté européenne du charbon et de l'acien et 235 du traité C.E.E. Ce demier article dispose : - Si une action de la Com-munauté apparait nécessaire pour réaliser, dens ement du Marché commun, l'un des objets de la Communauté, sans que le présent traité ait prévu les pouvoirs d'action requis à cet effet, le Conseil, statuant à l'unanimilé sur proposition de la Commission et après consultation de l'Assemblée, prend les dispo-sitions appropriées. « La notion de « dispositions appropriées = ne comporte aucune limite ; quant aux = objets de la Communauté =, quels lions capables d'orienter un destin désormais partagé », comme le propose le préambule du traité CECA, ou bien, d'après l'article 2 du traité C.E.E., d'établir » des relations plus étroites entre les États qu'elle réunit »? L'article 235 permet, absolument, de modifier les institutions communautaires, sans ratifica-tion des Etats membres. On opposera la vif du problème, un Etat pourra être contraint. Moyennant quoi, et de toute façon, les parlements nationaux n'auront pas à en débattre, les peuples seront tenus à l'écart.

'UNITÉ institutionnelle des trois Commu-naulés est en soi un phénomène intègraleur. Dès le traité de Rome, une convention annexe unifiait, pour les Communautés, l'Assemblée, la Cour de justice et le Conseil économique et social. Un traité du 8 avril 1965 réalisait la fusion des exécutifs : un Conseil unique se substituait à celui prévu par chaque traité, une Commission unique se substituait à la Haute Autorité prévue per le traité CECA et à la Commission prévue par les deux autres traités. Qu'il y alt encore trois traités ne gêne en rien le développement communautaire : la IIIº République a fonctionné pendant soixantecing ans avec trois lois constitutionnelles et

Le partage du pouvoir normatif entre le Conseil et la Commission s'effectue, au départ, de façon différente selon les traités, et à l'intérieur des traités selon les matières, et sorte qu'existent différents types d'actes des Communautés, dont la dénomination et la force importants sont obligatoires et directement applicables dans l'ordre interne des Etats. c'est-à-dire sans ratification. Ces décisions sont prises soit par le Consell sur proposition ou elle-même. Il faut relever un paradoxe : à lire les traités, c'est la CECA qui représente la plus haut degré d'intégration en ce qu'elle confie l'essentiel du pouvoir à la Haute Autorité forgane qualifié de supranational par l'article 9 du traité), tandis que, dans le traité C.E.E., la Commission dispose d'une compétence plus restreinte, au profit du Consell. Mais, si l'on rapporte les pouvoirs de checun au contexte du traité, on s'aperçoit que c'est l'inverse qui est vrai : en effet, le tralté CECA, limité au charbon et à l'acier, règle toutes les questions essentielles et, par là, est très proche d'un traité classique. Les audaces du traité ne sont donc pas trop compromettantes dans la mesure d'application, d'ordre relativement secondaire. Au contraire, dans le traité C.E.E., le champ d'intervention est très vaste, ce qui confère aux exécutifs une compétence qui, d'un point de vue matériel, est de nature législative, et leur donne ainsi un pouvoir considérable.

Le pouvoir de la Commission, dans la pratique, est beaucoup plus important qu'on ne le dit. Si elle ne peut que dans certains cas zit à agir, généralement, comme organe de proposition ne doit pas tromper : c'est un gouvernement. Pour l'heure, sans doute, sous forme d'esquisse, mais déjà blen dessinée. Sa permanence lui donne une très grande force face au Consell. La Commission est là chaque jour, elle dispose d'une administration unifiée, elle examine tous las projets. Son poids est encore accentué par la généralité de sa compétence, tandia que la Conseil est formé.

Elle est en outre, dans son organisation, un véritable gouvernement : c'est un organe collégial qui délibère et détermine collectivement tout ce qui relève de sa compétence ; tel un conseil des ministres, la Commission se reunit une fois par semaine, entend des rapports, adopte des projets ; chaque commisspécialisé et dirige les services administratifs correspondants : affaires économiques et sociales, transport et environnement, politique agricole, relations exterieures. On pourrait préciser davantage, il suffit : les pouvoirs du Conseil (organe communautaire et non contérence diplomatique) doivent être évalues comple

A Cour de justice, organe le plus discret, n'est pas le moins important. Juridiction internationale et juridiction d'attribution. étroite des traités. Bien au contraire, elle a systématiquement orienté sa surisprudence en laveur de la Communauté contre les États, posant sans nuence la primauté de toute règle communautaire sur toute règle interne. Un exemple suffira. Dans un arrêt du 17 décembre 1970, elle affirme expressement : = L'invocation d'atteintes portées soit aux droits fondamentaux tels qu'ils sont formulés par la Constitution d'un Etat membre, soit aux principes d'une structure constitutionnelle nationale, ne saurait affecter le validité d'un acte de la Communauté ou son effet sur le territoire d'un Etat. . Selon la Cour, même un principe constitutionnel plis devant l'ordre communautaire. Et la Cour, dans cet arrêt, parle d'un acte de la Communauté, pas du traité. Sans que nul ait protesté, la Cour se comporte déjà et depuis longtemps comme una véritable juridiction fédérale

Tous les éléments d'un système fédéral sont dès lors réunis. L'introduction du suffrage universel direct va précipiter l'évolution en ren-forçant le Parlement à l'intérieur des institutions communautaires et, pertant, les Communautés face aux Etats, sans que rien solt changé

démocratique. Les traités lui ayant laissé le soin d'aménager son règlement intérieur, il a internes, en constituent des commissions parle-mentaires permanentes spécialisées (on sait leur importance dans un système parlementaire), des groupes politiques (et non nationaux), un buresu élargi qui tient lieu de conférence des présidents et arrête l'ordre du jour, et en adoptant toute le panopile des questions

Les truités ne lui reconnaissent pas de pouvoir législatif, male II d'apose d'ores et déjà du pouvoir budgétaire et du droit de censurer la Commission sans autres limitations majorité qualifiée. Per ailleurs a été introduite une pratique non prévue par les traitée : un débat d'investiture lors de l'entrée en fonctions de la Commission. Tous les éléments du parlementarisme sont en place, et notamment la responsabilité ministérielle. Le Parlement dispose ainsi des moyens de contraindre la Commission. Il est peu probable qu'il ait à le que stimuler celul de l'autre. Les résolutions ou svis de ce Parlement seront d'évidence entérinés par les organes de décision, et la Commission, forte du soutien de la repré tation démocratique de 250 millions d'Européens, sera plus puissante encore face aux Elats.

'ESSENTIEL n'est donc point, quoi qu'on an dise, les pouvoirs, c'est-à-dire les Parlement, mala blen le auffrage universei. Avec son introduction, on guitte définitivement le domaine du droit international pour entrer organisation internationale dotée d'un organe élu au suffrage universal, et chaque fois, dans l'histoire, que le suffrage universel a investi un organe, il a attiré le pouvoir et assuré une unité politique : au bout du suffrage universel un nouvel Etat an Europe de l'Ouest, cet Etat

pouvoir central sont réunis : un gouvernement — la Commission — et un Parlement, dont le bicameralisme traditionnel prend forme : une senter les citoyens ; le Consell, représentant les Etats membres, préfigure un Sénat doté de prérogatives importantes. La Cour suprême a déja, quant à alla, montré ses convictions

L'Allemagne fédérale dominera cet Etat, par nécessité et par volonté, salon le même méca-nisme qui a conduit la Prusse à unifier l'Allemagne. L'unité allemande a elle aussi comdans un rapport au roi : « L'union des Etats dans une association douanière et commerciale entraîne après elle l'unitication progressive en un même système politique. - La Prusse, par son plus grand polids démographique et économique, en fut l'agent et le bénéficialre : l'unification de l'espace économique favorisait les premiers exemples de concentration indus-trielle — c'est au milieu du dix-neuvième siècle que Krupp organisait sa puissance à Essen. La prééminence économique de la Prusse pré-Bismarck suscitait la Confédération d'Allemagne du Nord transformée quatre ans plus tard en Constitution d'Empire, dont Bismarck voulait confédération d'Etat, en se rapprochant, dans la pratique, de l'Etat fédéral ». L'unité devait, Les grandes décisions du temps na sont pas prises per les discours... mais par le fer et par le sang. > On sait ce qu'il advint.

'UNION douznière, en Europe occidentale, après la guerre, les grands cartels allemands, choyée par un Führer qu'ils choyalent à leur tour, n'ont pes été démantelés : «s contrôlent aujourd'hui la sidérurgle européenne. La loi de la concentration et de la centralisation du pouvoir économique, puis politique, ne s'est jamais démentée dans l'histoire. Il est donc aberrant de croire que l'abaissement des frontières nationales libèrera les régions. Comme le rappelle Claude Bourdet dans le début de développement de l'Italie du Sud et fait la puissance de l'Italie du Nord, et la formule de Jean-Pierre Vigler, selon laquelle l'intégration européenne conduit à une latinoaméricanisation de l'Europe du Sud, pourrait devenir bientôt vérité historique. Pour les régions de petite et moyenne agriculture,

Au seul bénéfice des pulssants, l'intégration assure, en revanche, la domination de l'Allemagne. Le puissance économique de l'Allemagne la fall regarder comma modèle. Mais c'est démons de l'ordre, quitte à le présenter comme un ordre « démocratique libéral », et à le couvrir d'institutions représentatives. Il ne faut peut-être, mais certainement trop vite oublié, Marcuse écrit dans l'Homme unidimensionnel : Le totaliterisme n'est pas seviement le fait d'una forme de gouvernem découle plutôt d'un système apécitique de production et de distribution, parlaitement compatible avec un « pluralisme » de partis, erc. - L'Allemagne modèle, c'est la normalisation, per les Berufeverbote, du plus grand nombre, et l'élimination des opposants radicaux, dans des prisons où l'on meurt avant d'être jugė. La modėla aliemand entend modeler l'Europe. Pour partie, c'est fait : les Beruisverbote sont délà devenues pratique communautaires (1). Ce danger est tellement perçu qu'ils avancent que cette intégration pou limiter le danger allemand. A coup sûr, il le

(1) CL le Monde, 30 octobre 1976. Henri Noguères, e L'inquisition à Bruxelles 3, l'Unité, 12 novembre 1976, et de nombreux articles de l'Humanité, qui a révêlé l'affaire, notamment dans le numero du 28 octobre 1976.

Dans ce numéro :

PAGES 2 à 4:

CHYPRE S'ENFONCE DANS LA PARTITION DE FAIT, par Marcel Barang. Recherches universitaires : Moscou et l'intégration européenne, par Charles Zorgbibe.

PAGES 5 à 8:

L'EUROPE D'HELSINKI À BELGRADE : LE DIA-LOGUE DIFFICILE ET NECESSAIRE : Les droits de l'homme et la circulation des idées, par Aleth Manin. — La classique confrontation entre deux conceptions de la liberté, par Ryssard Wojna. — Les « mesures de conflance » militaires et le désarmement, par Victor-Yves Ghebali. -- Pour consolider et élargir le processus de détente, par Marian Dobrosielski. — Au cœur de la sécurité européenne : la question allemande, par Charles Zorgbibe. — L'avenir prévisible des deux alliances en Europe, par

La liberté de voyage et le fantôme de McCarthy aux Etats-Unis, par Schofield Coryell.

PAGE 9:

La chambre de commerce internationale et les échanges Est-Ouest, par Odon Kallos et Hans Rudolph Freiherr von Schröder.

PAGE 10:

L'ALLEMAGNE A LA CONQUETE DE L'EUROPE, par Jean-Pierre Vigier.

PAGE 11:

France économique et sociale, France rurale, par Frédéric Langer.

PAGES 12 et 13: LES NOUVELLES FORMES D'EXPLOITATION DES

PAYSANS PAR LE CAPITALISME MONDIAL, par James F. Petras. L'agro-business et la faim dans le monde, par Micheline Paunet. Des chrétiens face à la dictature chilienne, par Armando Uribe.

PAGE 14: Comment les fortes fluctuations du prix du sucre

pénalisent les pays sous-développés exportateurs, par Edmond de Clairmont. **PAGE 15:**

L'endettement vertigineux du tiers monde, par Georges Corm.

PAGES 16 à 19: LA MARTINIQUE, une société morbide et ses pulsions, par Edouard Glissant. — Le choc brutal entre une économie fragile et la métropole, par Jean Cru-

par Roland Suvelor. PAGES 20 et 21:

ISRAEL : L'HEURE DES AFFRONTEMENTS : Incertitudes sociales et nouveau risque de guerre, par

Amzon Kapeliouk. Fin de l'article sur la politique des . faits accomplis » du gouvernement travailliste. Elections législatives et nouveaux gouvernements.

PAGE 22:

L'aide du Caire au régime Mobutu, le président Sadate et son armée, par Marie-Christine Aules. Les multinationales européennes et le capitalisme mondial, par Georges Bensaid.

Fin de l'article d'Howard Schissel sur la Mauritanie.

PAGE 24: Dans les revues...

COREE : L'EBRANLEMENT D'UNE DICTATURE.

PAGE\$ 26 et 27 :

Les livres du mois.

PAGES 28 à 31: L'activité des organisations internationales.

Le numero du « Monde diplomatique » de mai 1977 a été tiré à 113 000 exemplaires. Comme toutes les publications du « Monde » « le Monde diplomatique » est interdit au Maroc depuis la fin du mois de janvier 1977. Le numéro de mai a également été interdit au Congo et au Zaïre.

